

Après la victoire de la rébellion L'unité de l'Éthiopie Le jeu de Washington en question

PRIVÉ de son chef, qui s'est enfui à l'autre bout de l'Afrique, le régime éthiopien n'aura résisté qu'à peine une semaine à l'assaut des rebelles tigréens et érythréens. Totalement démoralisés, l'une des premières armées du continent noir - environ quatre cent mille hommes - s'est débandée en quelques jours. Cette spectaculaire déroute en dit long sur l'absence d'enracinement et de légitimité d'une sanglante dictature qui se voulait naguère le plus beau fleuron du marxisme militaire en Afrique.

Affaibli par son combat toujours recommencé contre les guérillas, affrontant les ravages périodiques de la famine, le régime du lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam aurait pu, quoique rongé de l'intérieur, survivre encore plusieurs années, s'il n'avait été abandonné à son sort par son protecteur soviétique. Le désintérêt de l'URSS pour une région où elle avait misé gros et son entente nouvelle avec Washington pour y éteindre les conflits ont permis un retour en force des États-Unis dans ce pays de la corne de l'Afrique qui fut longtemps leur fidèle allié.

L'ATTITUDE de l'administration Bush, ces derniers jours, sous tout de même surpris plus d'un. Maître d'œuvre des négociations de Londres - entre un gouvernement déjà défait et des rebelles sûrs de triompher - le département d'État s'est comporté en « accoucheur » du nouveau régime, précipitant l'avènement à Addis-Abeba d'un front révolutionnaire, dirigé par des communistes archaïques, qui, à y a peu encore, glorifiaient Staline.

En vérité, Washington a eu pour principal souci d'assurer à l'Éthiopie une transition en douceur. Hantés par les massacres auxquels donneront lieu les récents changements de pouvoir au Libéria et en Somalie, les dirigeants américains ont voulu à tout prix épargner un bain de sang supplémentaire à un pays qui a déjà eu son lot de violences et de drames.

MAIS l'Amérique attend des nouveaux maîtres de l'Éthiopie qu'ils respectent les règles du jeu démocratique. Faute de quoi, leur a-t-elle fait savoir, ils ne recevront aucune aide de Washington. Sans préjuger la sincérité de leurs professions de foi démocratiques, il y a fort à parier que les anciens rebelles feront le nécessaire, du moins dans un premier temps, pour rassurer une Amérique si bien disposée à leur égard.

Parallèlement, il leur faudra affronter un défi majeur : que faire de l'Érythrée ? Même s'ils ont accepté, par réalisme, de reporter d'au moins dix-huit mois la tenue d'un référendum sur l'autodétermination de la province dont ils sont désormais les maîtres, les chefs de la révolte érythréenne semblent plus que jamais déterminés à réaliser leur vieux rêve d'indépendance.

En bonne logique, ils ont dès mardi refusé d'avancer d'entente dans un gouvernement étiopien qui ne serait pas le leur. A leurs compagnons de route tigréens, ils se contentent d'offrir un « soutien sans participation ». Hostiles depuis toujours au socialisme des érythréens, tout en admettant leur droit à l'autodétermination, les États-Unis auront bien du mal à contenter tous leurs nouveaux « amis » d'Éthiopie.

Les rebelles éthiopiens, après s'être emparés d'Addis-Abeba s'installent au pouvoir. Leur objectif est de former un gouvernement provisoire. Les indépendantistes érythréens ont refusé d'y participer : l'unité du pays est en jeu.

La conférence de Londres s'est achevée, mardi, sur un accord entre les groupes de l'opposition armée qui prévoit l'organisation d'élections libres et d'un référendum d'autodétermination pour fixer le sort de la province de l'Érythrée. Le Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) a déjà annoncé qu'il ne participerait pas au cabinet de transition à Addis-Abeba. Il a décidé d'instituer, de son côté, un « gouvernement provisoire » dans la province du Nord.

Toutefois, le FPLE a fait savoir que cette dernière décision n'équivalait pas à une déclaration d'indépendance à effet immédiat et a réaffirmé son souci d'établir une « large coopération » avec les nouvelles autorités.

Lire page 3
l'article de JEAN HÉLÈNE
et nos autres informations

Le préférant à son concurrent allemand Le Texas a choisi le TGV français

L'autorité chargée par l'État du Texas de choisir une technologie et un opérateur pour une ligne de train à grande vitesse entre Dallas, Houston et San Antonio a retenu, le 28 mai, le projet du consortium commercialisant le TGV français développé par GEC-Alsthom. Le coût total du projet est évalué à 34 milliards de francs. On estime à dix pour cent de cette somme la part qui reviendrait à l'industrie française. Le TGV était en concurrence avec la technologie allemande.

par Alain Faujas

« Nous ne sommes pas au bout de nos peines, nous a déclaré M. Michel Perricaudet, directeur général de la division transports de GEC-Alsthom, l'un des vainqueurs de l'appel d'offres texan. Mais le choix de l'État du Texas marque une belle avancée, puisque, pour la première fois aux États-Unis, la technologie ferroviaire se voit reconnaître et que cette technologie est la nôtre, comme elle l'est en Espagne, en Grande-Bretagne et en Belgique. »

GEC-Alsthom aurait tort, en effet, de boudier son plaisir puisque les Japonais, en Californie, et ABB, groupe helvético-suédois, en Floride, ont dû, tour à tour, déclarer forfait sur des projets de trains à grande vitesse.

A l'appel d'offres lancé par le Texas, deux candidats ont répondu. Le premier, Texas Pas-

trac, défendait la technologie allemande de l'ICE développée par Siemens et Krauss Maffei.

Il proposait de réaliser des lignes nouvelles entre Houston, Waco et Dallas, où des rames circulant à 270 km/h pourraient transporter après l'an 2000 un peu plus de 11 millions de voyageurs par an. Le coût de ce projet était évalué à 7 milliards de dollars (40 milliards de francs).

Le deuxième projet, Texas TGV, était animé par la firme américaine Morrison-Knudsen, qui défendait les couleurs du TGV français développé par GEC-Alsthom. Plus ambitieux, il proposait de construire un railleur de kilomètres de voies nouvelles entre cinq villes : Houston, Dallas, Fort-Worth (aéroport de Dallas), Austin et San-Antonio.

Lire la suite page 32

Pour enrayer l'aggravation du déficit L'État recherche 17 milliards de francs

Pour enrayer le déficit grandissant des finances de l'État, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a présenté, mercredi 29 mai, au conseil des ministres, une série de mesures, dont des augmentations de TVA. L'objectif est de faire gagner 17 milliards de francs au budget de 1991. Le dérapage des finances publiques est provoqué notamment par le ralentissement de la croissance qui, selon le gouvernement, ne dépasserait pas 1,5 % cette année.



Lire nos informations page 29

Allemagne : relève au SPD

Un entretien avec M. Björn Engholm
nouveau président du Parti social-démocrate

BONN

de notre correspondant

M. Björn Engholm, cinquante-deux ans, ministre-président du Schleswig-Holstein, a été élu mercredi 29 mai à la présidence du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD). Il succède à M. Hans Jochen Vogel, qui conserve néanmoins la présidence du groupe parlementaire au Bundestag. Peu avant son départ pour Brême, où se tient le congrès du parti, il a accordé un entretien aux représentants du Monde, du Financial Times, de La Repubblica et d'El País.

« N'estimez-vous pas politiquement compliqué de devenir président du SPD, sans être le chef de l'opposition au Bundestag, et alors que votre autorité est contestée par des hommes comme

Hans Jochen Vogel ou Willy Brandt ou même Oskar Lafontaine ? N'y a-t-il pas là un risque de cacophonie et d'impulsions ?

« C'est à eux, pas à moi, qu'il faut le demander. Il ne faut pas que, dans la bonne vieille tradition hiérarchique, les membres du parti se disent : « Nous avons un président, qu'il fasse l'acrobate là-haut », et attendre soit qu'il fasse des promesses, soit qu'il se casse la figure. Un parti moderne, pour survivre, doit apprendre le travail en équipe. Nous devons essayer de fonctionner comme une entreprise moderne, avec une division du travail où chacun fait les choses qu'il sait faire le mieux. »

Propos recueillis par
LUC ROSENZWEIG
Lire la suite page 4

Les causes de Danielle Mitterrand

La présidente de France-Libertés, actuellement en voyage en Asie du Sud-Est, multiplie les initiatives humanitaires

par Daniel Schneidermann

« En venant ici, c'est vous qui faites de l'ingénierie ! Pas moi ! » Stupéfait, l'ambassadeur de Chine en France laisse passer l'orage. Il croyait être venu signifier à l'épouse du chef de l'État la réprobation de Pékin devant son projet sacrilège de recevoir en grande pompe le dalaï-lama, chef religieux tibétain. Et, en ce jour de 1989, c'est une douche froide fort peu diplomatique qui s'abat sur Son Excellence. « Je suis une femme libre ! Ma Fondation France-Libertés est indépendante ! » lui lance la présidente. Avant ce coup de grâce : « En venant ici... » La délicate mauvaise foi ! Une « femme libre », vraiment ? La première dame se serait-elle donc effacée devant la dernière militante

de France ? Dans son agenda, il est vrai, la fondation a quelque peu supplanté l'activité traditionnelle d'une épouse de chef d'État : répondre au courrier. « Pendant deux ans et demi, j'ai relu personnellement toutes les réponses aux lettres qui m'étaient adressées, se rappelle-t-elle. Mais aujourd'hui, les personnes qui s'en occupent pour moi sont parfaitement formées... »

De son bureau au dernier étage du palais du Trocadéro, dans des locaux loués à la direction des Musées de France grâce à l'entremise de l'ami Jack Lang, elle veille donc sur tous les malheurs de la planète. Pour lutter contre le sida en Afrique, la Fondation France-Libertés envoie des seringues, ou encore des cahiers pour écoliers sur lesquels est imprimée une bande dessinée prophylactique.

Lire la suite page 7

Bruno BETTELHEIM : Le poids d'une vie Essais-Souvenirs



Collection Réponses

Lire, c'est se donner les moyens de comprendre.

ROBERT LAFFONT

EDUCATION + CAMPUS

Lycéens 1991 : la menace du chômage

Il y a six mois, ils bousculaient le gouvernement, étaient reçus à l'Elysee et décrochaient une rallonge budgétaire pour leurs lycées. Plus de cinq cent mille d'entre eux s'apprennent maintenant à passer le baccalauréat. Déroulants lycéens. Acteurs en première ligne d'une crise politique et rejetant pourtant, massivement, le monde des politiques. Engagés, mais non militants. Réclamant « des sous pour l'éducation », mais obsédés, en réalité, par le chômage, l'avenir professionnel, la sélection.

Face à cette inquiétude, ils multiplient les filets de sécurité : prime aux diplômés, repli sur la famille et les amis, souci de leur santé. L'amour même semble reporté à des jours meilleurs. Tel est le portrait collectif que dresse des lycéens un sondage réalisé pour le Monde, la MNEF et l'ONISEP.

GÉRARD COURTOIS

Lire notre supplément, pages 13 à 18

Les violences dans les banlieues

■ A Mantes-la-Jolie, l'hommage des jeunes à Aïssa Ikhich...
■ Aux Mureaux et à Sartrouville : nouveaux incidents

Lire page 10

les articles de PHILIPPE BERNARD et d'ÉRIC INCINYAN

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40

BASKET LE GRAND RETOUR

Le grand retour du basket-ball en France. Une collection de livres et de documents qui vous fait découvrir l'histoire du sport, les grands joueurs, les grands moments. Une véritable encyclopédie pour les amateurs et les professionnels.

M0147 - 0530 0 - 6.00 F

DÉBATS

Chômage

Un capitalisme à inertie

par Pierre Guillen

Le chômage s'est subitement aggravé en mars. Le gouvernement s'efforce de réagir. Les premiers signes de détérioration étaient apparus en septembre. L'esprit public était tourné tout entier vers le rallye militaire du Golfe. Celui-ci terminé, un cortège de phénomènes désagréables a resurgi. Au lieu d'une euphorie propice à la reprise, une sorte de crispation psychologique s'est peu à peu répandue, freinant une conjoncture déjà hésitante. La guerre n'a servi à rien. Leader de la coalition, l'Amérique était en récession depuis plusieurs mois; elle l'est toujours. Son fidèle second, la Grande-Bretagne, également. Les « pacifistes » s'en sortent mieux : le Japon et l'Allemagne (à l'Ouest) continuent de connaître une croissance exceptionnelle. Heureusement pour nous, sans quoi la chute eût été plus rude!

Nous sommes à notre rang : la France fait comme les autres, avec retard. Elle devrait donc pouvoir tirer les conséquences de la situation sans plus attendre. Ce à quoi l'OCDE l'invite depuis longtemps déjà. En 1989, ses experts, examinant les perspectives de l'emploi, relevaient qu'en France le marché du travail s'ajuste aux variations de production du secteur manufacturier trois fois plus lentement qu'au Japon, quatre fois plus qu'en Alle-

magne et au Royaume-Uni, huit fois plus qu'aux États-Unis. La faiblesse de notre dynamique d'ajustement, comme on dit, a été confirmée par l'INSEE à la fin de 1990 qui évalue le délai moyen d'adaptation de l'emploi en France à sept mois pour l'ensemble des secteurs et à dix-huit mois pour l'industrie manufacturière.

L'équipe de l'UIMM qui suit cette évolution en permanence a, pour sa part, établi que depuis cinq ans les effectifs de l'industrie ne s'adaptent aux variations de la production industrielle qu'avec un délai de sept trimestres, délai qui a tendance à croître depuis 1989. La réputation qu'a trop souvent l'industrie d'être une activité à risque ne se vérifie donc pas dans les faits. Elle pratique en matière d'emploi moins d'aller-retours que bien d'autres secteurs.

La production de l'industrie manufacturière a baissé en France de 2,2 % au quatrième trimestre 1990 sans avoir, depuis, connu une sensible reprise. Ce n'est donc que dans dix-huit mois que nous encaisserons, en matière d'emploi, la totalité des dividendes de ce recul. La poussée du chômage enregistrée au mois de mars n'est que le reflet, quant à elle, de l'essoufflement de la croissance enregistrée dès les premiers mois de 1990.

Certes, et sans entrer dans plus

de détails, les experts démontrent que la dynamique de l'ajustement de l'emploi est plus vive à la hausse. Si les affaires reprennent comme cela est possible en fin d'année, nous assisterons en 1992 à des téléscopages de recrutement et de réduction d'effectifs mais dont le solde risque d'être encore négatif pendant l'année 1992. Mieux vaut le savoir comme il vaut mieux mesurer les conséquences pour les entreprises du maintien pendant plusieurs mois d'un niveau d'emploi supérieur au niveau nécessaire : le partage d'une valeur ajoutée à la baisse penche plus que de raison vers la masse salariale et au détriment des résultats.

A défaut de réduire rapidement l'emploi excédentaire, le bon sens conduit à penser qu'il faudrait sinon diminuer le salaire de chacun, du moins le stabiliser, et cela d'autant plus commodément que nous sommes en période de débauchage depuis 1983 de l'indexation. C'est là une vérité bien certaine mais qui ne se vérifie pas dans les faits. Il est facile d'établir, en effet, que la variation des prix de détail à elle seule explique en moyenne 80 % de l'augmentation des salaires nominaux. Quoi qu'on dise, l'indice des prix reste la « Statue du Commandeur ».

L'année n'échappera pas à cette

environ 3 %; les hausses de salaire ne devraient raisonnablement pas dépasser ce chiffre. Mais tout porte à croire qu'emportée par l'élan des deux années précédentes, cette hausse sera vraisemblablement proche de 5 %. Le ministère du travail s'en est d'ailleurs alarmé. Il craint que si le partage de la valeur ajoutée continue de pencher vers les salaires, avec l'ampleur de l'an dernier, l'emploi en souffrira. C'est un bon pronostic pour après-demain.

Sommes-nous plus bêtes que les autres ?

Un retard cumulé dans l'ajustement de l'emploi et des salaires ne peut que réduire les capacités d'investissement des entreprises. Si la croissance repart, elle traversera une phase de récupération relativement longue avant d'atteindre à nouveau le taux de marge compétitif qui était le leur en juillet 1989 et qui, depuis, ne cesse de chuter. Espérons que nous pourrions y parvenir dans le milieu de 1993, à condition qu'au moindre signe de reprise, nous ne commençons pas par en dilapider les fruits.

Sommes-nous plus bêtes que les autres puisque nous mettons plus de temps à réagir alors que nous avons les mêmes cartes en mains? Peut-être écrivons-nous une certaine inaptitude à intégrer dans nos raisonnements et dans nos comportements l'existence de cycles économiques. Les Américains professent que « les arbres ne poussent jamais jusqu'au ciel ». Nous semblons croire que le progrès est continu et linéaire. Quand le bas succède au haut, ne serait-ce qu'un temps, nos esprits paraissent se brouiller. Non seulement nous réagissons avec retard, mais nous sommes portés, face aux intempéries, à vouloir acheter le beau temps à crédit. Pourtant, nous savons d'expérience ce qu'il nous en coûte.

Nos relations sociales sont souvent sèches et schématisées. Peut-être cela est-il vrai. Cependant, notre système social réagit avec infiniment moins de brutalité qu'ailleurs. Et ceci ne date pas d'hier. Dans Naissance et déclin des grandes puissances, l'historien Paul Kennedy observe que, au dix-neuvième siècle, « la France avait une logique tout à fait différente de celle qu'ont retenue les Anglais; du coup, les injustices sociales dues à la révolution industrielle furent moins répandues en France ».

Tout se passe comme si l'état permanent de nos mœurs nous conduisait à pratiquer une certaine forme de capitalisme à inertie.

Pierre Guillen est vice-président de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) et du CNPF.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Spéculations d'après guerre

Trois mois après la fin de la guerre du Golfe, plusieurs revues s'interrogent sur les conséquences du conflit — et sur les chances de « gagner la paix » après avoir « gagné la guerre ».

La guerre du Golfe a-t-elle consacré la victoire du droit contre la dictature, ou celle de l'hégémonie américaine sur le reste du monde? Porte-t-elle l'espoir d'un règlement dans l'une des régions les plus troubles du monde, ou la menace de nouveaux déchirements? Ces questions sont, on s'en doute, au cœur des réflexions sur les lendemains d'un conflit qui fut aussi soudain qu'énigmatique.

Les réponses reflètent évidemment les positions prises par chacun à la veille des hostilités. Les plus opposés au principe même de la guerre demeurent les plus inquiets quant à ses conséquences. Mais, d'une façon générale, le consensus qui s'est manifesté en faveur d'une intervention armée contre le dictateur Saddam Hussein ne s'est pas brisé après la victoire. Rares sont ceux qui remettent en question la nécessité de barrer la route à l'expansionnisme irakien. Les revues qui publient des numéros spéciaux sur la guerre s'efforcent toutefois de respecter les diversités d'opinions et de sensibilités et souhaitent, comme la *Revue du monde musulman* et de la *Méditerranée*, substituer « la logique des chercheurs » à la « logique de guerre » des politiques.

Le géographe Yves Lacoste se félicite, dans *Hérodote*, que cette épreuve ait été l'occasion d'un débat démocratique rare en de telles circonstances, dans lequel tous les points de vue ont pu s'exprimer de façon contrastée. « Le large débat géopolitique qui vient de se dérouler en France sur la guerre du Golfe peut être considéré comme une nouveauté historique, qui aura sans doute valeur exemplaire pour l'avenir », observe-t-il.

Comme cela arrive fréquemment dans les grandes crises, la guerre a exacerbé les fractures internes des sociétés. Ainsi Yves Lacoste met en relation la réserve dont ont fait preuve les Maghrébins vivant en France et l'ampleur des manifestations antioccidentales — et plus précisément antiracistes — dans les pays du Maghreb. Pour lui, cette flamme de la société algérienne, tirée entre l'attrait et le rejet de l'Occident.

Les Moscovites et l'Europe

Les Français n'ont pas été les seuls à se passionner pour l'affaire irakienne. Un sondage réalisé pour *Hérodote*, le 17 février, à Moscou, montre que, malgré leur éloignement et leurs difficultés internes, les Moscovites suivent la question de près et avaient nettement choisi leur camp : 80 % d'entre eux se disaient « très inquiets » par le conflit et 50,7 % se sentaient « plus proches des alliés », contre 14,7 % « plus proches des irakiens » (21,63 % n'ayant « aucune sympathie »).

Que les Russes se sentent si européens est une donnée intéressante pour l'avenir. Mais où étaient les Européens pendant la crise? L'absence de l'Europe dans cette affaire est évidemment un sujet de préoccupation — en particulier pour Gianni De Michelis, le ministre italien des affaires étrangères, qui, interrogé par *L'Événement européen* en profite pour enfoncer le clou de l'union. « Nous en avons conclu », déclare-t-il, « qu'il faut accélérer l'union politique et la doter des instruments adéquats de politique étrangère et de sécurité, y compris, à moyen terme, une défense commune dans le cadre de la plus vaste de l'alliance atlantique ».

M. De Michelis insiste également sur la nécessité pour l'Europe d'aider le développement des pays du Moyen-Orient et rappelle le projet ita-

lien de « création d'une institution financière pour le pourtour méditerranéen, sur le modèle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement des pays de l'Est ». Cette nécessité d'une aide européenne au développement des pays du Maghreb est également évoquée par Pierre Bérégovoy, tandis que Pierre Mauroy lie cette intervention économique aux progrès de la démocratie dans les pays arabes.

Mais cette attitude d'ouverture et de coopération est-elle seulement possible après ce qui s'est passé? L'Europe demeure-t-elle crédible aux yeux de la majorité des Arabes alors qu'elle s'est alignée sur les positions de la trop puissante Amérique? Pour Roland Lafitte, dans les *Cahiers de l'Orient*, leur engagement militaire dans le Golfe a marqué la volonté des États-Unis de contrôler la région d'approvisionnement en pétrole des principaux concurrents, que sont le Japon et l'Europe. C'est pourquoi il est urgent pour ces derniers d'entamer une manœuvre de « dissociation discrète », les dégageant de l'emprise de leur puissant allié. Ce n'est qu'à ce prix que l'Europe pourra espérer ranimer des liens avec les pays arabes.

Le réveil arabo-musulman

Mais, pour René Lafitte, ceux-ci doivent s'efforcer d'être à égal et non sur une base de domination néocoloniale. C'est pourquoi il appelle de ses vœux la constitution d'une « aire arabo-musulmane » autonome, dans laquelle les rivalités nationales s'estompent au profit d'une communauté d'intérêts. Si en était ainsi, la guerre catastrophique de Saddam Hussein n'aurait pas été totalement inutile, en faisant prendre conscience aux Arabes de leur identité et en donnant naissance à un mouvement historique réel. « Le vingtième et un siècle pourrait bien être, après une longue éclipse historique, celui de la réaffirmation de l'aire musulmane », prophétise René Lafitte, révisant au rôle stratégique que pourrait jouer cette nouvelle « aire » entre les grands blocs qui vont dominer le monde : les États-Unis, l'Europe et le Pacifique.

Cette perspective constitue la version optimiste du réveil arabo-musulman. Elle suppose que les nations concernées soient capables de dépasser leurs antagonismes et que les pays développés — en particulier les États-Unis et Israël — aient la sagesse de favoriser une nouvelle répartition du pouvoir et des richesses. Si cela s'avérait impossible, la guerre du Golfe n'aurait été qu'un épisode parmi d'autres d'une histoire ne connaissant que la violence et le déchirement.

« Dans ce cas, écrit avec tristesse l'écrivain syrien Burhan Ghalioun, dans *L'Événement européen*, nous nous souviendrons de la guerre du Golfe comme d'une répétition générale inaugurant l'ère de grands affrontements qui vont modifier radicalement, et plus tôt que nous le pensons, les données stratégiques mondiales, en particulier dans le bassin méditerranéen. Sortant nécessairement diminué et amoindri, politique ment et économiquement, de cette dernière épreuve mondiale, le monde occidental fera difficilement face à la montée irrésistible, matérielle et morale, de ce monde pauvre qui n'a réellement plus rien à perdre ».

Sombres perspectives, sur lesquelles les joyeux vainqueurs de la guerre du Golfe feraient bien de méditer...

► *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*. Numéro hors série : « Crise du Golfe. La « logique » des chercheurs ». 100 F. Edisud.

► *Hérodote*, « L'Occident et la guerre des Arabes ». 1^{er} et 2^e trimestre 1991. N° 60-61. 160 F. Ed. La Découverte.

► *L'Événement européen*, « Le Golfe en conflit ». Mars 1991/12. 75 F. Seuil.

► *Les Cahiers de l'Orient*, « Le Golfe : l'après-guerre ». 4^e trimestre 1990. N° 20. 80 F. 80, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. 45-51-04-70 - Société Riale
du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM
Imprimerie
du « Monde »
12, rue Gutenberg
94852 IVRY-CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206-806 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-23

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 261-311 F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 51 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Juin 1991

1980-1990

MUTATIONS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES DANS LE MONDE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppert
directeur de la rédaction
Jacques Guio
directeur de la gestion
Manuel Luchart
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Ferracci
Philippe Nourissier
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Amalric (1989-1990)
André Laroche (1982-1989)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-30-10

صلى الله عليه وسلم

ÉTRANGER

ETHIOPIE : retour au calme à Addis-Abeba

Les rebelles s'installent au pouvoir

Après s'être rendus maîtres, mardi 28 mai, en quelques heures, d'Addis-Abeba où les combats entre la garde présidentielle et les troupes rebelles auraient fait quelques dizaines de morts, le Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE) commence à s'installer au pouvoir. D'autre part, la France a décidé de renforcer d'environ quatre cents hommes ses effectifs militaires à Djibouti pour aider ce pays à faire face à un afflux de plusieurs milliers de réfugiés éthiopiens.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

Le portail du palais présidentiel a été en émoi, et derrière un petit rideau d'arbres à moitié déchiquetés, la terre est grise. Des cordons et des morceaux de métal fondus, c'est tout ce qui reste du dépôt de munitions qui a sauté pendant l'assaut de cette place forte de l'ancien régime par les troupes rebelles, mardi matin 28 mai. Éparpillées dans le parc de cette résidence, des chars et trois canons en batterie encore pointés sur les assaillants.

Dans l'ancien palais impérial du « Vieux Guebbi », les salles d'apparat lambrissées avaient été trans-

formées - socialisme oblige - en salles de conférences ou de congrès. Sur les murs un peu décati, courent des slogans et des affiches à la gloire de l'Éthiopie marxiste. Une des pièces a été transformée en centre de communications. Une dizaine de radios militaires et autant de téléphones sont posés sur des tables. Des armes traînent à terre ainsi que des rangs de fabrication israélienne. Des lits de camp ont été précipitamment abandonnés. Dans les allées de cette résidence, des rebelles en promenade jettent un coup d'œil discret à l'imposant mausolée de l'empereur Menelik II.

Héros fatigués

En contrebas du palais, sur les pelouses de l'Hôtel d'État, les combattants du FDRE somnolent après une nuit épuisante. Et, sur l'avenue Yohannes, l'armée rebelle affiche sa puissance en alignant une trentaine de chars. Aux carreaux, les maquisards sont entourés par une foule de moins en moins timide. « Ce sont des Éthiopiens comme nous. Pourquoi en avoir peur ? », commente un jeune homme.

Les responsables des *kébbé*, ces comités de quartier mis en place par l'ancien régime, ont disparu. Tout le monde se précipite alors pour piller les stocks de produits rationnés et se saisir aussi des

fusils. Plus tard, des rebelles pénétreront dans les maisons pour récupérer toutes les armes que les habitants remettront, sans se faire prier, aux nouvelles autorités.

Ne seraient-ils encore de temps à autre, Addis-Abeba donnerait l'impression de sommeiller. Malgré le couvre-feu permanent décrété mardi matin, les habitants sont dehors, soit sur le pas de leur porte à regarder passer de très rares voitures, soit en promenade à la rencontre des rebelles avec lesquels ils semblent sympathiser. Ça et là, des attroupements se forment autour d'un maquisard, un foulard de couleur sur la tête, qui raconte sa guerre pour la *énème* fois.

Dans les avenues désertes, les enfants jouent au football. A Mexico Square, près de l'ancien quartier général des forces de police, des centaines de personnes entourent cinq véhicules équipés de canons et encore camouflés par des branchages, du haut desquels de jeunes rebelles, affaîlés sur leur paquetage, jouent les héros fatigués.

Sur la route de l'aéroport, ni contrôle ni barrage militaire. Les bâtiments sont déserts. Un seul char et un petit groupe de guérilleros gardent l'accès à la piste d'atterrissage. « L'aéroport sera encore fermé demain », confirment des employés qui s'ennuient. Sur la corniche qui longe le « Vieux Guebbi » (officiellement baptisée Avenue du développement par la

coopération), la foule est nombreuse. On se presse aux grilles du palais pour apercevoir les nouveaux maîtres d'Addis-Abeba, des combattants aux uniformes dépareillés dont beaucoup ne parlent que leur dialecte et qui n'ont jamais appris à marcher au pas...

« Insolence américaine »

Les Éthiopiens restent un peu perplexes devant la fin prématurée des pourparlers de Londres. « M. Herman Cohen a fait preuve d'insolence en remettant d'office le pouvoir au FDRE », explique un intellectuel. Les vainqueurs du jour ont, pour le moment, carte blanche, mais ils devront réunir, sous peu, une conférence nationale et inviter les indépendantistes érythréens qui ont obtenu l'organisation d'un référendum d'autodétermination et le Front de libération Oromo (FLO). Les partis de l'opposition non armée n'ont, pour le moment, pas été invités.

Le dernier communiqué diffusé par la radio nationale annonce une seconde journée chômeuse et rappelle les consignes du couvre-feu permanent. Le Mercato, le grand marché à ciel ouvert d'Addis-Abeba, est pratiquement sous contrôle. Et là-haut, dans le palais qui fume encore, les rebelles bivouaquent en savourant leur victoire.

JEAN HÉLÈNE

ALGÉRIE : multipliant les manifestations

Les islamistes réclament la démission du président Chadli

Le mot d'ordre de grève générale lancé, samedi 25 mai, par le Front islamique du salut (FIS) pour exiger une élection présidentielle anticipée et l'abrogation de la loi électorale ne rencontra toujours pas grand écho. Mais les intégristes, qui réclament la démission du président Chadli Bendjedid, multiplient les défilés. La tension monte : mercredi matin, à Alger, ils ont pris d'assaut plusieurs autobus urbains et s'activent pour organiser, dans les jours à venir, une grande marche vers la capitale. Le FIS et le pouvoir s'observent attentivement, chacun espérant que l'autre fera un faux pas déterminant.

ALGER

de nos envoyés spéciaux

Les chahs d'Alger sont à la fête. Quatre jours après l'appel à la grève du FIS, ils sont bien les seuls à bénéficier de l'une des conséquences de celle-ci : l'amoncellement des ordures. Placés sous l'autorité des élus islamistes, les employés municipaux et, parmi eux, les éboueurs, se croisent les bras, incités - sinon forcés - à l'oisiveté par leurs supérieurs hiérarchiques. Depuis samedi, les ordures, débordant de sacs éparpillés, souillent une ville qui n'avait pas besoin de cela pour ne plus mériter son surnom d'« Alger la Blanche ».

Hormis les services administratifs des mairies tenues par le FIS, où la grève est naturellement totale, le mouvement a du mal à se développer, en dépit des chiffres triomphants que la municipalité d'Alger fait défiler sur les panneaux électroniques disséminés dans le centre de la ville. Cette grève qui se veut « générale », à l'aspect d'une peau de léopard. Ici ou là, des entreprises cessent leur activité, « sous la pression d'éléments extérieurs », affirment souvent leurs directeurs, mais aucun secteur, loin s'en faut, n'est paralysé.

Remonter le courant

Trente-cinq garderies de la wilaya (préfecture) d'Alger ont ainsi été fermées, ainsi que quelques écoles où le personnel de service a débrayé. Dans la capitale même, une partie des guichets de la grande poste sont clos depuis deux jours. En général, les transports publics fonctionnent même si quelques lignes d'autobus sont affectées par des arrêts de travail. À l'université de Bab-Ezzouar, dans la banlieue, des étudiants islamistes ont réussi à empêcher l'organisation des examens tandis que des incidents ont eu lieu à la faculté centrale et dans quelques établissements d'enseignement secondaire. Les abattoirs ont cessé toute activité, comme les marchés de fruits et légumes au marché de gros.

Dans l'ensemble, le pays fonctionne comme avant, même si les militants du FIS, particulièrement ceux du Syndicat islamique du travail (SIT), piqués par l'échec apparent de leur mouvement, tentent de le relancer. « Vous êtes appelés aujourd'hui plus que jamais à adopter une attitude historique et responsable pour soutenir fermement la grève qui vise le changement radical et total du régime », proclame avec grandiloquence un tract du SIT distribué aux automobilistes bloqués par les manifestants. « Vous constaterez que le mouvement se propage graduellement », a prévenu M. Abassi Madani, le chef du FIS, mardi de voir la presse souligner le peu d'écho rencontré par ses consignes auprès des travailleurs.

La tension est montée d'un cran dans les rues d'Alger - comme celles de plusieurs villes de province - parcourues en tous sens par d'incessants cortèges de milliers d'islamistes. Autrefois les manifestants, solidement encadrés, défilent sans s'arrêter dans un silence quasi glacial. Depuis la guerre du Golfe, ils affichent une allure plus martiale. Ainsi certains ont-ils troqué la tenue du maquisard afghan contre une tenue militaire plus traditionnelle. Disposés en carrés de quelque deux cents personnes, scandant des slogans rythmés par une sonie, ils défilent droit en l'air. Coran ouvert à la main, derrière des étendards verts ou noirs, parfois même derrière le drapeau national.

Le clou et les tenailles

Lundi, des milliers de « barbus » ont tenté en vain de se diriger vers la présidence de la République. Mardi, ils ont marché en tous sens dans Alger, de la place des Martyrs à celle du 1^{er} Mai, occupant le boulevard du bord de mer et les rues qui y conduisent. Des cortèges de voitures et de camions décorés de drapeaux ont sillonné les boulevards de la capitale, tandis que les femmes manifestaient en autocar, richement tirées, leurs mains brandissant le Coran hors du véhicule. Tard dans la soirée, ils étaient encore des milliers à parcourir la ville. Des centaines regagnaient ensuite certains emplacements pour y passer la nuit, allongés sur des tapis, des couvertures ou même des carons, non loin des femmes dissimulées par des couvertures bleues tendues entre les arbres.

Combien de jours ce scénario se répètera-t-il ? Le FIS, qui n'entend pas céder aussi longtemps que ses objectifs ne seront pas atteints, a-t-il vraiment la maîtrise du processus qu'il vient d'encourager ? Le pouvoir se tait, laissant planer l'incertitude sur son appréciation de l'événement et les remèdes qu'il compte utiliser. A-t-il intérêt à favoriser une relative escalade pour apparaître comme le dernier bastion devant la menace intégriste ? Le FIS lui-même ne compte-t-il pas sur des excès de la part des forces de l'ordre ? Chacun proclame vouloir agir sans violence, mais il est clair que chaque camp espère que l'autre commettra une erreur fatale.

En attendant, chaque jour qui passe voit se radicaliser un peu plus les troupes islamistes qui, sous le regard ébahi de beaucoup d'Algérois, campent telle une armée de passage sur plusieurs places publiques. Transformées la nuit en dortoirs, celles-ci deviennent, de jour, des esplanades d'où partent incantations vers Dieu et malédictions vers le président de la République ou le chef du gouvernement. « On va faire tomber Chadli », confiait, mardi, un jeune barbu aux yeux cernés de khôl. De fait, des milliers de ses compagnons le prennent désormais pour cible et le traitent, à longueur de manifestations, de « *silhan* », c'est-à-dire de tyran.

Rarement les troupes du FIS, qui ont un faible pour les revendications un peu abstraites, que ce soit l'établissement d'un État islamiste ou l'instauration de la charia, n'avaient autant personnalisé leur combat. Représentant la parabole de M. Madani, qui avait assimilé M. Chadli à un clou planté dans le talon de l'Algérie, des manifestants agitaient, mardi, de gigantesques tenailles de carton-pâte. Pour remettre le pays en marche, suggéraient-ils, il suffit d'ôter le clou. Moins d'un mois avant les élections législatives, le FIS continue sa campagne pour une élection présidentielle anticipée à laquelle il parait tenir plus qu'à tout.

YVES HELLER et GEORGES MARION

Après la conférence de Londres

Les Erythréens refusent de participer à un gouvernement provisoire

L'accord conclu mardi 28 mai à Londres, sous l'égide des États-Unis, qui confie au Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE) le soin d'assumer temporairement le pouvoir en attendant la constitution d'un gouvernement provisoire, a précipité sous les feux de la rampe M. Meles Zenawi, 38 ans, président du conseil suprême du FDRE, qui pourrait présider, demain, aux destinées de l'Éthiopie.

LONDRES

de notre correspondant

Lors d'une conférence de presse réunie, mardi, au siège londonien de son mouvement, M. Zenawi est resté délibérément énigmatique et flou dans ses intentions. Évitant avec une affable fermeté toutes les questions sur la configuration du futur gouver-

nement provisoire, le chef du FDRE s'est retranché derrière les termes du communiqué commun qui définit le programme suivant : « Avant le 1^{er} juillet, d'une nouvelle conférence chargée de discuter des détails de la période de transition, formation d'un gouvernement appelé à préparer des élections libres, ouverture des négociations à d'autres partis éthiopiens. »

L'indépendance de l'Erythrée ? « Nous avons besoin d'une nouvelle approche de l'unité nationale basée sur la libre volonté populaire », a affirmé M. Zenawi. Le modèle albanais tant vanté par le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) dont il est l'un des animateurs ? « La lumière de ce qui se passe là-bas, nous devons réévaluer notre jugement sur le régime albanais. » Des mesures d'amnistie en faveur des dignitaires de l'ancien régime ? « Les éléments criminels seront emprisonnés et jugés en présence d'observateurs étrangers. Les autres n'ont rien à craindre. » L'aide aux victimes de

la famine ? « La fin de la guerre crée les meilleures conditions pour les secourir. » Seule la suggestion d'un journaliste d'enlever la kalachnikov du drapeau rouge du FDRE a suscité l'attention : « C'est peut-être une bonne idée... »

Premières divergences

L'autorité du chef du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), M. Isayas Afewerki, sort également renforcée des discussions de l'Hôtel Berkshire. Ce politicien chevronné a obtenu l'organisation prochaine d'un référendum, sous supervision internationale, sur l'avenir de la province du Nord, en rébellion contre le pouvoir central depuis trente ans.

Taisant leurs divergences, les autonomistes du FDRE et les indépendantistes du FPLE ont su manœuvrer de conserve pour écarter du jeu un gouvernement intérimaire qui avait perdu toute légitimité, au point de boycotter les pourparlers. Il n'en demeure pas moins que le FPLE a annoncé, en toute bonne logique étant donné sa volonté d'indépendance, son refus de participer à un gouverne-

ment provisoire. « On ne s'est pas battu pour avoir des postes ministériels », a déclaré un porte-parole du Front.

Quoi qu'il en soit, les participants à la conférence de Londres ne taissent pas d'éloges à l'égard du médiateur américain, M. Herman Cohen, secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines. Ce diplomate de carrière est, en effet, parvenu à réaliser, en douceur, un difficile changement de pouvoir. Sa méthode, faite de discrétion, de simplicité et de franc-parler face aux représentants des trois groupes rebelles, a été payante. Il a su devancer les intentions de ses interlocuteurs et reconnaître, dès l'ouverture des discussions, un rôle prééminent à M. Zenawi qui occupait, à la table des négociations, une place très en vue.

Une inconnue pèse sur la deuxième phase des pourparlers : le refus d'y participer de la Coalition des forces démocratiques éthiopiennes. Cette association qui groupe, pêle-mêle, les représentants des classes moyennes, des anciens aristocrates et des exilés, n'a, en effet, guère apprécié d'avoir été écartée de la conférence de Londres. - (Interim.)

AFRIQUE DU SUD

La fin officielle de l'apartheid fixée au 30 juin

Le gouvernement sud-africain a officiellement fixé au 30 juin la date de la disparition légale de la majeure partie des dispositions de l'apartheid, institué en 1948. Le ministre de la planification, M. Hennis Kriel, a indiqué devant le Parlement, lundi 27 mai, que deux des trois

principales lois d'apartheid - sur l'attribution des terres sur des bases raciales et sur la ségrégation de résidence - allaient être abolies à cette date. Rapportée le lendemain dans la presse, cette information n'a fait les gros titres que d'un seul quotidien. - (AFP.)

EN BREF

KENYA : le journaliste Githu Imanyara a été libéré. - Le directeur et rédacteur en chef du *Messenger* de Nairobi, M. Githu Imanyara, a été libéré mardi 28 mai, toute poursuite contre lui ayant été abandonnée, a rapporté l'agence officielle KNA. Incarcéré depuis début mars pour « sédition », M. Imanyara avait été admis, fin avril, à l'hôpital après avoir eu plusieurs malaises. Son arrestation avait suscité des réactions de protestation du département d'État américain ainsi que d'organisations de défense des droits de l'homme et de journalistes. - (AFP.)

TCHAD : M. Goukouni Oueddei met ses forces à la disposition du gouvernement. - Selon un communiqué officiel diffusé mardi 28 mai, M. Goukouni Oueddei, qui séjourne à N'Djamena, a mis à la disposition des autorités tchadiennes tous ses moyens et effec-


tifs, militaires et civils. Arrivé d'Alger le 19 mai, l'ancien président tchadien a eu une série d'entretiens avec le président Idriss Deby. Son séjour, qui ne devait durer que vingt-quatre heures, a été prolongé. - (AFP.)

L'ONU proposerait un cessez-le-feu au Sahara occidental en septembre. - Selon des diplomates aux Nations unies à New-York, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a proposé au Maroc et au Polisario la date du 6 septembre pour l'instauration d'un cessez-le-feu au Sahara occidental. Le plan confiant à l'ONU l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, adopté fin avril par le Conseil de sécurité, prévoyait - sans date fixe - que cette consultation aurait lieu au terme d'une première étape consistant à l'identification des Saharais autorisés à voter. - (AFP.)

JACQUARD

ALBERT JACQUARD

VOICI LE TEMPS DU MONDE FINI



Albert Jacquard guide son lecteur en véritable pédagogue et lui explique les découvertes révolutionnaires qui ont pour auteurs Galilée, Einstein, Poincaré ou Cantor.

Lucile Lavaggi / Le Figaro

Albert Jacquard sait les mots pour convaincre. Il possède le regard qui passionne. Il offre une indignation communicative.

Murielle Sauc-Jacquelin
L'Événement du jeudi

Editions du Seuil

EUROPE

URSS : l'inquiétant « président-messie » de la nation géorgienne

Elu avec 87% des voix, Zviad Gamsakhourdia exalte les valeurs nationalistes. Mais nombre d'intellectuels dénoncent sa « dérive fasciste ».

« Si la nation géorgienne était Zviad Gamsakhourdia à sa tête, l'État contre son peuple », comme beaucoup d'intellectuels géorgiens, le philosophe Merab Mamadachvili, mort en novembre dernier, craignait l'arrivée au pouvoir de celui qui vient d'être élu avec 87 % des voix président de la Géorgie (le Monde du 28 mai). Mais ils étaient peu à le dire, pour ne pas être, comme le philosophe, cité au nombre des « traitres à la nation » dans la presse de leur pays, à nouveau musclée comme du temps des communistes.

Le débat sur la personnalité de Zviad Gamsakhourdia ne se développe publiquement qu'à l'étranger (voir les tribunes libres dans le Monde du 25 avril et du 28 mai) et les rares Géorgiens qui dénoncent sa « dérive fasciste » sont accusés, quasi rituellement, de collaboration avec le KGB et de mépris des aspirations populaires.

L'homme, légèrement voûté, aux cheveux blancs depuis peu, paraît avoir plus que ses cinquante-deux ans; il est toujours grave en public, comme sur les multiples photos qui l'accompagnent de poèmes en son honneur évoquant Dieu ou ses saints terrassant les ennemis de la nation — lui ont servi de programme électoral et ont pavé la République. Il reste sur ses gardes avec la presse étrangère et reçoit de moins en moins les journalistes

soviétiques. Ce qui ne l'empêche pas d'exprimer parfois en public sa véritable pensée.

Le 1^{er} juin 1990, par exemple, dans un village de Kakhétie, au cœur historique de la Géorgie, le futur président rend hommage à cette région, disant qu'elle a « toujours été démographiquement la région la plus pure, où l'élément géorgien a dominé ». Il y dénonce les ethnies minoritaires, « les Tatars et les Leks qui relèvent aujourd'hui la tête, comme les Arméniens et les Osètes ». Puis il s'en prend à ses rivaux des autres partis nationalistes, « des ennemis qui changent d'habits et de masques, des traitres et des vendus qui doivent être extraits au fer rouge du corps de la nation géorgienne ». Pour finir, il affirme que « la nation géorgienne saura choisir tous les traitres, tous les ennemis, tous les non-Géorgiens qui ont trouvé refuge ici » (1).

Au-delà des discours, Zviad Gamsakhourdia a personnellement conduit des milliers de partisans armés à tenir des « meetings pacifiques » chez les Osètes, qui se sont soldés par les premiers morts dans cette région du nord de la Géorgie, qui s'est embrasée dès qu'il accéda au pouvoir. Un des dirigeants osètes qui s'était rendu à Tbilissi pour négocier fut aussitôt emprisonné. Et M. Gamsakhourdia n'autorisa pas des députés soviétiques venus en médiation à lui rendre

visite. Les opposants géorgiens radicaux — plus indépendantistes que le président — affirment n'être guère mieux traités et diffusent désormais sur des émetteurs clandestins la liste de leurs emprisonnés et « disparus ». Il est vrai qu'ils ont dû être désarmés, ayant été en 1990 leurs propres milices qui se sont opposées à celle de M. Gamsakhourdia, à coups de saccages mutuels de locaux, d'attentats et d'enlèvements. Dans ce climat, le Parlement, élu dans une grande exaltation nationaliste mais « librement », est apparu un instrument docile, que M. Gamsakhourdia préside au besoin en recourant à un cérémonial qui se veut puisé aux traditions géorgiennes.

Ainsi, pense-t-il sans doute, se réalise ce qui, selon ses proches, était son objectif depuis l'enfance, devenir celui qui donnera à la Géorgie la fois l'indépendance et un rôle qui la rappellera à la mémoire de l'Occident : « Le Tour-Puissant a donné à la Géorgie une grande mission : le jour n'est pas loin où la Géorgie deviendra un exemple de grandeur pour le monde entier », annonçait-il dans son discours d'investiture en novembre devant l'Assemblée.

Certains voient dans cette ambition l'influence marquante de son père, un écrivain de petite noblesse et de forte personnalité, qui étudia à l'étranger avant de revenir dans

la Géorgie indépendante de 1918 à 1923. Porte-drapeau de valeurs patriotiques, il sera arrêté en 1927 mais libéré un an plus tard.

Devenu auteur célèbre de romans historiques — il échappera aux grandes purges des années 30 contre l'intelligentsia — il exalte les royaumes géorgiens mythiques du Moyen Âge, récits qui nourrissent encore aujourd'hui la jeunesse. Son fils Zviad vit toujours dans la grande demeure familiale — transformée maintenant en camp retranché — nichée dans un jardin clos sur les hauteurs de Tbilissi, où il reçoit dans le bureau de son père.

L'histoire commence par se répéter : Zviad est arrêté une première fois pour activités dissidentes à dix-sept ans, mais poursuit ses études de lettres et de philosophie à l'Université. Il crée en 1977 la section locale du Groupe de surveillance des accords d'Helsinki, qui fonctionnent deux mois avant d'être démantelés, et Zviad sera isolé en cellule pendant un an. Au procès, il est condamné à cinq ans de réclusion, mais n'en fera que deux, dont une partie sur sa terre natale — très rare « privilège ».

C'est qu'il consent alors à un peu glorieux « repentir » télévisé, diffusé après le procès. Son camarade en militantisme Merab Kostava, un « fils de pauvre », fera, lui, tout son temps en prison. A sa sor-

tie, Merab confirmera l'excuse donnée par son camarade : tous deux avaient convenu qu'il fallait laisser au peuple géorgien au moins un dirigeant en liberté, quel qu'en soit le prix.

Les deux hommes prennent alors la tête du mouvement nationaliste, en plein développement. Merab sera le conciliateur, mais l'intransigeance de Zviad, pour qui tout parti concurrent (il y en aura plus de cent) était manipulé par le KGB, convenait mieux au climat passionnel du militantisme géorgien. Ses rapports finissent par être

orageux même avec Kostava, qui meurt fin 1989 d'un accident de voiture. Auparavant, l'intervention sanglante de l'armée à Tbilissi, en avril, avait permis à Gamsakhourdia, auréolé de l'image de son père et par son propre passé de dissident, de s'imposer comme celui qui va mener le pays à l'indépendance.

SOPHIE SHIHAB

(1) Publié le 7 septembre 1990 — peu avant la victoire du parti de M. Gamsakhourdia aux élections parlementaires — par le quotidien géorgien en langue russe Zaria Vostoka.

Le ministre de l'intérieur justifie l'action militaire aux frontières baltes

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Alors que M. Mikhaïl Gorbatchev entamait mardi 28 mai une visite au Kazakhstan, son ministre de l'intérieur, M. Boris Pugo, justifiait dans un rapport les actions menées la semaine dernière par ses troupes spéciales contre des postes lettons et lituaniens. Il ajoutait cependant qu'elles avaient agi « sans instruction » de son ministère...

C'est, en moins meurtrier, une réédition des événements de janvier à Vilnius et à Riga : le ministre de l'intérieur soviétique, M. Boris Pugo, vient de reconnaître, que ses troupes étaient bien impliquées dans les opérations menées la semaine dernière contre les postes-frontières des Républiques baltes au cours desquelles de nombreux douaniers baltes ont été battus ou blessés.

Samedi 25 mai, dans une interview au quotidien *Izvestia*, M. Pugo démentait formellement les accusations des autorités lituaniennes et lettonnes pour qui ces actions de commando étaient menées par les fameuses OMON (troupes de choc du ministère de l'intérieur d'URSS).

Cependant, selon l'agence indépendante *Baltfax*, M. Pugo a reconnu mardi 28 mai, dans un rapport demandé par des députés du Soviet suprême d'URSS, que les OMON avaient effectivement mené des opérations sur la frontière lituano-lettonne. Ces opérations, précise le ministre de l'intérieur, ont été entreprises en application de la loi soviétique sur « le partage des compétences entre l'URSS et les Républiques fédérées » aux termes de laquelle les affaires douanières sont du ressort du pouvoir central.

Certes, les « insultes et les destructions de biens » qui ont été infligées aux douaniers baltes ne sont pas prévues par la loi, admet M. Pugo, qui affirme que les OMON « ont agi sans instruction et sans la connaissance du ministre soviétique de l'intérieur », c'est-à-dire, si l'on comprend bien, de leur propre initiative.

Ces nouveaux incidents et, surtout, l'attitude des autorités de Moscou montrent à quel point les choses ont peu progressé du point de vue des Baltes depuis les massacres de janvier — sur lesquels la lumière n'a toujours pas été faite — et combien le maintien de l'ordre paraît répondre à des règles particulières dans les pays baltes et le Caucase.

Le président Gorbatchev était bien loin de tout ça, mardi. A l'heure où les candidats à l'élection présidentielle russe du 12 juin se mettaient à arpenter la Russie profonde pour ramasser des voix, il s'était réfugié, lui, au Kazakhstan pour un voyage de trois jours riche en visites de kolkhozes et de sovkhozes, annoncé lundi en toute dernière minute.

Les mauvaises langues disent que, par les temps qui courent, M. Gorbatchev se sent plus à l'aise au Kazakhstan qu'en Russie et que la compagnie du président kazakh, M. Noursoultan Nazarbaev, lui est d'un plus grand réconfort que celle de M. Eltsine. Après avoir été assez critique à l'égard des orientations conservatrices du numéro un soviétique cet hiver, M. Nazarbaev est revenu récemment à des propos plus raisonnables.

Le président kazakh est l'un des signataires de la déclaration des « Neuf + Un ». Il est partisan d'une union à neuf et soutient désormais volontiers M. Gorbatchev à condition, précisait-il mardi au journal *Nezavisimaya Gazeta*, « que l'on ne fasse pas traîner les réformes ». « Gorbatchev est en train de changer ses positions », poursuit M. Nazarbaev. Je ne cache pas qu'un cours de discussions que nous avons eues à neuf, des griefs qui ont été formulés à son égard mais il a pris des engagements : l'Union des Républiques sera une union d'États souverains, ce n'est pas ce qu'il disait avant. Aussi devons-nous soutenir les efforts du président Gorbatchev dans cette nouvelle étape de la vie de notre société.

SYLVIE KAUFFMANN

Relève au SPD

Suite de la première page

« Cela fait maintenant bientôt dix ans que le SPD a perdu le pouvoir à Bonn. Comment peut-il y revenir ? »

— L'Allemagne, comme les autres pays développés, est en train de passer du statut de nation industrielle classique à celui d'une société moderne fondée sur l'information. Le SPD a une forte implantation traditionnelle dans la classe ouvrière, mais il ne peut plus être majoritaire avec cette seule base. Nous devons donc nous adresser aux nouvelles couches sociales engendrées par la société de services. Il faut que, tout à la fois, nous nous soucions de ceux qui sont les victimes de cette modernisation, sans nous couper de ceux qui en tirent bénéfice. C'est pourquoi nous devons être un parti très ouvert, se méfiant de tout dogmatisme. Il faut que nous parve-

nions à dégager quatre ou cinq thèmes majeurs acceptables par le plus grand nombre.

— Le problème principal qui se pose aujourd'hui à l'Allemagne est celui de l'intégration de l'ex-RDA. Le SPD a-t-il des idées pour la favoriser ?

— Il y a un problème dont on parle peu, mais qui est à mon avis le plus préoccupant, c'est de surmonter la division psychologique des Allemands. Les gens de l'Est ont vécu pendant six décennies sous une dictature : sous Hitler, Ulbricht et Honecker. Au lieu d'effectuer le nécessaire travail de réflexion sur cette histoire, nous sommes en train de les coloniser, d'imposer nos valeurs occidentales. La perte d'identité qui en résulte est, selon moi, au moins aussi grave que la perte de substance économique et sociale. Il ne faut pas refouler cette histoire comme

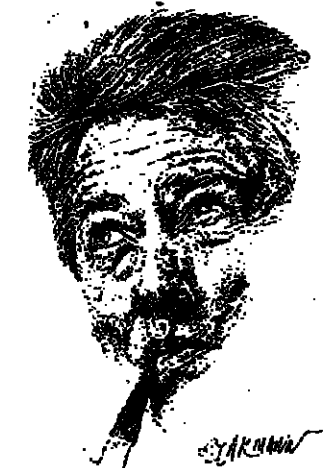
ALLEMAGNE

cela a été fait chez nous, à l'Ouest, pour le Troisième Reich.

— Autre problème : les gens, à l'Est, nous disent : « Faites une grande coalition, mettez-vous ensemble pour résoudre les problèmes ». Ce n'est pas notre conception de la démocratie. Le gouvernement actuel dispose de 55 % des voix au Bundestag, il peut faire ce qu'il veut sans avoir besoin de nos voix. Ceux qui demandent une grande coalition sont en fait à la recherche d'une bouée de sauvetage. Et la vieille social-démocratie n'est pas prête à servir de bouée de sauvetage à un gouvernement au bord du naufrage.

— Le chancelier Kohl affirme qu'il n'y avait pas d'autre voie pour l'unité que celle qu'il a adoptée.

C'est vrai. Dès l'instant où le mur était tombé, il était impossible de conserver deux monnaies différentes. Mais on n'a pas pensé alors à la manière dont on devait agir politiquement. Le gouvernement fédéral a pensé que le problème se résoudrait avec les vieilles recettes libérales du laissez-faire. Entre-temps, sous notre pression, il est parvenu à la paix et à la stabilité. A l'Est, l'État doit jouer un rôle plus important qu'à l'Ouest, créer des infrastructures, une administration.



— Parmi les quatre ou cinq thèmes majeurs que le SPD va développer sous votre direction, lequel placerez-vous en tête ?

— La première grande question est pour moi l'organisation de la paix dans le monde. La paix intérieure, dans notre société, et la paix à l'extérieur. Dans ce contexte se pose le problème de la participation des militaires allemands à des actions de pacification dans le monde. L'estime pour ma part que nous devons mettre autant d'énergie à résoudre les causes sociales des conflits qu'à résoudre ceux-ci avec des moyens militaires.

— Mais la guerre est quelquefois inévitable, comme dans le récent conflit du Golfe. Excluez-vous totalement un engagement de troupes allemandes si une situation semblable venait à se présenter à nouveau ?

— Laissez-moi présenter cette question d'une manière différente. Supposons que, dans la guerre du Golfe, à la place du général Schwarzkopf, on ait vu quelque un portant le nom de Rommel ou Guderian, qui aurait en six jours montré au monde comment les chars allemands résolvent un problème... J'aurais bien aimé lire les commentaires dans les journaux.

— N'est-ce pas pousser les choses à l'extrême ?

— Pas du tout. Il n'y a pas si longtemps que la presse française, anglo-saxonne et autre stigmatisait les rêves de superpuissance de l'Allemagne, et même de quatrième Reich, comme on l'a écrit en France. Aujourd'hui, elle crie « *Germans to the front!* » (« Les Allemands au front »). Je trouve très raisonnable que les Allemands fassent preuve de retenue dans ce genre de circonstances. Sur ce point, le gouvernement a agi correctement.

— J'ajouterais également que nous ne sommes pas un pays totalement souverain. Lorsqu'on parle de soldats allemands, on parle de soldats ouest-allemands. Il n'y a pas de service militaire à l'Est. Nous avons encore pour quelques années 350 000 soldats soviétiques sur notre territoire. Jusqu'à ce que nous ayons totalement recouvré notre souveraineté, la limite supérieure de notre engagement doit être la participation à des actions non militaires dans le monde, des actions de casques bleus de l'ONU par exemple.

— Estimez-vous cependant que l'Europe qui se construit doit se

donner une dimension de défense et de sécurité ?

— C'est ma conviction profonde. Il faut que nous, Européens, définissions très rapidement une politique extérieure commune. Mais je ne limiterai pas la recherche d'une politique de défense et de sécurité commune à l'Europe occidentale. Les développements en Europe centrale et orientale doivent nous amener à rechercher une concertation avec la Hongrie, la Pologne et peut-être un jour avec l'URSS. C'est pourquoi l'estime aussi que les pays que je viens de citer, comme d'autres appartenant à cette Europe de 500 millions d'habitants, ne doivent pas rester trop longtemps à la porte de la Communauté européenne. Il faut leur donner le signal que nous sommes prêts à les accueillir, cela donnerait un coup de fouet à leurs efforts de reconstruction interne.

— Il ne s'agit pas seulement de politique étrangère, mais aussi de défense.

— Tout d'abord, je ne veux pas remettre en cause l'OTAN. C'est un instrument qui a fait ses preuves, malgré toutes les critiques qu'on peut lui porter dans des cas particuliers. L'OTAN est le pilier le plus solide; nous devons le conserver jusqu'au moment où nous aurons défini nos intérêts en commun. De quelles troupes, de quels types d'armes avons-nous besoin ? Pour nous protéger contre qui ? etc. Cela, nous ne pouvons plus le définir sur une base exclusivement nationale.

Propos recueillis par LUC ROSENZWEIG

Compromis sur le traité germano-polonais

Les dirigeants des trois partis de la coalition gouvernementale du chancelier Kohl sont parvenus, mardi 28 mai, à apaiser leurs divergences sur le traité germano-polonais de bon voisinage et de coopération, divergences qui portaient sur la question de la minorité allemande en Pologne. Le texte qui avait été longuement négocié avec Varsovie, ne sera pas modifié et le traité sera signé, comme il était prévu, le 17 juin à Bonn.

Cependant il a été décidé de présenter une motion séparée exprimant « les attentes » de l'Allemagne à l'égard de la Pologne lors de la ratification du traité au Bundestag. Cette déclaration devrait permettre aux députés d'insister sur la protection des droits de la minorité allemande en Pologne, en faveur de laquelle les conservateurs présentaient des revendications qui avaient été jugées inacceptables par Varsovie.

Le traité de bon voisinage et de coopération doit être ratifié en même temps que le traité sur les frontières signé en novembre. Ce texte, qui était une des conditions nécessaires de l'unification allemande, fixe définitivement la frontière entre les deux pays sur la ligne tracée par l'Oder et la Neisse. (AFP)

Le charme nordique d'un linotypiste

BONN

de notre correspondant

Les sondages sont formels : M. Björn Engholm, cinquante deux ans et nouveau président du SPD, plaît aux femmes. Les plus jeunes apprécient le doux regard bleu de cet homme grand, à peine prisonnier, qui choisit sa garde-robe dans la gamme « élégance décontractée ». Les moins jeunes voient en lui ce « gendre idéal » réfléchi, posé, attentionné, auquel on peut confier sa fille sans angoisses.

C'est Helmut Schmidt qui fera, en 1976, un secrétaire d'État de ce jeune député appliqué, en qui le jeune homme des vertus que lui-même s'attache à incarner : le sérieux, le sens du devoir ; celles-là même qui horrifiaient un Oskar Lafontaine, pour qui elles n'étaient que des « vertus secondaires ». En 1980, il est promu au ministère de l'éducation, et deviendra pour quelques jours, en 1982, le seul ministre social-démocrate de l'agriculture de l'histoire allemande. Les libéraux viennent de quitter la coalition avec le SPD, et le dernier gouvernement d'Helmut Schmidt précédait de peu l'accession au pouvoir de Helmut Kohl, en octobre 1982.

Björn Engholm retourne alors dans son Land d'origine, le Schleswig-Holstein, où il va s'attacher à mettre fin à une domination chrétienne-démocrate de quatre décennies dans cette région où les bastions ouvriers de Kiel et de Lübeck ne suffisent

question de faire de longues études, il fait un apprentissage de linotypiste. Ouvrier d'imprimerie à Lübeck, il s'engage dans le syndicat du Livre et au SPD, où sa carrière sera très rapide. Au début des années 60, il dirige les « jeunesses » de sa ville, ces turbotentatives socialistes qui allaient donner bien du fil à retordre à la vieille garde du parti. A vingt-neuf ans, il fait son entrée au Bundestag après avoir acquis un diplôme de sciences politiques par le biais de la formation permanente.

C'est Helmut Schmidt qui fera, en 1976, un secrétaire d'État de ce jeune député appliqué, en qui le jeune homme des vertus que lui-même s'attache à incarner : le sérieux, le sens du devoir ; celles-là même qui horrifiaient un Oskar Lafontaine, pour qui elles n'étaient que des « vertus secondaires ». En 1980, il est promu au ministère de l'éducation, et deviendra pour quelques jours, en 1982, le seul ministre social-démocrate de l'agriculture de l'histoire allemande. Les libéraux viennent de quitter la coalition avec le SPD, et le dernier gouvernement d'Helmut Schmidt précédait de peu l'accession au pouvoir de Helmut Kohl, en octobre 1982.

Björn Engholm retourne alors dans son Land d'origine, le Schleswig-Holstein, où il va s'attacher à mettre fin à une domination chrétienne-démocrate de quatre décennies dans cette région où les bastions ouvriers de Kiel et de Lübeck ne suffisent

pas à contrebalancer le poids des agriculteurs plus traditionalistes. Il y parviendra cependant en mai 1988, où il est triomphalement élu avec près de 55 % des voix.

Les circonstances de cette victoire étaient exceptionnelles. Elle était consécutive au plus grand scandale politique de l'Allemagne d'après-guerre. L'adversaire chrétien-démocrate de M. Björn Engholm, le ministre-président sortant, M. Uwe Barschel, avait été convaincu de l'avoir fait espionner pour découvrir de prétendues perversions sexuelles et s'était ensuite donné la mort d'une sa chambre d'hôtel de Genève.

Björn Engholm s'attache alors à donner dans son Land une image moderne de l'exercice du pouvoir par la social-démocratie : une place importante accordée aux femmes, à l'écologie, à la culture. Il cultive l'image d'un homme pour qui « la politique n'est pas tout dans la vie ». Il aime à faire de longues promenades dans les landes avec son ami Günter Grass, et faire le tour des galeries de peintures avec sa femme Barbara, qui est peintre.

Cette image de faux dilettante, habilement cultivée, participe aussi d'un calcul politique. Björn Engholm est persuadé que le SPD ne retrouvera le chemin du pouvoir que si il parvient à attirer à lui les nouvelles couches urbaines pour qui l'hédonisme n'est plus un péché capital.

L. R.

PROCHE-ORIENT

Au Kurdistan irakien

L'opération des alliés dans la « zone de sécurité » est aussi médiatique

SILPI (TURQUIE)

de notre envoyée spéciale

« Voyez les Irakiens by night, passez vingt-quatre heures avec le commando 4-5 (britannique). » Ce racolage, digne d'un cirque de province, fait partie de la vaste opération de relations publiques lancée par les alliés engagés dans le sauvetage de centaines de milliers de Kurdes irakiens.

A Silpi, où se trouve le centre logistique des alliés en Turquie, les officiers des armées américaine et britannique — ainsi que de l'armée française, mais dans une moindre mesure — se disputent le terrain médiatique. Des tours en hélicoptère, souvent pour une journée entière, sont organisés pour les journalistes désirant se rendre dans les régions retirées de la « zone de sécurité », dans le nord de l'Irak.

Il est indéniable que l'efficacité des armées occidentales a contribué pour beaucoup à limiter les souffrances des réfugiés kurdes. Mais leur mission a un côté « service après-vente », publicitaire, parfois surréaliste. Les Turcs semblent hors du jeu, en partie à cause de leur manque d'expérience dans ce domaine des relations publiques, mais aussi parce qu'ils ont peur d'affronter la presse internationale. Pour eux, les Kurdes continuent d'être un sujet délicat,

malgré une récente libéralisation. Ce manque de communication ne signifie pas pour autant que la Turquie ne participe pas à l'effort international.

Le passage de la frontière se fait en quelques minutes. Un fonctionnaire turc tamponne votre passeport et, franchissant le pont sur la rivière Hizi (préparé par les Américains qui l'avaient bombardé durant la guerre), vous quittez la Turquie pour entrer dans le no man's land. Au poste de douane irakien, on vous accueille d'un « Holà » sonore : la sentinelle est espagnole. Une inscription sommaire sur un mur indique que vous êtes maintenant dans la zone de sécurité des forces de la coalition. Stop!

Silpi est probablement un des rares endroits où les dinars irakiens sont encore vendus, mais, pour acheter les bouteilles de Pepsi têtes en vente dans la zone de sécurité, les dollars font l'affaire. La ville de Zakho fourmille de soldats et les check-points se succèdent sur les routes environnantes, tandis que foie par des troupes d'une nationalité différente.

Il est préférable d'avoir avec soi une carte de la région, la plupart des soldats alliés ne sachant ni le nom du village où ils sont postés ni même le nom de la ville la plus proche. A Shadiza, à l'extrémité est de la zone de sécurité, près de

sept cents hommes de l'armée française se sont installés, sous la direction du général Xavier Prévost, dans une ancienne école aux murs couverts de graffitis, sérieusement endommagée durant les occupations successives, celle des rebelles kurdes puis celle des soldats irakiens. La région est superbe, apparemment paisible. A quelques kilomètres de là, nous croisons des pasteurs kurdes (combattants kurdes), armés jusqu'aux dents mais souriants, qui nous indiquent le chemin d'un air jovial.

Le seul mot approprié pour décrire l'atmosphère dans la zone de sécurité est « bizarre ». A Zakho, un jeune garçon passe lentement sur un âne, portant une casquette militaire américaine et d'énormes lunettes de soleil. Les Américains sont visiblement des maîtres en relations publiques. En moins d'un mois, ils ont réussi à « retourner » les réfugiés, qui les accusaient de les avoir abandonnés à la vengeance du président Saddam Hussein. Les jeunes soldats américains qui montent la garde à quelques kilomètres de la ville de Dohouk affirment que chaque vendredi, jour de congé hebdomadaire, des dizaines de véhicules irakiens se dirigent vers la zone de sécurité pour « voir les Américains ». Ironie du sort : les militaires alliés ont dû protéger l'officier de liaison irakien, le gé-

ral Nushwan Danoun. A trois reprises, au cours des dix derniers jours, il a été attaqué par une foule de Kurdes en colère.

Mais cette dépendance envers les médias rend les alliés plutôt vulnérables. Afin que leur victoire militaire sur l'Irak ne soit pas ternie, il est important pour eux que l'opération de secours se déroule sans bavures. D'où, par exemple, leur prudence au sujet de la ville de Dohouk, située à la limite de la zone de sécurité : pour ne pas étendre une nouvelle fois cette-ci et rassurer cependant les Kurdes afin qu'ils retournent dans cette cité, il aura fallu des jours et des jours de tractations avec les autorités irakiennes avant qu'elles acceptent un compromis permettant le retrait de leurs troupes.

Ce souci de « paraître » qu'ont les alliés n'enlève rien aux bienfaits de leur action auprès de réfugiés qui, il y a quelques semaines, mouraient encore de faim et de froid au sommet des montagnes. Mais il ne peut faire oublier que l'opération « Provide comfort » n'est pas uniquement motivée par des sentiments altruistes. Une opération d'une telle envergure, menée à grand renfort de médias, aura permis de soulager les consciences occidentales au regard du sort des Kurdes, laissés-pour-compte de la guerre du Golfe.

NICOLE POPE

La politique d'ouverture de l'Iran

Washington réitère ses conditions pour une normalisation avec Téhéran

« Nous croyons que des relations plus normales entre les États-Unis et l'Iran serviront les intérêts des deux pays », a déclaré, mardi 28 mai à Washington, M^{me} Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'État, commentant des articles de presse qui soulignent la volonté de rapprochement avec les États-Unis ressortant des déclarations d'un représentant iranien lors d'une conférence sur le pétrole à Téhéran (le Monde du 29 mai).

« Je crois que c'est un point de vue partagé en Occident, que l'Iran aimerait améliorer ses relations non seulement avec notre pays, mais aussi avec d'autres pays occidentaux », a dit Mme Tutwiler. Mais elle a ajouté : « Si l'Iran souhaite refaire surface comme un membre à part entière de la communauté des nations, il sait très bien ce qu'on attend de lui. L'Iran doit prendre des mesures pour mettre fin à son soutien au terrorisme international et aux prises d'otages. »

Le sort des otages

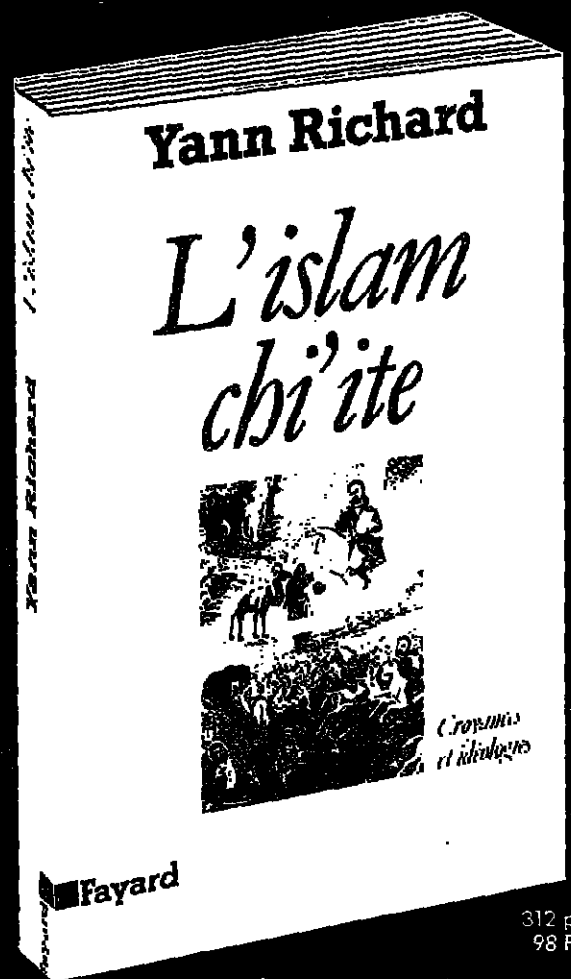
Le porte-parole a rappelé que le président George Bush avait exprimé son désir d'une normalisation avec l'Iran à ces conditions, dès sa prestation de serment en 1989. Les États-Unis n'ont plus de relations avec Téhéran depuis la prise en otage des diplomates américains à Téhéran en 1979.

Alors qu'à Beyrouth circule de nouveau la rumeur d'une prochaine libération des otages occidentaux toujours détenus au Liban et d'un échange de prisonniers avec Israël (le Monde daté 26-27 mai), M. Uri Lubrani, coordinateur des activités israéliennes au Liban, a fait, mardi à Jérusalem, une mise au point à ce sujet. Il a déclaré qu'Israël n'échangera pas des prisonniers palestiniens des territoires occupés contre ses sept soldats disparus au Liban. Puis il a ajouté : « Mon sentiment est que les otages occidentaux (1) seront relâchés avant les prisonniers israéliens. Je ne peux pas concevoir comment M. Rafsanjani (le président iranien) pourrait se présenter devant son propre peuple en le mettant devant le fait accompli d'une libération d'Israéliens avant même celle d'otages occidentaux. Je crois que lorsque les Iraniens auront compris que leur entrée dans le monde civilisé passe par la libération des otages, ils franchiront le pas. » (AFP.)

(1) Six Américains, trois Britanniques, deux Allemands et un Italien.

L'ISLAM CHI'ITE

Cent millions de musulmans pas comme les autres.



L'ouvrage de Yann Richard... est celui que beaucoup attendaient depuis plus de dix ans. Depuis cette révolution musulmane d'Iran dont le moteur essentiel fut la variété chiite... Yann Richard nous a donné bien du plaisir en nous emmenant dans un périple à la fois très prosaïque et hautement spirituel — cette ambivalence constante est l'un des « secrets » de l'islam, particulièrement de l'islam chiite... — à travers les pays qui, du Liban à l'Inde, tissent la trame d'une confession parlant minoritaire, sauf en Iran. L'ancienne Perse est, comme il se doit, au centre de la recherche de Yann Richard. Son travail nous permet enfin de concevoir comment une foi « réactionnaire », a pu continuer non seulement à produire des ondes révolutionnaires... mais à entretenir en son sein un débat philosophique sinon constamment renouvelé du moins toujours vif — caractéristique à peu près introuvable de nos jours dans le sunnisme majoritaire.

Jean-Pierre Béronez-Hugot, Le Monde

FAYARD

A TRAVERS LE MONDE

ITALIE

Attentats contre des objectifs espagnols

Trois attentats à la bombe ont été commis dans la nuit du lundi 27 au mardi 28 mai à Rome contre l'ambassade d'Espagne, la compagnie Iberia et le Banco di Bilbao y Vizcaya.

Les déflagrations ont causé d'importants dégâts matériels. Ces attentats ont été revendiqués, dans un appel anonyme à une agence de presse, par un homme affirmant parler au nom d'une « section italienne de l'ETA » (organisation séparatiste basque) « avec l'assistance et la collaboration des Phalanges armées ».

Cette dernière organisation, inconnue il y a encore quelques mois en Italie, s'est déjà fait connaître en revendiquant une fusillade au mois d'avril contre une patrouille de carabinieri à Rimini. — (AFP.)

MOZAMBIQUE

Entente entre le gouvernement et les rebelles

Le gouvernement du Mozambique et les représentants de la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique), réunis depuis le 6 mai à Rome pour leur sixième session de pourparlers, sont parvenus mardi 28 mai à un accord sur le calendrier des futures négociations.

Cet accord énumère de façon précise toutes les questions qui devront être discutées et résolues pour tenter de mettre fin à la guerre civile.

L'accord sur le calendrier, qui porte sur les questions militaires et politiques, ainsi que sur les garanties, constitue « un pas important, un point de départ pour la négociation de toutes les questions de fond, y compris les questions les plus concrètes », a déclaré un porte-parole de Sant'Egidio, le groupe catholique qui héberge les pourparlers de Rome. — (AFP.)

YUGOSLAVIE

Ultimatum de l'armée à la Slovénie

L'armée yougoslave avait donné, mardi matin 28 mai, à la Slovénie jusqu'à la soirée du même jour pour lui rendre quatre véhicules de combat pris de force la veille dans l'usine automobile de Maribor par des hommes armés et « protégés » par des unités de la défense territoriale slovène, ont indiqué les autorités militaires dans un communiqué. Cette action, selon l'armée, « a été dirigée par le ministère de la défense de Slovénie » et constitue « une preuve que la République de Slovénie cherche à tendre ses relations avec l'armée ». Aucune information sur une éventuelle réaction de l'armée après l'expiration de l'ultimatum n'a pu être obtenue. Les autorités slovènes ont interdit « temporairement » aux usines de Slovénie de livrer des équipements militaires à l'armée « afin d'éviter des complications et de nouveaux incidents ». — (AFP.)

COLOMBIE : un otage américain assassiné par des guérilleros. — Un homme d'affaires américain âgé de soixante et onze ans, William Griebling, a été tué, mardi 28 mai, dans la province de Tolima (sud-ouest de la Colombie) par des guérilleros, membres des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

ÉTATS-UNIS : des gardiens de prison pris en otage dans l'État de New-York. — Une cinquantaine de détenus de la prison de haute sécurité de Southport, située au nord-ouest de New-York, se sont révoltés, mardi 28 mai, prenant en otage quatre gardiens. — (AFP.)

GRÈCE : l'affaire du détournement de l'Achille-Lauro. — La cour d'appel d'Athènes s'est prononcée, mardi 28 mai, en faveur de l'extradition vers l'Italie de Khalid Abdul Rahim, un Palestinien suspecté d'être le cerveau du détournement de l'Achille-Lauro. Cette extradition ne pourra cependant avoir lieu qu'après que cet homme de cinquante-sept ans, arrêté le 5 mars, aura purgé plusieurs peines d'emprisonnement en Grèce. — (AFP.)

italie

LA SUBLIME PARENTHÈSE.

Trois jours à Rome sont peuplés de tant de rencontres, de Beautés qu'ils feraient oublier de longues vacances.

Trois jours, deux nuits :

2 320 F

par personne en chambre double dans un hôtel trois étoiles avec petits déjeuners (au départ de Paris).

Consultez votre agence de voyages.

Rome avec Alitalia c'est 34 vols par semaine.

Alitalia

ASIE

CAMBODGE : alors que l'offensive khmère rouge marque le pas

Phnom-Penh affiche une nouvelle mais prudente confiance

En dépit de difficultés considérables, le régime pro-vietnamien de M. Hun Sen semble croire, pour la première fois, à ses chances de succès. Alors que l'offensive militaire des Khmers rouges marque le pas, les dirigeants de Phnom-Penh se refusent toujours à partager le pouvoir avec eux. Telle est la position qu'ils défendent à la réunion du Conseil national suprême khmère à Djakarta, du 2 au 4 juin, à laquelle la France sera représentée par M. Alain Vivien, nouveau secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

BATTAMBANG

de notre envoyé spécial

A une quinzaine de kilomètres au sud-ouest de Battambang, sur la route défendue qui mène au centre minier de Pailin, lui-même situé à deux pas de la Thaïlande, deux promontoires dominent la plaine. Le premier a la forme d'une tête de crocodile, le second celui d'un sampan. La légende dit que le crocodile a fini par s'épuiser en poursuivant une embarcation qui transportait de jolies jeunes filles, objets de sa convoitise.

Au pied de ces collines s'alignent les maigres pailotes de centaines de gens qui ont fui les combats, vivent chichement et n'ont pas - « surtout pas pour des mines », disent-ils - regagner leurs demeures détruites de la région de Pailin. Comme les pluies arrivent, il n'est plus question de retour, ou de déminage, avant l'automne.

Réfugiés de l'intérieur

Outre plus de trois cent mille Cambodgiens regroupés dans des camps du côté thaïlandais de la frontière, près de deux cent mille paysans ont fui les combats à l'intérieur du pays, depuis le retrait officiel, en septembre 1989, du corps expéditionnaire vietnamien.

Mines, barrages d'artillerie, recrutement forcé, impossibilité de vivre sur des fronts mouvants, la guerre fait encore des ravages : une centaine de milliers de personnes déplacées par saison sèche, ce qui fait déjà beaucoup de monde dans un pays de sept millions d'habitants. La FAO vient de calculer qu'il faudrait une douzaine de millions de dollars pour aider ces réfugiés de l'intérieur. Le crocodile, donc, n'est peut-être qu'assoupi.

Mais il semble avoir pris un bon coup sur le crâne. En vingt mois, les Khmers rouges n'ont guère gagné de terrain. Les derniers combats, pendant les deux mois qui ont précédé la casse-tête du 1^{er} mai, leur ont sans doute permis de manifester leur présence ailleurs que dans les zones proches de la Thaïlande, notamment à Kampot, province frontalière du Vietnam, où les forces régionales de Phnom-Penh sont de médiocre qualité. Mais ils ont surtout subi des pertes.

en particulier en armes. Pour l'essentiel, la petite armée de Phnom-Penh continue de contrôler le Cambodge habité, celui des plaines et des rizières.

La visite de M. Mitterrand

« Nous avons surestimé les Khmers rouges », affirme aujourd'hui M. Hor Nam Hong, ministre des affaires étrangères de Phnom-Penh. Des experts militaires vietnamiens estiment que

d'après nous et, d'une façon comme d'une autre, le temps joue en notre faveur », estime M. Hun Sen. L'atmosphère est plus sereine, et les tensions à l'intérieur du Parti populaire révolutionnaire (PPRK, communiste), sensibles l'an dernier, se sont un peu apaisées. Le Tout-Phnom-Penh s'est surtout intéressé, ces derniers jours, à la visite de M. Danielle Mitterrand, arrivée le 26 mai en provenance du Vietnam. Une visite « privée », bien entendu, puisqu'il s'agissait de



le nombre des combattants khmers rouges a même légèrement diminué. « Ils ont environ treize mille hommes, soit encore plus d'une vingtaine de divisions de quatre à cinq cents hommes. Ils en avaient quinze mille fin 1989 », juge l'un d'entre eux, ajoutant : « Faute de réserves, ils n'ont pas les moyens de lancer des actions d'envahissement. Ils peuvent faire de la guérilla. Et comme, militairement, les hommes de Sihanouk et de Son Sann ne comptent pas, la situation est nettement en faveur de Phnom-Penh ».

Tout ne sourit pas pour autant aux soldats de M. Hun Sen. Les forêts du Cambodge sont parfois imprévisibles et, dans la chaîne des Cardamomes comme dans le nord, il est pratiquement impossible de contrôler ce qui se passe. Les Chinois, quant à eux, continuent de ravitailler les Khmers rouges en armes et les Vietnamiens ont dû maintenir au Cambodge un bon petit paquet de conseillers militaires, ainsi que quelques unités de « pompiers », estimées de bonne source à quelque quatre mille hommes.

Enfin, il n'est pas facile d'empêcher des commandos khmers rouges de visiter, souvent de nuit, les villages. Le conflit du Cambodge reste une guerre du pauvre, les mines et le paillardisme faisant plus de victimes que des combats qui se déroulent souvent à des dizaines d'années de l'intervention de quelques chars.

Il reste que Phnom-Penh affiche une relative confiance sur le plan militaire. « La plus dure est

passer en revue les activités de la Fondation France-Libertés ».

Quant aux initiés, ils s'intéressaient au premier voyage en Occident du véritable « numéro un » du régime, M. Chea Sim, président de l'Assemblée nationale. Ce dernier est attendu le 10 ou le 11 juin à Paris, où il devrait notamment rencontrer son homologue français, M. Laurent Fabius.

Le plus dur, pour une administration faible, mal payée et souvent corrompue, est la situation économique. La production alimentaire est « globalement mauvaise », juge un expert occidental. Les récoltes ont pâti, ici de la sécheresse, là d'inondations, ailleurs des combats. Les Soviétiques ont livré 5 000 tonnes d'engrais, dix fois moins que l'an passé. « Il y aura des disettes localisées et, surtout, on en est revenu à un système vulnérable. Ce n'est pas une catastrophe pour le régime, mais c'est dur pour bon nombre de gens », ajoute le même expert.

Baisse de l'aide soviétique

La réduction brutale (80 %) de l'aide soviétique a eu de graves répercussions. La pénurie de carburant explique les coupures de courant, même dans la capitale, dont de nombreuses rues sont plongées la nuit dans le noir. Il y a un retard dans les livraisons soviétiques de pétrole, qui représentent encore plus de la moitié du total, contre 70 % l'an dernier. Les caisses ne sont pas, pour autant, entièrement vides.

« Le Cambodge exporte, bon an mal an, entre 25 000 et 30 000 tonnes de caoutchouc de qualité supérieure, de 20 000 à 30 000 tonnes de soja et 100 000 mètres cubes de bois », évalue M. Mao Thora, directeur du commerce extérieur. Un petit bol d'air.

En outre, les Soviétiques ont accordé, le 18 mai, un crédit de 21 millions de dollars, dont 12 millions pour des importations. On rembourse donc désormais en devises fortes, mais plus tard. L'aide humanitaire japonaise se situe, cette année, dans une fourchette de 11 à 12 millions de dollars. Quelques dizaines d'organisations non gouvernementales (ONG) occidentales sont aussi présentes. Surtout, l'argent envoyé par les Cambodgiens d'outre-mer entretient un niveau de consommation qui tranche avec celui qui prévalait voilà encore deux ou trois ans.

Les défaillances de l'électricité sont compensées par la multiplication des générateurs. L'essence est chère, mais disponible pratiquement partout. A Battambang comme à Phnom-Penh, les marchés regorgent de produits de consommation souvent importés. Les Cambodgiens bricolent, vivent au jour le jour, souffrent de la rapacité de certains de leurs pères administrateurs. Mais ils en ont vu d'autres, malheureusement, et le régime est loin d'être aux abois. Il semble au contraire, et pour la première fois, penser qu'il peut s'en sortir, et il en conclut qu'il n'a pas à accepter de redonner une place, sur la scène politique, aux Khmers rouges.

Condamnation du génocide

Les dirigeants de Phnom-Penh n'ont peut-être pas entièrement tort d'afficher une prudente confiance. « Si le Vietnam les laisse tomber, résume un observateur, ils peuvent s'effondrer. Mais, à moins de bouleversements bien peu probables à Hanoï, c'est une hypothèse que l'on peut écarter. » Dans ces circonstances, il n'y a guère de raisons que Phnom-Penh signe un accord qui avaliserait la rentrée politique des Khmers rouges.

M. Hor Nam Hong juge même qu'il « étranger on commence à comprendre notre souci d'obtenir la condamnation du génocide commis par les Khmers rouges lorsqu'ils étaient au pouvoir et notre volonté d'améliorer le plan de paix des Nations unies ». Il ajoute qu'à l'exception de la Chine, « les Grands se préoccupent jusqu'à présent de prévenir le retour des Khmers rouges par la force. Maintenant, ils comprennent le risque de leur retour politique ». La négociation devra bien s'accommoder du sentiment, effiché à Phnom-Penh, qu'il n'y a pas de raison de céder autour d'une table ce que l'on n'a pas concédé sur le terrain, surtout lorsque l'adversaire a si mauvaises pressions.

JEAN-CLAUDE POMONTI

DIPLOMATIE

Après une conversation par téléphone avec le président soviétique

M. Bush affirme vouloir poursuivre ses rencontres au sommet avec M. Gorbatchev

Quelques heures avant l'arrivée des envoyés du Kremlin, MM. Evgeni Primakov et Grigori Iavlinski, attendus à Washington pour discuter avec les dirigeants américains et la communauté financière internationale de la réforme économique soviétique, le président Bush a pris l'initiative d'appeler au téléphone M. Gorbatchev, mardi 28 mai, pour exprimer l'espoir que les dernières divergences concernant le traité de réduction des armes conventionnelles en Europe (CFE) seraient rapidement réglées.

WASHINGTON

correspondance

Les divergences de vue concernant le traité de réduction des armes conventionnelles en Europe (CFE) sont maintenant très réduites, a dit le président Bush, en demandant à M. Gorbatchev de faire encore un « tout petit » effort. Si un accord intervient au plus vite, la rencontre au sommet

interdiction des armes chimiques. De toute évidence, le président n'entend pas laisser les dirigeants européens prendre l'initiative, notamment en ce qui concerne la prolifération des armes au Proche-Orient. Mais, sur ce point, l'administration n'a pas aussi loin et se limite à suggérer d'améliorer les consultations entre les principaux pays fournisseurs d'armes conventionnelles.

Dans ses remarques aux journalistes, M. Bush a souligné son désir de poursuivre la coopération avec Moscou. « Nous voulons aller à Moscou (...) nous voulons que M. Gorbatchev revienne à Washington (...) », a-t-il dit. D'autre part, il a déclaré qu'il se montrerait compréhensif à l'égard d'une assistance économique de l'Occident à l'Union soviétique, et notamment des crédits (1,5 milliard de dollars) pour l'agriculture soviétique. « Les Russes font valoir, non sans une certaine justesse, qu'ils n'ont jamais manqué de payer les intérêts des crédits », a-t-il souligné.

Sur la question de la participation de M. Gorbatchev au sommet économique des pays industrialisés, prévu à Londres en juillet, le



pourra avoir lieu cet été « plutôt tôt que tard », selon M. Bush. En fait, on pense que le secrétaire d'Etat, M. James Baker, et M. Alexandre Bessmertnykh, ministre soviétique des affaires étrangères, pourraient arriver à un accord sur le traité CFE samedi prochain à Lisbonne où ils doivent se rencontrer à l'occasion de la signature de l'accord de paix définitif en Angola.

M. Bush a également informé M. Gorbatchev des grandes lignes de son projet concernant le Proche-Orient. Dans un prochain discours, le président fera des propositions ambitieuses, dont l'une serait d'inviter les pays du Proche-Orient à abandonner leurs engins balistiques d'une portée dépassant 157 kilomètres. La Maison Blanche inviterait aussi Israël à cesser de produire du matériel destiné à ses armements nucléaires si les pays arabes acceptaient une

président est resté évasif. Il a toutefois donné l'impression qu'il se laisserait fléchir : « Si la discussion avec M. Gorbatchev et les représentants des pays industrialisés peut contribuer positivement à la réforme économique en Union soviétique, j'y serais favorable, tout comme les autres chefs d'Etat ». En fait, au sein de l'alliance, seuls les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont réticents quant à la participation de M. Gorbatchev.

HENRI PIERRE

A Bruxelles

L'OTAN a défini le nouveau dispositif militaire allié

A la réunion des ministres de la défense de l'OTAN, à Bruxelles, les responsables militaires ont arrêté, mardi 28 mai, les grandes lignes du nouveau dispositif allié en Europe (le Monde des 15 avril, 24 et 29 mai), qui prévoit notamment, à côté de la création d'une force de « réaction rapide » de 70 000 hommes, la constitution d'un corps principal, dit de bataille, à base d'unités multinationales. Ce dispositif est susceptible d'intervenir dans la zone habituelle de compétences de l'OTAN.

La force de « réaction rapide », placée sous commandement britannique, comprendra deux divisions britanniques, une division aéroportée (avec des éléments allemands, néerlandais, belges et britanniques) en Allemagne et une division italienne (avec des apports turcs et grecs) dans le sud de l'Europe. Une cinquième division (essentiellement américaine) pourrait venir renforcer le dispositif dans certaines circonstances, portant alors la force de « réaction rapide » à quelque 100 000 hommes. Cette force aura un soutien aérien

(avions de combat, avions de transport et hélicoptères), essentiellement d'origine américaine, et une logistique navale basée en Méditerranée.

Le corps de bataille, lui, devrait rassembler sept corps d'armée, soit seize divisions, c'est-à-dire moitié moins que le dispositif actuel de l'OTAN outre-Rhin. Six de ces corps seront multinationaux : deux seront commandés par un Allemand, un par un Belge, un autre par un Néerlandais, le cinquième par un Américain et le sixième, destiné plus spécialement à la protection de la Baltique, sera à dominante germano-danoise. Le septième corps d'armée aura la particularité d'être basé sur le territoire de l'ancienne Allemagne de l'Est - au moins jusqu'au retrait des forces soviétiques prévu pour 1994 - et il sera entièrement allemand, sous commandement national.

Selon les plans adoptés à Bruxelles, ce nouveau dispositif devra être en place avant 1993. La France, dont les forces ont quitté le commandement allié en 1966, n'y participe pas.

La création c'est en Seine Saint-Denis

Festival de Saint-Denis

31 mai - 3 juillet

Renseignements locations

42 43 30 97

Une production de la ville et du Conseil général

17 concerts
3 créationsSeine Saint-Denis
Conseil Général

L'ANNÉE AMERICAINE

50.000F env.

Cours, logement, repas inclus. Dans une grande université de Californie ou de Floride Stage linguistique ou études.

University Studies in America

French Office 57, rue Charles Laffitte

92200 Nanterre (1) 47 45 09 19

Recherchons professeurs, traducteurs, ou lycées

correspondants trilingues régionaux.

EN BREF

AFGHANISTAN : la résistance rejette la proposition de Kaboul d'un cessez-le-feu. - M. Sibghatullah Mojaddedi, président du « gouvernement provisoire » des moudjahidins, a rejeté mardi 28 mai la proposition de cessez-le-feu présentée par Kaboul en vue de permettre l'application du plan de paix des Nations unies. Le porte-parole du Quai d'Orsay s'est félicité mardi de ce plan, appelant les « composantes modérées » à progresser sur la voie de l'unification, et à « soutenir un programme qui soit acceptable par la

grande majorité de la population et qui permette de rétablir la paix dans le pays ». - (AFP, Reuters.)

TAIWAN : le Parlement dissout l'ambassade pour les dérapages politiques. - Le Parlement de Taïwan a adopté, mardi 28 mai, à l'unanimité une résolution demandant au président Lee Teng-hui d'accorder l'immunité aux députés politiques emprisonnés aux termes de la loi sur la répression des activités séditionnelles, abrogée la semaine dernière. - (Reuters.)

VIETNAM : la rédactrice en chef d'un journal suspendue de ses fonctions. - La rédactrice en chef du journal Tuoi Tre (« Jeunesse »), M^{me} Kim Hanh, a été suspendue de ses fonctions mardi 28 mai, ont rapporté des journalistes vietnamiens à Hanoï. Il lui a été reproché d'avoir publié en première page un titre sur « les lettres de Nguyen Ai Quoc (Ho Chi Minh) à sa femme », alors que, selon sa biographie officielle, le fondateur du Vietnam communiste n'a jamais été marié. - (Reuters.)

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs

Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs

FRANÇAIS ET ANGLAIS

Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris

سكنا من الامم

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

Les « justes causes » de Danielle Mitterrand

Suite de la première page

Au Chili sous la dictature, elle participe à la réhabilitation des avocats des prisonniers politiques et vient en aide aux enfants des femmes prisonnières. Au Bangladesh, elle finance des « écoles de domicile » pour les enfants des paysans sans terres, périodiquement ruinés par les crues.

« Au départ, raconte le secrétaire général Raphaël Doueb, nous voulions montrer qu'on pouvait faire en France quelque chose du niveau d'Amnesty. » Plus politiquement, il s'agissait peut-être aussi, en période de cobaltisation de faire pièce au tout nouveau secrétaire d'Etat aux droits de l'homme instauré par le gouvernement Chirac.

Ainsi est née la fondation en 1986, dotée d'un capital de 10 millions (dont 40 % de subventions, et 60 % provenant d'une trentaine de donateurs privés). Les revenus de cette somme, aujourd'hui portée à 30 millions, lui permettent de subvenir à des besoins de fonctionnement limités : elle ne salarie à plein temps que quatre personnes. Chaque centime versé est ainsi, depuis 1990, investi dans l'action concrète.

rhème, lui rendre l'hommage attendu d'une des dernières nomenclaturistes encore capables de passer du moelleux des tapis rouges à la boue des townships, des favelas ou des camps de réfugiés.

« Je vous préviens, je suis un fana. Vous ne trouverez pas grand monde qui dise du mal d'elle », glisse Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures.

général du Quai, et nous avons expliqué aux mécontents qu'il ne fallait pas confondre les activités de Danielle Mitterrand et celles du président, mais aussi que cette fondation fait honneur à notre pays. » Tout juste si le Quai, membre de droit du conseil d'administration de la fondation, s'est jusqu'ici arrêté d'y déléguer un représentant. Un « oubli », assure-t-on, en promettant que cet « oubli » devrait être prochainement réparé.

Si François Mitterrand se garde bien d'intervenir - ne trouve-t-il pas d'ailleurs avantage à disposer d'une si efficace préposée aux « signes » en direction du peuple de gauche ? - des précautions sont néanmoins prises pour éviter que

le New York Times, coupable d'avoir modifié avant publication, sans demander l'avis de l'auteur, une tribune libre de la présidente à propos des Kurdes.

En 1983, pour manifester sa solidarité avec les Français, dont on soumet les voyages à restriction, elle s'interdit elle-même d'accompagner le président dans ses déplacements à l'étranger. Cette auto-censure sera surtout soignée. En pleine controverse sur les « foyers islamiques », elle se prononce en faveur du port du voile : « Ce ne sont pas les enfants qui doivent faire la laïcité de l'école. Ce sont les instituteurs. » Pendant la cohabitation, elle juge sévèrement le gouvernement Chirac.

tures « de gauche » : « Le bloc communiste s'est effondré. Le capitalisme, qu'on le veuille ou non, c'est aussi un échec. Si peu de riches, de plus en plus riches, et tant de pauvres, de plus en plus pauvres. Moi, je ne fais pas de politique. Je mets seulement à des hommes de retrouver leur dignité. Et je ne prends pas parti. Je me contente d'offrir une tribune à ceux qui sont empêchés de s'exprimer. »

Et cette conclusion bien dans sa manière : « Jusqu'à maintenant, je n'ai défendu que des causes justes. »

Mais peut-on faire abstraction de ses préférences ? Son petit faible - avoué - pour Fidel Castro semble par exemple interdire à la présidente toute critique du gouvernement cubain. Les prisonniers politiques ? « Il y a des prisonniers à Cuba. Politiques ? Je ne sais pas. » La fuite massive de dizaines de milliers de Cubains vers la Floride dans les dernières années ? « Certainement les anciens grands propriétaires terriens. » Elle est intraitable, en revanche, sur les efforts d'alphabetisation du gouvernement cubain, et sur la qualité des crèches castristes.

Voilà, pour la petite fille puis l'adolescente, infirmière des maquis dans les derniers mois de l'Occupation, de quoi forger un caractère. Qu'importe alors si l'on rappelle aujourd'hui à la présidente de France-Libertés que ses efforts, ses marathons interminables dans les misères lointaines, ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan ? Toute injustice, toute exclusion, toute détresse, causées par les hommes ou la nature, lui sont depuis toujours une blessure personnelle. Elle ne conçoit qu'une seule anguille : « Faire naître par mon action des espoirs en la France que je ne serais pas capable de combler. » Pour le reste, dit-elle simplement, l'océan est fait de millions de gouttes d'eau.

DANIEL SCHNEIDERMAN



Rétablir des gens dans leurs droits

Une « femme libre », donc ? De l'Afrique du Sud au Tibet, en passant par l'Argentine et les Indiens du Canada, elle choisit certes ses combats sans solliciter l'aval présidentiel ni a fortiori gouvernemental. Sa fondation est officiellement une ONG (organisation non gouvernementale) comme les autres.

En visite à la Réunion, la voilà dans le très agité fortin du Chaudron. Au Kurdistan, trois petits tours et... elle passe en territoire irakien. Toujours au mépris des mises en garde, de la prudence souvent, du danger parfois.

« Nous avons tous tendance à nous laisser rebuter par le réel. Elle, elle résiste. Elle résiste », souligne Georges Kiejman, ministre délégué à la communication. « Chapeau ! », s'exclame tout simplement François Scheer, secrétaire général du Quai d'Orsay. « L'action de Danielle est un salut de la France, un salut, sans être une action de l'Etat français », assure l'écritain Erik Orsenna, membre du conseil d'administration de la fondation ; mais après tout, si cette ambiguïté permet de faire bouger les choses, tant mieux ! Vive les gens qui dérangent ! » Et en écho, Claude Cheysson : « Les diplomates rêlent contre ses initiatives ? Très bien ! Chacun son métier. »

les élan de la présidente ne l'empêche pas d'être des groupements peu fréquentables. On imagine que la tentation doit être vive, pour certains, de tenter de se « refaire une virginité » en se plaçant dans les petits papiers de l'épouse du chef de l'Etat.

Cette méfiance a conduit la fondation à refuser des dons provenant d'entreprises ou de particuliers « qui n'étaient pas blancs bleus avec le fisc », assure Georges Abadie, ancien préfet aujourd'hui chargé de mission au cabinet du ministre du budget Michel Charasse, et ancien bénéficiaire de la fondation, dont il est membre du conseil d'administration, en compagnie de personnalités comme Pierre Bergé, président des Opéras de Paris, Georgina Dufoix, présidente de la Croix-Rouge française, Georges Kiejman ou Claude Cheysson.

« qui fait tout et n'importe quoi » par rapport à « François qui, lui, au moins, a une politique. »

Car M^{me} la présidente n'a pas renié des sympathies politiques nettement plus à gauche que celles du chef de l'Etat. Certes, elle affirme refuser de choisir entre oppressions « de droite » et dicta-

La création c'est en Seine Saint-Denis

Festival de Saint-Denis

31 mai - 3 juillet

Renseignements locations 42 43 30 97

Chœur du festival

Académie d'été

Actions musicales

Seine Saint-Denis Conseil Général

Mais à l'étranger, la « femme libre » redevient la première dame, qui entend bien que les ambassades se placent au service de la cause. Ainsi l'ambassadeur au Japon, Bernard Dorin, - nommé depuis au poste enviable de Londres - se démenait-il parmi les industriels nippons pour trouver des bailleurs de fonds à la fondation. Au risque de faire grincer des dents au quai d'Orsay, où l'on s'offusque - discrètement - qu'un ambassadeur se promène ainsi sebile en main. De même, quand son collègue en poste à Ankara, Eric Rouleau, reçoit d'elle une lettre au viril parce qu'il ne déploie pas assez de zèle à l'égard de la cause kurde, pense-t-on que l'infortuné se sente simplement sermoné par une « femme libre », la responsable d'une « ONG comme les autres » ?

Car elle leur en a fait voir, aux diplomates. La Chine, bien sûr, mais aussi l'Algérie, le Maroc, le Chili, se sont tout à tour froissés des activités de France-Libertés. Quant à la Turquie, si le gouvernement conserve un silence courtois, la presse populaire se déchaine contre sa kurdophilie. Car les Kurdes sont depuis longtemps la cause-fétiche de M^{me} la présidente.

Précautions et dérapages

Avis aux candidats : « Toute somme provenant du commerce des armes serait aussi refusée », mesure qui, de l'extérieur, ne s'étendrait pourtant pas à des firmes comme Matra ou Thomson.



Rendre l'eau à la vie, c'est notre devoir faire

La qualité de l'eau est l'affaire de tous et celle du SIAAP en particulier. Son objectif : redonner à l'eau de la Seine sa qualité naturelle. Le SIAAP, qui réunit les quatre départements du cœur de l'agglomération parisienne, est le principal artisan du programme « Seine Propre ». Les eaux usées de 8 millions d'habitants convergent vers les stations d'épuration du SIAAP. Aujourd'hui, 70 % de ces eaux sont traitées et des résultats spectaculaires ont d'ores et déjà été obtenus. Demain, 100 % le seront, grâce à des ouvrages poussant très loin l'élimination de toutes les pollutions. C'est à cet ambitieux programme que les hommes et les femmes du SIAAP résolument tournés vers l'avenir, consacrent leur savoir faire et leur haute technicité. Leur volonté au service de l'environnement constitue pour le SIAAP le fer de lance de son action dans les années à venir pour rendre l'eau à la vie. Rendre l'eau à la vie, c'est le devoir faire du SIAAP.

A l'évidence, sa qualité accessoire d'épouse du chef de l'Etat ouvre à cette « femme libre » bien des portes qui resteraient closes devant un simple particulier. Cette ambiguïté, elle l'assume sans complexes. « Vous devez bien comprendre que mes relations avec les ministres, par exemple, ne sont pas hiérarchiques. Ce sont des copains. D'ailleurs, je ne demande jamais de passe-droit. Personne ne peut dire « la présidente veut que... » La présidente, elle ne veut rien. Simplement parfois rétablir des gens dans leurs droits. »

Une initiative critiquée : « Il valait mieux se battre pour que les garanties théoriquement offertes aux Kurdes en Turquie soient respectées. La France, dans le passé, a suffisamment contribué à créer des illusions chez les Kurdes pour ne pas recommencer », objecte Claude Cheysson.

Un « oubli » du Quai d'Orsay

Face au déluge de protestations, le Quai d'Orsay s'est d'abord ému. Sous la pression de ses troupes, Roland Dumas alla se plaindre au chef de l'Etat. Pour réaliser rapidement que le président s'interdit d'empêcher sur les activités de la fondation. « Au fond, estime Georges Kiejman, elle l'épate peut-être par son courage. Le président est conscient que les Etats ne peuvent être que des monstres à sang-froid. Et elle représente peut-être une part de liberté qu'il aurait conservée, et qui s'incarnerait en elle. » « François veut avoir la paix dans son ménage », analyse, moins lyrique, un vieux ami du couple. Quoi qu'il en soit, le Quai d'Orsay « renvoyé dans ses bois », il faut bien prendre son parti de l'existence de la fondation. « Nous avons alors décidé d'assumer », raconte François Scheer, secrétaire

La création c'est en Seine Saint-Denis

Festival de Saint-Denis

31 mai - 3 juillet

Renseignements locations 42 43 30 97

Composition française créée et dirigée par

Nicolas Frize

Seine Saint-Denis Conseil Général

SYNDICAT INTERDÉPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE

POLITIQUE

Cumul des mandats et mode de scrutin

Des parlementaires de l'opposition étudient une évolution des institutions

Les institutions de la V^e République sont devenues le bien commun de la grande majorité des hommes politiques. Elles ne les satisfont pas tous, mais ceux qui aimeraient les changer n'expriment leurs souhaits qu'avec une extrême prudence. Il existe pourtant quelques propositions de réforme qui, sans toucher au texte de la Constitution, modifieraient, si elles étaient adoptées, la pratique institutionnelle. Elles concernent notamment le mode de scrutin législatif et le cumul des mandats.

Longtemps on a cru qu'une limitation du cumul des mandats était une révolution dont la classe politique française était incapable. Et puis, à la fin de 1985, M. Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur, a réussi à faire voter par l'Assemblée nationale et par le Sénat l'interdiction de détenir plus de deux fonctions électives. La mise en application progressive de cette règle (le Monde du 27 mai) a montré que cela pouvait se faire sans grand dommage. Aussi, nombreux sont ceux qui rêvent d'aller plus loin, en interdisant rigoureusement tout cumul. M. Laurent Fabius, en a avancé l'idée; M. Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie, a déposé, en avril 1990, une proposition de loi en ce sens; aujourd'hui, c'est le tour de M. André Rousin, député UDF de l'Eure.

Son argumentation est simple, puisqu'il s'appuie tout à la fois sur la nécessité de lutter contre l'antiparlementarisme et sur les conséquences de la décentralisation. M. Rousin constate, en effet, que celle-ci « a donné aux collectivités territoriales des pouvoirs qui demandent à certains élus locaux un travail considérable, parfois aux limites du plein temps ». Vouloir simplement « ouvrir le débat », il propose donc d'interdire aux députés de détenir le moindre mandat local, en soulignant que le maintien de leur élection dans une circonscription leur évitera d'être « déconnectés de la vie locale ».

A son avis, cela permettra « peut-être de désigner des Assemblées de la quatrième génération », celles de « cette V^e République dont tant de gens attendent qu'elle nous apporte un meilleur équilibre des pouvoirs », grâce à des parlementaires « qui, entièrement consacrés à leur mission, pourront débattre de demain et pas seulement d'un quotidien législatif qui, aujourd'hui, leur est imposé sans aucun ordre logique ».

Donner le pouvoir au premier ministre

Cette analyse n'est absolument pas partagée par son collègue de groupe, M. André Santini, député UDF des Hauts-de-Seine. Celui-ci, au contraire, veut interdire à un élu de détenir plus d'un mandat municipal ou conseiller général dans la circonscription où il veut être candidat, de se présenter à la députation. Pour justifier cette

obligation il met en avant les détachements de la loi sur le cumul par ceux qui ont rétrogradé « dans la hiérarchie municipale tout en ayant gardé les mêmes attributions », qui ont fait assurer leur succession « par un membre de leur famille », ou qui ont conservé une fonction essentielle dans un organisme de coopération intercommunale, ce qui n'est pas interdit par la loi.

Pour M. Santini « sans expérience directe de la vie locale, les parlementaires ne peuvent prendre les décisions qui s'imposent en parfaite connaissance de cause ». Mais sa proposition fait du député le représentant de sa circonscription, alors que la théorie constitutionnelle française — le Conseil constitutionnel l'a rappelé récemment dans sa décision sur la Corse — veut que bien qu'élu localement il soit le représentant de la nation tout entière.

Une telle bouleversement de la pratique institutionnelle ne fait pas peur à MM. Raymond Marcellin, François Léotard, Gérard Longuet et à de nombreux autres députés UDF comme M. Pierre-André Wiltzer, Rossi et Santini, qui souhaitent que les députés soient élus par un scrutin uninominal de circonscription à un seul tour. Dans l'exposé des motifs de leur proposition, ils affirment en effet que cela permettrait la naissance d'un « vrai régime parlementaire » et « rétablirait les pouvoirs publics à un moment où les institutions de la V^e République s'affaiblissent dangereusement ».

Il s'expliquent que « le gouvernement, responsable devant l'Assemblée nationale, déterminerait et conduirait la politique de la nation en prenant appui sur le parti victorieux qui détiendrait par le jeu [de ce mode de scrutin] la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale ». Ainsi, le premier ministre « aurait la capacité de régler les grands problèmes français ».

Une telle réforme, dans l'esprit de ceux qui la préconisent, mettrait donc fin à la supériorité du président de la République, votée par le général de Gaulle et rendue possible par l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel direct. M. Etienne Dailly, sénateur Rassemblement démocratique et européen de Seine-et-Marne, ne cache pas, dans l'exposé des motifs de sa proposition de réforme constitutionnelle voulant interdire à un président de la République d'être candidat à sa propre succession (le Monde du 26 et 27 mai) qu'il est animé par la même idée.

Devant la prolifération de ces propositions de réforme, il serait peut-être temps d'ouvrir le grand débat sur les institutions promises par M. Michel Rocard, le 24 avril 1990, lorsqu'il tentait de convaincre l'opposition d'accorder aux justiciables le droit de s'adresser directement au Conseil constitutionnel.

THIERRY BRÉHIER

A l'Assemblée nationale

L'UDF soutient M^{me} Cresson contre M. Jospin sur l'apprentissage

Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Pierre Méhaignerie, s'est déclaré « prêt », mardi 28 mai, à voter « des mesures courageuses », avec la majorité, dans le domaine de l'enseignement technique. M. Méhaignerie a estimé, à propos de l'apprentissage et de l'enseignement technique, qu'il n'y aura pas de réussite dans le système d'enseignement technique conduit par le ministre de l'Éducation nationale, tel qu'il est aujourd'hui. « Les mesures courageuses », a-t-il ajouté, ce sont celles qui permettent de donner de la considération aux jeunes qui s'orientent vers l'ensei-

gnement technique et de faire en sorte que les entreprises investissent le champ de la formation professionnelle ».

Le président du groupe UDF, M. Charles Millon, a également indiqué que l'UDF pourrait approuver un projet sur l'apprentissage : « J'ai noté avec regret que Lionel Jospin a déjà fait savoir qu'il refuse la démarche proposée par M^{me} Cresson en faveur d'un enseignement « plus technique et plus concret ». « C'est dommageable car c'est la seule façon de lutter contre le chômage des jeunes », a-t-il dit.

Le Sénat approuve la réforme des caisses d'épargne

Le Sénat a adopté, mardi 28 mai, le projet de loi réformant les caisses d'épargne et de prévoyance, présenté selon la procédure d'urgence par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie. La droite a voté le texte modifié par des amendements de la commission des finances. Les groupes communiste et socialiste se sont abstenus.

A l'Assemblée nationale, le 17 avril dernier, le projet de loi avait pâti de la polémique provoquée par un rapport de la Cour des comptes portant sur la gestion de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) qui centralise les fonds collectés par le réseau des caisses d'épargne et de prévoyance. Devant le fond d'une partie des députés de la droite, M. Bérégovoy avait alors choisi de diffuser l'examen d'un texte d'aspect très « technique ». Puis, le 6 mai, le projet avait été adopté sans grandes difficultés, grâce à l'abstention des communistes et des socialistes.

La controverse aurait pu rebondir au Sénat. Le 24 avril, le rapporteur du projet, M. Roger Chénard (Rég. et ind., Paris), membre de la commission de surveillance de la CDC, avait en effet rendu public, sur la base des observations de la Cour des comptes, un rapport très critique dénonçant l'utilisation des fonds d'épargne dans certaines opérations financières menées par la CDC et

concluant sur la nécessaire réforme de cette institution.

D'un commun accord, le ministre et les sénateurs se sont pourtant efforcés de s'en tenir strictement au texte. « Il serait de mauvaise méthode que le Parlement, à propos d'un texte de portée technique, ouvre un autre débat d'une ampleur et d'une nature bien différentes », a assuré M. Chénard. Dans l'esquisse de réforme de la CDC présentée dans son rapport, M. Chénard ne remettait d'ailleurs pas en cause la gestion des fonds d'épargne collectés par les caisses d'épargne et de prévoyance. Il ne s'est donc pas montré hostile à l'économie générale du projet qui a pour objectif la constitution d'un véritable réseau bancaire revitalisé par le regroupement des agences désormais plus autonomes.

Le texte prévoit également que la gestion centrale des agences sera assurée par deux sociétés financières distinctes : une caisse de trésorerie assurant la tenue des comptes, et une centrale d'émission, de refinancement et de crédit permettant d'élargir la présence du réseau dans la compétition commerciale.

Les amendements retenus par les sénateurs n'ont pas remis en cause l'architecture du projet. M. Bérégovoy et Chénard se sont même risqués à pronostiquer un accord entre députés et sénateurs à l'occasion de la commission mixte paritaire qui sera réunie prochainement à propos de ce texte.

G. P.

Au conseil des ministres

La réglementation des écoutes téléphoniques

A l'issue du conseil des ministres, réuni mercredi 29 mai, M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a rendu compte de ses travaux. Trois projets de loi ont été adoptés. Le premier porte diverses dispositions d'ordre économique et financier (lire page 29) ; le deuxième concerne la répartition, la police et la protection des eaux (lire pages 11 et 12) ; le troisième, les écoutes téléphoniques (le Monde du 16 mai).

Ce dernier projet pose deux principes : seule l'autorité publique peut intercepter une correspondance à condition d'être justifiée par une nécessité d'intérêt public; seul le juge d'instruction, dans le cadre d'une procédure judiciaire pourra ordonner une écoute lorsqu'une information est ouverte pour des crimes ou délits punis d'au moins deux ans d'emprisonnement.

Le conseil des ministres a également adopté une communication de M. Roland Dumas, qui a pris

acte de la signature de l'accord entre la Syrie et le Liban. Il a estimé que les accords de Taïf restaient « la bonne ligne directrice ». M. Dumas a indiqué que la France entend demander que, en vertu du nouveau traité de fraternité et de coopération, la Syrie accepte de retirer les troupes qui occupent le Liban et que des élections libres puissent avoir lieu dans l'ensemble du Liban. M. François Mitterrand a rappelé que la France est le seul pays qui, constamment, défende l'identité libanaise et qui entend continuer à la défendre.

Le ministre des affaires étrangères a aussi annoncé que la prochaine rencontre des pays du Maghreb uni avec les quatre pays européens du Sud (Espagne, France, Italie, Portugal) aura lieu le 10 juin, en Libye à Tripoli.

Le conseil des ministres a également adopté la nomination de M. Thierry Le Roy comme directeur de la musique et de la danse.

□ M^{me} Cresson au Sénat. — M^{me} Edith Cresson a indiqué, mardi 29 mai, au terme d'une entrevue avec M. Alain Foher, président du Sénat, qu'elle se rendrait très bientôt, vraisemblablement la semaine prochaine, devant les sénateurs pour répondre à leurs questions. La date et les modalités de l'intervention du premier ministre seront définies au cours de la conférence des présidents du 30 mai.

□ Le PS célèbre l'anniversaire de la Commune. — M. Pierre Mauroy a dévoilé, mardi 28 mai, rue de la Fontaine-au-Roi, dans le onzième arrondissement de Paris, une plaque rappelant la chute, dans cette rue, de la dernière barricade de la

Commune, le 28 mai 1871, ainsi qu'une fresque retraçant l'épisode. M. Louis Moxandau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et président de la commission d'histoire du Parti socialiste, était présent au côté du premier secrétaire du PS, de même que les députés des onzième et dix-neuvième arrondissements, MM. Jean-Yves Auzanier et Jean-Christophe Cambadélis, et le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Alain Vivien.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
DES
LIVRES

Un colloque de Priorités aujourd'hui

M. Mermaz s'interroge sur la stratégie économique de la France

M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, et l'association Priorités aujourd'hui, qu'il avait créée après le congrès socialiste de Rennes, Pan dernier, et que préside M. Jean-Louis Sépart, ont organisé, samedi 25 mai, à Paris, un colloque, où M. Michel Rocard a fait une amicale, brève et muette apparition.

« Quelle priorité pour la France ? » M. Mermaz avait beaucoup eu à dire dans le fil de la question soumise aux invités du colloque. Pour le ministre de l'Agriculture, « il s'agit avant tout, pour notre pays, d'écarter comme une nation forte, ayant une ambition nationale et internationale ». C'est pourquoi il importe, à ses yeux, que la France prouve une part active à la recherche d'une solution de paix au Proche-Orient. Estimant que « l'Europe ne doit pas se borner à la Communauté des Douces » et qu'il faut « tisser des liens de toute nature entre les continents », le ministre de l'Agriculture

a affirmé qu'il ne s'agit pas, pour les nations de l'Europe, de disparaître, mais d'instituer « un jeu de délégations de souveraineté ».

Pour atteindre son objectif politique, la France, selon M. Mermaz, « est en quête d'une véritable stratégie économique ». « Sur quels critères allons-nous nous baser ? s'est-il demandé. Quels moyens pour cela ? Quelle sera la part des entreprises publiques, celle de l'initiative privée ? Quel sera le rôle de l'Etat ? Pour le ministre de l'Agriculture, « s'en remettre aux seules lois du marché et du profit, à l'heure de la mondialisation des activités industrielles, c'est s'exposer de reconquérir la maîtrise de notre économie ».

M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, a expliqué qu'une réciprocité devra s'établir entre le marché européen et le Japon ou les Etats-Unis. D'autre part, s'il faut construire une « Europe des personnes », s-

elle dit, il ne s'agit pas de tout « communautariser ». M. Philippe Marchand, qui a traité de la décentralisation en France et en Europe, a déclaré que le projet de « rendre le pouvoir aux citoyens », mis en avant par M. Mitterrand, n'a pas encore été atteint et qu'il faut aller plus loin dans la démocratie locale. Le ministre de l'Intérieur a mis un terme à son propos en invoquant un proverbe chinois : « Un bon discours est comme une robe, assez long pour couvrir le sujet, assez court pour retenir l'attention ».

M. Louis Moxandau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a observé ce principe dans sa défense d'un « certain » protectionnisme, nécessaire, selon lui, pour une remise à niveau de la recherche et des technologies françaises, même s'il ne s'agit pas de faire de la « politique Médine ».

S. P.

CORRESPONDANCE
La Corse et les accords d'Évian

A la suite d'un article consacré à « La place de la Corse dans la République », (le Monde du 15 mai), un lecteur, M. Gaston Casanova, de Paris, nous signale « une petite erreur de détail ». « Vous écrivez : « La Corse sera la seule département à voter contre les accords d'Évian ». Je vous renvoie à mon livre Pour une Corse française où j'écris (p. 125) : « La ratification des accords d'Évian consacre en Corse 12 % d'opposants, alors qu'il n'y en a que 9,2 pour l'ensemble de la France ».

[Les confusion provient du fait que la Corse n'a pas eu la même composition pour ce référendum, que le continent. Alors que, pour l'ensemble de la métropole, le pourcentage d'abstentionnistes était de 24,39 %, il était de 51,21 % des inscrits en Corse. Avec un pourcentage de « non » de 88,01 % des suffrages exprimés, seuls 42,71 % du corps électoral de Corse ont approuvé les accords d'Évian sur la fin de la guerre d'Algérie. Nous aurions pu dire aussi que « la Corse sera la seule département à voter contre les accords d'Évian », mais c'est bien le seul département métropolitain où ces accords ont été approuvés par moins de la moitié des électeurs inscrits. Sur l'ensemble de la métropole, 64,86 % des inscrits ont voté « oui ».]

Le premier ministre préfère les députés au « microcosme »

Venu assister, mardi 28 mai, à la réunion du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, le premier ministre, a indiqué qu'il accorde « plus d'importance aux réactions de terrain et aux préoccupations des députés qu'à celles du microcosme parisien ». M^{me} Cresson a également souligné que la « solidarité » entre le gouvernement et sa majorité ne devait pas seulement s'exprimer « par des votes, mais par un comportement ».

Présentant sa méthode de travail, le premier ministre a annoncé qu'il recevrait chaque mardi, outre le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, les deux présidents du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et au Sénat, MM. Jean Auroux et Claude Estier. M^{me} Cresson souhaite également réunir, une fois par semaine, un « groupe de ministres » sur un thème précis. La première réu-

nion s'est tenue, mercredi 29 mai et a été consacrée aux problèmes de la ville. Parmi les « gros dossiers » auxquels le premier ministre veut s'atteler en priorité figurent les banlieues, les retraites, l'emploi, la préparation du budget et les petites et moyennes entreprises.

M^{me} Cresson a indiqué qu'elle rencontrerait, dès la semaine prochaine, les organisations syndicales et professionnelles, notamment sur la question des retraites. Elle s'est déclarée très attachée à contrôler la rapidité d'entrée en application des décisions prises et a encouragé la création de deux groupes de travail à l'Assemblée nationale, sur la formation professionnelle, autour de M. Michel Berson (PS, Essonne) et sur l'animation sociale et la sécurité, autour de M. Gilbert Bonnemaison (PS, Seine-Saint-Denis).

Mauvais jeux de mots

M. Le Pen
comme M. Jacques Lanzmann

A l'occasion d'un discours prononcé à Saint-François (Savoie), samedi 25 mai, M. Jean-Marie Le Pen avait ironisé sur le nom de M. Kofi Yamgnane, le maire noir de Saint-Claude (Finistère), qui vient d'être nommé secrétaire d'Etat à l'Intérieur. Le président du Front national l'avait appelé « M. Miam-Miam » à plusieurs reprises (le Monde du 28 mai). Le dirigeant d'extrême droite n'est pas l'inventeur de ces mauvais jeux de mots, qui lui valent d'être qualifié de « personnage abject » par M. Jean-Jack Chyvrainne, porte-parole du PS.

Dans l'hébdomadaire VSD daté 23-29 mai, le journaliste Jacques Lanzmann avait écrit : « Roger Bambuck ayant été blackboulé du président gouvernement, nous avons eu un moment qu'Edith avait remplacé un Noir par un Blanc. Mais non, nous avons toujours nous homme de couleur en la personne de Kofi et Miam-Miam », nommé au ministère de l'Intérieur. Avec un aussi joli nom, on aurait plutôt vu M. « Miam-Miam » au ministère de l'Alimentation. Que M. le secrétaire d'Etat ne pardonne cet humour bien parisien rapporté directement d'un taxi, où j'avais pris place dimanche soir, au retour d'Auschitz. J'ai trouvé cela tout à fait à ma portée ».

MELO HYMAN
MANHATTAN
TRANSFER
de DOS PASSOS
240 PAGES 160 FRS.

سكوت لاند

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

L'opposition estime que le projet « anti-ghettos » n'est qu'une « réponse de circonstance » aux difficultés des banlieues

Les députés ont commencé, mardi 28 mai, l'examen du projet de loi d'orientation pour la ville, présenté par MM. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire, et Paul Quilès, ministre de l'équipement et du logement. Le débat se poursuivra jusqu'à la fin de cette semaine.

Il a fallu la mort d'un jeune homme - il s'appelait Thomas Claudio, - au mois d'octobre 1990, dans une banlieue de Lyon, pour que la politique de la ville, édictée en priorité du second septennat de M. François Mitterrand, trouve quelqu'un au gouvernement, en la personne de M. Michel Delebarre, qui n'aurait plus qu'à penser à ça. Et, amère ironie, c'est au lendemain de la mort d'un autre jeune homme - il s'appelait Aïssa Richi, - dans une lointaine banlieue de Paris, que le ministre d'Etat a pu venir, mardi 28 mai, défendre son projet de loi d'orientation pour la ville devant l'Assemblée nationale (le Monde du 29 mai). Pourtant, ce fut comme si le Maastricht, à Vaux-en-Velin, ou le Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie, étaient sur une autre planète.

Véritablement étrangers ou, au mieux, impuissants devant les explosions soudaines qui secouent les banlieues, les députés, à de rares exceptions près, ne sont guère sortis, en effet, de leurs lieux habituels : provocations, polémiques, querelles de procédure - pour ne livrer le plus souvent, tout au long de la première journée de ce débat, qu'un discours mécanique, répétitif, désincarné. En expliquant que l'objectif essentiel de son projet était de « nous faire passer de l'urbanisation subie à l'urbanisation maîtrisée », le ministre d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire a lui-même désigné ce qui était présenté comme la « grande réforme » de cette session de printemps du Parlement : « Un texte législatif ne règlera pas à lui seul et pour toujours tous les problèmes qui se posent dans notre espace urbain ».

D'abord le chômage

Ce projet, a ajouté M. Delebarre, est « le premier élément d'une politique de prévention ». Il comporte des mesures précises telles que la possibilité, pour les collectivités locales, de mieux coordonner leur action au travers de programmes locaux de l'habitat (1), ou d'accroître leurs réserves foncières grâce à la création de nouveaux établissements publics financés par une taxe spéciale d'équipement. M. Paul Quilès, ministre de l'équipement et du logement, a également annoncé que le gouvernement avait décidé de prolonger de cinq ans le dispositif fiscal en faveur de l'investissement local, qu'il avait lui-même instauré en 1985. Mais il n'est pas sûr que l'ensemble des dispositions très techniques contenues dans le projet puissent répondre de façon suffisamment rapide aux difficultés rencontrées dans les « quartiers difficiles ».

Comme l'a remarqué le rapporteur de la commission de la production et des échanges, M. Guy Malandain (PS, Yvelines), « pendant trente ans s'est construite sous nos yeux une civilisation urbaine contenant en germe une sorte de bombe à retardement, sans que le pouvoir politique le pressente ». Il est donc urgent d'agir. Mais, pour l'opposition, les principales dispositions du projet, qui concernent l'urbanisme et le logement, sont largement insuffisantes.

Le premier, M. Michel Girard (RPR, Val-de-Marne) a donné le ton : il faudrait parallèlement, a-t-il expliqué, adapter l'école, développer l'apprentissage, créer des emplois, lutter contre l'immigration clandestine, augmenter les effectifs de police, etc. « Votre projet est une réponse de circonstance et de camouflage », a estimé M. Girard. Aujourd'hui, tout le monde condamne les casseurs de monde, mais peut-on oublier qu'ils étaient des bambins de huit ans lorsque François Mitterrand a été élu président de la République ?

« Cette loi d'orientation est dans une grande mesure inutile », a ajouté M. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne). Le mal des banlieues, c'est d'abord le chômage, particulièrement celui des jeunes. Même si l'on fournit des logements

décentes, si l'on n'offre pas de travail, pas d'espoir, pas d'avenir, comment éviter les explosions ? » Puis M. Robert Ponjard (RPR, Côte-d'Or) a repris le même thème : « Quand on échoue dans le domaine de la formation des jeunes, du logement social, de la sécurité urbaine, du contrôle de l'immigration, on ne peut pas réussir une politique de la ville ». Mais le maire de Dijon s'est aussi inquiété du « caractère autoritaire » du texte : « Est-il concevable, en 1991, d'imposer des programmes locaux de l'habitat, de donner à l'Etat et aux préfets des pouvoirs exorbitants en matière d'urbanisme, qui vont absolument à l'encontre du principe de libre administration des collectivités locales ? Pourquoi cette volonté tenace, déjà manifestée dans le projet Joxe-Marchand [sur l'adminis-

tration territoriale de la République], de remettre en tutelle les élus ? »

Pour le porte-parole du groupe communiste, M. André Durand (Seine-Maritime), le projet part, en revanche, « d'un constat et d'une analyse que nous pourrions presque partager ». Mais le PC, qui n'arrêtera sa position qu'ultérieurement, en fonction du sort qui sera réservé à ses propositions, est hostile à deux aspects du projet : le désengagement financier de l'Etat et l'atteinte à la liberté des communes. Il revendique, en outre, des créations d'emplois qualifiés, notamment pour les jeunes, qui « ont touché les limites des stages-bétons et [qui] ont une conscience aiguë des formes d'exploitation et d'exclusion qui leur sont réservées ».

Sans jamais recevoir de vérité

ble réponse de la part du groupe socialiste, les orateurs de l'opposition se sont ensuite de nouveau succédé à la tribune pour dénoncer la portée limitée du projet de M. Delebarre : « Un mauvais répertoire de réformes sur le logement », selon M. Gilles de Robien (UDF, Somme). « Ce qu'il nous faut, c'est une loi qui apporte du travail, une formation, un salaire », a répliqué M. Jacques Toubon (RPR, Paris).

L'échec scolaire

Seul - mais il était déjà minuit - M. Michel Noir (non ins., Rhône) a cru nécessaire de rappeler ses collègues à davantage de modestie, en affirmant que « la question urbaine est devenue, jusqu'à l'insu des politiques, la ques-

tion politique principale de notre société ». L'affrontement dominant des années 60 et 70, qui était celui des rapports sociaux dans l'entreprise, s'est progressivement déplacé vers l'espace urbain, a expliqué en substance le maire de Lyon. « Un toilettage technique de certains articles du code de l'urbanisme ne saurait constituer une loi d'orientation sur la ville », a-t-il ajouté, en rappelant - sans citer nommément le chef de l'Etat - l'un des principes posés par M. François Mitterrand lors de son discours sur la ville, le 4 décembre 1990 à Bron : « l'unité de commandement ».

Puis, en évoquant l'un des thèmes qui lui sont chers, la lutte contre l'échec scolaire et la faiblesse des crédits qui y sont affectés, M. Noir a conclu son propos sur le mode émotif : « Ce jour-là,

devant une telle incapacité à reconnaître la lutte contre l'échec scolaire comme la priorité des priorités, j'ai presque eu envie de dire que c'était fou, que tout explosait (...), que je continuerais à recevoir chaque mois les chiffres du nombre de morts par overdose ou suicide de jeunes de vingt ans. J'ai ressenti que, non, décidément, ce n'était pas la société dont je rêve, que nous, les adultes, nous étions des monstres à nous en laver les mains ».

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Des dispositions particulières sont prévues pour accueillir le parc de logements sociaux dans la région Ile-de-France et dans les onze agglomérations suivantes : Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Nice, Nantes, Toulon, Grenoble, Strasbourg et Rouen.

Le coup de colère de M. Bonnemaison

M. Gilbert Bonnemaison (PS, Seine-Saint-Denis) est en colère. Il n'a pas apprécié, mais alors pas du tout, la présentation qu'a faite M. Edith Cresson, mercredi 24 mai, dans son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale, du projet de loi sur la sécurité intérieure qui prévoit deux milliards de places de prison. Et le député, maire d'Episy-sur-Seine, vice-président du Conseil national des villes, a tenu à le faire savoir au premier ministre, par une longue intervention, mardi 28 mai, devant le groupe socialiste qui la recevait, et par une lettre qui devait lui parvenir mercredi.

M. Bonnemaison a souhaité mettre en garde M. Cresson contre l'interprétation trop « sécuritaire » d'un projet lancé il y a trois ans par M. Pierre Joxe, alors ministre de l'intérieur. Dans son discours de politique générale, M. Cresson avait en effet souligné que les nouvelles « attentes de sécurité » des Français désignaient « logiquement des objectifs : la défense des intérêts fondamentaux de la nation, la lutte contre la drogue, la maîtrise des flux migratoires, la police de proximité ».

Alors, celui qui depuis une dizaine d'années mène un combat en faveur de la prévention de la délinquance est sorti, une fois de plus, de sa réserve. « Chaque fois qu'il y a des problèmes, on dit qu'on va augmenter le nombre de policiers, et celui des places de prison. Le projet de loi sur la sécurité intérieure, ce ne doit pas être seulement des fils en plus ! A ceux qui seraient tentés de voir dans les explosions de violence dans les banlieues ou dans les chiffres de la délinquance le signe de l'échec des politiques de prévention tant prônées par la gauche, M. Bon-

nemaison réplique que c'est en fait « la politique de la répression qui a échoué. C'est là que, depuis dix ans, on a mis les principaux moyens financiers, pas dans les missions Bonnemaison, ou à la délégation interministérielle à la ville : les seuls crédits de fonctionnement du plan treize milliards de places de prison » lancé par M. Albin Chalandon sont plus importants que ceux dont dispose directement M. Delebarre pour son ministère de la ville ».

Aujourd'hui, M. Bonnemaison ne cache pas son inquiétude face à l'agitation dans les banlieues qui « nourrit un racisme latent ». Selon le député socialiste, l'ensemble de la jeunesse d'origine étrangère, qui a été si consciencieusement pendant la guerre du Golfe, est aujourd'hui d'une inconscience préoccupante. Et, du même coup, les risques qu'elle encourt sont bien supérieurs à ceux que l'on avait imaginés pendant le conflit. Aujourd'hui, on pleure un enfant à Mantes. Combien seront-ils demain ?

« Je ne veux plus de compliments »

M. Bonnemaison n'a pas trouvé de vrai réconfort dans le soutien qu'a apporté mardi le premier ministre à la création sous son autorité d'un groupe de travail des députés socialistes sur l'animation sociale et la sécurité. « Cela fait des années que l'on me fait des compliments. Maintenant, je n'en veux plus ! » Dans la lettre qu'il devait adresser à M. Cresson, M. Bonnemaison fait une proposition : il est encore temps, selon lui, de revenir sur le programme « treize milliards » en utilisant pour d'autres fonctions, notamment le contrôle judiciaire, le personnel péniten-

taire qui a été prévu pour l'entrée en application du plan. « S'il y avait un vrai contrôle judiciaire, on ne verrait pas les coupables remis en liberté provisoire venir ordier devant leurs victimes de la veille ».

M. Bonnemaison se défend d'être laxiste : « Je suis pour la sanction et la répression, mais je demande qu'on ne mette pas tous les œufs dans le même panier. Il faut une politique intelligente : si la répression ou la prévention sont menées de façon bête, elles se retournent contre vous ».

Après dix ans de gauche au pouvoir, M. Bonnemaison est presque tenté de reprendre à son compte la phrase qu'avait prononcée, au cours d'une conférence à Paris, le président de l'association des maires des Etats-Unis : « Nous sommes en train de perdre, dans nos villes, la bataille contre le crime et la drogue parce qu'il y a dix ans nous n'avons pas su livrer celle qui s'imposait contre la pauvreté et la solitude ». Seule consolation pour le député : il part lundi prochain en Australie, à l'invitation du premier ministre, pour exposer ses idées sur la prévention de la délinquance. Là-bas, au moins, comme aux Etats-Unis, on les trouve tellement intéressantes que l'on a même baptisé le programme de prévention de la délinquance, « Good neighbourhood » (bon voisinage), traduction très approximative de « bonne maison ».

PASCALE ROBERT-DIARD

Les élus locaux du RPR débattent de l'insertion et de la solidarité

Bien que prévu depuis longtemps mais reporté pour cause de guerre du Golfe, le colloque organisé le 29 mai par l'association nationale pour la démocratie locale, avec pour titre « Les élus gaullistes et leurs politiques de solidarité », ne pouvait mieux tomber, aux yeux du mouvement de M. Chirac, puisqu'il se situe pendant le déroulement du débat sur la ville à l'Assemblée nationale. Les membres du RPR reprochent en effet au projet de M. Delebarre d'aller notamment à contre-courant de la décentralisation en redonnant aux préfets des pouvoirs de contrainte sur les maires et celui de légiférer globalement en s'attaquant qu'un problème financier.

Les élus gaullistes réunis en ce colloque présidé par M. Dominique Perben, député RPR et maire de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) ont donc, par contraste, mis l'accent sur les réalisations concernant les divers aspects de la solidarité qu'ils ont opérés dans les villes ou les départements qu'ils dirigent.

De nombreux élus locaux sont venus exposer les solutions mises en œuvre sans toutefois les présenter comme des modèles pour toutes les collectivités locales. Ainsi M. Bergelin, président du conseil général de Haute-Saône, expose-t-il comment « la carte santé » départementale permet aux habitants du RMI (revenu minimum d'insertion) de bénéficier gratuitement de tous les soins

médicaux. M. Giran, maire de Saint-Cyr-sur-Mer (Var) explique la mise en place de liaisons entre sa commune et l'université d'Aix-Marseille pour les étudiants domiciliés dans le Var et l'octroi de bourses municipales aux bacheliers de sa ville.

Un RMI

pour les dix-huit-vingt-cinq ans M. Manel, président du conseil général de l'Oise, a créé un RMI pour les dix-huit-vingt-cinq ans en insistant sur la notion d'insertion. M. Goujon, adjoint au maire de Paris, a parlé de la lutte contre la toxicomanie dans la capitale. L'aide aux handicapés a été illustrée par les réalisations de M. Barate à Perpignan, de M. Bachelet, maire du Cannet, dans les Alpes-Maritimes et de M. Poncellet, président du conseil général des Vosges. De nombreuses interventions ont également souligné les dispositions particulières prises pour les personnes âgées.

Toutes ces initiatives tendent à montrer que les maires et présidents de conseil général sont désormais beaucoup plus préoccupés que dans le passé par les problèmes de l'insertion dans la vie de la cité des jeunes sans formation, des toxicomanes, des handicapés, des personnes âgées.

A. P.

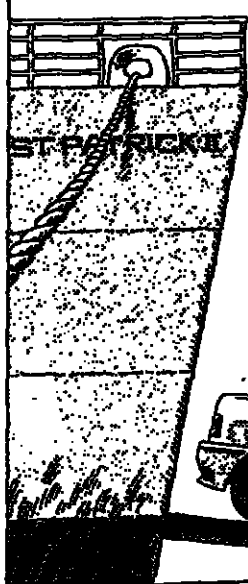
L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70
L'essentiel sur
HISTOIRE DES IDEES POLITIQUES
Tome 1 et Tome 2 par Paul DUBOUCHET
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

7 jours de suite fin juin

L'Irlande d'été à un prix d'automne.

Pour fêter la première semaine de l'été - du 21 au 27 juin - Irish Ferries offre à tous ceux qui partiront cette semaine là en Irlande avec leur voiture, le tarif Hors-Saison. Et, bénédiction inespérée, ils pourront rester en Irlande jusqu'au 14 juillet.

Le résultat est absolument admirable : si vous êtes 4 à partir, chacun paiera 1085 F A/R, soit une économie globale de 1565 F. La voiture est bien sûr comprise ; les couchettes sont en supplément à partir de 90 F A/R.



Irlande
Ecartez-vous du droit chemin.
Minitel 36 15 IRLANDE



IRISH FERRIES
Le N°1 sur l'Irlande
Agent général : Transports et Voyages
8, rue Aubert, 75009 Paris, Tél. (1) 42 86 90 90
Minitel 36 15 IRISH FERRIES

SOCIÉTÉ

Après de nouvelles violences aux Mureaux et à Sartrouville,

La colère sourde de Mantes-la-Jolie

Les incidents sont de plus en plus nombreux dans la banlieue parisienne. Plusieurs incendies d'origine criminelle ont été provoqués, dans la nuit du 28 au 29 mai, par de jeunes inconnus aux Mureaux (Yvelines). Des voitures volées ont été précipitées dans des vitrines de la galerie commerciale locale, et quatre magasins ont été détruits par les flammes. Au cours de la nuit précédente, des vitrines avaient été brisées et des cocktails Molotov avaient provoqué le début d'incendie dans la galerie marchande de la cité des Indes, à Sartrouville (Yvelines) où un jeune homme avait été tué par un vigile le 26 mars.

A une quinzaine de kilomètres de là, la ville de Mantes-la-Jolie a connu une journée de manifestations de jeunes lycéens, après la mort d'Aïssa Ilich, victime d'une crise d'asthme à l'issue de sa garde à vue. Le premier ministre, M. Edith Cresson, s'est rendue, mardi soir, à Mantes-la-Jolie auprès de la famille du jeune homme, afin de lui témoigner son émotion.

Quatre jeunes interpellés en même temps qu'Aïssa Ilich, ont été condamnés, par le tribunal correctionnel de Versailles, à des peines allant de deux à quatre mois de prison ferme pour « port d'armes » et « coups et blessures » à agents de la force publique.

« La haine ». Sonia Ilich, dix-neuf ans, a répété ce mot, mardi, en sortant, effondrée, du commissariat de police de Mantes-la-Jolie, où elle avait été détenue pendant quatre heures durant, et où son frère cadet Aïssa agonisait la veille, après trente-six heures de garde à vue. Les mille jeunes du Val-Fourré qui ont défilé silencieusement derrière elle et ses parents au lendemain du drame ne disaient pas autre chose. Pour eux, Aïssa Ilich, comme Malik Ousseline et d'autres, sont morts « assassinés parce qu'ils étaient maghrébins », et le commissariat de Mantes évoque « la Gestapo », comme le hurlait une banderole.

Quant aux journalistes, ils sont généralement considérés comme des « fous-merdes », surtout s'ils osent se promener avec un appareil photographique ou pis, une caméra (lire également page 39). Ce qui n'empêche pas de vivement rechercher leur compagnie. L'heure n'était donc plus aux nuances, mais à une colère sourde, renforcée par le sentiment que le banal affrontement de samedi soir avec la police est désormais éclipsé par une terrible bavure médico-policière de portée nationale.

La tension était à son comble devant les grilles closes du commissariat. Les jeunes manifestants ont stationné pendant une heure, alors qu'était reçue une délégation composée de la famille de la victime, d'élèves et de professeurs qui avaient débrayé. Le cortège, parti du lycée Saint-Exupéry où Aïssa était élève en première G, avait traversé la ville dans une ambiance funèbre. Caméraman et photographes avaient été fermement priés de remballer leur matériel et les journalistes se faisaient serrer de très près par une



foule hostile. Malaisie encore quelques minutes plus tard devant l'hôtel de ville, avec un face-à-face houleux entre les manifestants et M. Paul Picard, le maire socialiste accusé de ne « rien faire pour les jeunes » et d'oublier les 28 000 habitants des « tours infernales » du Val-Fourré. Mais les jeunes demandaient en premier lieu le départ des CRS de la ZUP, que le maire souhaitait effectivement plus discrets, et surtout « la justice pour Aïssa ».

« Refus d'assistance à personne en danger »

Cette exigence, le père du jeune garçon décédé l'a revendiquée avec une telle dignité et une détermination si forte que la tension s'en est trouvée apaisée. Au cours d'une conférence de presse sur le parking du lycée de son fils, M. Hamad Ilich a accusé les policiers de « refus d'assistance à personne en danger » et juré « que la vérité serait faite ». Cet homme, ouvrier chez l'abbot et militant CGT, a déclaré s'être présenté à deux reprises au commissariat. La première fois, dimanche vers 14 heures, il a demandé à voir son fils « pour le cas où il manquerait de médicaments pour son asthme ». On lui a répondu que cela n'était pas possible. Le lendemain matin, même démarche avec sa fille et ses médicaments. Les policiers ont refusé, arguant de la nécessité d'une prescription en

bonne et due forme. « On m'a répondu : quand on vole dans les magasins comme ton frère, on assume les conséquences », a rapporté un peu plus tard la jeune fille.

Selon M. Ilich, lorsque les policiers ont fini par appeler à son domicile pour qu'on apporte d'urgence les médicaments, il était déjà trop tard. Un jeune compagnon de cellule d'Aïssa, placé en garde à vue pour une autre affaire et remis en liberté lundi soir, est venu témoigner des difficultés respiratoires dont le garçon s'était plaint, selon lui, dans la nuit précédant son décès. « Les policiers l'ont juste sorti de la cellule pour lui faire prendre l'air, puis l'ont remis. Toute la nuit, ils nous ont insultés en agitant leurs matras ». Selon M. Najib El Arouni, cousin de la victime et animateur du collectif de soutien informel qui s'est constitué, Aïssa avait été frappé au moment de son interpellation et, ensuite, dans le fourgon de police qui l'amenait au commissariat.

Toutes ces déclarations, ainsi que les soupçons publics exprimés par le maire ont évidemment renforcé la colère des jeunes du Val-Fourré à l'égard des CRS. Aïssa Ilich est désormais leur martyr, le symbole de leur propre exclusion et de celle de leur cité, méprisée et redoutée par les habitants du vieux Mantes. C'est donc dans une atmosphère électrique que près de

cinq cents d'entre eux se sont réunis à l'Agora, un complexe de salles municipales mis à leur disposition. Ce meeting, qui devait permettre de structurer un collectif de soutien, a tourné court dans la confusion générale après l'agression dont ont été victimes plusieurs journalistes de la part d'un individu isolé. Quelques jeunes, accusant les organisateurs de la réunion de vouloir récupérer la municipalité, ne tenaient visiblement pas à voir le mouvement s'organiser. Les événements n'ont fait qu'aggraver une crise de confiance aiguë entre les élus et les jeunes du Val-Fourré.

Le calme, très inhabituel ces derniers jours, qui régnait mardi soir au Val-Fourré n'a même pas été troublé par la visite surprise du premier ministre, M. Cresson, arrivée discrètement peu avant vingt-deux heures à la mairie de Mantes, où les élus socialistes étaient réunis. Trompant la vigilance de la petite colonie de journalistes, elle s'est ensuite rendue à Guerville, un village proche, où la famille Ilich s'était réunie, chez une tante. Le jeune compagnon de cellule d'Aïssa, témoin de son malaise, ainsi qu'un professeur de lycée Jean Rostand de Mantes, qui accuse les CRS de « avoir frappé sans raison », étaient également présents. Selon M. Paul Picard, maire de Mantes-la-Jolie, M. Cresson a présenté sa visite comme celle « d'une mère de famille à une autre mère de

famille », assurant les parents de sa détermination à éclaircir les circonstances de la mort de leur fils. Ces derniers ont porté plainte pour non-assistance à personne en danger et confié leur défense à M. Henri Leclerc.

L'autopsie, reportée en raison de l'hostilité de la famille pour des raisons religieuses, pourrait finalement être pratiquée ce mercredi. Mardi soir, les CRS avaient abandonné leurs positions avancées aux abords du centre commercial pour stationner à la périphérie de la ZUP. Un rassemblement est prévu samedi 1^{er} juin après-midi devant la tour Jean-François Millet, où vivait Aïssa Ilich, en plein cœur du Val-Fourré, dans le « quartier des peintres » qui n'a qu'un lointain rapport qu'avec le décor de l'Angelus.

PHILIPPE BERNARD

Le PNFE (néonazi) dénonce les « parasites allogènes ». — Après les émeutes de Mantes-la-Jolie provoquées, selon lui, par des « parasites allogènes » composant une « racaille », le bureau politique du Parti nationaliste français et européen, organisation néonazie dirigée par M. Claude Cornilleau, a dénoncé, mardi 28 mai, les « lamentables déclarations » de M. Henri Nallet, ministre de la justice, attribuant ces « agressions délibérées au chômage de ces jeunes ». Le PNFE indique que son programme prévoit « le renvoi progressif, mais total, des immigrés non européens dans leurs pays d'origine ».

M. Marchand envisage une réforme des gardes à vue

Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, qui inaugure, mardi 28 mai, un nouveau commissariat à Antibes (Alpes-Maritimes), s'est dit « tout particulièrement préoccupé par le drame de Mantes-la-Jolie et a rappelé qu'il avait ordonné une enquête à l'Inspection générale de la police nationale (IGPN). « Si, par malheur, il y avait, c'est une hypothèse, une erreur, un manquement, voire une faute, du côté des fonctionnaires de police, je peux vous dire que je serai intraitable », a-t-il assuré. M. Marchand a estimé que cette affaire soulève aussi le problème de l'organisation des gardes à vue dans les commissariats, « organisées de la même façon pour un délinquant moyen que pour quelqu'un d'extrêmement dangereux ».

« Une étude avait été ordonnée par mon prédécesseur », (M. Pierre Joxe). « Je veux que cette étude soit menée très rapidement », a-t-il ajouté en déclarant avoir « un certain nombre d'idées personnelles » sur cette question, comme l'installation dans les commissariats d'un système vidéo enregistrant les conditions de la garde à vue.

Renouvellements par téléphone

Le régime des gardes à vue est, depuis de longues années, critiqué par les avocats et certains magistrats, notamment du Syndicat de la magistrature. Cette période de vingt-quatre heures, renouvelable une fois — sauf en matière de stupéfiants et de terrorisme où elle peut être portée jusqu'à quatre jours — est fort peu contrôlée, malgré l'obligation légale faite aux procureurs de la République de s'assurer du bon déroulement des gardes à vue. En réalité, comme en matière de surveillance des conditions de détention dans les établissements

pénitentiaires, les parquets, qu'ils soient diligents ou débordés, exercent rarement ces prérogatives et les renouvellements de garde à vue se décident la plupart du temps par téléphone. L'article 64 du code de procédure pénale prévoit que les officiers de police judiciaire mentionnent sur procès-verbal la durée des interrogatoires et des repos qui les ont séparés. S'il l'estime nécessaire, le procureur de la République peut désigner, « même à la requête d'un membre de la famille de la personne gardée à vue, un médecin » qui l'examinera à tout moment. Au terme d'un délai de vingt-quatre heures, l'examen par un médecin est rendu obligatoire si la personne gardée à vue en fait la demande.

Pendant le délai de garde à vue, la personne retenue ne peut s'entretenir avec aucune personne extérieure : c'est l'un des points les plus critiqués, qui place la France dans une situation quasiment exceptionnelle par rapport aux autres pays européens, et même aux États-Unis. C'est pourquoi, dans son rapport sur la justice pénale et les droits de l'homme, la commission Delmas-Marty avait proposé que la présence d'avocats soit systématique dans les commissariats : non pour intervenir lors des interrogatoires, mais pour rappeler aux personnes retenues leurs droits, et notamment celui que l'on omet fréquemment de leur signaler, le droit au silence. Les auteurs du rapport estiment implicitement que la présence d'un avocat modifierait l'« ambiance » des gardes à vue : en particulier, lors d'un entretien individuel avec un avocat, les problèmes de santé pourraient être exposés et pris en compte plus facilement.

JUSTICE

Grève de la faim d'un responsable des douanes écroué à Dijon. — M. Michel Ribaut, chef de l'échelon lyonnais de la Direction nationale des recherches et enquêtes douanières, incarcéré à Dijon (Côte-d'Or) le 15 mars, à la suite d'une saisie controversée de drogue par les douaniers, observe une grève de la faim depuis le mercredi 22 mai. Il veut ainsi protester contre l'arrêt rendu par la cour

d'appel de Dijon, qui a confirmé son maintien en détention. Les avocats du fonctionnaire, M. Soulez-Lanvière et Thierry Chiron, ont annoncé leur pourvoi en cassation contre cet arrêt. Outre son incarcération dans l'affaire de Dijon, M. Ribaut est inculpé d'infractions à la législation sur les stupéfiants, depuis le mois d'avril, par un juge d'instruction du tribunal de Vienne (le Monde du 20 avril).

De source policière
Le rapport médical ne faisait pas état de l'asthme d'Aïssa

Les conditions de la garde à vue des jeunes gens étaient « tout à fait normales du point de vue de la procédure », estime M. Alain Brillet, secrétaire général de la Fédération nationale autonome de la police (majoritaire chez les commissaires, enquêteurs et les inspecteurs), qui confirme qu'Aïssa Ilich avait insisté auprès des policiers du commissariat afin de les avertir qu'il était asthmatique.

En revanche, selon lui, le médecin légiste venu examiner le jeune homme au moment du renouvellement de la garde à vue n'a pas mentionné, dans

son certificat médical, qu'il avait des problèmes asthmatiques. Le médecin a seulement signalé que l'état de santé d'Aïssa était « compatible avec son maintien en détention », et précisé qu'il portait des ecchymoses consécutives à son interpellation par les policiers dans la nuit de samedi à dimanche, alors qu'il lançait des pierres.

C'est en s'appuyant sur ce rapport médical que les policiers ont refusé de donner suite aux demandes des parents d'Aïssa, qui voulaient lui transmettre des médicaments.

E. In.

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Familles, je ne vous hais point !

sa mise en quarantaine. Aux yeux de toute la bande, il aurait surnoisement dénoncé Bost par amour sans retour pour Olga.

« Même si vous êtes coupable, nous vous pardonnons ! », ajoutera sèchement Beauvoir, avant de replonger du turban dans son ouvrage. Terrible justice, qui s'accommodait de « même si », et vous absout pour d'autres motifs que la vérité — mansuétude foncière (?), humeur du jour, ou, plus probablement, complexe vieille France à l'égard du mâtrotte Mouloudji, barbare, juif selon certains, proto, bref « autre », affreusement !

Cette affaire capitale et digne, décidément, de figurer au panthéon des manuels scolaires, c'est Mouloudji lui-même qui la révèle dans un livre de souvenirs plein de gentillesse drôle et d'une modestie dont les artistes ne sont pas coutumiers (la Fleur de l'âge, Grasset). Le vau-déville de Taverny confirme ce qu'on apprend des correspondances croisées « des » Sartre : qu'on a beau maudire la famille bourgeoise, celle-ci vous colle aux porte-chaussettes, avec ses accords contingents et ses accommodements hypocrites.

La même permanence ressortait des Cahiers où la « petite dame », voisine et confidente de Gide, consignait par le menu les mœurs toutes bourgeoises et claniques « du » Vaneau. « Familles, je vous hais ! », avait grondé le vieux bonze, qui aura suscité tant de vocations à devenir écrivain, sinon à écrire une œuvre. La vérité historique exigerait qu'on substitue à ce cri de détestation, plus provocant que senti,

l'exemple fameux de la litote : « Familles, je ne vous hais point ! »

Autre preuve que l'institution familiale reste le creuset par excellence des destins créatifs. Récit par les révoltes qu'elle inspire : l'album que « La Pléiade » consacre à Sartre et qu'elle offre à tout acheteur de trois volumes de la collection.

Le principe même de ces ouvrages s'apparente à un des rites sacrés de la famille. Quels parents, quels enfants, n'ont pas réuni dans un cahier, légendé pieusement, et feuilleté le dimanche, les photos de la chère lignée, depuis les aïeux en canotier décimés par la guerre de 1914 jusqu'aux derniers rejetons, sur leur coussin à langer ou sautant, en bob, leurs premières vagues océaniques !

Chez Sartre, les enfants sont remplacés par les générales de théâtre, les amis des « fêtes », les visites aux Grands de la guerre froide. Mais l'ascendance rappelle toutes les bonnes dynasties bourgeoises, avec le papa polytechnicien, les Schweitzer, du côté de maman, les maisons cosuées, les lycées haut de gamme, les prix d'excellence.

Parfaitement résumée par Annie Cohen-Solal, pour qui son frémissement de biographe dut d'abord être un handicap plus qu'un atout, la vie de Sartre déroule ses sinuosités, auprès desquelles l'écriture, qui fut la grande affaire de son existence, la seule au fond, paraît étonnamment régulière, scandée comme un énchéogramme.

Rien n'est plus émouvant, quand on parcourt le passé d'un écrivain, que les fac-similés des manuscrits, ce tracé où vibrent une pensée et une imagination sans cesse en gésine. Cette coulée de mots, où Sartre voyait un absolu et le gage de sa survie, console du vandalisme que le temps inflige aux visages. Du gauchisme voilé au regard ailleurs, on remonte en hâte au normalien blagueur, pipé au bec, et au « Pou-lou » à la plage, scrutant l'avenir entre son seau et sa pelle.

Tout, pour tout le monde, commence ainsi.

صلى الله عليه وسلم

SOCIÉTÉ

le débat sur le rôle de la police est relancé

Un entretien avec le secrétaire général de la FASP

« Il est urgent de systématiser l'ilotage dans les banlieues difficiles », nous déclare M. Richard Gerbaudi

Au lendemain des incidents de Mantes-la-Jolie, M. Richard Gerbaudi, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire chez les policiers en tenue), prend position sur l'action de la police dans la crise des banlieues. Il estime qu'il est urgent de systématiser l'ilotage dans les banlieues difficiles.

« Les émeutes du Val-Fourré et la mort d'Aïssa Ithich auraient-elles pu être évitées ? »

« A Mantes, un accord avait été passé entre la municipalité, la police et la jeunesse. Il prévoyait que les problèmes du Val-Fourré devaient être réglés entre la mairie, les jeunes

et la police urbaine de la ville. Lors de la première nuit d'incidents, il y a eu, apparemment, un drame : concours de circonstances. Le commissaire titulaire n'était pas là et son adjoint était en congé. C'est donc le commissaire de permanence, venu des Mureaux, qui a dirigé les opérations de maintien de l'ordre. Ne connaissant pas le secteur, il a fait appel aux compagnies républicaines de sécurité. Les CRS ont fait leur travail et ils ont procédé à des interpellations. C'était un coup de canif à l'accord passé avec les jeunes, qui n'ont pas supporté cette rupture de contrat.

« La mort du jeune Aïssa est terrible. Quand on a dix-huit ans, une garde à vue est toujours traumatisante. Dans l'attente des résultats de l'enquête et de l'autopsie, la prudence s'impose. Mais il semble bien que le jeune homme ait manqué de

médicaments, alors que ses parents avaient cherché à lui en faire passer. Sur ce point, la règle est formelle : il est interdit de communiquer un objet à une personne placée en garde à vue. Comment les policiers pourraient-ils savoir s'ils ont affaire à des malades ou à des simulateurs ? Le drame de Mantes conduit à réclamer la mise en place d'une assistance médicale permanente dans les commissariats, pour les personnes mises en garde à vue comme pour les policiers.

« Quelle type de présence policière vous semble possible dans les quartiers sensibles ? »

« A Vanves-en-Velin, dans l'île de la Réunion ou à Mantes, les policiers doivent agir dans l'urgence des échauffourées, des voitures incendiées, des jeunes exaspérés. A nos yeux, la seule solution est d'assurer une présence policière, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, dans les quartiers difficiles. Mais pas d'importer laquaille ! Contrairement à ce que vient d'avancer Robert Pandrand, il ne faut pas quadriller les cités avec les forces mobiles. Ce serait mettre le feu aux poudres en choisissant a priori de se placer en situation d'affrontement.

« Il est urgent de systématiser l'ilotage dans tous les quartiers difficiles. Chacun y a intérêt : les policiers, pour que leur tournée se passe bien, comme les jeunes, qui préfèrent avoir affaire à des policiers qu'ils connaissent, plutôt qu'à des « déconcentrés » massives avec des contrôles d'identité systématiques. Les gens sont contre la police d'agression, pas contre la police de proximité.

« Les policiers savent très bien qu'à partir du moment où ils ne rentrent plus dans un quartier, la drogue s'y développe, les dealers et les bandes s'organisent, avec souvent une solidarité interne forte chez les autres jeunes. Pourquoi des policiers, à Lyon, Marseille ou Bordeaux, ont-ils reçu pour consigne de ne pas pénétrer dans certains quar-

tiers ? Quand leur hiérarchie leur dit : « Ne rentrez pas dans les cités, n'interpellez plus les motards non casqués, laissez-les », nos collègues sont démotivés. Les policiers veulent être soutenus. C'est affaire de volonté politique.

« Peut-on développer l'ilotage dans des quartiers où les policiers sont accablés à coups de pierres ? »

« Les pierres pleuvent quand la situation s'est dégradée. Dans trop de quartiers, on intervient seulement en menant des opérations commandées, à plusieurs véhicules. Une heure après, tout recommence. La présence à pied, au contact des jeunes, à chaque fois qu'elle est mise en place, ça marche. C'est grâce à la prévention, dans la grande masse des jeunes des cités, ceux qui sont les « vrais » délinquants. Faute de quoi, on interrompt les jeunes sans distinction, on crée des injustices, on cristallise des mécontentements.

« Nous savons bien que la police ne pourra jamais empêcher les crises sociales et que la politique de la ville relève du pouvoir politique. Mais pour l'heure, la FASP est mécontente du traitement du dossier « banlieues ». Le 25 octobre, nous avions lancé un cri d'alarme face aux tensions que nos délégués sentaient monter. Nous regrettons de ne pas avoir été convoqués plus tôt par le ministre de la ville, qui vient seulement de nous inviter. Et nous déplorons qu'il n'ait pas été donné suite à notre projet de créer des « missions urbaines dialogue-prévention », qui visent à faire se rencontrer les policiers, les parents d'élèves, les chômeurs et les habitants d'un quartier. Depuis octobre, les explosions se sont multipliées. Si rien n'est fait, l'été risque d'être très chaud. »

Propos recueillis par ERICH INCYAN

MÉDECINE

Les négociations au ministère de la santé ayant échoué

Blocage dans le conflit des infirmières anesthésistes

Les infirmières spécialisées en anesthésie-réanimation, en grève depuis le 21 mai, ont organisé un rassemblement, mercredi 29 mai, près de l'Assemblée nationale, après l'échec des négociations avec le ministère de la santé.

début de carrière augmenter de 2 429 F.

On compte, en France, environ 4 500 infirmières spécialisées en anesthésie-réanimation, dont 1 000 exercent dans le secteur privé. Selon une enquête effectuée par leur syndicat en 1989, 86 % d'entre elles travaillent en anesthésie, 4,8 % dans les services mobiles d'urgence (SMUR et SAMU), et 3,2 % en services de réanimation.

Déception chez les infirmières et infirmiers spécialisés en anesthésie-réanimation (ISAR) : leur principale revendication, portant sur la création d'une grille indiciaire spécifique, s'est heurtée au refus du ministère de la santé, où une délégation de grévistes - responsables du SNISAR (Syndicat national des infirmiers spécialisés en anesthésie-réanimation) et de la coordination nationale - a été reçue mardi 28 mai.

La création d'une grille indiciaire spécifique supposait de modifier les accords Durafor sur la fonction publique, prolongés, pour les infirmières, par le protocole Evin. Les pouvoirs publics n'ont pas souhaité prendre ce risque. « Les grandes centrales syndicales considéraient comme une rupture des accords Durafor une telle mesure qui pourrait donner lieu à des revendications similaires pour d'autres catégories de personnel », expliquait-on, à l'issue des négociations avec les ISAR, au ministère de la santé. Un effort significatif concernant l'ensemble des infirmières a déjà été fait. Entre 1988 et 1994, les ISAR auront vu leur rémunération de

Jusqu'au 1^{er} août 1990, leur salaire était identique à celui d'une infirmière de soins généraux, soit 6 759 F brut en début de carrière et 10 404 F au bout de dix-sept ans, signale leur syndicat. La signature des accords Durafor leur a permis d'obtenir une nouvelle bonification indiciaire (NBI) de 627 F, qui devrait atteindre 810 F en août 1992.

La formation d'ISAR nécessite, après trois années d'études d'infirmière, deux années supplémentaires de spécialisation. Elle est sanctionnée par un certificat d'aptitude créé en 1960. Mais il a fallu attendre août 1988 pour que les techniques d'anesthésie soient réservées à ces infirmières spécialisées. Depuis 1987, les ISAR réclament à la fois la reconnaissance de leur profession, au même titre que celle des sages-femmes, par la création d'un diplôme d'Etat, et l'établissement d'une grille indiciaire spécifique.

MARTINE LARONCHE

M. Joxe invite gendarmes et policiers à coopérer davantage

Dans un entretien au mensuel l'Essor de la gendarmerie de juin, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe affirme son attachement à l'existence de deux grandes forces nationales chargées de la sécurité intérieure, mais il appelle en même temps la gendarmerie et la police à coopérer davantage.

« La gendarmerie nationale est une force militaire chargée de la sécurité intérieure, comme la police nationale est une force civile chargée de la sécurité intérieure », explique M. Joxe. Autant dire que les citoyens trouveront avantage à cette situation si ces deux grandes institutions développent leur coopération et leur complémentarité. Je n'exclus pas qu'à terme des équipements conjoints puissent être développés. Je pense en particulier aux

télécommunications », conclut M. Joxe, qui estime que « le projet de loi sur la sécurité intérieure (annoncé par le précédent gouvernement) devra être l'occasion de progresser encore sur la voie de cette coopération ».

Dans le même numéro, M. Henri Kervae, qui préside l'Union nationale du personnel en retraite de la gendarmerie (UNPRG), éditrice de la revue, se fait l'écho de l'inquiétude que suscitent de tels objectifs chez les gendarmes. De nombreux officiers, notamment, considèrent que le rapprochement entre gendarmerie et police conduit à une absorption de la première par la seconde ou, plus exactement, à une « démilitarisation » de l'une au profit d'une « fusion insidieuse » avec l'autre.

Nous vous rappelons que nos guichets restent ouverts pendant la durée du tournoi.



BNP. PARRAIN OFFICIEL ROLAND GARROS 91. BNP

Nos guichets sont ouverts 5 jours sur 7.

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Présenté au conseil des ministres

Le projet de loi sur l'eau est moins ambitieux que prévu

Le projet de loi sur l'eau, préparé depuis deux ans au ministère de l'environnement, vient enfin d'être soumis au conseil des ministres, mercredi 29 mai. Le Sénat devrait l'examiner dès le mois de juin, mais il ne pourra être discuté à l'Assemblée nationale qu'en octobre.

La grande loi sur l'eau n'accouchait-elle que d'une souris ? Lorsque M. Brice Lalonde annonçait, l'année dernière, « une réforme complète du droit de l'eau » (*Le Monde* du 3 octobre 1990), chacun s'attendait à un sérieux bouleversement des habitudes, notamment dans la profession agricole. Mais le texte présenté au conseil des ministres ramène le changement à des proportions très modestes, au moins si l'on se réfère à la première version (*Le Monde* daté 24 et 25 février).

Tout d'abord, il n'est plus question de toucher à la loi de 1964 instituant les agences financières de bassin. A force d'éplucher le texte, les fonctionnaires du ministère de l'environnement ont découvert qu'il permettait de régler aussi bien le problème des eaux pluviales, qui provoquent de graves débordements d'égouts dans les rivières, que celui de la pollution agricole, responsable pour les deux tiers du taux de nitrates dans l'eau.

Peines aggravées

Les agences de bassin auront donc toute latitude pour prélever des redevances parmi les « nou-

veaux pollueurs » que sont les grandes surfaces, les aéroports... et les agriculteurs de taille industrielle. Mais c'est le gouvernement qui doit maintenant fixer le montant de l'enveloppe totale du sixième programme des agences de bassin.

Quant aux différents usages de l'eau, les droits existants sont maintenus. Le projet de loi précise seulement les nouvelles modalités de l'exercice de ces droits, notamment pour les déclarations et autorisations de prélèvement. « La procédure sera plus contraignante », précise-on au cabinet.

Au total, le projet de loi apporte cinq éléments vraiment nouveaux. Il définit une nouvelle priorité concernant la « protection des milieux aquatiques et des écosystèmes », dont il n'était pas question en 1964. Il crée les « SAGE », ou schémas d'aménagement et de gestion des eaux, qui seront établis dans chaque bassin et sous-bassin.

Il unifie enfin les procédures de police des eaux, aggrave les peines encourues et impose aux communes l'obligation d'assainissement. Mais les parlementaires n'ont pas encore dit leur mot, sur un sujet qui leur tient tant à cœur qu'au gouvernement.

ROGER CANS

« Pour sauver l'eau ». - Deux députés socialistes, MM. Guy Malandain (Yvelines) et Yves Tavernier (Essonne), viennent de rassembler dans un petit livre, à destination du grand public, le fruit de travaux menés dans le cadre de rapports parlementaires sur la politique de l'eau, sa gestion, et les menaces qui pèsent sur elle. Pour sauver l'eau, éditions Michel Rino, 128 pages, 69 F.

Le niveau des nappes souterraines restant médiocre

Plusieurs régions pourraient souffrir de la sécheresse cet été

Les régions françaises vont-elles, l'été prochain, manquer d'eau comme certaines l'ont fait au cours de l'été 1990 ? Certes, l'automne 1990, l'hiver et le printemps 1991 ont été, en général, moins secs que les deux années qui les ont précédés. Mais, pour recharger les nappes souterraines qui avaient beaucoup baissé à la suite de cette sécheresse prolongée, il aurait fallu que les six ou huit derniers mois aient été exceptionnellement arrosés. Or ce n'est pas le cas, a expliqué le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) au cours d'une conférence de presse, le 28 mai.

Des réserves quasi inépuisables

En outre, toutes les pluies ne sont pas « efficaces » : l'essentiel de l'eau venant d'ondées très abondantes et très brèves s'écoule par ruissellement et ne peut donc s'infiltrer. Toutefois, le ruissellement a au moins un avantage : il permet de remplir les lacs de retenue. Pour les nappes souterraines, la saison des pluies « efficaces » est limitée aux mois de fraîcheur et de sommeil de la végétation, soit de septembre ou octobre à mars ou avril. Pendant le reste de l'année, en effet, la plus grande partie des eaux de pluie s'évapore ou est consommée par la végétation (cultures comprises), ne peut aller recharger les nappes. De plus, la descente des eaux infiltrées jusqu'aux nappes aquifères est un processus qui peut être très lent (surtout dans la craie).

La France, pourtant, a un capital d'eaux souterraines énorme : il est évalué à 1 000 milliards de mètres cubes, dont un dixième alimente chaque année les cours d'eau et un vingtième ou un

treintième est exploité pour donner de l'eau potable, pour augmenter les rendements agricoles par l'irrigation, qui ne cesse de s'accroître - même dans les régions réputées humides - et pour faire tourner les industries.

Ces eaux souterraines constituent ainsi des réserves quasi inépuisables. Mais il ne faut pas oublier que les très grandes nappes sont situées dans le sous-sol des bassins sédimentaires et que les eaux souterraines de nombreuses régions, comme les massifs cristallins (armoricaïn ou central), sont limitées aux fissures. Ce qui donne des nappes petites, vites remplies, certes, mais vite épuisées. Pour les très grandes nappes, encore faut-il que tout le monde ne préleve pas l'eau aux mêmes endroits (pomper fait baisser le niveau des nappes) et que les puits soient assez profonds.

La situation hydrologique de la France pendant l'été prochain est incertaine. Elle dépendra de la pluviométrie. Or, il est impossible de savoir actuellement si l'été sera sec ou humide. Elle dépendra aussi de l'état actuel des nappes, qui est très inégal selon les régions. Elle dépendra enfin de l'approfondissement éventuel des puits. Il pourra donc y avoir des zones de pénurie d'eau et des zones de situation hydrologique convenable.

Les responsables de l'hydrologie française attendent avec impatience la nouvelle loi sur l'eau actuellement soumise à l'examen du Conseil d'Etat. Cette loi devrait prendre en compte aussi bien les eaux de surface que les eaux souterraines, de façon à permettre la gestion cohérente de l'ensemble du capital « eau » de notre pays.

YVONNE HEBEYROL



SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France à Roland-Garros

Boris Becker et Stefan Edberg au pas de charge

Le tournoi du centenaire a respecté les valeurs établies du tennis, mardi 27 mai, au cours de la deuxième journée des Internationaux de France. Le Suédois Stefan Edberg et l'Allemand Boris Becker, les deux premiers de série, et le Suédois Mats Wilander, trois fois vainqueur à Roland-Garros, ont passé le premier tour sans concéder

le moindre set. Seul le champion américain Pete Sampras a connu quelques émotions avant de s'imposer en cinq sets devant l'Autrichien Muster. Quatre Français ont profité de cette journée pour obtenir leur visa pour le deuxième tour : Henri Leconte, brillamment, contre son compatriote Rodolphe Gilbert, Fabrice Santoro, intelli-

gement, contre l'Allemand Alexander Mronz, Thierry Champion, laborieusement, contre le Finlandais Ald Rahanen, et Arnaud Boetsch, élégamment, contre le Brésilien Luiz Mattar.

Ils ont été imités par trois Françaises : Nathalie Tauziat, Karine Quentrec et Nathalie Guerrée.

Garros contre Michael Chang. Ce programme de six semaines sur terre battue comprenait, en plus de Monte-Carlo, le tournoi de Hambourg et la Coupe du monde par équipes à Düsseldorf, juste avant de venir en France. C'est dans cette dernière compétition que le Suédois avait remporté une vive douleur à la suite d'un déplacement de la hanche.

La principale inconnue pour Stefan Edberg s'appelait Bart Wuyts, son adversaire du premier tour. « Je l'ai reconnu en entrant sur le court », disait le Suédois. J'avais dit l'après-midi dans un restaurant. Ce Belge de trente et un ans, tout juste entré dans les cent premiers du classement ATP, n'avait, jusqu'ici, disputé qu'un seul tournoi du grand chelem, en

début d'année en Australie, où il avait été battu au premier tour. Son passage aura été tout aussi éphémère à Roland-Garros où, malgré ses cheveux blonds et son revers à deux mains copié sur l'école scandinave, il n'a pu offrir qu'une pâle réplique au leader suédois.

Après avoir franchi ce premier tour au pas de charge, en puissance pour l'Allemand, en finesse pour le Suédois, les deux premières têtes de série du tournoi se rejoignent pour affronter dans leurs conclusions provisoires.

Les alertes physiques qu'ils ont connues ces dernières semaines les rendent très prudents sur leur avenir dans un tournoi avec sept matches au meilleur des cinq sets.

S'ils sont épargnés par les blessures et si la pluie ne vient pas détrempier les courts, leur durée et la vivacité des balles utilisées cette année devraient leur permettre de pratiquer sur terre battue le jeu d'attaque qu'ils affectionnent sur les autres surfaces.

Tous deux restent toutefois conscients de leurs limites sur terre battue, où Stefan Edberg compte une seule victoire. A Gstaad en 1986, en trente-sept tournois. Mais chacun estime de son côté qu'un succès sur la terre battue de Roland-Garros constituerait le dédicé psychologique déterminant pour assumer enfin un rôle incontesté de nouveau leader du tennis mondial.

GÉRARD ALBOUY

L'hôpital et la charité

En consultant le programme de la deuxième journée des Internationaux de France de tennis, on s'était demandé quelle mouche avait piqué le comité du tournoi. Programmer mardi, en dernier match sur le central, la rencontre Sampras-Muster semblait en effet relever de la faute d'inattention, sinon de goût, à l'égard du public tant le face-à-face de l'Américain et de l'Autrichien promettait d'être reboutant.

La dernière fois que Pete Sampras avait foulé la brève pelée de Roland-Garros, en 1989, il avait en tout et pour tout pris trois jeux à son jeune compatriote Michael Chang, alors en route pour une fameuse victoire. Depuis, Sampras avait accédé à la gloire en s'imposant lors du dernier Open des Etats-Unis aux dépens d'Andre Agassi, dont il est l'image inversée. Ce triomphe lui avait permis, fin 1990, d'empocher le plus gros chèque jamais offert à un joueur de tennis : 2 millions de dollars - lors de l'Inédite Coupe du grand chelem.

Pour le reste, ses activités avaient surtout relevé de la chronique médicale : blessé successivement au dos, au poignet et au tibia, il n'avait pas remporté le moindre tournoi depuis le début de l'année, subissant même l'humiliation d'une élimination dès sa première apparition à Key-Biscayne par un Français classé cent cinquantième mondial, Rodolphe Gilbert. Les prestations de l'Américain dans les tournois sur terre battue européens avaient été du même calibre : à Hambourg, il avait été battu par le Tchèque Novacek, et à Rome par le Français Santoro.

En 1990, Thomas Muster avait été donné comme l'un des vainqueurs possibles des Internationaux. Ce pronostic n'avait pas

été loin de se réaliser : un an après un accident de la circulation qui avait failli lui coûter une jambe, l'Autrichien avait réussi le tour de force d'atteindre les demi-finales pour s'incliner seulement devant le futur vainqueur, Andre Gomez. Mais cela avait été le point d'orgue de sa saison. Ses apparitions dans les tournois devaient se faire de plus en plus brèves. Au cours des premiers mois de 1991, il a été battu au premier tour dans cinq des huit épreuves auxquelles il a participé. Principale raison de cette série calamiteuse qui l'a fait régresser de cinquante places dans la hiérarchie mondiale : une opération au genou qui avait été épargnée lorsqu'il avait été renversé par une voiture.

Se battre sur tous les points

Bref, ce Sampras-Muster avait tout l'air d'une confrontation entre l'hôpital et la charité, histoire de savoir qui avait le plus méchant bobo pour éventuellement en rire. Pendant près d'une heure et demie, ce ne fut en effet qu'un tennis d'éclopés, une accumulation navrante de fautes. L'Américain en faisant plus que l'Autrichien, il se retrouva mené deux sets à rien tant que les spectateurs quittèrent leur place pour aller voir si ce qui se passait sur les courts annexes n'était pas plus intéressant.

Ce fut alors que la partie bascula, insensiblement mais irrésistiblement. Comment, pourquoi ? Mon but est de réussir dans les épreuves du grand chelem. La terre battue n'est pas ma surface de prédilection mais, en attendant de jouer à Wimbledon, je me suis dit qu'il fallait lui faire durer au maximum, que je devais

me battre sur tous les points », a expliqué Sampras qui venait d'y parvenir au-delà de toute espérance.

Ces bonnes résolutions lui permirent de revenir à deux sets partout en une heure. Et devant des gradins qui s'étaient à nouveau remplis dans la perspective de l'empoi gnade finale, il réalisa une cinquième manche superbe de courage et de technique. Du courage, il lui en fallut pour ne pas baisser les bras alors que Muster se détacha rapidement au score en menant 4-1. Son jeu de service-volée fit ensuite merveille pour écarter une nouvelle menace de break avec une séquence choc - ace, double faute, ace, faute, ace, service gagnant - qui le ramena à 4-4. Au pinant particulier à toute contre en cinq manches remportée par le joueur qui a concédé les deux premières, s'ajouta la démonstration que l'attaquant perd n'est pas obligatoirement perdant contre un renvoyeur sur la surface réputée lente de la porte d'Auteuil.

« Stefan Edberg a montré qu'il est possible d'aller loin dans cette épreuve en faisant service-volée pour peu qu'on ne se précipite pas », a remarqué Pete Sampras dont le principal handicap ici serait de ne pas bien maîtriser les glissades dans les déplacements. Petit détail enfin concernant le prochain adversaire de Thierry Champion : Sampras s'était imposé à Flushing-Meadows après avoir éliminé Thomas Muster en huitième de finale.

ALAIN GIRAUDDO

ECHECS

Dans une simultané sur dix échiquiers

Garry Kasparov malmène les grandes écoles

Champion du monde autant que globe-trotter des échecs, Garry Kasparov s'est livré à une époustouflante démonstration de jeu offensif, mardi soir 28 mai à Paris, en écrasant ses adversaires, quarante « grosses têtes » des plus prestigieuses grandes écoles françaises venues défier le Soviétique dans une partie simultanée sur dix échiquiers.

L'« Ogre de Bakou », qui vient d'avoir vingt-huit ans, n'a fait qu'une bouchée de ses challengers d'un soir, l'emportant par 9,5 points à 0,5, après quatre heures de jeu, sur la scène du Théâtre de l'Empire. Seule l'équipe de Centrale a réussi à lui arracher une nulle, avec les Noirs.

Lors de la première simultanée du genre, en 1990, l'équipe de Télécom-Paris avait réussi l'exploit de vaincre le champion du monde. Mardi, avant la rencontre, comme on lui demandait ce qu'il avait encore à prouver en matière d'échecs, il avait répondu par une boutade : « Je suis champion, j'ai le meilleur classement international ELO de tous les temps, il ne me reste plus qu'à prouver que je suis capable de battre Télécom... » Seul contre tous, Kasparov affrontait dix équipes de quatre joueurs chacune, qui pouvaient se consulter pour décider du meilleur coup à jouer. Chaque équipe avait deux heures de temps de réflexion, tandis que le grand maître disposait du même temps pour jouer les dix rencontres, c'est-à-dire douze minutes par partie. Et, pour compliquer sa tâche, il avait décidé de conduire les Noirs sur la moitié des échiquiers. - (AFP)

Les résultats du mardi 28 mai

SIMPLE MESSIEURS

Premier quart de tableau (*)
EDBERG (Sué, n° 1) b. Wuyts (Bel), 6-2, 6-2, 6-7, 3-6, 6-4 ; COURIER (Eu, n° 9) b. Rostagno (Eu), 6-3, 6-3, 6-0 ; Farnier (Als) b. Steeb (All), 6-4, 6-1, 6-4 ; Dosseld (Tch) b. Furtin (Ita), 6-3, 6-0, 6-2 ; Larson (Sué) b. Marques (Por), 6-1, 6-3, 6-2 ; Martin (Eu) b. Herrera (Mex), 6-3, 6-7, 6-4, 6-4 ; Muller (Eu) b. Connell (Can), 6-4, 4-6, 6-4, 6-7, 6-0 ; Hamhuis (Pb) b. Rensberg (Eu), 6-3, 6-3, 6-1 ; IVANEVICH (You, n° 8) b. FONTANG (Fra), 6-4, 1-6, 6-3, 6-1 ; Jelle (Arg) b. Ingarano (Arg), 4-6, 6-4, 5-7, 7-5, 6-4.

Deuxième quart de tableau
Devin (Arg) b. Borgstrom (Sué), 6-3, 6-4, 6-1 ; LEONTE (Fra) b. GILBERT (Fra), 6-2, 6-1, 6-1 ; Vajda (Tch) b. Kroon (Sué), 3-6, 6-3, 6-1, 6-3 ; Kuti (Sué) b. Beur (All), 6-4, 3-6, 6-4, 6-2 ; BOETSCH (Fra) b. Mattar (Bré), 6-4, 6-3, 6-1 ; Perez (Jai), 6-4 ; SANTORO (Fra) b. Mronz (All), 6-1, 6-3 ; Woodbridge (Aus) b. Sander (Can), 6-1, 7-5, 6-1 ; Wilander (Sué) b. Lavella (Mex), 6-4, 6-3, 6-2 ; CHAMPION (Fra) b. Rahanen (Fin), 7-6, 7-5, 1-6, 6-1 ; SAMPRAS (Eu, n° 6) b. Musier (Aut), 4-6, 4-6, 6-4, 6-1, 6-4.

Troisième quart de tableau
Carati (Ita) b. Lopez (Esp), 2-6, 2-6, 6-3, 6-4 ; Carbonell (Esp) b. Gunners-

son (Sué), 6-7, 6-2, 6-3, 6-1 ; Gustafsson (Sué) b. NOVACEK (Tch, n° 14), 6-2, 3-6, 5-1, abandon ; Krickstein (Eu) b. Maszo (Bel), 6-7, 6-4, 2-6, 6-4, 7-5 ; Pypic (You), b. Robertson (AIS), 7-5, 6-3, 6-3 ; Mancini (Arg) b. Jelen (All), 7-5, 6-4, 6-2.

Quatrième quart de tableau
Masur (Aus) b. Cunha-Silva (Por), 7-6, 6-1, 6-4 ; Oncins (Bré) b. J. Sanchez (Esp), 5-7, 6-4, 6-4, 6-3 ; Woodbridge (Aus) b. Socaciu (Rou), 6-4, 7-6, 6-4 ; BECKER (All, n° 2) b. Arrese (Esp), 6-2, 7-5, 6-2.

SIMPLE DAMES

Premier quart de tableau
M. SELES (You, n° 1) b. R. Zrubkova (Tch), 6-3, 6-0 ; M. De Swardt (AIS) b. A. FUSAI (Fra), 6-7, 7-6, 6-1 ; Fendick (Eu) b. A. Kanellopoulou (Gré), 6-4, 6-2 ; K. QUENTREC (Fra) b. G. Halgeeson (Eu), 7-5, 7-6 ; S. Rabe (Eu) b. Y. Basuili (Ind), 7-5, 6-3 ; C. MARTINEZ (Esp), b. J. Wiesner, 6-4, 6-3.

Deuxième quart de tableau
G. SARATINI (Arg, n° 3) b. M. Werdal (Eu), 6-1, 6-1 ; E. Zardo (Sué) b. Paz (Arg), 6-3, 6-2 ; R. McQuillan (Aus) b. C. Santos (Sué), 6-3, 7-5 ; H. Kolesi (Can) b. R. Rinner (All), 6-0, 6-2 ; H. SUKOVA (Tch, n° 12) b. E. Sengierova (Tch), 6-0, 6-1 ; L. MESKHI (URSS, n° 14) b. S. Doppe (Aut), 6-2, 6-2 ; C. Kohde-Kilsch (All) b. S. Loosmore (GB), 6-1, 6-3 ; C. Cover-

zasio (Sué) b. A. Keller (Eu), 6-4, 6-3 ; J. NOVOTNA (Tch, n° 8) b. S. Farne (Ita), 7-5, 6-2 ; E. Bruchkovets (URSS) b. A. DECHAUME, 1-6, 6-2, 7-5.

Troisième quart de tableau
A. SANCHEZ VICARIO (Esp, n° 5) b. L. McNeil (Eu), 6-2, 6-2 ; K. Godridge (Aus) b. M. McGrath (Eu), 6-4, 4-6, 6-3 ; B. Fico (Arg) b. E. Smythe (Aus), 6-4, 6-0 ; C. Tassi (Arg) b. C. Wood (GB), 6-4, 6-1 ; E. Reinisch (AIS) b. M. Bollgraf (Pb), 6-0, 6-2 ; H. Confi (Eu) b. L. Ferrando (Ita), 7-5, 4-6, 6-0.

Quatrième quart de tableau
Sawaratnu (Jap) b. Z. GARFISON (Eu), n° 91, 6-4, 6-0 ; R. Baranishi (Eu) b. M. LAVAL (Fra), 3-6, 6-4, 6-3 ; N. Jagroman (Pb) b. A. Smadova (Tch), 6-2, 6-4 ; N. Provis (Aus) b. R. Hiraki (Jap), 4-6, 7-6, 6-2 ; N. GUERRE (Fra) b. S. Gomer (GB), 6-3, 7-6 ; N. TAUZIAT (Fra, n° 13) b. P. ETCHENDY (Fra), 6-3, 6-1 ; M. MALEVA FRAGIERE (Sué, n° 9) b. N. Dahman (Fin), 6-2, 6-2 ; R. Rajchova (Tch) b. W. Probst (All), 6-4, 6-3 ; A. Coetzer (AIS) b. A. Minner (Aus), 5-7, 7-5, 6-3 ; S. Appelmann (Bel) b. B. Bowes (Eu), 6-1, 3-6, 7-5.

(*) En capitale, les noms des joueurs français et des têtes de série.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

DES LIVRES

صحنه من الامم

سكنا من الامل

Le Monde CAMPUS • EDUCATION

« Lycéens 1991 » : l'angoisse du chômage

Inquiets de l'avenir, mobilisés par les études, recherchant la protection de la famille.
Tel est le portrait collectif que dresse des lycéens un sondage réalisé pour « le Monde », la MNEF et l'ONISEP

ETRANGE tribu que celle des lycéens. Il y a six mois, partis de quelques banlieues grises, ils faisaient irruption dans la rue et dans l'actualité, réclamaient « des sous pour l'éducation » et de meilleures conditions d'études, multipliaient les manifestations, étaient reçus par MM. Jospin, Rocard, Mitterrand et faisaient la une des journaux télévisés. Loin de traverser ce champ de bataille comme Fabrice à Waterloo, ils s'engageaient dans une négociation directe, pied à pied, avec le ministre de l'éducation nationale et décrochaient - bagatelle - quelques milliards de francs supplémentaires pour améliorer la vie dans leurs « bahuts ».

Pour la première fois dans l'histoire des explosions étudiantes et lycéennes de ces vingt-cinq dernières années, le mouvement de novembre 1990 réussissait la prouesse de se battre et de gagner sur des revendications concrètes. Laissent rêveurs, au passage, bien des syndicalistes chevronnés.

Lycée : « Peut mieux faire »

Six mois plus tard, la fièvre retombée, que reste-t-il de l'aventure ? Quelle trace a-t-elle laissée ? Quel jugement portent-ils, à froid, sur leur lycée, leurs études et leur avenir ? Quelle attitude ont-ils à l'égard de la famille, de la société et de la politique ? Par quelles valeurs sont-ils animés ? Autant de questions que permet d'éclaircir le sondage réalisé par SCP Communication pour le Monde, l'ONISEP (Office national d'information sur les enseignements et les professions) et la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France).

Premier constat, premier contrepoint. Le mouvement de novembre dernier est parti de l'exaspération contre des « bahuts pourris » et s'est nourri de revendications matérielles. Ces griefs n'ont sans doute pas disparu. Ainsi le taux de satisfaction sur l'état des locaux (59 %) est très inférieur à ce que l'on serait en droit d'attendre. De même les lycéens jugent leurs relations avec l'administration inexistantes (53 %), tendues (15 %) ou distantes (35 %). Sans parler de la cantine qui, vieille tradition potache, est l'objet de mille griefs et ne satisfait qu'un élève sur trois. A l'inverse, cependant, les trois quarts des élèves expriment leur satisfaction à l'égard des enseignants, de l'enseignement et de l'ambiance de leur établissement, même si, d'une situation à l'autre ou d'une classe à l'autre, les différences d'appréciations sont parfois sensibles. Ainsi 80 % des lycéens de première A (littéraires), s'estiment satisfaits de leurs professeurs contre 66 % seulement de leurs condisciples de première G (technologique tertiaire). De même les relations avec les enseignants sont ressenties comme plus ou moins agréables selon que les élèves entrent au lycée, en seconde, ou s'apprennent à en sortir, en terminale. Enfin les lycéens privés bénéficient manifestement d'une bonne cote puisque leurs études sont plus satisfaisantes que le public des locaux, des professeurs et de l'enseignement.

Au total, la grande majorité des jeunes, manifestement, ne « s'écarter » pas au lycée. Mais ils sont loin, cependant, de formuler un jugement très négatif. Tous types de filières confondus, ils accordent à leur établissement la note de 11,2

sur 20 qui pourrait, sur une copie, être accompagnée de la mention : « Peut mieux faire ». 12 % d'entre eux seulement ne lui donnent pas la moyenne, en particulier les élèves de terminale des filières technologiques (F et G). En revanche, un

quart des lycéens n'hésitent pas à accorder à leur établissement une note égale ou supérieure à 14 sur 20, notamment dans les lycées classiques de centre-ville.

Cette appréciation globale, mitigée mais nullement catastrophique,

sur leurs conditions matérielles d'études démontre assez que, pour les lycéens, le vrai problème n'est pas là. C'était sensible en novembre dernier où perçait en permanence un malaise beaucoup plus profond. C'est flagrant aujourd'hui. Lorsqu'on leur demande ce qui est « le plus gênant au lycée », la réponse est sans ambiguïté : un sur six mentionne le manque de professeurs, un sur quatre environ les problèmes matériels ou le manque de vie collective. En revanche, la moitié place en tête de leurs difficultés les problèmes d'orientation et de sélection et le tiers souligne « le manque de perspectives d'avenir ».

à l'abri de ce genre de perspective, expriment la même anxiété.

Massive, générale, présente pour toutes les catégories de lycéens, ceux de centre-ville ou de banlieue, enfants d'ouvriers ou de cadres, élèves des filières classiques ou technologiques, cette crainte de l'avenir explique l'attitude des jeunes dans tous les domaines. Dans l'immédiat, comme lorsqu'ils tentent d'imaginer leur vie d'adulte, une obsession domine : la recherche de systèmes de protection et de filets de sécurité.

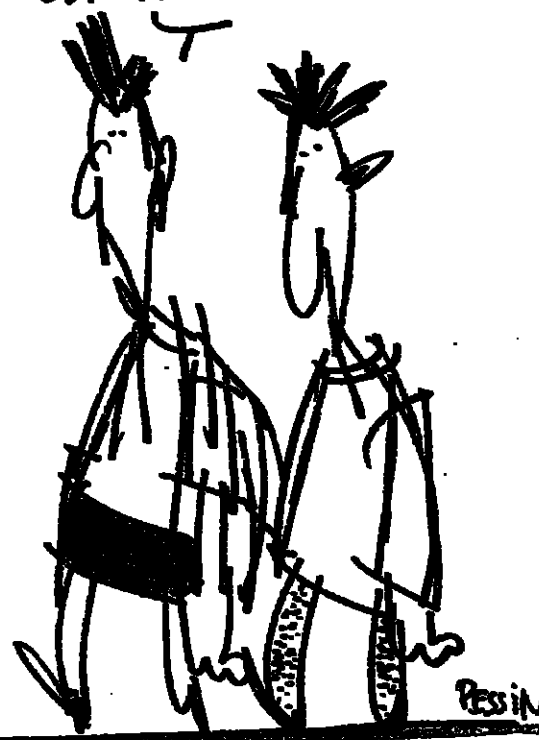
Pas question, par exemple, de voir dans les études une période heureuse de la vie, consacrée à la découverte, animée par la curiosité, nourrie d'esprit critique, encore moins de vouloir de refaire le monde. Terre à terre, les lycéens sont plus de la moitié à penser qu'elles sont d'abord faites pour permettre de trouver un travail ; un quart seulement, en particulier les filières littéraires, privilégie l'acquisition d'une « culture générale » et moins d'un sur dix estime que le plus important dans les études est de former sa personnalité.

Etape obligée du parcours qui les conduira vers leur futur métier, les études sont vécues comme une contrainte, mais une contrainte décisive et les diplômés sont très fortement valorisés. Ainsi la très grande majorité des lycéens (96 % dans les lycées classiques, 88 % dans les lycées techniques et même 53 % dans les filières professionnelles - voir encadré) envisagent de poursuivre leurs études le plus loin possible dans l'enseignement supérieur.

GÉRARD COURTOIS

Lire la suite page 16
et notre dossier pages 14 à 16

C'EST PAS LA VIE QUI ME FAIT PEUR. C'EST TOUT LE RESTE !



Filets de sécurité

Toutes les filières sont touchées par cette incertitude. C'est une évidence dans le tertiaire où 66 % des élèves de terminales F et G placent les problèmes d'orientation au premier rang de leurs préoccupations. Mais c'est également le cas pour 49 % des élèves de terminale C, la filière « noble » débouchant sur les filières les plus prestigieuses de l'enseignement supérieur. De même, plus de 40 % des terminales A, B et D s'inquiètent du « manque de perspectives d'avenir ».

Bref, s'il existe parmi les lycéens un sentiment fédérateur, c'est bien cette inquiétude, voire cette angoisse de l'avenir. Pour les enfants de la crise, nés au moment du premier krack pétrolier, le chômage n'est pas un vain mot : globalement, ils sont près de neuf sur dix à estimer que c'est une menace réelle pour eux et près de 70 % des terminales C, a priori bien

La concertation en rodage

Créés dans la foulée du mouvement lycéen, les conseils académiques de la vie lycéenne restent une structure bien lointaine

RÉNOVATION des lycées, droits et devoirs des lycéens, orientation : l'ordre du jour est copieux. A 15 heures tapantes ce mercredi 22 mai, ils sont tous là, ou presque, ponctuels et sérieux. Le soleil et la proximité des examens n'en ont découragé qu'un petit tiers. Sur les vingt élèves membres du conseil académique de la vie lycéenne de Bordeaux, quatorze sont présents (dont seulement trois filles). Un succès qui étonne le recteur, M. Philippe Lucas, qui « n'en espérait pas tant ». Contrairement au conseil régional qui occupe trois sièges mais qui n'a dépêché qu'un seul de ses représentants, les délégués lycéens ont fait un bel effort.

Institué en novembre 1990 dans la foulée des manifestations lycéennes, le conseil académique de la vie lycéenne est une instance de dialogue comprenant quarante membres, dont vingt lycéens élus parmi les délégués des élèves. Il est censé leur permettre de se faire entendre des diffé-

rents partenaires du système éducatif, recteur, parents d'élèves, représentants d'associations et membres du conseil régional, et d'être associés aux décisions concernant « toutes les questions relatives à la vie matérielle, pédagogique, sociale et culturelle des élèves ». Un vaste programme, qui doit tenir en trois séances annuelles minimum. A Bordeaux, où l'on compte près de 40 % de lycées professionnels, douze sièges ont été attribués aux lycées classiques et techniques et huit aux lycées professionnels, et en cas de défaillance chaque membre du conseil peut se faire remplacer par un suppléant.

Elu par curiosité

Est-ce parce que la fin de l'année approche ou est-ce déjà de la lassitude face à cette institution toute neuve ? Beaucoup de suppléants sont présents à la séance du 22 mai. Ils viennent pour la première fois, un peu en touriste. Se

plaignant de n'avoir « pas pu préparer la réunion avec les autres élèves », ils se sentent « pris de court », comme Julien, du lycée de Châteaufort (Pyrénées-Atlantiques), qui s'est fait élire « par curiosité » et qui repartira sans avoir dit un mot. Le recteur fait pourtant bien les choses. Tous les lycéens ont reçu, dix jours avant la réunion, le texte du décret sur les droits et obligations des lycéens (1) ainsi qu'un résumé en une quinzaine de pages des « propositions pour la rénovation pédagogique des lycées » (le Monde du 23 avril).

Mais le fameux décret, arraché de haute lutte à la suite du mouvement lycéen et publié par le ministère en février dernier après moult hésitations, ne déclenche pas les passions. Au grand étonnement du recteur, les délégués ont visiblement fait l'impasse. « Tous ce qui est dans ce texte existe déjà. En tout cas chez nous », s'excuse un élève du lycée technique Gustave-Eiffel

de Bordeaux. A peine amorcé, un débat timide sur la responsabilité des élèves majeurs tournera court. « Au lycée, que tu sois majeur ou mineur, c'est la même chose. Tout est contrôlé, jugé. Cela pose tout de même un problème », ose un lycéen de Bayonne, M. Ratel, proviseur du lycée de Lormont (Gironde), et par ailleurs représentant du Syndicat national des personnels de direction des établissements secondaires (SNPDES), saisit la balle au bond. « Si on se met dans l'optique du lycée, un élève majeur ne peut pas choisir d'être absent ou présent, trancher... Ou alors il faut le dire. Et ne pas imputer aux chefs d'établissement les conséquences de cet absentéisme. » Fin de l'échange.

Soulevée par le recteur, la question de « la citoyenneté du lycéen » inspire bien davantage le représentant FCF des parents d'élèves que les lycéens eux-mêmes.

De quoi veulent-ils parler alors ? Des « projets » qui se mettent en

route dans leurs lycées, grâce aux 3,5 millions de francs attribués à l'académie pour le Fonds de vie lycéenne et aux 7 millions de francs reçus pour le Fonds social lycéen. Et de cela seulement. Sandrine, élève de BEP au lycée hôtelier de Talence (Gironde), parle avec conviction de l'aménagement, dans son lycée, d'un foyer pour les internes et du lancement d'un « bureau de parrainage » qui devrait, l'an prochain, faciliter l'intégration des nouveaux élèves.

Sallak, du lycée Albert-Camus de Moulins (Pyrénées-Atlantiques), raconte que, chez lui, les délégués ont procédé par sondage auprès des élèves. Deux projets ont été plébiscités. L'organisation de « séances de relaxation » - « parce que, monsieur le recteur, les élèves sont stressés » - et de cours de rattrapage, « pour tous ceux qui ne peuvent pas se payer de cours particuliers ». « Les souhaits des élèves tournaient en majorité autour du soutien, de l'entraide, poursuit Sallak. On a tous peur de ne pas s'en sortir. On voit le chômage. Le sport, les loisirs, bref, s'amuser, c'est bien. Mais l'école, pour nous, c'est surtout une chance de s'en sortir. »

Pour terminer l'année en beauté, le recteur fait une proposition. Pourquoi un groupe de délégués, membres du conseil, n'iraient-ils pas, l'an prochain, « plancher » devant les étudiants de l'institut

universitaire de formation des maîtres (IUFM) ? La réaction en demi-teinte est à l'image de la réunion : ni enthousiaste ni hostile.

Au bout du compte, l'impression est mitigée. Le dialogue est sympathique mais maladroite, un peu convenu. Les adultes sont trop sérieux, les parcours trop balisés. Les élèves, appliqués, jouent le jeu, sans se fatiguer.

La structure est en rodage. Et sans doute trop lointaine et un peu formelle pour capter l'écho de la vie des cinquante-neuf lycées et des des cinquante-neuf lycées professionnels de l'académie. C'est peu dire par exemple que le débat proposé sur la rénovation des lycées « accroche pas les membres lycéens du conseil. Faut-il s'en étonner ? La plupart sont en terminale, ils ont déjà un pied dehors. D'autres, l'an prochain, prendront le relais. Il faut donc mobiliser les élèves de seconde pour ces conseils, suggère Fred, un élève de prépa au lycée technique Gustave-Eiffel de Bordeaux. En seconde, on est tout feu, tout flamme, on y croit. Ensuite, on se calme, on fait le moins de vagues possible pour arriver jusqu'au bout. » Le jugement est sévère mais lucide.

CHRISTINE GARIN

(1) Décret du 18 février 1991, relatif aux droits et obligations des élèves dans les établissements publics locaux d'enseignement du second degré (JO du 19 février 1991).

LYNDALDE
AVEC
JUMBO
2260 P²
Clermont-Ferrand
Paris 7^e
47.05.01.95
Et toutes agences de voyages.

FORMATION RÉMUNÉRÉE D'INGÉNIEUR
PAR L'APPRENTISSAGE EN 5 ANNÉES
DIPLOME DÉLIVRÉ
PAR LE CONSERVATOIRE NATIONAL
DES ARTS ET MÉTIERS
(génie mécanique et système de production - électronique et informatique).
THOMSON, SCHNEIDER, EDF, USINOR-SACILOR,
PONT-A-MOUSSON, SNECMA, SCHLUMBERGER, VALEO,
COGEMA et SNCF proposent 50 places d'apprentissage industriel
de haut niveau aux meilleurs bacheliers des séries C, D, E et F.
Retrait du dossier :
INGÉNIEUR 2000
40-27-22-39
40-27-21-38
49-07-08-57
DATE LIMITE D'INSCRIPTION : 15 JUIN 1991

PARIS-TULLE
1290 P²
3615
CHARTER
Paris 14^e
45.42.03.87
SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER

EDUCATION

« Les lycéens 91 » : un sondage réalisé par SCP communication

LES ÉTUDES

- Avec laquelle de ces opinions vous sentez-vous le plus d'accord :
- Les études sont d'abord faites pour permettre de trouver un métier..... 51
 - La plus importante dans les études, c'est la formation de la personnalité..... 9
 - La plus importante dans les études, c'est d'acquiescer une culture générale..... 26
 - La plus importante dans les études, c'est d'acquiescer une méthode de travail..... 11
 - NSP..... 3
- Pour vous, un lycée doit être :
- Juste un endroit où l'on étudie..... 18
 - Un endroit où l'on peut faire aussi d'autres activités..... 76
 - NSP..... 6

LA POLITIQUE

- La politique :
- Ça me fait rire..... 30
 - Ça m'embête..... 35
 - Ça m'intéresse..... 31
 - Ça me passionne..... 3
 - NSP..... 1
- Quel parti politique :

	serait le plus capable de défendre votre avenir	connaître d'ici l'an 2000 la plus forte agression
PCF.....	5	3
PS.....	23	12
Verts.....	23	30
UDF.....	6	4
RPR.....	12	9
FN.....	5	22
NSP.....	26	20

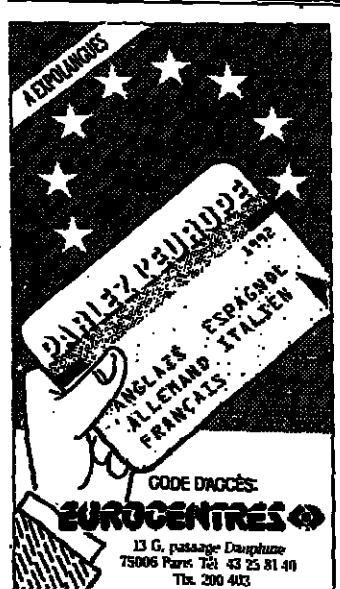
- Pensez-vous que les hommes politiques tiennent compte de ce que pense la population :
- Oui..... 25
 - Non..... 74
 - NSP..... 1

- Le clivage gauche-droite, c'est dépassé :
- Tout à fait..... 19
 - Plutôt..... 32
 - Peu..... 26
 - Pas du tout..... 15
 - NSP..... 8

Besoin de repères

SCHILTIGHEIM
de notre envoyé spécial

Que viennent donc chercher « chez Gérard » les élèves du lycée professionnel industriel du marais à Schiltigheim ? Que viennent-ils faire deux heures durant, entre midi et deux, dans un lieu atypique, à la marge, au bord du terrain de jeux ? En apparence, jouer aux échecs ou aux dames, aux cartes ou au ping-pong. Mais encore ? Quand les salles de permanence se vident, les deux salles de préfabriqués isolées n'enregistrent pas moins de quatre cent cinquante passages en une semaine



ETUDES EN SUISSE

- Baccalauréat français, séries A, B, C, D
- Maîtrise suisse
- Informations
- Traitement de textes
- Diplômes de commerce, secrétariat, secrétaire de direction
- Cours d'anglais tous niveaux
- Cours de français pour étrangers
- Aussi en Internet
- Cours de vacances juillet - septembre
- Ecole Lémania - 3, ch. de Préville - CH 1001 Lausanne
- Tél. 021 72 15 01 - Fax 021 72 67 00 - Tél. 450 600

J.-M. Dy.

LE LYCÉE

- Globalement, êtes-vous satisfait des locaux :
- Tout à fait..... 17
 - Assez..... 42
 - Peu..... 27
 - Pas du tout..... 13
 - NSP..... 1

- Globalement, êtes-vous satisfait de l'ambiance :
- Tout à fait..... 30
 - Assez..... 43
 - Peu..... 16
 - Pas du tout..... 10
 - NSP..... 1

- Globalement, êtes-vous satisfait de l'enseignement :
- Tout à fait..... 18
 - Assez..... 56
 - Peu..... 19
 - Pas du tout..... 6
 - NSP..... 1

- Globalement, êtes-vous satisfait des professeurs :
- Tout à fait..... 17
 - Assez..... 57
 - Peu..... 18
 - Pas du tout..... 6
 - NSP..... 2

- Globalement, qualifiez-vous les relations que vous avez avec les professeurs :

	Seconde	Première	Terminale	Ensemble
Agréables.....	43	41	40	43
Distantes.....	36	41	47	39
Tendues.....	12	9	5	10
Inexistantes.....	8	8	7	7
NSP.....	1	1	1	1

- Y a-t-il de la violence dans votre lycée ?

	Filière pro.	Filière class.	Filière rech.	Lycée centre	Lycée périph.	Ensemble
Beaucoup.....	4	1	3	1	3	2
Assez.....	15	3	8	6	11	8
Peu.....	47	40	47	41	45	45
Pas du tout.....	34	56	42	52	41	45

L'AVENIR

- Qu'est-ce qui est le plus important dans le travail :
- La sécurité de l'emploi..... 25
 - Exercer des responsabilités..... 21
 - Gagner beaucoup d'argent..... 28
 - S'épanouir..... 26

- Pour vous, le chômage, c'est :
- Pour les autres..... 9
 - Une menace réelle..... 86
 - NSP..... 5

- A votre avis, il est plus important de réussir :
- Sa vie professionnelle..... 35
 - Sa vie sentimentale..... 20
 - Sa vie familiale..... 31
 - Sa vie intellectuelle..... 7
 - NSP..... 7

- Vous préférez travailler dans :
- Une grande entreprise..... 31
 - Une PME..... 12
 - La fonction publique..... 20
 - Une profession libérale..... 34
 - NSP..... 3

- Dans dix ans, professionnellement, pensez-vous être :
- Ouvrier..... 3
 - Employé..... 15
 - Contremaître ou chef de bureau..... 4
 - Cadre ou technicien..... 14
 - Cadre supérieur..... 18
 - Exercer une profession libérale..... 23
 - Enseignant..... 8
 - Chef d'entreprise..... 9
 - NSP..... 6

LA FAMILLE

- Les relations que vous avez avec vos parents sont :
- Très bonnes..... 37
 - Correctes..... 40
 - Tendues..... 9
 - Conflictuelles..... 6
 - Inexistantes..... 2
 - NSP..... 6

LA SANTÉ

- Ma santé est une question dont je m'occupe :
- Tout à fait..... 41
 - Plutôt..... 28
 - Peu..... 19
 - Pas du tout..... 10
 - NSP..... 2

Les « bacs pro » voient l'avenir en rose

DEPUIS leur création en 1985, les baccalauréats professionnels permettent aux meilleurs élèves des filières professionnelles courtes (CAP et BEP) de poursuivre des études. Or, le sondage le montre, les lycéens engagés dans cette voie ne se distinguent pas seulement de leurs camarades des filières courtes mais aussi, sur bien des points, de ceux de l'enseignement général et technique.

Ils sont par exemple, plus critiques à l'égard de l'enseignement qu'on leur dispense (32 % d'insatisfaits contre 21 % en BEP), même s'ils sont particulièrement nombreux (58 %) à trouver « agréables » les relations avec les professeurs. Ils se projettent aussi de façon plus positive dans l'avenir : de tous les lycéens, les élèves de « bacs pro » sont en effet les plus nombreux (48 %) à souhaiter travailler dans une grande entreprise.

L'« aristocratie » des voies professionnelles

Et ils sont aussi plus nombreux à penser qu'ils occuperont des postes de cadre ou de technicien (24 % contre 15 % en BEP). Les futurs diplômés du bac professionnel font davantage confiance à l'institution que leurs camarades orientés dans les

filiales industrielles des lycées techniques. Est-ce parce qu'ils se considèrent un peu comme l'« aristocratie » des voies professionnelles, tandis que les lycéens des filières techniques sont, pour beaucoup, des exclus de l'enseignement général ?

A la question « pensez-vous que le conseil de classe tient compte de vos aspirations ? » les élèves de « bac pro » répondent oui à 45 %, tandis que 35 % seulement des élèves des sections E, F ou H des lycées techniques sont de cet avis.

Sur la question des poursuites d'études, aussi, ils se montrent confiants dans l'avenir. Peut-être même trop confiants. Ils souhaitent en effet, dans leur majorité, entamer un cursus dans l'enseignement supérieur après leur diplôme : 36 % en BTS, 10 % à l'université, 6 % en IUT. Et seulement 44 % d'entre eux envisagent de se mettre immédiatement à la recherche d'un emploi.

Le bac professionnel a pourtant été conçu, en premier lieu, pour déboucher directement sur un métier et, à la rigueur, sur une formation complémentaire par le biais de la formation continue. Visiblement, le message n'est pas passé, au risque de provoquer de cruelles déceptions.

Ch. G.

La prime au parcours sans faute

Le redoublement, qu'on dit en voie de disparition, est toujours une pratique fréquente à en juger par l'expérience des lycéens de notre enquête : 67 % des lycéens sondés, en effet, ont déjà redoublé au moins une fois, alors que beaucoup ne sont pas encore au terme de leur parcours. Et ces redoublements pèsent très lourdement sur le déroulement de la scolarité. Ils n'épargnent pas, loin de là, les « bons » élèves des « bonnes » filières, puisque, par exemple, 33 % des élèves de première S ont redoublé une fois ou deux fois.

Cependant, comme plusieurs enquêtes l'ont déjà montré, les chances d'accès aux études longues et aux filières dites d'excellence (notamment la première S) sont inversement proportionnelles au nombre de classes redoublées, ainsi qu'à la précocité de ces accidents de parcours dans le cursus scolaire.

Plus l'on redouble tôt, moins on a de chances de faire des études longues. Ainsi, 1 % seulement des élèves de première S ont redoublé le cours préparatoire, alors que c'est le cas de 5 % de ceux qui sont en classe de bac professionnel et 11 % de ceux qui préparent un CAP.

A l'inverse, si plus d'un élève de première S sur deux (58 %) n'a jamais redoublé, c'est le cas

de moins d'un élève sur quatre en première G (21 %), moins d'un sur sept en « bac pro » (15 %) et d'un élève sur dix seulement en CAP.

D'une étape à l'autre de la scolarité, l'importance du redoublement varie. La classe de seconde du lycée présente le plus fort taux de redoublement (14 %), suivi par les deux paliers d'orientation du collège, le cinquième et le troisième (13 %). En outre, l'orientation vers la filière professionnelle reste de toute évidence commandée par un échec préalable. Les élèves de CAP et de BEP de réorientation ont, pour la moitié d'entre eux, redoublé le système ou la cinquième (ou les deux classes). Et 30 % des élèves qui ont redoublé deux fois au cours de leur scolarité sont en BEP, 11 % seulement sont en classe de seconde IES (initiation économique et sociale).

Dans la filière technique, 34 % des élèves de terminale G ont redoublé deux classes et plus depuis le début de leur scolarité primaire. La proportion reste très forte en terminale E, F, H (27 %) et en terminale D (24 %), elle chute considérablement dans les autres classes terminales de l'enseignement général (A, B et C), où elle oscille entre 12 % et 13 %.

Ch. G.

L'image jaunie du mouvement

LEUR mouvement de novembre dernier aurait-il glissé sur la mémoire des lycéens comme l'eau sur les plumes d'un canard ? C'est un peu le constat qui prévaut six mois plus tard. Les deux tiers d'entre eux disent avoir participé au mouvement, en particulier les élèves d'origine modeste et ceux des filières techniques (80 % en première F).

En revanche, et cela était sensible lors des manifestations de l'automne, les élèves de terminale ont été moins mobilisés (58 %, voire même 45 % pour les terminales C), à l'exception des terminales F (industrielles).

Six mois plus tard, que subsiste-t-il de cette explosion ? Alors que 66 % des lycéens ont participé au mouvement, 45 % d'entre eux seulement peuvent

citer le montant de la rallonge budgétaire que le gouvernement a donnée pour les lycées et 45 % savent qu'ils ont acquis de nouveaux droits. De manière très asymptomatique, ce sont les lycéens qui ont été les plus présents dans le mouvement - ceux du technique - qui se sont le moins préoccupés des retombées de leur action.

Ce paradoxe confirme qu'ils sont nombreux à avoir exprimé alors un malaise flou plus que des revendications délimitées, une inquiétude sourde et brulante plus qu'une volonté de changer la vie au lycée. Ils sont d'ailleurs moins d'un sur trois à avoir constaté, depuis, des changements dans leur lycée. Et, surtout, un sur six à estimer que l'ambiance a changé...

G. C.

صكنا من الالاحل

EDUCATION

pour « le Monde », la MNEF et l'ONISEP

LA SOCIÉTÉ

- Qu'est-ce qui est le plus insupportable pour vous :
 - L'intolérance..... 29
 - La pauvreté..... 22
 - La solitude..... 24
 - L'égoïsme..... 23
 - NSP..... 2
- Souhaitez-vous que la société change :
 - Beaucoup..... 52
 - Un peu..... 44
 - Pas du tout..... 3
 - NSP..... 1
- Par rapport à aujourd'hui, la société aura-t-elle changé dans dix ans :
 - Beaucoup..... 35
 - Pas tellement..... 55
 - Pas du tout..... 9
 - NSP..... 1
- La société idéale, c'est :
 - Un projet..... 20
 - Un rêve..... 88
 - Une idylle..... 11
 - NSP..... 1

LES COPAINS

- Comment qualifieriez-vous les relations que vous avez avec les autres lycéens :

	Seconde %	Première %	Terminale %	Ensemble %
Agribles.....	78	73	71	72
Distantes.....	15	18	19	19
Tendues.....	3	3	5	4
Inexistantes.....	3	5	4	4
NSP.....	1	1	1	1
- Qu'est-ce qui est le plus grave :
 - Ne pas avoir de travail..... 42
 - Ne pas avoir d'amis..... 43
 - Ne pas avoir de vie amoureuse..... 10
 - Ne pas avoir d'enfants..... 9
 - NSP..... 6
- Aujourd'hui, pour vous, quel est le plus important entre :
 - Les études..... 31
 - L'amitié..... 32
 - L'amour..... 22
 - L'argent..... 13
 - NSP..... 2

Les lycéens de Vitre en quête de foyer

Routine et flottements de la vie collective au « bahut »

VITRE

de notre envoyée spéciale

LES beaux bâtiments de pierre dominant la verdure, le lycée Bertrand-d'Argentré semble à des années lumières de toute forme d'agitation. En novembre et décembre 1990, pourtant, la fronde lycéenne a effleuré cet établissement de Vitre, en Ille-et-Vilaine, dont le proviseur adjoint dit en plaisantant : « Lorsque il y aura le feu ici, le reste de la France sera déjà sous les cendres. » Des grands mots d'ordre parisiens sur le mal de vivre des lycéens, le nécessaire aménagement des locaux et l'animation des établissements, il reste encore une partie des crédits distribués dans le cadre du « Fonds de rénovation des lycées » et quelques interrogations : qu'attendent vraiment les jeunes de leur « bahut » ? Le lycée peut-il devenir ce fameux « lieu de vie » si souvent évoqué lors des manifestations parisiennes ?

La question, cependant, ne se pose pas d'une façon identique à Vitre et dans les grandes villes ou leurs banlieues. Bertrand-d'Argentré, c'est même tout le contraire d'un lycée urbain, avec son recrutement majoritairement rural, son cadre agréable, ses classes à peine surchargées et l'absence de violence qui le caractérise. Ce qui n'empêche pas ses responsables d'avoir conscience que les aspirations des élèves peuvent évoluer. « Lors du mouvement lycéen, les élèves ont montré, pour la première fois collectivement, qu'ils ne voulaient pas que le lycée soit seulement un lieu de travail, mais aussi un endroit où il fasse bon vivre », affirme M. Bernard Drilleau, le proviseur-adjoint.

L'utilisation des 48 000 francs reçus par le lycée au titre du « Fonds de vie lycéenne » montre l'importance donnée à l'environnement immédiat. En accord avec les délégués élèves, 60 % de la somme ont déjà été dépensés pour la plantation d'arbres et, surtout, pour l'aménage-

ment d'un foyer de « détente ». Une salle, vaste et fraîche sous son plafond garni de poutres apparentes, a été agrémentée de tables et de chaises jaunes ou vert d'eau, choisies par les délégués, ainsi que d'une chaîne stéréo portable. A l'heure du déjeuner, cet espace, consacré le reste du temps au travail personnel, devient lieu de rencontre et de discussion pour ceux qui le désirent.

Et ce, pour la plus grande satisfaction d'un groupe d'élèves de seconde réunis, là, avant la reprise des cours. « Huit heures de classe par jour, c'est long, explique l'un d'entre eux. On ne peut pas être sans arrêt en train de travailler. Le lycée, ça doit être plus que des tables, des chaises et un tableau noir ! » Pour autant, le « foyer » demeure un endroit assez sage, où règne plus une atmosphère de travail collectif en musique que de vraie récréation.

La vraie vie est ailleurs

Les élèves sont-ils vraiment si studieux, dans un établissement où le recrutement rural rassemble des jeunes venus de loin et donc obligés de rester sur place en attendant le car du retour ? Pour M. Noël Lefort, proviseur de l'établissement, « 70 % des élèves viennent avant tout chercher une réussite scolaire au lycée ». Conseiller d'éducation depuis des années à Bertrand-d'Argentré, M. Pierre Le Gall constate, pour sa part, que « les lieux de vie sont assez ouverts sur la ville ». A quoi sa collègue, M^{me} Christine Gorager, ajoute en souriant que beaucoup d'élèves préfèrent « aller boire un pot dans un café pour se retrouver ».

A l'intérieur même de ce lycée où les activités extrascolaires semblent un peu languissantes, les véritables lieux de rencontre sont en fait informels : les pelouses, lorsque le temps s'y prête et le grand hall où l'on peut voir « passer les gens » et où sont d'ailleurs placés les pa-

neaux d'affichage. « Au foyer, comme le fait remarquer une jeune fille, on se sent trop dans un cadre de travail. » Thierry, l'un des délégués qui ont participé au réaménagement du lieu, précise que les arbres, les fleurs et le reste ne sont pas tout à fait suffisants : « C'est aussi aux lycéens de participer à la vie collective du lycée », observe-t-il.

Mais là, justement, les choses se compliquent. Si certains se trouvent parfaitement heureux à Bertrand-d'Argentré où ils ont « des tas de copains », d'autres pensent, comme Cécile ou Rozenn, que la « vraie vie » est ailleurs et que le lycée souffre de l'individualisme de ses occupants. Le « bahut », pour elles ou

pour Florence, une élève de BEP, c'est pas mal de solitude et le sentiment blessant d'être « prises pour des irresponsables ».

Leur idéal : cet établissement décrit dans le *Cercle des poètes disparus*, film à succès de l'année 1990, où, selon Rozenn, « il y avait une ambiance, les gens se connaissaient tous et étaient solidaires ». De l'exaltation, en somme, et ce petit grain d'aventure qui vous extirpe de la routine. Loin des contraintes matérielles ou de la grande misère qui peut régner ailleurs, les lycéens de Bertrand-d'Argentré rêvent que leur quotidien soit un chef-d'œuvre.

RAPHAËLE RÉROLLE

CHOISIR L'ECOLE DES CADRES

- Admission sur concours au niveau Bac + 1
- Classe préparatoire aux concours d'entrée des grandes écoles de commerce
- Deux stages longue durée en entreprise pendant les 3 années d'études
- Un 3^e cycle de spécialisation
- Des jumelages avec de grandes écoles et universités de Dallas, Londres, Nottingham, Brême, Hambourg, Madrid, Barcelone, Montréal, Groningen.
- Un diplôme officiellement reconnu par l'Etat... et les entreprises.
- Un enseignement dont l'efficacité est confirmée par la réussite des anciens élèves.



CONCOURS :
11 - 12 - 13 JUIN
ET
25 - 26 - 27 JUIN

Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat
79, galerie des dômes - La Défense 1 - 92400 Courbevoie
Tél. : 47.73.63.41 Minid 3614 BACPLUS EDC



4^e Année Académique

Milan, Septembre 1991 - Novembre 1992

INSCRIPTIONS OUVERTES JUSQU'AU 30 JUIN 1991

C'est le premier cours spécialisé de 3^e cycle qui prépare aujourd'hui un nouveau rôle professionnel dont le besoin est à présent vivement ressenti, et qui deviendra dans un prochain futur indispensable : le spécialiste de la communication. Il programmera, coordonnera et gèrera, au sein d'une stratégie globale, l'utilisation de toutes les techniques de communication : marketing, publicité, promotion de ventes, sponsoring et mécénat, relations publiques.

È il primo Corso di specializzazione post-laurea che forma una nuova figura professionale oggi sempre più necessaria, domani indispensabile: quella del professionista in Comunicazione d'Impresa che conosce, programma e gestisce in un'ottica integrata - Marketing, Pubblicità, Sales Promotion, Sponsorizzazioni e Pubbliche Relazioni. Per il successo di un prodotto, per l'affermazione dell'immagine aziendale.

- Le programme comporte la fréquence obligatoire à plein temps
- Plus de 1.500 heures de cours intensifs
- Trois mois de projet en entreprise
- Bourses d'étude de 30 millions de lires (équivalent à 135.000 FF)
- Rencontres avec des personnalités reconnues du monde de l'industrie, de la Communication et du Spectacle
- Journée d'étude de huit heures : cours dispensés par des professeurs de renommée internationale
- Langues officielles : italien et anglais

- Frequenza obbligatoria a tempo pieno
- Oltre 1.500 ore di aula
- Tre mesi di "Project Works"
- Borse di studio di 30 milioni
- Incontri con grandi personaggi dell'industria, della Comunicazione, dello Spettacolo
- Giornata tipo di 8 ore di studio con Docenti italiani e stranieri impegnati a tempo pieno
- Lingue ufficiali: italiano e inglese

Groupe Berlusconi

Master in Comunicazione d'Impresa - 223, Viale Fulvio Testi, 20162 Milano, Italia - Tél. (19.39.2) 66.10.05-12/66-10.00.85 - Fax 66.10.06.10

L'ORIENTATION

Autant de balises répétées
pendant à la dernière minute par
les familles, et qui, sur le fond, lais-
sent insatisfaits tous les acteurs.
L'urgence décide encore trop sou-
vent du choix d'une formation ou
d'un métier. S'informer, élaborer
un projet, faire un choix, autant
de démarches qui s'accommodent mal
de la précipitation ou de l'angoisse.
Elles relèvent d'une éducation que
le système scolaire commence à
prendre en compte. En témoigne le
rôle accru demandé aux enseignants
dans le suivi de l'orientation de
leurs élèves. Cela répond aussi au
souhait des lycéens (six sur dix) (2)

(4) Déclaration de politique générale
de M^{me} Edith Cresson, 22 mai 1991.

S'ils ont participé aux manifestations, c'est davantage par solidarité que par militantisme et ils ne cherchent pas, ou ne parviennent pas à s'approprier leur aventure de l'automne dernier. Acteurs principaux d'une vraie crise politique, ils ne se placent pas pour autant, aujourd'hui en position d'acteurs sociaux. Comme si les quelques milliards accordés par le gouvernement n'avaient pas réellement répondu à leur attente. Ainsi, si

Fiche technique

Elles ont été précédées d'une étude qualitative auprès d'une quarantaine de lycéens, accompagnée d'une analyse lexicologique réalisée grâce aux logiciels Termio et SATO conçus par le centre d'analyse de texte par ordinateur de l'université de Québec à Montréal.

qui connaîtront d'ici l'an 2000 plus forte progression de l'influence. Contre 12 % au P. socialiste et 9 % au RPR. encore, cela n'incite pas à l'o-
misme puisque 23 % des lycé-
estiment que le Parti social-
serait le plus capable de défen-
leur avenir quand 5 % seule-
accordent ce mérite au Front na-
nsal. A l'évidence pourtant, ce d-
lage entre le souhaitable et le p-
ble ne les incite pas à s'impli-
davantage dans le débat et l'ac-
politiques. Acteurs de premier
il y a six mois, ils ont regagné
Aventin prudent, réaliste,
grande illusion. En attendant
jours meilleurs ?

GÉRARD COURT

**Petite annonce
grand avenir.**

Nº Vert 05470640

EPL
ENSEIGNEMENT PRIVE LAOUE

صلى الله عليه وسلم

ARTS • SPECTACLES

LE « CINÉMA AUSTRALIEN »
A BEAUBOURG

Un continent à grand spectacle

L'AUSTRALIE était un pays qu'il convenait de quitter, Errol Flynn préféra Hollywood à la Tasmanie, Joan Sutherland les scènes lyriques du Vieux Monde, Rupert Murdoch les incertitudes des grandes places financières étrangères. Ou bien, à la rigueur, c'était un pays où l'on pouvait retourner pour recharger ses batteries, un peu comme Mel Gibson qui est, là-bas, gentleman-éleveur. Mais l'Australie vit aujourd'hui les prémices d'un renouveau que l'éloignement nous empêchait d'appréhender. Avec la refonte de son système d'aides publiques, la création d'une Cinémathèque nationale qui s'inspirerait de la nôtre et bientôt une probable réforme de l'Ecole de cinéma et de télévision, ce continent lointain remodèle son industrie cinématographique et son paysage culturel.

Au point même de se réconcilier avec les différentes ethnies qui le composent. Ce foisonnement, immédiatement perceptible dans les rues de Sydney où, à côté des anglophones très puissants, se mêlent Vietnamiens, Japonais, Grecs, Italiens et – enfin – les premiers habitants du pays, les aborigènes, commence à se refléter dans l'audiovisuel qui n'en finissait pas d'être désespérément WASP (blanc, anglo-saxon, protestant)...

Pour beaucoup, le cinéma australien est né dans les années 70, quand les pouvoirs publics ont jeté les bases d'une industrie moderne, puis a connu une lente agonie lorsque ses chefs de file – Peter Weir, Bruce Beresford, Fred Schepisi ou George Miller – ont succombé au chant des sirènes de Hollywood. Le succès mondial de *Crocodile Dundee* fut considéré comme un coup de poker commercial et la cinéaste Jane Campion comme l'exception qui confirme la règle.

Inaugurée aujourd'hui et devant durer près de six mois, la rétrospective consacrée au cinéma australien à Beaubourg révélera une histoire commencée en 1896 et écrite, souvent avec talent et audace, par une riche succession d'artistes dont le peu de reconnaissance en Occident est souvent due à la paresse des distributeurs internationaux. Avec une surprenante unanimité, ces artistes et les membres, à tous les échelons, de l'industrie cinématographique se sont tournés récemment vers le « modèle français » plutôt que vers le modèle américain. Ils déplorent aujourd'hui l'absence, en Australie, d'un ministère de la culture à part entière, qui défendrait, politiquement et économiquement, une industrie culturelle en pleine activité.

HENRI BÉHAR



Affiche de *A Nation is Built* de Frank Hurley (1938).

IN « LE CINÉMA AUSTRALIEN », ED. DU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

THÉÂTRE

22

Les espoirs d'un créateur affranchi



Christian Schiaretti a trente-cinq ans et symbolise bien l'esquisse d'un rajeunissement du paysage théâtral français. Le ministère de la culture lui a récemment confié la direction du Centre dramatique de Reims, qu'il entend bien, après des années glorieuses – sous la férule de Robert Hossain puis de Jean-Pierre Miquel – et des années d'incertitudes, remettre sur ses rails. Elevé dans l'ombre des ténors de la création dramatique, Christian Schiaretti a décidé de s'affranchir et parle d'indépendance, de militance et de reconquête du public.

DANSE

28

Catherine Diverres entre Paris et Avignon



Elle est née de la vague de la « nouvelle danse française » des années 80, mais s'inquiète aujourd'hui, alors que le Théâtre de la Ville présente son *Concertino* pour quatre soirées, d'un état de la danse qui n'encourage plus ni la recherche ni l'expérimentation. Catherine Diverres confie sa solitude que Proust et Pessoa habitaient de leur complexité. Rencontre avec la chorégraphe de l'intranquillité.



CINÉMA AUSTRALIEN

UN CONTINENT SE RÉCONCILIE

Aborigènes,

La race aborigène a cinquante mille ans. Pourtant, les aborigènes vous diront qu'ils ont à peine plus de vingt ans, car c'est en 1967 que la Constitution australienne reconnut définitivement leurs droits. Depuis, ils conquérèrent peu à peu les médias, et plus particulièrement la radio et la télévision. Le tour du cinéma viendra bientôt. Fini le temps des aborigènes en pagne, à moitié nus. Un peuple s'appête à produire sa propre image.

ALICE-SPRINGS

de notre envoyé spécial

Si les aborigènes comptent pour environ 2 % de la population australienne, « ils n'ont été reconnus en tant que citoyens qu'en 1966 », dit l'actrice-productrice Justine Saunders. La Constitution, qui interdisait que les aborigènes soient recensés, fut amendée en 1967. Non pas pour des raisons humanitaires, dit l'ancien premier ministre E. Gough Whitlam, mais parce que le Parti conservateur de Robert Menzies aurait perdu des sièges à l'Assemblée. « Auparavant, continue Justine Saunders, nous portions encore des plaques d'immatriculation, comme les chiens : il nous fallait demander la permission d'aller d'une mission à l'autre : on kidnappait nos enfants pour les élever en milieu blanc. »

C'est le fond même du *Chant de Jimmy Blacksmith*, de Fred Schepisi, qui sera projeté dans la retrospective de Beaubourg : un film brutal sur la bigoterie où un jeune aborigène est amené, par la pression sociale et le déracinement culturel, à anéantir ses parents adoptifs.

« Les Australiens ne se rendent probablement pas compte à quel point ils s'en sont bien tirés », dit Tom Keneally, auteur du roman qui a inspiré le film. Les aborigènes ont évité l'action directe, leurs leaders recherchant plutôt le consensus. Bien obligés quand on compte pour moins de 2 % d'une population et qu'on sait avoir affaire à des gens qui, s'ils ne sont pas les plus racistes au monde, arriveraient en la matière en demi-finale. »

Le roman aussi bien que le film n'ont connu le succès qu'à l'étranger. « Trop près de la sensibilité nationale », dit Keneally. Les Australiens d'origine européenne ne savent pas très bien ce que sont leur âme et leur culture. Comment en irait-il autrement ? La source de notre souveraineté est une gentille petite dame anglo-allemande qui vit à Windsor, à 20 000 kilomètres d'ici,

élève des corgis et figure sur nos timbres et notre monnaie. D'une certaine manière, nous envions les aborigènes pour l'enracinement de leur culture. Ils sont ici chez eux depuis 50 000 ans. »

Comment les aborigènes ont-ils réagi à *Jimmy Blacksmith* ? « Avec réticence mais aussi avec grâce », répond Keneally. C'est une des races les plus aimables qui soit. Découvert par Fred Schepisi à l'âge de dix-sept ans dans un aéroport, l'acteur Tommy Lewis (Jimmy Blacksmith) a plus ou moins survécu à ce premier succès. « Aujourd'hui encore, on m'identifie à Jimmy », s'écrie-t-il en riant. Après des rôles de plus en plus courts, il a découvert le *didgeridoo*, un instrument à vent ressemblant à une longue tige de bambou, et, depuis trois ans, il fait le tour du monde avec son petit orchestre.

Enfant « kidnappé » dans les réserves et élevé dans une série de foyers blancs, le chanteur Archie Roach est peut-être le vrai Jimmy Blacksmith. « Je comprends sa violence et j'ai pu la partager. Devoir toujours plaire aux autres, sans jamais pouvoir être soi, jusqu'à ne plus pouvoir encaisser... J'ai été un voyou, je me suis replié sur moi-même, je n'aimais pas ce que j'étais en train de devenir. J'ai trouvé mon exutoire dans la musique, moyen idéal de compréhension et d'entente entre les races. Nous avons besoin qu'on nous comprenne, nous avons aussi besoin de comprendre les autres. »

S'il s'identifie à Jimmy Blacksmith, il craint que le cliché de l'aborigène violent rejoigne celui du gentil nativiste, de l'alcoolique, du voleur, ou de l'apathique, et s'en prend au *Fringe Dwellers* de Bruce Beresford.

Trente-sept ans, sculpturale, Justine Saunders incarnait - avec quinze ans de plus et un rembourrage de 25 kilos - la mère de l'héroïne dans *Fringe Dwellers*. Elle signale que « si l'adolescente du film - on le sent - quittera la réserve pour une véritable carrière, il ne faut pas en conclure immédiatement que c'est dû à l'apathie des parents. J'ai connu des familles heureuses dans les réserves ». Elle loue également - « c'est extrêmement rare » - le soin exemplaire avec lequel Bruce Beresford a collaboré avec les aborigènes à tous les stades du scénario et du tournage. « Je n'ai rencontré un tel souci d'écouter les autres que chez *Wim Wenders* » (avec qui elle vient de tourner *Jusqu'à la fin du monde*).

« J'ai commencé par jouer les indigènes déracinés, poursuit Justine Saunders. Les cinq premières années de ma carrière, je les ai pratiquement passées en pagne, et je dois avoir les seins les plus familiers du cinéma australien... J'ai vingt ans de théâtre, de cinéma et de télévision : en tant qu'artiste, j'ai crevé d'envie de jouer des personnages de composition. Pas nécessairement la matriarche ou l'aborigène aux mystérieux pouvoirs magiques. »

Tommy Lewis dans la *Complainte de Jimmy Blacksmith*, de Fred Schepisi (1978).

Panorama

Les pionniers, les camarades et les expatriés

A partir du 29 mai et pour près de six mois, le Centre Georges-Pompidou présente une rétrospective exhaustive du cinéma australien. Une trajectoire en dents de scie : âge d'or au temps du muet, débuts difficiles du parlant, une dépression dans les années 50, une renaissance dans les années 70, suivie d'une deuxième agonie. D'où viendra le renouveau ? Des femmes ? Des aborigènes ? Peut-être de George Miller, l'auteur de *Mad Max* ? Témoignages contrastés et passionnés des professionnels australiens.

SYDNEY

de notre envoyé spécial

L'AVENTURE cinématographique australienne est... d'origine française. Il y a près d'un siècle (Hollywood n'étant encore qu'un petit hameau bien tranquille), les frères Lumière dépechèrent sur le continent lointain un de leurs employés, Maurice Sestier. Durant la traversée, celui-ci se lia d'amitié avec un photographe, Walter Barnett ; c'est avec lui qu'il peine débarqué, en 1896 (un an après la première projection cinématographique publique à Paris), il tournera les premiers films à Sydney. Comme en France, le cinéma ne fait que capter sur pellicule des moments de la vie quotidienne : une course hippique, par exemple, *The Melbourne Cup*, le plus ancien film présenté dans la

rétrospective. Le premier « grand producteur » australien sera, dès 1900, l'Armée du salut. Assorti de lions et de centurions - figures imposées de l'épopée biblique - les *Soldats de la Croix*, de Joseph Perry, raconte le martyre des premiers chrétiens en deux cents images de lanterne magique et treize séquences animées d'une minute et demie chacune. Outil de propagande à des fins de recrutement, les *Soldats de la Croix* est aussi une réussite commerciale.

En 1906, l'Australie produit « le film le plus long de l'histoire du cinéma », disent, déjà, les critiques de l'époque : *The Story of the Kelly Gang* dure une heure environ (ce record est contesté). « Dès le départ », dit Phillip Adams, producteur et ancien responsable de l'Australian Film Commission, le cinéma australien a adopté une attitude pluraliste. Certains donnaient dans les sujets « nationaux » - Ned Kelly était notre Robin des Bois - d'autres tournaient Billy the Kid à trois blocs de là. »

En 1909, les frères Pathé ouvrent une agence de distribution en Australie et lancent l'un des premiers magazines d'actualités cinématographiques. Les circuits d'exploitation se sont mis en place dès 1904. La première grande époque du cinéma australien peut commencer. Entre 1910 et 1920, une quinzaine de films sont produits chaque année, signés Charles Chauvel ou Paulette McDonagh - dont certains classiques, tels que *Sentimental Bloke* de Raymond Langford, ou l'aventure drolatique d'un alcoolique qui se repent, se marie et devient un homme de bien...

Les premiers films parlants coûtent chers et sont difficiles à produire. Certains négocient parfaitement ce virage. Producteur, réalisateur et scénariste, Charlie Chauvel qui, en collaboration avec sa femme Elsa, contribuait à ce qu'on appelait déjà le « style australien » (esprit pionnier et camaraderie), aborde le parlant avec *In the Wake of the Bounty* où, débutant dans

le rôle de Fletcher Christian, on découvre un petit acteur tasmanien, Errol Flynn. « Le premier film que j'aie jamais vu, en 1908, était français. C'était un *Max Linder* », dit le réalisateur Ken G. Hall, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-dix ans (lire notre encadré).

Champion de l'entertainment, il se spécialise dans la comédie rurale. *Dad and Dave Come to Town* oppose les manières de la ville à celles de la campagne. Mais le rythme est rapide, les situations pleines d'invention, le dialogue astucieux. Avec, en prime, un Peter Finch en jeune péquenot romantique, chez qui se devine à peine l'acteur de *Sunday Bloody Sunday* et de *Network*.

Avec le parlant commence la domination hollywoodienne. Errol Flynn, Peter Finch, bien d'autres encore, se débarrassent de leur accent et s'exportent pour devenir des stars en Grande-Bretagne (Finch) ou aux États-Unis (Flynn). Les distributeurs renâclent à sortir des produits locaux et, plus encore, à les coproduire ; les cinéastes aussi. C'est le cas de John Farrow. L'avènement de la télévision après la deuxième guerre mondiale renforce encore l'emprise de Hollywood dont le pouvoir de suggestion est si fort que les Australiens eux-mêmes finissent par se persuader qu'ils n'ont guère envie de se voir sur les écrans.

Si quelques rares films sont encore réalisés sur place - dont *Jedda*, de Charles Chauvel (1955), premier produit australien en couleurs (en Gévacolor), - l'Australie n'est plus qu'un décor pour productions anglaises et américaines. Stanley Kramer y tourne *On the Beach*, 1959 (l'Australie représente le monde après l'holocauste nucléaire), Fred Zinnemann *The Sundowners* (1960), Nicholas Roeg *Walkabout* (la Randonnée), et le canadien Ted Kotcheff *Walk in Fright*, qui représentera l'Australie au Festival de Cannes en 1971.

Dans la plupart des cas, les acteurs sont hollywoodiens ou anglais.

A propos de cette première « mort » de l'industrie du cinéma australien, qu'on attribue un peu trop vite à l'Amérique, Phillip Adams veut rectifier le tir : « Pour raisons politiques, nous avons crié à l'impérialisme culturel. En vérité, nous n'avions plus d'énergie ni de courage. La panne sèche. Nos films étaient nuls, y compris ceux que j'ai produits. Et ça ne concernait pas que le cinéma. Entre 1960 et 1969, les éditeurs de livres avaient pratiquement disparu, et notre théâtre n'a représenté que quatre pièces australiennes. Dès qu'il atteignait sa « puberté culturelle », l'Australien émigrail, le plus souvent en Angleterre. »

Le renouveau qui s'amorce pourtant dans les domaines lyrique et dramatique fait tache d'huile. Un lobby s'organise pour obtenir du gouvernement une aide à l'industrie cinématographique. Le hasard faisant bien les choses, en 1968, deux hommes dominent la scène politique : le premier ministre John Gorton (conservateur) et le chef de l'opposition, E. Gough Whitlam (travailliste, futur premier ministre), cinéphile presque aussi acharné que Malcolm Fraser, conservateur, qui le remplacera un peu plus tard.

Phillip Adams se souvient : « Contrairement aux autres conservateurs, John Gorton, par une sorte d'aberration nationaliste, s'élevait contre la mainmise étrangère sur les industries australiennes, qui était alors, et est encore aujourd'hui, presque totale. Avec une telle vigueur que nous l'avons choisi comme levier. Avec Barry Jones (récentement ministre des sciences), nous avons attiré sa colère sur l'air des « Américains qui ont étouffé en nous toute créativité ». Il a marché... »

Adams et Jones font le tour du monde pour étudier les cinématographies étrangères. Dépassant leur

CINÉMA AUSTRALIEN

AVEC SES ORIGINES

premières images

Ce disant, elle épingle *The Last Wave*, de Peter Weir, *Walkabout*, de Nicholas Roeg et *Storm Boy*, de Henri Safran. En revanche, elle signale (également présentée à Beaubourg) *Bitter Springs*, de Ralph Smart (1949), qui manifeste une compréhension certaine à l'égard des aborigènes dépossédés de leurs terres, et *Jedda* (1953), du vétéran Charles Chauvel, « une vraie histoire d'amour entre deux aborigènes, située à un tel niveau d'humanité que le thème en devient universel ». Au passage, Chauvel semble indiquer qu'on ne saurait contraindre les aborigènes à se plier aux usages sociaux des Blancs.

« Nous sommes encore loin des *Lakotas* sous-titrés de Danse avec les loups. » Plus grave : hormis Tracey Moffatt, les institutions finançant la culture se montrent particulièrement réticentes à l'égard des cinéastes aborigènes. Mettant sa casquette de productrice - elle travaille avec une maison de production nommée Beyond International Communications, - Justine Saunders prend le cas de *Jindalee Lady* - le premier long-métrage dans l'histoire du cinéma australien devant être réalisé par un aborigène.

Pour achever la postproduction de son film, le metteur en scène Brian Syron demandait en mars dernier une subvention de 250 000 dollars à l'Australian Film Commission. Subvention refusée. « Parce que l'image que le projet donnait de l'aborigène était non traditionnelle, c'est-à-dire positive », s'exclame Justine Saunders, qui fut un des quatre membres de la sous-commission chargée d'examiner le projet. « Il s'agit d'une stylistique aborigène, élégante, ambitieuse, lancée, qui abandonne son mari, un businessman blanc, parce qu'il la trompe. La commission a eu peur. » Ladite commission répond simplement que le scénario et les rushes n'étaient pas de qualité suffisante, avis auquel s'est rangé l'autre assesseur aborigène de la sous-commission. Le débat est vieux comme le monde. Le cinéma noir ou indien en Amérique du Nord connaît les mêmes difficultés. C'est finalement à Los Angeles et avec de l'argent américain (Paul Mazursky) que sera terminé *Jindalee Lady*.

« Il est temps pour nous d'acquiescer une excellence technique, disent en chœur Archie Roach et Justine Saunders, et de prendre en charge nos moyens de production. C'est pourquoi l'initiative de la CAAMA est particulièrement intéressante. »

La Central Australian Aboriginal Media Association (CAAMA) a été fondée dans les années 80 par trois bénévoles munis d'une voiture d'occasion, de matériel qu'on leur a donné et d'une machine à écrire. Aujourd'hui, elle est partie prenante dans une station de télévision commerciale, Imparja Television, diffusant par satellite dans les territoires du Nord et du Sud, et ins-

talles un réseau de chaînes et de stations à travers le continent.

A Alice-Springs, point central du continent austral (non loin du rocher d'Ayers où Fred Schepisi situe l'action de *Crépuscule*), la station de radio et de télévision, dirigée par un Blanc, Phillip Batty, et une aborigène, Freda Glynn, se consacre à la production en langues aborigènes et à l'enregistrement de groupes musicaux, locaux ou itinérants - « c'est la plus grosse maison de production indépendante, et la seule pour l'instant », dit le chanteur Archie Roach. Les studios tiennent du baraquement, les animateurs sont exclusivement australiens de souche.

« Le cinéma australien tel que nous le connaissons faisait une confusion totale entre les tribus, dit Freda Glynn. Nous essayons de remettre les choses à leur place. A Alice-Springs, nous écrivons entre documentaire à trame de fiction et télé-service. » Un sujet sur la vente de voitures d'occasion est en cours de tournage; un autre, vendu à la SEPT française, suit les tribulations d'un groupe de musique aborigène se rendant à un concert rock et la manière dont ils traduisent en musique leurs préoccupations sociopolitiques.

« Nous nous servons de la vidéo comme d'un outil socioculturel et incitons les gens à s'en servir en tant que tel. Il est important de se sentir membre d'une communauté. Les aborigènes étaient notoirement absents du panorama australien; c'est difficile de grandir sans jamais avoir de véritable représentation de soi-même, de n'exister que par les rêves d'autrui. Quand j'ai démarré dans la vie active, le seul emploi que je pouvais trouver était femme de ménage... Nous avons formé nos techniciens et nos journalistes sur le tas. »

La chaîne - radio et télé - étant commerciale, la course à la vente de l'espace publicitaire est vitale. Le budget annuel de production et de diffusion s'élève à 200 000 dollars australiens. « Mais les choses commencent à bouger », dit Freda Glynn, ABC (radio et télévision) commence à diffuser des émissions en langues aborigènes. »

L'ampleur du continent l'exige : pour atteindre les tribus encore nomades, la diffusion radio et télévision s'effectue par satellite. La contradiction est dangereuse : dans les sociétés tribales, la transmission de la culture s'effectue de manière parcellaire, à travers les anciens, les « gardiens ». La culture aborigène ne connaît pas l'écrit; la tradition est orale et picturale. Par conséquent, contrairement au livre, le cinéma, la radio et la télévision devraient être leurs médias de prédilection.

Mais l'information et le savoir transmis à partir d'un point central (le satellite) allant totalement à l'encontre du système traditionnel, les bouleversements

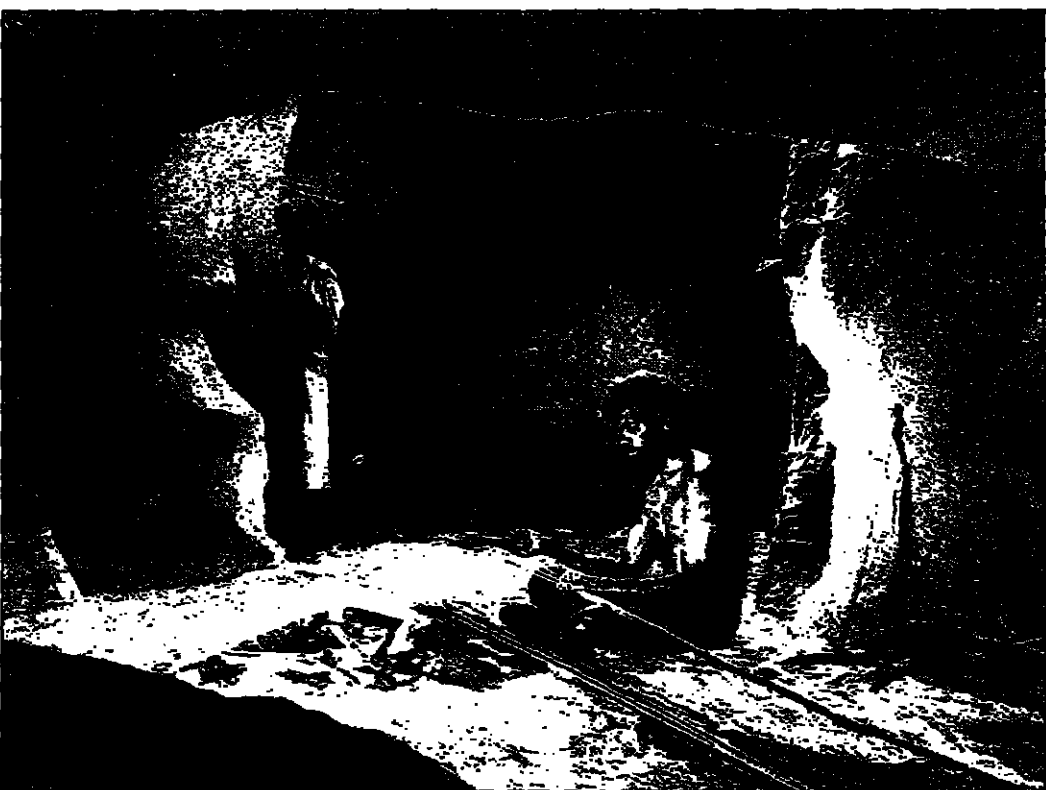
sociaux seront colossaux. Freda Glynn en est consciente : « Les aborigènes doivent accepter la technologie. Ils l'ont bien fait pour la voiture, devenue un instrument essentiel au maintien de leur culture (sinon, comment se rendre aux cérémonies?). Ils le feront pour la télévision. Elle est déjà dans les foyers, les enfants grandissent devant le poste, à eux d'apprendre maintenant à s'en servir. Nos émissions voyagent déjà à la fois par satellite et sous forme de vidéocassettes. Le changement est inévitable. »

Elle tire grande fierté du fait qu'en moins de trois ans deux journalistes formés à la CAAMA soient passés aux grands réseaux. « Ils pourront de l'intérieur modifier les attitudes... Il faut apprendre à nos enfants à ne pas avoir honte de leur culture. C'est pour cela qu'il est essentiel pour eux de voir sur les écrans des visages d'aborigènes : journalistes, chanteurs, etc. Qu'ils le veuillent ou non, les enfants blancs apprendront aussi qu'il existe des aborigènes dans ce pays et qu'il faudra bien s'en accommoder. »

Ne serait-ce qu'à cause des coûts, estime Phillip Batty, le cinéma viendra plus tard, suivant en cela le mouvement amorcé par la radio et la télévision. C'est entre autres pourquoi, outre la diffusion tous les samedis soir et pour quarante-deux semaines d'émissions ou de films de et sur les aborigènes, « nous avons entrepris la réalisation d'un feuilleton racontant la vie d'une famille aborigène. Une sorte de *Cosby* show à nous. »

Avec un mélange de lucidité et de cynisme amusé, Freda Glynn ajoute que « l'Australie commence à se faire à l'idée que les aborigènes puissent être dotés d'intelligence. Mais aussi, par notre peinture, notre musique, nos danses, la culture aborigène rapporte. Nous vendons bien à l'étranger. Les nouvelles cultures - des immigrants asiatiques, grecs ou italiens - se creusant à peine une niche dans le panorama culturel, sans nous l'Australie n'aurait à offrir que la gigue irlandaise ou la cornemuse écossaise : une Europe aux antipodes. Nos sons, nos images, nos rêves, sont devenus un élément important dans l'industrie du tourisme. A nous de savoir en tirer juste parti. »

H. B.



Jedda, de Charles Chauvel (1955).

ades et les év

objectif initial - la simple création d'une école de cinéma - les deux hommes préconisent la fondation « non pas d'une industrie, mais de toute une culture cinématographique. » La première phrase de leur rapport est diplomatiquement patriotique : « Il est temps pour nous de voir notre propre paysage, de faire entendre notre propre voix, et de rêver nos propres rêves. »

« En effet, commente Phil Adams, nous connaissons mieux les rues de Los Angeles que celles de Sydney et l'histoire américaine mieux que la nôtre. Nos acteurs, qui imitaient en experts l'accent d'un Arthur Miller, d'un Tennessee Williams ou d'un Shakespeare, étaient incapables d'incarner un Australien. Lorsque Bruce Beresford et moi avons produit la première comédie australienne, Barry McKenzie, il a fallu leur réapprendre l'accent australien. »

Les recommandations portent sur trois fronts : un fonds de financement expérimental; une Ecole nationale de cinéma; et l'Australian Film Development Corporation, une banque de cinéma, qui deviendra bientôt l'Australian Film Commission.

Gorton perd son poste de premier ministre avant que ces projets soient mis en place. Whitlam arrive bientôt au pouvoir - c'est la première fois que les travaillistes se retrouvent à la tête du pays. Les acteurs australiens ayant fortement soutenu sa candidature, Whitlam s'avère plus que prêt à mettre en œuvre la politique décidée par Gorton.

Amoureux de la France - il y fut, à la fin des années 80, membre du Conseil de l'Unesco - Edward Gough Whitlam a un gabarit et un tonus à faire passer Winston Churchill pour une violette (il deviendra lui-même une sorte de star : son « renvoi » par le représentant de la reine d'Angleterre fera l'objet d'une série, *The Dismissal*, marquant l'entrée de George Miller à la télévision). « Vous avez de la chance en France, s'écrit-il, vous avez un ministre de la culture. Chez nous, un même sous-secrétaire d'Etat s'occuperait à la fois de la culture, de la poissonnerie, des sports, de l'environnement et de l'aménagement du territoire !... La domination anglaise et américaine sur

nos médias était telle - assortie d'une corruption certaine à l'échelon gouvernemental - que tous nos créateurs se sont tournés vers l'étranger. Il nous fallait tout reconstruire, nous en étions tous conscients, et vous remarquerez que parmi les premiers films de la « renaissance », *Breaker Morant* ou *Gallipoli* sont résolument anti-anglais. »

Réunissant distributeurs, producteurs, réalisateurs, acteurs, la nouvelle Australian Film Commission doit faciliter les tournages en Australie, avec des sujets, des acteurs, des techniciens et des réalisateurs australiens. Son entrée dans le jeu vise à encourager (et à rassurer) les investisseurs privés, le système ressemblant assez bien à celui de l'avance sur recettes française. « Le modèle français a été capital », reconnaît Phillip Adams. André Malraux et la Société des réalisateurs de films ont, si j'ose dire, éclairé ma lanterne : l'astuce consiste à faire du premier ministre le ministre du cinéma, ce que je me suis efforcé de faire avec Gorton et Whitlam à l'échelon fédéral, puis à l'échelon des Etats. Presque du jour au lendemain, on a tout obtenu : une structure, une industrie, fédérale et locale, le fonds de soutien expérimental, l'école, la banque de cinéma. C'est, à ma connaissance, la première fois qu'une activité artistique de cette ampleur est née d'une initiative gouvernementale. »

Pas d'accord, répond Peter Weir. « C'est parce qu'un certain nombre d'entre nous avaient commencé, chacun de son côté, à sérieusement s'agiter que le gouvernement a réagi. » Ce que confirme le scénariste Terry Hayes, collaborateur de George Miller : « Le gouvernement n'a fait que répondre à l'explosion sociale et culturelle qui a marqué la fin des années 60 à travers le monde. Parce que la société était rigide, corsetée, terne et étouffante, les talents bouillaient comme à l'intérieur d'une cocotte-minute. Il suffisait de faire sauter le couvercle... »

Le terrain était cependant bien préparé : la qualité des techniciens australiens, en particulier, était mondialement célèbre. Cette habileté était due, en grande partie, à une loi des années 50 stipulant que tout spot publicitaire diffusé en Australie devait être produit et

tourné en Australie. « Mon premier job, dit Phil Adams, et celui de Fred Schepisi, a donc été de refaire les spots américains. Faire les nôtres propres était un pas facile à franchir. »

Un nouveau style australien s'élabora alors, visuel aussi bien que narratif. « Avant tout, un sens du paysage, dit John Seale, chef opérateur fétiche de Peter Weir. Un ciel bleu cobalt. Un soleil dur, des couleurs franches, des contrastes forts. Notre plus grand étonnement, lorsque nous sommes partis pour l'Europe ou les Etats-Unis, a été de découvrir les pastels. »

« Les cinéastes australiens des années 70 ont témoigné d'un lyrisme certain vis-à-vis du paysage, dit Scott Murray, rédacteur en chef de la revue *Cinema Papers* et réalisateur (*Le Diable au corps*). Laconiques comme personne, ils ne savent peut-être pas raconter une histoire » aussi bien que les Américains. Mais ces derniers pêchent par une dramatisation excessive - un temps fort toutes les sept minutes - souvent aux dépens des personnages. De plus, dans les années 70, le cinéma américain était violent ou, dans le cas d'un *Scarface*, hyperdynamique. Nous avons bénéficié de ce contraste. »

Une nouvelle race de cinéastes s'empare de la place. *Picnic at Hanging Rock* (1975), de Peter Weir, fait moisson de prix internationaux. Produit la même année, *Rocky Horror Picture Show*, de Jim Sharman, devient un film-culte, et *Sunday too far away*, de Ken Hannam, fait un tabac à la Quinzaine des réalisateurs de Cannes. En 1978, treize films australiens sont présentés au Festival de Cannes. Deux ans plus tard, Judy Davis y obtient le prix de la meilleure interprétation féminine pour *My Brilliant Career*, et Jack Thompson, l'année suivante, celui du meilleur second rôle pour *Breaker Morant*.

« L'impact politique était colossal, commente Phil Adams. Lorsque notre premier ministre était invité à la Maison Blanche, le fait que le président des Etats-Unis lui dise : « J'ai vu *Breaker Morant* » était beaucoup plus important que le box-office. » Du coup, conte Terry Hayes, « le pays était persuadé que la terre entière retenait son souffle dans l'attente d'un film aus-

tralien. C'était faux, bien entendu, mais une autosatisfaction complaisante a commencé à s'installer. »

A la fin des années 70, les recettes à l'étranger demeurent inférieures à ce qu'on en attendait. Malgré *Gallipoli* (produit par le magnat du disque Robert Stigwood et celui de la presse Rupert Murdoch), le marché américain se montre toujours réticent. Le marché australien ne suffisait plus à amortir un film, l'argent se fait de plus en plus rare. En 1979, pour encourager l'investissement privé, le nouveau premier ministre Malcolm Fraser décide d'adjoindre aux fonds de l'AFC des concessions fiscales. Aux termes de l'article 10-BA, tout investisseur pourrait déduire 150 % de sa mise.

Toute une série de « nouveaux producteurs » s'engouffrent dans la brèche : « Comme le dit le proverbe chinois : le pire qui puisse vous arriver, c'est que vos prières soient exaucées », dit Phillip Adams. Le 10-BA suscite une inflation de projets. Les coûts flambent, mais quelle importance ? N'importe qui s'improvise producteur - il suffit d'une idée qui tienne en deux lignes et de savoir tenir le langage (financier) que comprend la bureaucratie. « Ils se fêtaient éperdument d'une identité nationale. Pour réussir, disaient-ils, il faut faire des films à l'américaine, pour le marché américain. En fait, ces films, qui ne correspondaient à aucune culture, ont sombré sans laisser de traces. » « Pour ne pas troubler le spectateur américain, enchaîne Scott Murray, nous en arrivions presque à graver nos plaques d'immatriculation à l'envers et à inverser l'image pour que nos voitures aient l'air de rouler à droite. Regardez bien, dans certains films de cette époque, nous roulons carrément au milieu. »

Le succès triomphal aux Etats-Unis de *Crocodile Dundee* (1985) apporte de l'eau au moulin de ceux qui estiment que l'« internationalisation » des films est économiquement nécessaire. Faux, rétorque l'autre camp : nous perdions ce qui faisait notre unicité. Il est à craindre que, privilégiant exclusivement les producteurs, l'industrie australienne prenne le chemin choisi par le Canada (que le système des *tax-shelters* a

CINÉMA AUSTRALIEN

RENCONTRE AVEC LE RÉALISATEUR DES « MAD MAX »

Les philtres du Dr George

L'auteur des *Mad Max* est sans doute l'homme le plus dynamique de l'industrie australienne du cinéma et de la télévision. Mais il voit plus grand : avec la création d'une cinémathèque, à Sydney, il entreprend de renouveler le paysage culturel de son pays. Et peut-être la Kennedy-Miller, sa maison de production, réussira-t-elle là où la Zoetrope, celle de Francis Coppola à Los Angeles, avait échoué.

UN vieux cinéma dans King's Cross, le quartier bohème de Sydney. Dans ce gigantesque palais aux rêves — un bazar où traînent des éléments de décor et des cartons non ouverts, — George Miller a installé sa maison de production. C'est de là que, avec le Musée d'art moderne, il prépare la création d'une vraie cinémathèque — « à l'endroit même où les Anglais ont pour la première fois mis le pied en territoire australien », dit-il.

« Cette cinémathèque, c'est la passion de George, commente en riant son associé Terry Hayes. Nous avons nommé l'entreprise *Movies-on-George-Street*. » Les collaborateurs de Miller ne savent pas encore si, dans une ville comme Sydney qui ne compte que quatre millions d'habitants, elle pourrait avoir un impact équivalent à celui de la Cinémathèque française, « mais c'est là justement le défi ».

« Les salles de répertoire », explique George Miller, sont pratiquement inexistantes ici, le cinéma a peu de place à la télévision : une seule chaîne diffuse, de temps en temps, un grand classique européen, asiatique ou latino-américain.

« Mais pourquoi y a-t-il un Peter Weir, un Bruce Beresford, et même un George Miller ? Parce que nous avons tous une passion de cultes pour les festivals de Sydney et de Melbourne. Si notre manière de dire et de filmer les choses trouve un écho aussi bien aux États-Unis qu'en Europe ou en Asie, c'est parce que nous sommes un hybride de toutes ces cultures. Et cet apprentissage de spectateur manque terriblement à la nouvelle génération. »

Il peut paraître curieux qu'un cinéaste aussi internationalement couronné que Miller se consacre ainsi *pro deo* à une entreprise purement artistique. « Nous avons eu beaucoup de chance, répond-il, nous avons connu très tôt la réussite et nous nous sommes rendu compte que nous avions gagné assez d'argent pour ne pas avoir à nous en préoccuper. On avait plus envie de faire des choses... » En

Bruce Spence dans *Mad Max 2*, de George Miller (1981).

association avec son ami Byron Kennedy, « Dr » George Miller (il est diplômé en médecine) crée sa maison de production dès les premiers *Mad Max*.

Très vite, la Kennedy-Miller connaît le succès. S'il jure de ne jamais abandonner le petit écran, c'est pourtant grâce à la télévision que Miller passe à la vitesse supérieure. La Kennedy-Miller y fait une entrée en force avec une mini-série, *The Dismissal*, sur le renvoi du premier ministre travailliste, E. Gough Whitlam, par le représentant de la Couronne d'Angleterre.

C'était la première fois qu'on traitait en profondeur de politique à la télévision australienne. Le directeur des programmes de la chaîne paraitait que l'émission ne dépasserait pas 20 points de sondage. « Nous en avons fait 46 », et le visage de la télévision australienne s'en est trouvé changé.

Les mini-séries se suivent — *Vietnam*, *Bangkok*, *Hillon* — ayant toutes trait, d'une certaine manière, à l'Australie. « Je crois que ça fait partie de notre responsabilité », dit Miller. La Kennedy-Miller a failli récemment prendre en main tout le département « dramatiques et fictions » de

la neuvième chaîne australienne. « L'homme qui la dirigeait avait remis sur pied de manière magistrale : l'information y était meilleure qu'ailleurs, comme les sports et la musique... Seul le département « dramatiques » était déficient. Après plusieurs tentatives, il a fait appel à nous. Nous avons posé deux conditions : avoir les coudes franches, et être aussi audacieux que possible, dans la lignée de *The Dismissal* et de nos autres séries. Il a accepté. »

La structure de la chaîne ayant changé récemment, le contrat est aujourd'hui en suspens, les deux parties ne se parlent plus que par avocats interposés. « C'est dramatique, commente Miller. Non pas pour moi mais parce que j'avais pris la décision d'investir tout mon temps et toute mon énergie dans ce projet. Cela aurait permis de former une nouvelle génération de cinéastes. »

Il rit lorsqu'on évoque devant lui les pesanteurs de l'école de cinéma (168 employés pour 60 étudiants...) : « A trop formaliser un enseignement, on retire aux étudiants le sens de la rue, qui est essentiel — nous sommes toujours des saltimbanques. La vraie grande école de

cinéma reste celle de Roger Corman, aux États-Unis. Là, on apprend vraiment, au jour le jour, séquence après séquence, plan par plan. Des astuces toutes bêtes, mais qui vous enseignent à tirer le maximum de vos ressources et à oser. »

A la Kennedy-Miller, l'auteur des *Mad Max* dit pratiquer une politique de portes ouvertes à quiconque a un projet de film. Terry Hayes précise : « Il faut être très courageux, ou complètement inconscient, ou totalement stupide. » Dans les milieux du cinéma australien, on qualifie pourtant la Kennedy-Miller de forteresse. « C'est le revers de la médaille, reconnaît Miller. Il est possible que nous passions pour un club très exclusif. Mais on ne vient pas à la Kennedy-Miller parce que ça entre dans un plan de carrière, on y vient pour travailler plus qu'on l'a jamais fait. »

« C'est une sorte de serre. Nous avons une vocation et une passion du travail. Oser. Oser faire. Ce n'est pas pour nous vanter, mais Mel Gibson, mais Dean Cain, qui vient de remporter l'oscar de la photo pour *Danse avec les loups*, mais la presque totalité des personnels de production travaillant aujourd'hui chez Disney, par exemple, sortent de la Kennedy-Miller. »

George Miller met le doigt sur un point délicat : la fuite des talents australiens vers les États-Unis. « C'est facile de se reposer sur ses lauriers. Pourtant, il importe de se frayer à un nouvel environnement, de rencontrer des gens dont la qualité créative réduirait vos propres aunes à une note en bas de page des dictionnaires spécialisés. C'est une remise en question qu'il faut faire constamment. »

En revanche, Miller porte à Hollywood une affection mitigée — « un système que je suis déterminé à éviter » — et se souvient du tournage des *Sorcières d'Eastwick* comme d'un cauchemar.

« Et encore, j'ai eu de la chance, j'avais pour guide Jack Nicholson, un homme on ne peut plus élégant, qui connaît le système mieux que personne... L'absurdité y est totale au point de ruiner la santé d'un film, de me ruiner la santé. »

J'ai compris Hollywood : le film est secondaire, seul compte l'exercice du pouvoir ! Le comble est que j'ai aimé ça. J'ai été un sale gosse — pire que dans une cour d'école. Je comprends pourquoi il faut des supports pour arriver à tenir de la vengeance. »

Mais tant Hayes que Miller voient l'activité future de la Kennedy-Miller déborder du cadre australien. « Il est probable, disent-ils, que nous deviendrons une entreprise internationale de production cinématographique et télévisuelle dont les animateurs ont choisi de vivre en Australie. » Et que cette entreprise parte à la conquête de l'Europe, celle de 1993, aux frontières ouvertes, une évolution qui passionne les deux hommes. H. B.

Panorama

transformé en Hollywood-Nord) ou la Grande-Bretagne, de plus en plus réduite à la prestation de services.

Peter Weir fait remonter très tôt les premiers signes de cette décadence. « Tout au début, alors que tout le monde criait à la renaissance, je m'étonnais que notre instance de tutelle n'ait pas jugé bon de rencontrer les réalisateurs. Je l'ai clamé sur tous les toits, il s'est enfin décidé à nous réunir. Au bout de six mois, « Je vous aime bien, monsieur Weir, m'a-t-il dit, mais j'échangerais six Peter Weir contre un David Selznick. — Toutes les industries cinématographiques en sont là, monsieur, lui ai-je répondu. Mais, entre-temps, pourrait-on s'occuper des créateurs ? »

« Les nouveaux producteurs se sont montrés inventifs dans l'art d'éviter la prison et dans cet art-là seulement, s'écrit Terry Hayes. Or, on le sait, dans une industrie digne de ce nom, une vraie créativité est la seule monnaie valable. Les grands films australiens — Gallipoli par exemple — sont nés de la rencontre entre un bon réalisateur (Weir), un bon scénariste (David Williamson), de bons acteurs (Mel Gibson). Mais les éléments de qualité sont en nombre limité. A dix ou quinze films par an, nous pouvions tenir la route ; à quarante ou cinquante, nous courions à notre perte. »

Les budgets, en outre, passent d'un demi-million de dollars à 6 ou 7 — peu importe le film, seul le deal compte. On fabrique des films d'horreur en série ; le reste de la production sombre dans la médiocrité. Le public se détourne du cinéma australien pour revenir à ses premières amours, le cinéma américain avalé alors près de 98 % du box-office, et autant des droits vidéo.

« 10-BA a cependant eu deux effets positifs, souligne Phil Adams. L'épanouissement de la miniserie à la télévision, et le fait d'avoir donné du travail à un grand nombre de techniciens. » « Mais ils ont tous quitté le pays, rétorque Terry Hayes. L'Australie a

finalement été le laboratoire le plus cher de l'industrie hollywoodienne. »

La désertion frappe toutes les catégories :

— Les acteurs : Mel Gibson, d'Arme fatale en *Tequila Sunrise*, vient de signer avec une major un contrat mirifique (15 millions de dollars par film). Judy Davis tourne partout : aux États-Unis (Barton Fink, des frères Coen ; Alice, de Woody Allen), au Canada (Le Festin nu, de David Cronenberg), en France (elle est George Sand dans *Impromptu*). En épousant Tom Cruise, Nicole Kidman (Calme blanc, de Phillip Noyce, *Flirting*, de John Daisan) a atteint un Olympe hollywoodien d'où elle adresse à peine la parole à ses anciens collègues.

— Les réalisateurs : avec *Witness*, *Mosquito Coast*, *Dead Poets Society* et *Green Card*, Peter Weir est tenu par le public pour un cinéaste américain d'origine australienne. Fred Schepisi tourne un western (*Barbarosa*), *Plenty*, *Roxanne*, ou *The Russia House*, mais seul *Un cri dans la nuit*, avec Meryl Streep, est australien. Plus éclectique que jamais, Bruce Beresford passe du drame familial texan (*Tender Mercies*) à l'épopée biblique (*Le Roi David*, avec Richard Gere), du duo de Miss Daisy à l'examen du colonialisme au Nigéria (*Mr. Johnson*) et bientôt à l'aventure des premiers missionnaires au seizième siècle dans le nord du Québec (*Black Robe*, avec Lothaire Bluteau).

— Les techniciens : John Seale s'en va tourner *Gorilles dans la brume* ou *Rain Man*, Dean Semler remporte l'oscar de la photo pour *Danse avec les loups*.

« Quand on est chanteur d'opéra, rétorque Fred Schepisi, on ne chante pas que dans une seule salle, on a envie d'essayer tous les Opéras du monde. » « Le fait d'être nommé pour *Witness*, poursuit John Seale, m'a ouvert toutes les portes. » Est-il pour autant perdu à tout jamais pour l'industrie australienne ? « Je ne pense pas. Mais on m'offre tellement de scénarios aux États-Unis, en Angleterre, en Australie, que je suis en

mesure de choisir, ou d'attendre. L'échelle des salaires américains me le permet. Et puis, j'ai évolué, j'ai quarante-huit ans, à d'autres de prendre la relève, à mon ancien assistant, Jeff Simpson, qui a fait la photo de Green Card, de faire son chemin sur le plan international. Je préfère aller dans les écoles de cinéma et, image par image, communiquer aux étudiants tous mes trucs de métier. Qu'ils atteignent une compétence technique plus vite que moi, tant dans le film à petit budget que dans la production internationale. »

« John Seale est une exception, dit Terry Hayes. Il incomberait à l'Australian Film Commission et à l'école de cinéma et de télévision d'inciter systématiquement ceux qui sont partis à revenir enseigner d'une manière ou d'une autre les ficelles de leur art. Il est essentiel de préparer une nouvelle génération de cinéastes pour remplacer ceux qui sont désormais passés dans la grande classe. » Mais, confie l'actrice-réalisatrice Pauline Chan, « l'école de cinéma est presque un canular : pour soixante élèves, elle ne compte pas moins de cent soixante employés ! »

Cependant, outre Pauline Chan, ladite relève se prépare, des noms reviennent dans les programmes des festivals internationaux : Bill Bennett (*Backlash*), Leo Berkeley (*Holidays on the River Yarra* à la dernière Quinzaine des réalisateurs), Tracey Moffatt, cinéaste aborigène, Ray Argyl (*Return Home*). « Ils ont tous en commun une attitude antiromantique, dit Phillip Adams. En contrepoint du lyrisme de leurs prédécesseurs. »

Jane Campion en est le chef de file, mais, dit Terry Hayes, son cas représente tout ce qui ne va pas dans le cinéma australien : « Elle décroche des Palmes ou des Lions d'or. A son retour, qui prend la peine de lui passer un coup de fil pour lui dire bravo et lui demander si elle a un projet en tête ? Parce qu'elle a une personnalité forte et un talent fou, elle passe au contraire pour une emmerdeuse. C'est tout juste si on ne lui en veut pas d'avoir réussi. »

« Exact, confirme Scott Murray. Rentrant de Cannes ou de Venise, nous avons tous demandé des fonds destinés à l'écriture et au développement d'un projet ; demande rejetée. On a refusé Sweetie à Jane Campion en lui disant que c'était l'un des projets les plus nuls qui aient jamais été lus. »

Conscient de ce porte-à-faux, la Film Finance Corporation a créé un fonds spécial pour cinq films à petit budget (2 à 4 millions de dollars). Mais plus ça change, plus c'est la même chose, dit Scott Murray. « Gillian Armstrong, qui a plus de dix ans de carrière derrière elle, qui a tourné aux États-Unis et au Canada (Mrs. Soffel), en a bénéficié. Or, malgré toute l'affection que je porte à Gill, ce fonds est destiné à de nouveaux talents. Jane Campion s'est vue contrainte d'aller en Nouvelle-Zélande pour monter *Angel* at my Table qui n'aurait pu se faire sans la télévision néo-zélandaise. De même, son prochain projet, *Piano Lesson*, risque d'avoir un financement à cent pour cent français. Et c'est pareil pour Ray Argyl, dont *Return Home* a fait un triomphe l'an dernier... La FFC devrait modifier son attitude de simple banque — ce qu'elle semble vouloir faire en créant le fonds de soutien. Les institutions n'agissent jamais, elles réagissent. Elles n'en sont pas encore à « nourrir des talents », elles ne voient pas encore le rapport entre un projet sur papier et l'individu qui le présente... »

A un moment ou à un autre, dit Terry Hayes, qui élève le débat, « il faudra que les critères de créativité entrent en ligne de compte ». Partant de la création prochaine d'une cinémathèque par George Miller, et préconisant une réforme profonde de l'enseignement du cinéma, il rêve de l'implantation d'une culture cinématographique. « Ça prendra peut-être deux ou trois générations, mais il est temps de construire un vrai paysage culturel et, si le mot cesse un jour d'être tenu pour frivole, sinon obscène, peut-être finirons-nous par avoir un vrai ministre de la culture... » H. B.

Dictionnaire des cinéastes

KEN G. HALL
Age : 70 ans
Né à Sydney, en Australie
Il a travaillé pour la télévision australienne pendant plus de 20 ans.
Il a réalisé plusieurs films, dont *The Year of Living Dangerously* (1983) et *The Year of the Dog* (1985).
Il a également écrit et produit des séries télévisées.
Il est actuellement directeur général de la Film Finance Corporation.

RENCONTRE AVEC CHRISTIAN SCHIARETTI, DIRECTEUR DU CENTRE DRAMATIQUE DE REIMS

Réinventer l'indépendance

Du 28 mai au 2 juin, Christian Schiaretti présente à la Comédie de Reims, centre dramatique national dont il vient de prendre la direction, sa mise en scène de *Médée*, d'Euripide. « Faut-il considérer que ce texte, conçu à l'aube des temps, est par évidence plus jeune que nous », écrit-il, citant Antoine Vitez, à qui la plus récente des découvertes du théâtre hexagonal se réfère souvent.

CHRISTIAN SCHIARETTI - trente-cinq ans, mais ça ne se voit pas - est titulaire d'une licence de philo et d'une autre de lettres. Il a suivi les cours de Bernard Dort à Paris-III, a réalisé sa première mise en scène en 1983 et créé sa compagnie deux ans plus tard. Il avait trente ans et une carrière théâtrale complète car il avait tout fait : assistant, organisateur d'échanges culturels, enseignant, adaptateur, auteur... Il participe à L'Atalante, collectif réunissant auteurs, auteurs, metteurs en scène, décorateurs et accueillant dans la toute petite salle située derrière le théâtre de l'Atelier de Paris diverses compagnies. Il y a lui-même monté Rosal, de Harald Mueller, Léon la France, et au TGP de Saint-Denis, le Laboureur de Bohème.

Il a accompagné sa candidature au centre dramatique de Reims d'un texte à la fois brouillon, provocateur, rageur, posant des questions brûlantes, pour lesquelles il entend sinon apporter des réponses définitives, du moins des propositions d'analyse. Il s'en explique :

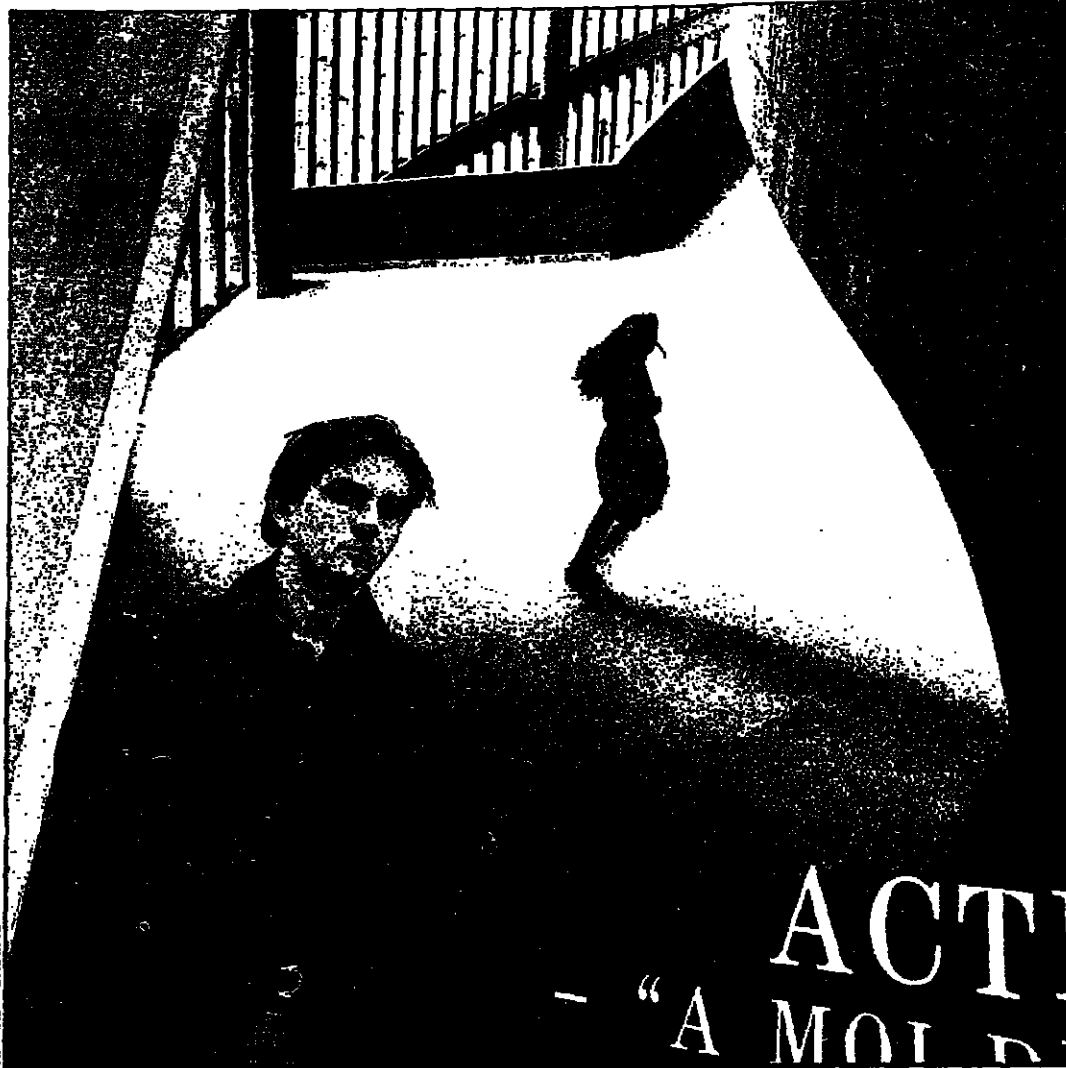
« Je suis arrivé à Reims pour travailler avec Jean-Pierre Miquel, il y a dix ans. J'avais vingt-cinq ans. Il m'a confié des charges d'enseignement et d'assistant avec les metteurs en scène invités. Je suis resté deux saisons, puis j'ai rejoint différentes compagnies régionales. Quand Denis Guenoun est arrivé à Reims à son tour, il m'a réengagé. J'ai donc une relation continue avec Reims. Le ministère devrait tenir compte de ce facteur : une nomination est toujours traumatisante, mais paraît presque normale si elle n'est pas vécue comme une rupture.

LE VAISSEAU ENTREPRISE

« Le ministère a du mal à recruter dans notre génération qui a été tenue dans un terrifiant état de dépendance. Bien peu parmi nous possèdent l'expérience pratique indispensable. Or il faut confier la responsabilité de l'institution à un metteur en scène, sinon, elle sera prise par un gestionnaire, qui sera sans doute plus habile que moi, manifestera davantage d'autorité. Mais très vite le courage nécessaire à la création cédera le pas aux intérêts économiques.

« Dans ma génération, c'est vrai, beaucoup de metteurs en scène ne souhaitent pas s'investir dans l'institution. Ils ne veulent pas la connaître, ils sont ailleurs. Mais ils viennent me trouver, preuve qu'ils ne la négligent pas. Si j'en invite trois et que mon budget artistique est de 3 millions, je partage à égalité : 800 000 francs pour chacun. Je me retrouve alors dans la position d'une jeune compagnie, et c'est plus sage. C'est une garantie d'autonomie.

« Ma génération est celle qui, à trois ou cinq ans près - je fais partie des plus âgés - est arrivée trop



Christian Schiaretti à la reconquête du public.

tard. Les aînés avaient pris toutes les places. Ils ont été projetés sur le devant de la scène sans avoir eu le temps d'étudier la situation. Le temps était à la spontanéité. J'avais treize ans en 1968, et j'ai vécu l'époque - explosion des mœurs, explosion intellectuelle - par procuration. Aujourd'hui, on cherche la relève. Pourquoi ne pas parler plutôt de relais ? C'est-à-dire d'une volonté de donner, de déléguer, d'aménager - ce qui ne veut pas dire laisser la place à quelqu'un pour continuer la même chose...

« Un centre dramatique n'est pas seulement un outil de production, c'est une entreprise, et ça, c'est dur. Celle dont j'hérite est énorme : une ancienne maison de la culture, avec deux salles, un bar, une imprimerie, je ne sais combien de mètres carrés de bureaux... Le bâtiment est gigantesque, il me faut trois minutes en marchant d'un bon pas pour aller de mon bureau au bar. C'est dire l'inertie que ça peut entraîner. Et puis, si on chauffe tout à la fois, ça revient à 3 000 francs par jour. Alors je chauffe par secteur. Normalement, la maison fonctionnait avec quatre-vingts personnes. Nous sommes aujourd'hui trente-cinq, dont la moitié était à la fondation, nostalgique du temps où l'on y croyait. Les employés sont d'inspiration communiste, se rattachent à un parti qui misait sur la diffusion large, y compris dans les villes de droite, de la culture « meilleur véhicule

pour l'éveil des consciences ». Et véhicule des idéologies. Seulement, le lien s'est cassé entre culture et lutte des classes, et ils se sont repliés sur des revendications qui touchent au confort.

« Dans l'idéal, on pourrait imaginer une route petite équipe salariée, et des vacataires. Mais le système ne s'accorderait pas avec l'histoire, qu'il faut bien digérer, de cet établissement, qui, comme toutes les maisons de la culture, programment dans tous les sens. A la régie, je vois les photos des Frères Jacques, de Soft Machine... Je dis que je veux faire uniquement du théâtre, et ça leur paraît réducteur. Ils ne comprennent pas non plus pourquoi j'accorde une telle attention à l'accueil des comédiens et des spectateurs. J'ai beaucoup galéré en tournée, alors je sais ce que représente un hall chaleureux, des loges avec des fleurs... L'entreprise, on ne peut pas ne pas en tenir compte, mais elle ne doit surtout pas prendre le pas sur l'outil-théâtre. L'équilibre est fragile.

MILITER, OUI

« La question qui se pose est : d'où vient la crise ? Pourquoi une ville de deux cent mille habitants dépense-t-elle des sommes considérables - 7 millions - pour le théâtre, alors qu'une création attire quatre-vingts spectateurs payants ? J'ai envie de dire aux Rémois : puisque les subventions sont prises sur vos impôts, ou vous dépensez trop, ou vous n'êtes pas assez nombreux à venir.

« Jusqu'à présent, les deux seuls moyens employés pour augmenter la fréquentation sont le nom d'une vedette - mais je suis contre et je n'y crois pas - ou la diminution de la jauge - que je ne peux pas accepter. On oublie souvent une troisième solution, fatigante mais indispensable : aller vers les gens. Militer, oui. On y revient, après avoir opéré une rupture un peu prétentieuse qui nous a conduits vers une dérive médiatique. On s'est complu dans le dandysme « défilé de la pensée », l'important étant de passer à la télé, d'être invité au Festival d'Avignon ou au Festival d'Automne. Je connais bien Alain Crombecque, c'est lui qui m'a fait travailler pour la première fois. J'étais manutentionnaire au Festival d'Automne. Puis j'ai aidé Janine Mahé à l'administration, j'ai fait avec elle la billetterie pour le spectacle de Bob Wilson Einstein on The Beach... La billetterie fait partie des choses que l'on a besoin de connaître quand on dirige un centre dramatique...

« Quand j'ai été nommé, j'ai eu le sentiment que la

réalité se dissimulait sous du clinquant strass et paillettes. C'est l'échec du ministère. Il a ses conseillers et ses inspecteurs, mais finalement les seuls qui comptent sont les responsables des festivals nationaux et de quelques établissements comme Bobigny, Saint-Denis, l'Athénée, La Rochelle, susceptibles d'apporter une infrastructure, ou, mieux, de coproduire... On commence à travailler quand on a leur accord. On est sous leur dépendance.

« L'indépendance, c'est le public qui la donne. Je vais dans les écoles, les lycées, j'écoute les gens, ils me posent des questions... Cela dit, pour l'instant, le nombre de spectateurs payants n'a pas augmenté. J'ai simplement récupéré un certain nombre de gens qui font la rumeur et qui ne venaient pas. Ils préféraient prendre leur voiture et faire l'aller-retour jusqu'à Paris. C'est si près.

« Lorsque les gens habitent plus loin de Paris, ils peuvent y venir trois ou quatre fois dans l'année, et passer une semaine à Avignon, voir les spectacles qu'il faut. Nous pourrions même arriver à nous satisfaire de ces habitudes, et nous contenter de travailler pour une bourgeoisie éclairée qui permettrait de maintenir en vie deux ou trois lieux. Le reste disparaîtrait, et les autres couches de population entretiendraient des rapports de haine avec la poésie et le raffinement. C'est une question politique grave. Comment s'extraire de cette débandade idéologique ? Le PC est malade de ce qui se passe à l'Est, il se caricature, cependant il n'est pas mort. Il existe par le manque que l'on ressent de ses utopies.

L'HÉRITAGE DES ANNÉES 80

« Je ne connais aucun organisme susceptible d'apporter des solutions. J'adhère depuis trop peu de temps au SYNDICAT [Syndicat national des directeurs du théâtre public] pour me rendre compte. J'ai participé à quelques réunions avec quelques-uns de ses membres, très moraux les uns et les autres, mais regroupés en sections qui ne s'entendent pas. D'un côté les laborieux, de l'autre les branchés qui ont tout compris. Ils se définissent comme « éditeurs », pour qui l'acte d'écrire devient plus important que le livre... C'est désastreux. Ils ont peur de perdre leurs sources de production. Il faudrait enfin oser...

« Nous devons regarder l'indépendance, je milite pour une réinvention de moyens artistiques, où la relation entre le spectacle, le public et celui qui gère l'ensemble s'inscrit dans des dimensions humaines, et pas dans ces économies mégalomaniaques où l'on ne voit plus rien, ni les tenants ni les aboutissants, et on ne sait plus pourquoi on est là. J'ai toujours voulu construire une légende, pas une carrière. Un de mes grands exemples est Jean-Marie Pate. Je ne ferai jamais ce qu'il fait, mais sa tenue est exemplaire, il ne s'est jamais trahi. Il est venu voir mes spectacles et m'a dit avoir aimé. Jacques Lassalle aussi m'a soutenu, et Bernard Dort.

« Lucien Attoun m'a demandé de participer à son Théâtre Ouvert pour Avignon. Il laisse entière liberté pour le texte, qui n'est pas forcément dramatique ou littéraire. J'ai proposé un thème : l'héritage. Je me suis demandé quel est l'héritage des années 80, ce qu'elles ont inventé qui n'existaient pas encore et qui reste. Si on prend les années 70 par exemple, pour moi, c'est la Cartoucherie, ces bâtiments devenus des théâtres les uns après les autres - et aujourd'hui plutôt « muséifiés ». Il y a eu autre chose, mais l'ensemble, son esprit, son fonctionnement me paraissent représenter l'essence des années 70.

« Pour les années 80, je n'ai trouvé que les Molières. Je me demande ce que pensent des spectateurs qui ne sont pas dans la popote théâtrale, mais qui, par exemple, auraient suivi l'aventure avignonnaise, quand ils tombent sur ça, sur cette naïveté hypocrite, sur Terzieff lisant un texte de Kantor après qu'une comédienne est venue dire « il n'y a pas de gauche ou de droite, seulement la grande famille du théâtre ». L'enjeu de la présente décennie est le bilan de ces années 80. Le jour où on pourra en parler, on crèvera l'abcès, les choses retrouveront leur clivage. On va pouvoir se bagarrer, se montrer teigneux, inventer comment maîtriser l'économie. On pourra repartir, et ne pas se borner à continuer sur une lancée.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

* *Médée*, d'Euripide, mise en scène de Christian Schiaretti, avec Agathe Alexis, Christophe Hysman, Gérard Chailou, Madeleine Marion et Serge Maggiani. Du 28 mai au 2 juin. Du mardi au samedi à 20 h 30. Le dimanche à 17 heures. Tél. : 26-48-49-00. De 60 F à 90 F.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS

L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1 ^{er} 42-36-74-24	DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroute, poissons, fôie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 ^{er} étage.
TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9 ^e F/Dim. Lundi soir 48-72-42-93/34-61	ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. LE SOIR : Menu de la mer « 130 F TTC. Jusqu'à 22 h 30.
LE GOURMAND CANDIDE 6, pl. Marchal-Juin, 17 ^e Fermé sam. midi et dim.	Cette maison a du succès et elle le mérite : avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.

RIVE GAUCHE

NOS ANCIENS LES GILLES 46-33-46-07 et 66-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 ^e Climatise	Unique au monde. Cadre fin 17 ^e . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.
LE MAHARAJAH GRILL D'OR. 86 de la gastro. indienne 43-54-26-07	DÉCOUVREZ... L'INDE ... au 72, bd Saint-Germain, 9 ^e , M [°] Montparnasse, 7 ^e et 7 ^e , NON-STOP de 12 heures à 23 h 30, ven., sam., accueil jusqu'à 1 h. CADRE LUXUEUX.
YUGARAJ (Salle climatisée) 14, rue Dauphine, 6 ^e 43-26-44-91 F. lundi	SPECIALITÉS INDIENNES . « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).
RESTAURANT THOUMIEUX 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e 47-45-49-75	Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. see continue de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier. HUTTRES, toute l'année. POISSON DU MARCHÉ. Plats traditionnels. Vins à découvrir.
DÉCOR « Brasseur de lue »
T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille, 43-26-90-32.

théâtre de la bastille
du 21 Mai au 2 Juin à 19h30. Dimanche à 15h30. Relâche lundi.

EXOTIC PICTURES
Oeuvre Musicale de CARLOS D'ALESSIO
avec CARLOS D'ALESSIO, SEVERINE ANGELE
NEGRO TRASANTE, JEAN-MICHEL BERGOUNIOUX
FREDDY KERSELEERS
76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS 43 57 42 14

sacem Le Chant du Monde FCM LA FONDATION

épendance



CINEMA

Tous les films nouveaux

L'Allée des Osmantes

de Chin Kun-Hou, avec Lou Siao-fan, Lin Siao-ling, Jan Ta-houa, Yehou Hsu-kien, T'ao Tseng-houa, U Tche-ai. Chinois-Taiwan (1 h 52).

On a commencé de découvrir le cinéma de Taiwan avec les œuvres superbement réalisées de Hou Hsiao-sien (*Un été chez grand-père*, la *Cité des douleurs*, *Poussières dans le vent*). En voici un nouveau représentant, qui dépeint sur un mode très personnel la vie d'une femme dans une famille traditionnelle.

VO : Utopia, 5- (43-28-84-85).
Hardware

de Richard Stanley, avec Dylan McDermott, Stacey Travis, John Lynch, Mark Northover, Paul McKenna, Carl McCoy. Américain (1 h 35).

Une artiste intègre dans une de ses compositions un crâne qui s'avère appartenir à un cyborg guerrier, programmé pour se régénérer et reprendre ses meurtrières activités. Fantastique, non ?

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1- (42-33-42-26) ; George V, 8- (45-62-41-46) ; Sept Persepolis, 14- (43-20-32-20).
VF : Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94).

Robinson & Cie

de Jacques Colombier, avec les voix de Jacques François, Roland Faria, Julien Guimar, Gérard Hernandez. Français (1 h 40).

Sur la trame du *Robinson Crusoé* de Daniel Defoe, les variations personnelles de l'auteur de ce dessin animé disciple du grand Paul Grinsard.

Latina, 4- (42-78-47-88) ; Épis de Bois, 5- (43-57-57-47) ; 14 Juillet Persepolis, 8- (45-62-59-00) ; Grand Paveis, 15- (45-54-46-88).

The Field

de Jim Sheridan, avec Richard Harris, John Hurt, Tom Berenger, Brenda Fricker. Américain (1 h 50).

Dans la rude campagne irlandaise des années 30, un non moins rude paysan mène un combat désespéré pour que le champ sur lequel il a trépassé toute sa vie ne soit pas racheté par un promoteur. Une adaptation tempétueuse d'une pièce de théâtre celtique.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapés, 2- (42-72-72-52) ; Pathé Hautefeuille, handicapés, 8- (48-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 11- (43-07-48-60) ; Sept Persepolis, 14- (43-20-32-20) ; 14 Juillet Persepolis, 15- (45-78-79-79).
VF : Pathé François, 8- (47-70-33-88) ; Les Nations, 12- (43-43-04-67) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-08) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

The Two Jakes

de Jack Nicholson, avec Jack Nicholson, Harvey Keitel, Meg

Tilly, Madeline Stowe, Eli Wallach, Rubén Blades. Américain (2 h 17).

Nicholson dirige lui-même cette suite au *Chinatown* de Polanski, où il retrouve son personnage de détective embarqué dans de sombres histoires d'immobilier et de jalousie dans lesquelles rôdent de trop jolies femmes.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3- (42-71-52-38) ; U.G.C. Odéon, 5- (42-25-10-30) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, 8- (45-62-20-40) ; 14 Juillet Persepolis, 15- (45-78-79-79).
VF : U.G.C. Montparnasse, 15- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, handicapés, 8- (47-42-56-31) ; Mielre, handicapés, 14- (45-59-52-43) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

Thelma et Louise

de Ridley Scott, avec Susan Sarandon, Geena Davis, Harvey Keitel, Michael Madsen, Christopher McDonald, Stephen Tobolowsky. Américain (2 h 08).

La folle virée de deux copines, braves filles de l'Arkansas parties pour échapper à leur mari crétin-macho. Elles se retrouvent criminelles pourchassées par toutes les polices après avoir refusé de subir leur sort de « faibles femmes ». Un *Bonnie and Clyde* au féminin plein de tonus, et servi par deux formidables comédiennes.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, 1- (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3- (42-71-52-38) ; U.G.C. Rotonde, 5- (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 5- (42-25-10-30) ; George V, THX, 8- (45-62-41-46) ; U.G.C. Normandie, 8- (45-63-18-18) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81) ; Mielre, 14- (45-59-52-43) ; 14 Juillet Persepolis, 15- (45-78-79-79) ; U.G.C. Malice, handicapés, 17- (40-06-00-18).
VF : Rex, 2- (42-38-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 8- (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 8- (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 8- (47-42-56-31) ; Les Nations, 12- (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; Feuverte Bie, 13- (47-07-55-88) ; U.G.C. Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01) ; La Gambetta, THX, 20- (46-36-10-98).

Un cœur qui bat

de François Dupeyron, avec Dominique Faysse, Thierry Fortin, Jean-Marie Wollig, Christophe Pichon, Steve Katta, Corinne Seyff. Français (1 h 40).

Par le réalisateur de *Drôle d'endroit pour une rencontre*, la très simple et très belle histoire d'une rencontre amoureuse dans le Paris d'aujourd'hui.

Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Le Saint-Germain-des-Près, salle G. de Beauregard, 8- (42-22-87-23) ; La Pagode, 7- (47-08-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8- (43-59-04-67) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-57-35-43) ; Feuverte, 13- (47-07-55-88) ; Gaumont Alléa, handicapés, 14- (43-27-84-50) ; Mielre, 14- (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, handicapés, 15- (45-22-42-27) ; Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20- (46-36-10-98).

Une histoire inventée

d'André Forcier, avec Jean Lapointe, Louise Marleau, Charlotte Lévesque, Marc Messier, Jean-François Pichette, France Castel. Canadien (1 h 40).

Ces chassés-croisés de la séduction entre un musicien de jazz (dit le Don Juan de la trompette), une femme d'âge



Woody Allen et Mariel Hemingway dans *Manhattan*.

mlr suivie par une cohorte d'amants, sa fille comédienne vouée à l'emploi de Desdemone et un fils alcoolique ont fait rire les spectateurs de la Quinzaine des réalisateurs au dernier Festival de Cannes.

Forum Orient Express, handicapés, 1- (42-33-42-26) ; Reflet Panthéon, handicapés, 5- (43-54-15-04) ; Les Trois Bains, 9- (45-61-10-80) ; Sept Persepolis, 14- (43-20-32-20).

Young Guns 2

de Geoff Murphy, avec Emilio Estevez, Kiefer Sutherland, Lori Loughlin, Christopher Penn, James Coburn. Américain (1 h 44).

Deuxième mouture du western version teenager, qui sur fond de guerre entre dévoués reconstitue de manière fantaisiste mais animée la carrière de Billy the Kid, depuis le temps où il chevauchait aux côtés de Pat Garrett jusqu'au moment où celui-ci se met au service des politiciens pour ramener l'ordre.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12) ; Publicis Champs-Élysées, 8- (47-20-76-23) ; Gaumont Alléa, 14- (43-27-84-50).
VF : Rex, 2- (42-38-83-93) ; Paramount Opéra, 8- (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; Feuverte, 13- (47-07-55-88) ; Les Nations, 12- (43-43-04-67) ; Gaumont Convention, 15- (45-22-42-27) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

Sélection

An Angel at my Table

de Jane Campion, avec Kerry Fox, Alexis Keogh, Karen Fergusson, Iris Churn, K.J. Wilson, Malina Bernard. Néozélandaise (1 h 38).

Rien de plus difficile que la biographie filmée, à fortiori celle d'une femme écrivain quasi inconnue chez nous, Janet Frame : avec une superbe indifférence, Jane Campion balaye tous les obstacles, pour ce portrait brillant, lumineux et simple, émuant, sans effets ni ficelles. Une merveille.

VO : Racine Odéon, 6- (43-28-18-88) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; Gaumont Parana, 14- (43-35-30-40).

La Double Vie de Véronique

de Krzysztof Kieslowski, avec Irène Jacob, Halina Gryglaszewska, Aleksander Bardini. Franco-polonaise (1 h 38).

De l'histoire des deux Véronique, la chanteuse polonaise victime d'une maladie mortelle et la prof française attirée dans le jeu d'un bel inconnu, l'auteur du *Décrochage* fait un bouleversant poème sur les liens secrets qui unissent les humains, avec le renfort d'Irène Jacob justement récompensée par un prix d'interprétation à Cannes.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 8- (42-22-72-80) ; Saint-André-des-Arts I, 6- (43-26-48-18) ; La Pagode, 7- (47-08-12-15) ; Gaumont Ambassade, handicapés, 8- (43-59-19-08) ; La Bastille, 11- (43-07-48-60) ; Gaumont Alléa, handicapés, 14- (43-27-84-50) ; Gaumont Parana, 14- (43-35-30-40) ;

U.G.C. Malice, 17- (40-68-00-16).
VF : Gaumont Convention, 15- (45-22-42-27).

Hors la vie

de Maroun Bagdadi, avec Hippolyte Girardot, Rafic Ali Ahmad, Hussein Shabti, Habib Hamoud, Magdi Youssef. Franco-libano-béige (1 h 37).

Inspirée de l'enlèvement de Roger Aucke au Liban, la chronique de la vie d'un otage à Beyrouth devient un fascinant portrait de la folie de la guerre civile qui ravage le pays, ne laissant que ruines dans la ville, et dans les consciences.

Forum Orient Express, handicapés, 1- (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 5- (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8- (47-20-76-23) ; Pathé François, 9- (47-70-33-88) ; Euzénil, 13- (47-07-28-04) ; Gaumont Alléa, 14- (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15- (45-22-42-27) ; Gaumont Convention, 15- (45-22-42-27) ; La Gambetta, 20- (46-36-10-98).

Jacquot de Nantes

d'Agnes Varda, avec Philippe Maron, Edouard Joubert, Laurence Minner, Brigitte de Villeneuve, Daniel Dubail, Jacques Dany. Français, noir et blanc et couleur (1 h 58).

C'est, évidemment, un tendre hommage à Jacques Demy, réalisé par sa femme juste avant la mort du cinéaste de *Lola* et des *Parapluies de Cherbourg*. Mais c'est d'abord et surtout un film, triste et gai, enchanté de souvenirs et de soif de vivre, d'exister, de faire du cinéma. C'est simple comme bonjour l'artiste.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1- (42-33-42-26) ; U.G.C. Odéon, 5- (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-52-43) ; Bienvenue Montparnasse, 15- (45-44-25-02).

Le Silence des agneaux

de Jonathan Demme, avec Jodie Foster, Anthony Hopkins, Scott Glenn. Américain (1 h 58).

Jonathan Demme s'empare des ingrédients du film d'horreur « classique » (tueur fou, médecin psychopathe, jeune enquêtrice en proie à tous les dangers) et en fait un thriller psychologique, où l'imagerie baroque figure les méandres d'un cerveau malade. Impressionnant et efficace.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5- (43-25-59-83) ; U.G.C. Normandie, 8- (45-63-18-18) ; Bienvenue Montparnasse, 15- (45-44-25-02).
VF : Rex, handicapés, 2- (42-38-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 8- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 8- (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; Pathé Wepler II, handicapés, 18- (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20- (46-36-10-98).

Reprises

L'Homme au complet blanc

d'Alexander Mackendrick, avec Alec Guinness, Joan Greenwood, Michael Gough, Cecil Parker, Ernest Thesiger, Vida Hope. Britannique, 1951, noir et blanc (1 h 25).

Un sommet d'élégance de la comédie british des années 50, servie par ses deux plus efficaces artificiers, le cinéaste Alexander Mackendrick et le comédien Alec Guinness, pour cette histoire farfelue de l'inventeur d'un tissu miracle qui dresse contre lui toute l'industrie textile.

VO : Reflet Logos I, handicapés, 5- (43-54-42-34) ; Mao-Mahon, 17- (43-28-79-89).

Manhattan

de Woody Allen, avec Woody Allen, Diane Keaton, Michael Murphy, Mariel Hemingway, Meryl Streep. Américain, 1979, noir et blanc (1 h 40).

Les tribulations sentimentales et les méditations métaphysiques de Woody sur la musique de Greenwich composent ce formidable chant d'amour en noir et blanc à sa ville fétiche, et imposent Allen à sa vraie place : au sommet du cinéma américain.

VO : Action Rive Gauche, 5- (43-28-44-40).

Séances spéciales

Lola à l'Opéra

C'est un pur chef-d'œuvre : *Lola Montes*, de Max Ophüls. Trente-six ans après, les tableaux de la vie de la guerre civile qui ravage le pays, ne laissant que ruines dans la ville, et dans les consciences.

Le 2 juin à 19 h 30 à l'Opéra Garnier. Places : 60 F. Tél. : 45-53-21-86.

Mardis de la Vidéotheque, mercredis de la Cinématheque

La Société civile des auteurs multimédias propose tous les mardis soirs un programme de documentaires à la Vidéotheque. La SCAM, conformément à sa politique de « carte blanche », demandée cette fois à Claire Denis, la réalisatrice de *Chocolat* et de *S'en fous la mort*, de choisir les films : programmation buissonnière, avec l'enquête sur la vision du petit écran dans un village du Sud-Ouest (*Il était une fois la télé*, de Marie-Claude Treilhou), un portrait d'Oum Kalthoum et un court-métrage du grand cinéaste égyptien Youssef Chahine. La Cinéma-thèque française propose, elle, des « mercredis du patrimoine » qui présentent des œuvres restaurées par ses soins, les *Derniers Jours de Pompéi* de Marcel L'Herbier, le 29 mai, les *Travailleurs de la mer*, d'André Antoine, le 5 juin.

Mardis du documentaire à 20 h 30 à la Vidéotheque de Paris. Tél. : 40-26-34-30. Mercredi du patrimoine à 18 et 19 h à la Cinématheque française, salle du Palais de Chaillot. Tél. : 47-04-24-24.

Festivals

Animation à Annecy

Principal rendez-vous mondial du cinéma d'animation, le Festival d'Annecy accueille cette année deux cent sept films représentant vingt-sept pays : cinq longs-métrages, quarante-trois courts-métrages de fiction, des séries télé, des publicités, des programmes éducatifs, qui témoignent de la vitalité du genre et de l'essor des images de synthèse. Le Festival présente, en outre, un hommage très complet à l'un des plus importants pionniers du dessin animé, le Polonais Ladislav Starewitch (1882-1965). Seront également honorés ces deux « phares » que sont Paul Grimsault, le

conteur humaniste, et Norman McLaren, l'inventeur de formes.

Du 1^{er} au 6 juin. Tél. : 50-57-41-72.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon.

DANSE

Paris

Ballet de l'Opéra de Paris

Le Songe d'une nuit d'été

Reprise d'un ballet entré au répertoire de l'Opéra de Paris en 1982, et qui n'est pas le plus mauvais de John Neumeier. Un prologue, deux actes et un divertissement suivent l'intrigue passionnante embrouillée de Shakespeare ; la partition aérienne de Mendelssohn est utilisée pour le monde réel, les sonorités électroacoustiques de Ligeti pour le monde des fées. Neumeier offre surtout de beaux rôles aux protagonistes : Titania (en alternance, Platel, Lourdieu, Clerc et Pietragalla), Oberon (Lormeau, Legris, Belarbi), Puck (Dupond, Roques, Quiller, Caubapé, Vu An)...

Opéra de Paris-Garnier, les 30, 31 mai, 4, 5, 6, 7, 9 et 12 juin à 19 h 30, les 1^{er} et 8 mai à 14 h 30 et 20 heures. Tél. : 47-42-53-71. Du 30 F à 320 F.

Pour Robert Kovich

Un hommage au jeune danseur et chorégraphe récemment disparu. L'amitié compose une belle affiche : une création de Rhys Chatham, la Compagnie Red Notes d'Andy Degroot dans sa célèbre *Dance des éternels*, le superbe duo de Mathilde Monnier et Louis Scelavis *Chinoiserie*, la compagnie Barocco-François Raffinot dans *Tarella et Suite d'un goût étranger*, Jean-Christophe Paré dans *Density 21,5* de Carolyn Carlson, Wilfride Pliet dans *Temps de baroque* de Francine Lancelot, Daniel Larceneau dans *Pour l'instant* et plusieurs vidéos d'œuvres de Cunningham et de Kovich.

Centre Georges-Pompidou, le 3 juin à 21 h 30. Tél. : 42-74-42-18. Entrée libre.

Danse contemporaine allemande Est-Ouest

Une alléchante curiosité : le Theater der Künste de Düsseldorf présente, sous le titre *Die mechanische Bauhausbühne* (« la scène mécanique du Bauhaus »), une reconstruction du *Ballet jazz* de Kurt Schmidt (1923) et la création de l'*Excentrique mécanique* telle que le plasticien tout terrain László Moholy-Nagy l'avait conçue en 1924 dans le livre *Die Bühne am Bauhaus* (1). La danseuse et chorégraphe Conny Hege, de Berlin-Est, présente ensuite trois solos, *Etude 89*, *Rotkapchen* et *It's Always the Same old Story* (2).

Centre Georges-Pompidou, (1) le 31 mai à 18 h 30, le 1^{er} juin à 16 heures et le 20 h 30 ; (2) les 3 et 5 juin à 18 h 30. Tél. : 42-74-42-18. 80 F.

Catherine Diverres Studio DM

Concert
Un genre de Jérôme Bosch, un petit marquis au bord de la crise de nerfs, des dames et des dandies vêtus de pourpre, une femme qui danse la mort de son fils, un Christ, un saint Sébastien... Entre l'ordre et le chaos, Diverres - qui s'est inspirée ici du *Libre de l'intranquillité* de Fernando Pessoa - cherche éperdument une ligne de vie et de paix.

Théâtre de la Ville, les 4, 5, 7 et 8 juin à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 70 F et 120 F.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie du Nessay.

Box-office Paris

Le flux apporte les films de Cannes, le reflux (ou le beau temps ?) emporte les spectateurs loin des salles parisiennes. A peine 400 000 spectateurs devant un grand écran cette semaine, c'est le plus mauvais score depuis la marée basse du mois d'août - même si mai de l'an dernier connut encore pire sécheresse. C'est bien une semaine noire que celle du 22 au 28 mai. Logiquement, la *Liste noire* obtient donc le moins mauvais score, avec quelque 40 000 admirateurs de Robert De Niro dans 27 cinémas.

A sa suite, la *Double Vie de Véronique* obtient un résultat honorable à 25 000 en dix salles - tandis que *Lune froide*, avec le même nombre d'entrées, fait moins bien puisque le brûlot de

Bouchitey est sorti dans un circuit (excessif) de 27 salles. Le *Porteur de serviette*, *Hors la vie* et *In Bad with Madonna* se maintiennent vaillamment aux alentours des 15 000 spectateurs, alors que *Jacquot de Nantes* et *Rhapsodie en août* en seconde semaine sont déjà hors course, et que *Bix* démarre en sourdine avec moins de 5 000 amateurs.

Et aucun des « anciens » ne vient relever le niveau, ni les beaux sentiments de la *Reine blanche* ni le panache du *Capitaine Fracasse*. Côté panache, il faut se tourner une fois de plus vers l'inusable *Cyrano* : il vient de passer les 1,2 million d'entrées à Paris. Parmi les films français, on attend toujours son successeur.

Centre Georges Pompidou
du 27 Mai au 8 juin
DANSE CONTEMPORAINE ALLEMANDE EST/OUEST
Arla Siegart • Theater der Klänge • Conny Hege
Joachim Schlömer/Compagnie Josch • Groupe Maja Lex
Grande Salle / 1^{er} sous-sol - Réservation 42.74.42.19

PHILIPPE MURAY
La gloire de Rubens
essai
288 pages. 118 F.
16 pages hors-texte en noir et blanc.
Grasset

L'UN DES PLUS GRANDS PLAISIRS DE LA MUSIQUE, C'EST DE LA FAIRE AIMER AUX AUTRES.

La Fondation Société Générale pour la Musique remercie

Daniel BARENBOIM
et The Chicago Symphony Orchestra

Pierre BOULEZ
et l'Ensemble Inter Contemporain

Semyon BYCHKOV
et l'Orchestre de Paris

William CHRISTIE
et les Arts Florissants

Charles DUTOIT
et l'Orchestre National de France

John Eliot GARDINER
et The English Baroque Soloists

Marek JANOWSKI
et l'Orchestre Philharmonique de Radio France

Armin JORDAN
et l'Ensemble Orchestral de Paris

Simon RATTLE
et The City of Birmingham Symphony Orchestra

Esa-Pekka SALONEN
et The Philharmonia Orchestra

Christoph von DOHNANYI, Peter EOTVOS,
Lawrence FOSTER, Eliahu INBAL, Lorin MAZEL, Kent NAGANO,
Arturo TAMAYO, Jeffrey TATE...

ainsi que Stéphane BRAUNSCHWEIG, Patrice CHEREAU,
Adolf DRESEN, David HOCKNEY, Bernard SOBEL et Peter STEIN,

de prêter leur talent à la réalisation de la saison
1991/1992 du Théâtre du Châtelet. Le thème "Musique de
notre siècle" sera illustré par une programmation très
diversifiée : œuvres de Mahler, Stravinsky, Schoenberg,
Berg, Webern, Ravel... à Messiaen, Boulez,
Dusapin..., des créations françaises ou mondiales
et West Side Story dans la production de Broadway.

LA FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE EST LE
PARTENAIRE DU CHÂTELET POUR LA 4^e SAISON
CONSÉCUTIVE

Elle apporte également son concours à une quarantaine d'actions
musicales d'intérêt national ou régional visant à encourager la
pratique et la connaissance de la musique, à développer et protéger
le patrimoine musical et à favoriser l'éclosion de jeunes talents.

Fondation
pour la Musique



MUSIQUE

Classique

Mercredi 29 mai

Bizet

Symphonie n° 1

Berlioz

Les Nuits d'été

Anne-Sophie von Otter (soprano),
Ensemble orchestral de Paris,
Armin Jordan (direction).
Beau et difficile programme. La Symphonie de Bizet, comme la Symphonie classique de Prokofiev, exige un orchestre aux cordes virtuoses, aux vents alertes et bien chantants. Ce n'est pas précisément les qualités que l'on reconnaît habituellement à l'Ensemble orchestral de Paris, mais reconnaissons que cet orchestre sait parfois donner de sacrés coups de collier pour faire mentir sa réputation. Souvent lorsque Jordan le dirige.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 275 F.

Jendredi 30

Mozart

Thamos, roi d'Égypte KV 545
Messe solennelle KV 427

David Upshaw,
Judith Howard (soprano),
William Kendall (ténor),
Cornelius Hauptmann (basse),
The English Baroque Soloists,
The Monteverdi Choir,
John Eliot Gardiner (direction).
Poursuite du cycle Mozart de Gardiner au Châtelet. Un des événements de l'année Mozart française, à n'en pas douter. Gardiner est en passe de devenir le plus heureusement versatile des chefs d'orchestres ex-baroques du moment. Que ne dirige-t-il pas bien ?

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 195 F.

Debussy

Six préludes

Brahms

Sonate pour piano n° 1

Prokofiev

Sonate pour piano n° 8

François Kerdouff (piano).
François Kerdouff n'est pas le plus connu des jeunes pianistes français, il n'est pas celui qui a publié son premier disque solo le plus jeune (pour ce faire, il a attendu ses trente-cinq ans, et vient de publier un remarquable disque Brahms consacré aux Ballades op. 10 et à la Sonate en fa mineur, mais sa discrétion ne devrait pas le faire prendre pour un interprète de second plan.

Salle André-Marchal, 20 h 30. Tél. : 47-34-11-81. De 60 F à 50 F.

Haydn

Symphonie n° 38

Mendelssohn

Concerto pour violon et orchestre en mi mineur

R. Strauss

Ainsi parlait Zarathoustra

Régis Pasquier (violin),
Orchestre national de France,
Ferdinand Leitner (direction).
Un vieux routier à la direction, l'héritier d'une prestigieuse lignée de musiciens comme soliste : belle soirée. Qui aurait été plus belle encore si l'on avait programmé autre chose que l'assommoir Zarathoustra de Richard Strauss.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 190 F.

Debussy

Six Épigraphes antiques

Debussy-Caplet

Italin

Satie

Classique

Gymnopédies I et II

Gymnopédies I et II

Socrate

Anne-Marie Rodde (soprano),
Florence Katz (mésosoprano),
Christian Jaldi,
Alain Planès (piano).
Œuvres rares, interprètes autorisés et inspirés, cadre inspirant, les Concerts d'Orsay, comme ceux du Louvre ou du Musée Grévin, sont un peu en marge de la programmation habituelle. Le médiane y redécouvre le passé, s'y missionne pour la rareté. Rien que pour Socrate, le chef-d'œuvre de Satie, mais les autres pièces programmées ne sont pas non plus à dédaigner.

Musée d'Orsay, 20 h 30. Tél. : 40-49-49-78. 120 F.

Vendredi 31

Hindemith

Métamorphoses symphoniques sur un thème de Weber

R. Strauss

Don Juan

Brahms

Symphonie n° 1

Orchestre de Philadelphie,
Riccardo Muti (direction).
Magnifié par Leopold Stokowski, bien géré par Eugene Ormandy, l'Orchestre de Philadelphie reste l'une des plus belles machines à jouer du Nouveau Monde. Que restera-t-il du célèbre « Philadelphia sound » dans l'acoustique si sèche du TCE ?

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à 560 F.

Dimanche 2 juin

Beethoven

Sonates pour piano n° 7, 8 « Pathétique », 14 « Clair de lune »

Christian Zacharias (piano).
Retour de Zacharias aux Concerts du dimanche matin. Ce dont le public ne se plaindra pas, il est peu de pianistes qui renouvellent comme lui la question.

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures. Tél. : 47-20-36-37. 90 F.

Lundi 3

Mozart

Le Roi pasteur

Patricia Wiles,
Kirsten Loh,
Maria Venuti (soprano),
Malcolm Davis,
Donald Liner (ténor),
Orchestre du Mozarteum de Salzbourg,
Hans Graf (direction).
Nous n'en sommes qu'à la moitié de l'année Mozart et déjà la lassitude nous envahit. Le Roi pasteur, en version de concert, est-ce bien utile ? Il s'agit là de la première manifestation du Festival de la Mairie de Paris, qui se poursuit tout le mois.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à 280 F.

Purcell

Dowland

Schubert

Mendelssohn

Duparc

Obradors

De Falla

Granados

Mémoires et Lieder

Negro-spirituals

Kathleen Battle (soprano),

Margot Gerrard (piano).

Est-ce parce que l'on est noir et américain que l'on chante bien les spirituals ? Jesse Norman a prouvé depuis un malheureux disque Philips que cet univers lui est devenu étranger. Mais Battle n'est pas Norman.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 195 F.

Mardi 4

Beethoven

Sonate pour violoncelle et piano n° 3

Fauré

Sonate pour violoncelle et piano n° 2

Rachmaninov

Sonate pour violoncelle et piano op. 19

Gary Hoffmann (violin),

Jean-Philippe Collard (piano).

Retour à la musique de chambre pour Jean-Philippe Collard qui rentre d'une tournée avec l'Orchestre national de Lyon aux États-Unis. Ce pianiste s'y est illustré depuis longtemps, et avec bonheur. Gary Hoffmann va-t-il faire équipe avec lui dorénavant ? Ce serait bien. Les œuvres qu'ils ont choisies sont de celles qui montrent des artistes à l'ouvrage et ne pardonnent rien.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-63-05-07. De 120 F à 270 F.

Ives

Sonates pour violon et piano n° 3 et 4

Carter

Ricomposée par Giffredo Patrizi

Philippot

Composition pour violon et piano

Crumb

Nocturnes

Mayvonne Le Dizis (violin),

Jean-Claude Henriot (piano).

Le Festival américain de Radio-France est terminé depuis longtemps, mais ce n'est pas une raison pour ne pas programmer la musique contemporaine toute de l'autre côté de l'Océan. En lui adjoignant une pièce de Philippot, un compositeur et un professeur notable.

Maison de Radio-France, 22 h 30. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

Miercredi

Ensemble infini

D'une source oubliée

Duparc

Phidyle

R. Strauss

Morgen

Debussy

Chansons

Rameau

Nouvelles suites

Rachel Valer (soprano),

Michael Leunus (piano),

Olivier Beaumont (clavessin),

Ensemble l'Infini.

Mark Foster (direction).

Curieux et excitant programme qui mélange les époques, les genres et les interprètes. Le claviciste Olivier Beaumont et l'Ensemble de l'Infini, voilà une association atypique et heureuse.

Maison de Radio-France, 18 h 30. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

Régions

Avignon

Wagner

Titan et Isolde

Hélène Skala (ténor),

Liobeth Bakalev (soprano),

Monne Paderson (baryton),

Madame Dumas (mésosoprano),

Manfred Schenk (basse).

Jean-Claude Auvray (mise en scène).

Orchestre lyrique de région

Avignon-Provence,

Paul Elie (direction).

Du temps de notre prime jeunesse,

Paul Elie nous fait revivre

Wagner du Théâtre des Arts de Rouen.

Il repart sous des cieux plus ensoleillés à la tête de l'Orchestre d'Avignon pour un Trésor et Isolde qui pourrait bien en remonter à quelques petits jenns plus en vue.

Le 30, 18 h 30 ; le 2 juin, 14 h 30. Opéra.

Tél. : 90-82-23-44. De 90 F à 360 F.

Boulogne-sur-Mer

Mozart

La Flûte enchantée, ouverture

Symphonie n° 40

Beethoven

Symphonie n° 6 « Pastorale »

Royal Philharmonic Orchestra,

Sir Václav Neumann (direction).

Musée de Boulogne-sur-Mer,

proposé une affiche britannique de prestige. Abandonnant sagement son

violon, Neumann vient diriger Mozart et Beethoven. S'il est aussi heureux lire

que dans ses engagements de studio avec l'Orchestre du Festival de Bath, ce

concert devrait être remarquable.

Le 4 juin, Cathédrale, 21 heures. Tél. : 25-31-68-88. De 160 F à 200 F.

Le 8 juin au Palais de la musique et des

congrès de Strasbourg, dans le cadre du

53^e Festival international de musique de

Strasbourg, à 20 h 30.

Jazz

Miroslav Vitous

Comme George Mraz, Miroslav Vitous est de la ville de Kafka et de Václav Havel. La contrebasse y est plus charnelle, plus dramatique, plus dansante qu'ailleurs. Sa rencontre avec le jazz signale une sorte de point de perfection. Miroslav Vitous a le son très dominé, le pizzicato bondissant, l'archet sensible et discutable, le geste extrêmement émouvant. En solo. Un bassiste en solo ? Oui, un bassiste en solo.

Le 28, Sancerre, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-60.

Harry Connick Junior

A vingt-trois ans, Harry Connick Jr joue du piano, chante et dirige un big band. C'est lui le responsable des chansons de Quand Harry rencontre Sally, il a déjà réussi à en faire accroître à des centaines de milliers d'Américains. Pour ses débuts parisiens, on découvre à l'Olympia une bête de scène qui a autant de talent que de culot et ignore avec superbe les trébuchets des années de la musique populaire.

Le 30, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-48. De 140 F à 240 F.

Steve Grossman

Un son formidable au ténor, une expressivité d'Hercule (le phrasé, le feeling, le drive), une puissance communicative et cette très heureuse nonchalance qui le laisse juste à côté de sa carrière : comme on se regarde passer en rêve. Bref, Steve Grossman est un vrai saxophoniste de jazz, regrets compris.

Le 31 mai et le 1^{er} juin, La Villa, 22 heures. Tél. : 43-28-60-00.

DE LA SEMAINE

Didier Lockwood
Jean-Marie Ecay
Laurent Vernet
Lolo Ponthieux

Allez, un peu avant l'été, comme avant le départ d'une grande course, on va voir où en sont les répertoriés et les États d'âme (de violon). Didier Lockwood est sur la petite scène du Petit Journal, en chair et en os. A suivre. C'est le bon moment : le plus doué des violonistes cherche encore une voie juste.

Le 4 juin. Petit Journal Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-56-70.

Rock

Lenny Kravitz
Puisque le hasard les fait passer le même soir par Paris, on ne peut s'empêcher de faire le rapprochement entre Harry Connick et Lenny Kravitz. Tous deux mettent leurs talents, considérables, au service d'époques révolues. Kravitz fait ressembler le rock de la fin des années 60, mélodique et audacieux, avec des compositions qui réussissent à concilier leur qualité de pastiches avec une indéniable sincérité.

Le 30. Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-80-00. Location Fnac, 152 F.

Inspirat Carpets
Ces fiers enfants de Manchester viennent de tenter une transition hardie de la pop un peu écervelée de leurs débuts à un rock pensant. Sur disque, le résultat est admirable dans ses intentions, moins dans les résultats. Sur scène, ce sera-t-il des shows helzapoppies-ques durant lesquels des vachos artificiels se dansaient au son de l'orgue Farfisa ?

Le 1^{er} juin. Elysée-Montmartre, 19 h 30. 90 F.

Babylon Fighters
Il y a longtemps les Babylon Fighters étaient un groupe de dub, piliers de la scène alternative. Ils ont signé chez une major et s'apprêtent à sortir un nouvel album. Leur ambition est simple, occuper l'espace entre funk, reggae, et rock, et quelque part dans les territoires que hante Living Colour aux États-Unis.

Les 3 et 4 juin. New Moon, 20 heures. Tél. : 49-95-92-33.

Yes
Le gag juridique-musical de l'année. Divisé depuis plusieurs années en deux factions (la première détenait la propriété légale du nom du groupe, la seconde la légitimité musicale), le groupe Yes vient de se réunir autour d'un accord à l'amiable, ce qui vaut bien un autre projet musical. Du coup, le groupe est double (deux batteurs, deux bassistes, deux claviers, etc.) ce qui promet... Quoi ? Deux fois plus de pompes et de circonstances, sans doute.

Le 3 juin. Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00. 182 F.

Festivals

Aubervilliers

L'Estival 91

En une semaine, une version bantieu de la Printemps de Bourges (on retrouvera Pigalle, Eric Lareine, Hubert Félix Thieffaine, Zap Mama, Paris Musette...) qui se déploie sur toute la ville, des parvis des cités aux gymnases en passant par le Théâtre de la Commune. Avec, cette année, une orientation nettement sudiste de FFF (funk, brésilien) à Malou et Bernard Sandoval, flamenco qui inspirent inégalement les puristes du genre.

Du 1^{er} au 8 juin. Information et réservation : 48-39-52-46 ; 48-33-87-80. 60 F et 90 F.

Le Blanc (Indre)

Made in France Festival

Le premier jour, les David Vincent, groupe sous influences (graphisme mexicain, garin de champion, mythologie de série américaine et musique des années 70). Assez, groupe radical, et Fire Hazard, groupe du coin. Le lendemain : Little Bob et sa grosse cavalerie américaine. Paul Personne et son Blues, les Wampas et leur rock primitif, le Cri de la mouche et son rock infernal. Stepping Stone et son rhythm'n'blues intégriste, les Croaks et leur psychobilly affolant.

Les 31 mai et 1^{er} juin. Parc des expositions. Renseignements : 54-37-88-48. De 50 F à 130 F.

Tournées

Little Bob
La route, c'est l'habitat naturel du rock de Little Bob. Le petit homme du Havre est reparti avec ses musiciens américains pour revisiter sa carrière, entre ses classiques qui auraient dû être des tubes et les reprises fidèles mais inventives des standards du rock.

Le 30 mai, Rennes, l'Ubu, 20 h 30, 70 F. Le 31, Landernau, Le Family, 19 h 30, 110 F et 130 F. Le 2, Thiers, l'Espace, 3, Grenoble, La Zone Inter-

dit, 21 heures, 85 F. Le 5, Montpellier, La Rockstore, 20 heures, 80 F.

FFF

Marco Prince est une bête de scène. C'est le chanteur de FFF, Fédération française de funk, formation très dansante qui puise avidement dans toute la musique noire (funk, reggae, rap) et donne sans compter. Cuvres impeccables, rythmique implacable, et, incessamment sous peu, un album produit par Bill Laswell dans les bacs des disques.

Le 31 mai à 20 h 30, Massy, Centre Culturel. Le 1^{er} juin à minuit, Cap-Breton, le Doors. Le 5, Festival d'Aubervilliers, Paris de la Villette, 15 heures. 50 F et 90 F.

Milltown Brothers

Futur du rock'n'roll britannique de la semaine qui se distingue de ses collègues par un supplément de sobriété et d'émotion. A classer dans la rubrique rock sentimental plutôt que rigolo psychédélique.

Le 31 mai, Lille, L'Aérodrome. Le 1^{er} juin, Rio-Orange, Le Plan, Le 3, Bordeaux, Le Jimmy. Le 5, Lyon, La Transcub.

Les Pixies

Puisqu'ils viennent souvent, sont généralement brillants, on se permettra un instant de nostalgie pour l'époque où les Pixies jouaient encore dans des salles à visage humain. Aujourd'hui, ils suivent à travers la France exactement le même itinéraire que Sting. Tant mieux pour tout ceux qui profiteront ainsi du rock extrême, dangereux et séduisant de Black Francis et consorts.

Le 31 mai, Toulouse, Palais des Sports, 20 h 30, 123 F. Le 1^{er} juin, Bordeaux, Patinoire. Les 3 et 4 juin, Paris - Olympia, 20 heures, 120 F.

Niagara

Souvenirs de Barbarella et de Modesty Blaise (les tenues de Muriel Laporte), échos de Led Zeppelin (l'option hard-rock de Daniel Chenevez), le show de Niagara en met plein les yeux, plein les oreilles.

Le 30 mai, Chateaufort, Hall des Expositions, 20 h 30, de 135 F à 150 F. Le 31, Limoges, Salle des Sports, de 135 F à 150 F. Le 4 juin, Marseille, Salle Valler, 20 h 30, de 135 F à 150 F. Le 5, Marseille, Le Summum, 20 h 30, de 135 F à 150 F.

Sting

Modestement, en quatuor (lui-même en personne à la basse, Dominic Miller à la guitare, Vinnie Calabotta à la batterie et David Sancious aux claviers), Sting propose un show tranquille et fort, sans complexes (il joue Roxane) mais pas sans courage (avec l'essentiel de l'austère Soul Cages).

Le 2 juin, Marseille, Palais des Sports, 20 heures, 150 F. Le 3, Toulouse, Palais des Sports, 20 heures, 160 F. Le 4, Bordeaux, Patinoire de Mériadeck, 20 heures, 170 F.

Chanson

Léo Ferré

Même avec bande-son, même avec fatigue, même avec défauts, le spectacle de Ferré vaut la peine d'être vécu. Un des derniers monstres sacrés de la chanson française, émouvant quand il le veut, impressionnant toujours.

Le 1^{er} juin, Palais des Sports, 20 heures. Tél. : 48-28-40-90. 140 F.

Musiques du monde

Festival autour de la voix d'Argenteuil

Le Festival d'Argenteuil est parti à la découverte des voix du monde entier, de celle d'Eric Marchand, venu du chant traditionnel breton, et qui a incorporé dans son trio un percussionniste du Rajasthan, à celle d'Ozan Firat, chanteur kurde et joueur de luth, en passant par les chants traditionnels du Rwanda. Le 2 juin, les polyphonies corées seront à l'honneur, un peu modernisées grâce à l'accompagnement d'instrumentistes de Trans Européennes et aux arrangements de David Rueff. Le 4, le tango argentin occupe la scène avec Haydée Alba, une interprète sensible et forte.

Le 2 juin, Argenteuil, Salle Jean-Vilar, 18 heures et 21 heures.

Angoulême à Paris

Où l'on retrouve rue des Petites-Ecuries un bon morceau de la programmation du Festival d'Angoulême, avec, le 30 mai, les African Jazz Pioneers, big band qui revient aux racines du jazz d'Afrique du Sud, la nostalgie antillaise de Kali (le 1^{er} juin) le reggae créole de Poggio (le 5) et, en clôture, une soirée autour de Marie-Josée Aïe.

Du 30 mai au 8 juin, au New Morning, 7, rue des Petites-Ecuries, Paris-10^e. Tél. : 45-23-56-39.

La sélection « Musiques » a été établie par :

« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chanson » : et « Musiques du monde » : Véronique Mortagne.

THEATRE

Spectacles nouveaux

Baya

d'Aziz Chouaki, mise en scène de Michèle Sigal, avec Yveline Allaud.

Une femme retrouve des photos qui font ressurgir son passé, bonheur et malheur. Au temps d'avant la haine. Le spectacle, en français, fait partie du programme de Nanterre sur la femme algérienne.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 4 juin. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 47-21-18-81. De 90 F à 120 F.

Bonjour Monsieur Satie

d'après Erik Satie, mise en scène de Claude Confortès, avec Jacques Fabry, Yumi Nara, Jean Babilas, Gérard Audax et Christopher Beckett.

Un compositeur qui consacre sa vie à la musique, ce n'est pas original. Mais il s'agit d'Erik Satie, brillant, fragile, secret.

Opéra-Comique - Salle Favart, 5, rue Favart, 2. A partir du 29 mai. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-86-88-83. De 20 F à 250 F.

Les Dactylos

de Murray Schlegel, mise en scène de Patrick Carroir, avec Katia Scaroon-Kim et Patrick Schaeffer.

La promiscuité d'un bureau où on passe le plus clair d'une existence routinière attaché devant une machine à écrire porte aux confidences, au déballage ironico-tendre des rêves avortés.

Petit Théâtre de Cléry, 3, rue du Docteur-Calmette, 92000 Cléry. A partir du 31 mai. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 47-30-43-04. 40 F et 60 F.

Les Empailleurs

de Toni Leicastr, mise en scène d'Edouard Berry, avec Geneviève Brunet, Jean Rougerie, Elisabeth Vitail et Jean-Michel Farcy.

A partir du moment où on n'est pas Alexandre le Grand, Mozart, Rimbaud ou n'importe qui ayant réussi sa vie, autant la rater dans les grandes larmes. Mais comment ? C'est ce que Les Empailleurs enseignent, et ce n'est pas triste.

Poche-Montparnasse, 75, bd du Montparnasse, 6. A partir du 1^{er} juin. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 45-48-92-87. De 100 F à 160 F.

Exécuteur 14

d'Adel Halim, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Quentin Chénais.

Les débris de la guerre dans l'esprit, le moral, le mental d'un garçon qui parle, seul, sans prendre de distance. En gros plans sur ses peurs et ses désespoirs.

Théâtre Gérard-Philips, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. A partir du 29 mai. Du lundi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-43-17-17. De 40 F à 100 F.

Fatma

de M'Hamed Benguetat, mise en scène de Ziaï Chérif Ayad, avec Saida.

Fatma, c'est la femme algérienne, en situation inférieure. Un nom géographique au temps des colonies. Aujourd'hui l'Algérie est un pays indépendant. Mais la femme sans mari, sans argent est-elle en situation d'égalité pour autant. Spectacle en langue arabe avec traduction simultanée.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 29 mai. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-21-18-81. De 90 F à 120 F.

Les Fourberies de Scapin

de Molière, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Daniel Auteuil, Laurence Cortadellas, Eric Elmoine, Manonille Gaillard, Sophie Gaudin, Etienne Lefoulet, Roger Mirmon et Philippe Uchard.

Voici revenue le voyou de Naples, courant de toit en toit, se heurtant à la médiocrité butée des riches vieillards, à l'égoïsme des jeunes amoureux, armé de sa seule astuce, blindé par l'expérience amère de la pauvreté, ayant pour seul ami son jeune fils... Voici revenu Daniel Auteuil, le rude Scapin voulu par Jean-Pierre Vincent.

Mogador, 25, rue du Mogador, 9. A partir du 4 juin. Du mardi au samedi à 21 heures, le dimanche à 19 heures. Tél. : 48-78-04-04. De 50 F à 220 F.



Les Fourberies de Scapin, à Mogador.

Les Heures blanches

d'après le roman de Ferdinand Camon, mise en scène de Didier Bezace, avec Didier Bezace et Laurent Caillon.

C'est l'adaptation d'un roman, tiré d'une expérience de l'auteur avec la psychanalyse. Ou plutôt avec le psychanalyste, cet homme silencieux qui écoute, jusqu'à ce que toutes les paroles soient dites.

Cartoucherie Théâtre de l'Aquarium, route du champ de manœuvre, 12. A partir du 3 juin. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-74-99-61. De 50 F à 100 F.

Passolini, vivant récit de femmes

de Gabrielle Calderoni, mise en scène de l'auteur, avec Gabrielle Calderoni, Sylvie Le Kermou, Claire Péricard et Jean-Daniel Rizzo.

Faire raconter Passolini par des femmes n'est pas courant. Preuve des barrières mentales qui nous enlèvent de ce que l'on dit « homosexuel ». L'erreur est répétée.

Gaiety Montparnasse, 15, rue du Maine, 14. A partir du 3 juin. Du lundi au samedi à 19 heures. Tél. : 42-27-88-81. Durée : 1 h 15. 80 F et 100 F.

Paris

L'Amour des trois oranges

d'après Carlo Gozzi, mise en scène d'Alain Bazi, avec Lucie Mouchel et Philippe du Jenerand.

Un privé et une call-girl dans une chambre, il essaie de lui faire avouer quelque chose, dénoncer quelqu'un. Ce n'est pas qu'elle se fasse prier, mais qui suit si elle ne ment pas. Arthur Miller pastiche la Série noire pour raconter son désarroi d'écrivain.

Artistic-Athénaïs, 45 bis, rue Richard-Lenoir, 11. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures. Tél. : 48-06-36-02. Durée : 1 h 20. 85 F et 110 F.

Le Décaméron des femmes

d'après Julia Vornesenskaya, mise en scène de Danielle Chinsky, avec Emmanuelle Brunschwig, Danielle Chinsky, Sophie Guille des Buttes, Catherine Hosseini et Elisabeth Massov.

Quatre femmes qui viennent d'accoucher, séparées de leur nouveau-né, réduites à la promiscuité, surmontent leur situation en parlant. En racontant les hommes forcément. A la manière de Boccace, dont l'une d'elles est en train de lire le *Décaméron*. Elles ont de la gaieté, de la truculence, beaucoup d'émotion. Elles sont russes.

Théâtre Paris-Plaine, 13, rue du Général-Guillaumat, 15. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 40-43-01-82. Durée : 1 h 30. De 50 F à 100 F.

Anatomie et Physiologie des corps sours

avec J. Charlie Mc Kinney et Alan R. Barwick.

Le monde des sourds « raconté » par eux-mêmes, avec humour, avec une vitalité bienfaisante.

International Visual Theatre, tour du Village, Châteaufort de Vincennes, 94000 Vincennes. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-65-63-63. 70 F et 90 F.

Avant la retraite

de Thomas Bernhard, mise en scène de Claude Stadelky, avec Victor Garviev, Denise Gence et

Francis

de Gérard Guillaumat, mise en scène de Jean-Louis Martinelli, avec Gérard Guillaumat et Jean-Louis Martinelli.

Gérard Guillaumat, l'un des comédiens fidèles de Roger Planchon, a dans sa jeunesse été déporté. Aujourd'hui, il se délivre de ses souvenirs, tout nets, tout crus, avec la déformation de la mémoire, et sans verser le moins du monde dans le pathos, au contraire. La vérité est dans le picaresque.

Athénée-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. 45 F et 65 F. Dernière représentation le 1^{er} juin.

Fregoli

de Patrick Rambaud et Bernard Haller, mise en scène de Jérôme Savary, avec Bernard Haller, Jacques Abic, Marc Ducloux, Sylvie Farro, Sylvie Fourgeot, Olivier Horeau, Mousse et Alexandra Pander.

Parce que, à juste titre, Bernard Haller rêvait depuis longtemps de Fregoli, parce que le personnage et sa magie collent à la poésie de Jérôme Savary, leur spectacle est un enchantement.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 19. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 40. De 100 F à 140 F.

George Dandin

de Molière, mise en scène de Gérard Bergeaud, avec Michel Demiaute, Dominique Fouchier, Gérard Bergeaud, Monique Toullet, Yves Lartigue, Valérie François et Jean-Pierre Thérèse.

C'est avec autant de vigueur que de noirceur que se raconte l'histoire du paysan dupé par sa belle-famille d'aristocrates campagnards et ruinés, et ce qui est plus grave, par sa femme.

Fondation Dauchez-de-la-Mourthe, 37, bd Jourdan, 14. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-50-76-25. Durée : 1 h 40. 60 F et 110 F.

Madame Bovary, je l'embrasse partout.

Gustave

d'après Gustave Flaubert, mise en scène de Jean-Luc Borg, avec Raymond Jourdan, Martine Fontaine, Clément Harari, Karine Dron, Flaubert, l'homme et la femme, et sa correspondance avec Louis Collet, à propos de Madame Bovary, de ses tourments existentiels, judiciaires, amoureux. Toute une vie.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 1 h 30. De 45 F à 100 F.

Princesse

de Fatima Galina, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Anne Alvaro, Saida Bekdouch, Michèle Oppenot, Faida Rahouadj, Karim Rencoul, Salah Tachout.

Une jeune femme revient dans son village après vingt ans vécus en France, dans une autre civilisation. Heurts et regrets, famille et amour. Le déchirement des exilés, des voyageurs. Une superbe réussite.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 2 h 40. De 90 F à 120 F.

Quatre heures à Chatila

de Jean Genet, mise en scène d'Alain Milanti, avec Clotilde Mollet.

La longue marche de Genet dans le camp détruit de Chatila. Un grand poème.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Clément, 6. Du mardi au dimanche à 18 h 30, le dimanche à 18 h 30 et 21 h 30. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 1 heure. 45 F et 65 F.

CRAZY HORSE
jubilee show
1991-1991
bar 198 fr.
allos 580 fr.
mox. 480 fr.
orch. 500 fr.
taxes et
service 15%
inclus
12 av George V paris 75008 4725 32 32

MANIPULATIONS!
43 04 09 66 - 42 71 26 16
FNAC
KIOSQUE THEATRE
CROUS

TGP
DU 30 MAI AU 22 JUIN
Exécuteur 14
Texte et mise en scène
ADEL HAKIM
avec
Jean-Quentin CHATELAIN
42 43 17 17

Régions

Nice

Le Clézio

Mise en scène de Henri Legendre, avec Pierre Clément et Henri Legendre. Le sulfureux adolescent des années 60 rencontre le plus dandy des auteurs d'aujourd'hui. Résultat forcément curieux. Intéressant.

Théâtre de l'Alphabète, 10, bd Caraccioli, 06000 Nice. Les Jeudi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 93-13-08-88. Durée : 1 h 15. 70 F.

Rennes

Les Hommes de neige

Mise en scène de Stéphane Brunschweiler, avec le Théâtre Machine. Le triple spectacle qui a révisé un metteur en scène à la fois tranquille et formidablement audacieux, brillant et rigoureux. Un miracle.

Le Grand Huit-Théâtre national de Bretagne, 1, rue Heller, 35000 Rennes. Du mardi au vendredi à 20 h 30. Tél. : 99-30-66-88. 90 F.

Lille

Le Malade imaginaire

de Molière, mise en scène de Gilles Bourdier, avec Claire Vernet, Nicolas Silberg, Véronique Vella, Marianne Epi, Jean-Luc Bideau, Christian Blang, Eric Frey, Philippe Tarron et Caroline Appéré. Après avoir montré sa mise en scène clownesque, colorée, vigoureuse - avec une fin étrange et magnifique - à la Comédie-Française, Gilles Bourdier l'emmène à Lille, pour ses adieux à la ville. Tout au moins en tant que directeur du centre dramatique.

Théâtre Sébastopol, place Sébastopol, 59000 Lille. Le mercredi à 20 h 30. Tél. : 20-40-100. 100 F.

Reims

Médée

d'Euripide, mise en scène de Christian Schieretti, avec Agathe Alexia, Madeleine Marion, Serge Maggiani, Christophe Heyman. La sorcière, l'enchanteuse, l'infanticide, l'étrangère, figure mythique de la passion par un metteur en scène qui sait où il veut aller (lire notre article p. 22).

Comédie de Reims, 3, chaussée Bocquaine, 51000 Reims. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 26-40-45-45. 90 F. Dernière représentation le 2 juin.

Sète

Sik-Sik, le maître de magie et le haut-de-forme

d'Edouardo de Filippo, mise en scène de Jacques Niche, avec Jean-Claude Fritsling, Chantal Joblon, Robert Lucibello, Louis Mirino, Jean-Paul Roussillon, Djamel Bouaden, Anne Passio et Jean-Louis Maligne. D'abord, une action « aussi rapide et violente qu'un court-métrage de Charlot », ensuite « un rire cannibale... Le désespoir qui mène au désordre », indique le metteur en scène. On découvre en France Edouardo, ce n'est pas trop tôt.

Théâtre municipal de Sète, av. Victor-Hugo, 34000 Sète. Les vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 67-74-66-97. Durée : 1 h 55. 80 F et 110 F.

Marseille

Le Tartuffe

de Molière, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Lucie Malita, Marcel Maréchal, Béatrice Agnès, Arnaud Bedouet, Marie Adam, Pierre Constant, Julien Issel. L'étrange fascination d'un homme rai-

sonnable pour l'imposteur qui l'a trahi. Mais au fait, lequel a réellement trahi l'autre ?

La Criée, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 18 heures, le dimanche à 14 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 91-54-70-84. 80 F et 120 F.

Strasbourg

Terres mortes (Bauern Sterben)

de Franz Xaver Kratz, mise en scène de Daniel Girard, avec Nathalie Besançon, Françoise Bette, Marc Chti, Christophe Lemaitre, Lucien Maschel et Guy Halgen. Comment un frère et une sœur, partis pour la ville, reviennent dans leur village, complètement déboussolés. Kratz n'est pas l'auteur vériste et sinistre que l'on a voulu voir, chez nous, dans les années 70. Ce qui l'a toujours décon-

cerné. Théâtre national de Strasbourg, 1, rue André-Maisieu, 67000 Strasbourg. Le mercredi à 19 h 30, du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 88-35-44-52. 80 F et 110 F. Dernière représentation le 1^{er} juin.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard.

ARTS

Nouvelles expositions

Jean Dubuffet

Une trentaine de *Psychoses*, *Mires* et *Non-Lieux*, soit quelques-uns des derniers travaux de Dubuffet, sont proposés « dans la perspective du *Désordre* », cette figure majeure du cycle de l'*Hourloupe* : un sage carré dans son fauteuil, l'artiste lui-même, le philosophe-méta-physicien.

Galerie Joanne Bucher, 53, rue de Seine, Paris 6^e. Tél. : 43-26-22-32. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures, lundi de 9 heures à 12 heures, samedi de 14 heures à 19 heures. Du 31 mai au 12 juillet.

Gilloil

L'exposition réunit un ensemble de dessins de 1945-1946, qui marquent le passage du sculpteur à l'abstraction. Ils sont mis en rapport avec ses dernières sculptures en bois : *Petit Soleil*, *Espace ovale* ou *Vitesse*, des pièces témoins de l'accomplissement d'une œuvre éprise de pureté.

Galerie Dina Vierny, 36, rue Jacob, Paris 6^e. Tél. : 42-80-23-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Du 31 mai au 20 juillet.

Tanlay

Pierre Bettecourt

Un marginal, ou, si l'on préfère, un irrégulier de l'art. Qui s'est lancé dans les haut-reliefs d'images, avec incrustations de coquilles d'écaille ou de pierres après un séjour à Chaillo, avec Jean Dubuffet, en 1953. Qui promène son angoisse entre érotisme et magie. Cette exposition d'été du château de Tanlay propose également les livres de Pierre Bettecourt, qui, depuis 1940, a beaucoup écrit.

Centre d'art contemporain du château de Tanlay, 89430. Tél. : 86-75-76-33. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Du 1^{er} juin au 30 septembre. 10 F.

Paris

Affiches : le cirque

Plusieurs historiens d'art ont remarqué

que l'affiche de cirque et l'œuvre de Chéret étaient des sources de Seurat. La rétrospective du Grand Palais a donc suscité ce dossier constitué de cinquante affiches fin de siècle.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris-7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 7 juillet. 27 F (billet d'accès au musée).

André Breton

En grand, au cinquième étage du Centre Pompidou, le parcours esthétique d'André Breton, jalonné de plus de cinq cents œuvres : peintures, sculptures, dessins, objets d'art primitif, photographies... Sans oublier de nombreux manuscrits et les éditions originales de la plupart de ses livres. Où il s'avère que le poète-agitateur et penseur du surréalisme fut un grand collectionneur.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie - le désordre, place Georges-Pompidou, Paris-4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 28 août.

De Corot

aux Impressionnistes, donations Moreau-Nélaton

Etienne Moreau-Nélaton fut, tout à la fois, peintre, graveur, céramiste, historien d'art et grand collectionneur comme son grand-père, Adolphe Moreau. De celui-ci il avait hérité une très importante collection de peintures romantiques et de l'école de Barbizon, qu'il enrichit notamment de chefs-d'œuvre impressionnistes, et donna au Louvre.

Grand Palais, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris-6^e. Tél. : 42-89-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 22 juillet. 37 F.

Dessins espagnols : maîtres des XVI^e et XVII^e siècles

Le Siècle d'or, de Berruguete à Velázquez ou Murillo. En cent trente-sept œuvres provenant du Louvre, de la Bibliothèque nationale de Madrid, du Prado et de l'Académie de San-Fernando.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jacquet côté jardin des Tuileries, Paris-1^{re}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Visites-conférences les lundi et samedi à 15 h 30. Horaire : 40-20-52-14. Jusqu'au 22 juillet. 30 F (billet d'entrée au musée).

Pino Pascali, Ettore Spalletti

Deux Italiens peu connus en France. L'un, Pino Pascali, représenté par une vingtaine de grandes pièces de la fin des années 60, est une figure d'Arte Povera. L'autre, Ettore Spalletti, qui est plus jeune, poursuit en solitaire une œuvre abstraite propice à la méditation.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris-16^e. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 30 juin. 20 F (possibilité de billet groupé : 35 F).

Repin

Quand l'artiste, de Léonard à Matisse, a commencé à corriger par peinture un geste, le mouvement d'un bras, d'une jambe, a balancé entre plusieurs traits, et ne s'est pas résolu à effacer tous les signes du doute de ses premières idées. Une exposition qui nous situe au plus près du travail en cours.

Musée du Louvre, hall Napoléon. Entrée par la Pyramide, Paris-1^{re}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures. Fermeture des écoles à 21 h 15. Visites-conférences les lundi à 19 heures, jeudi à 15 h 30. Tél. : 40-20-51-56. Jusqu'au 17 juin. 30 F (billet d'entrée au musée).

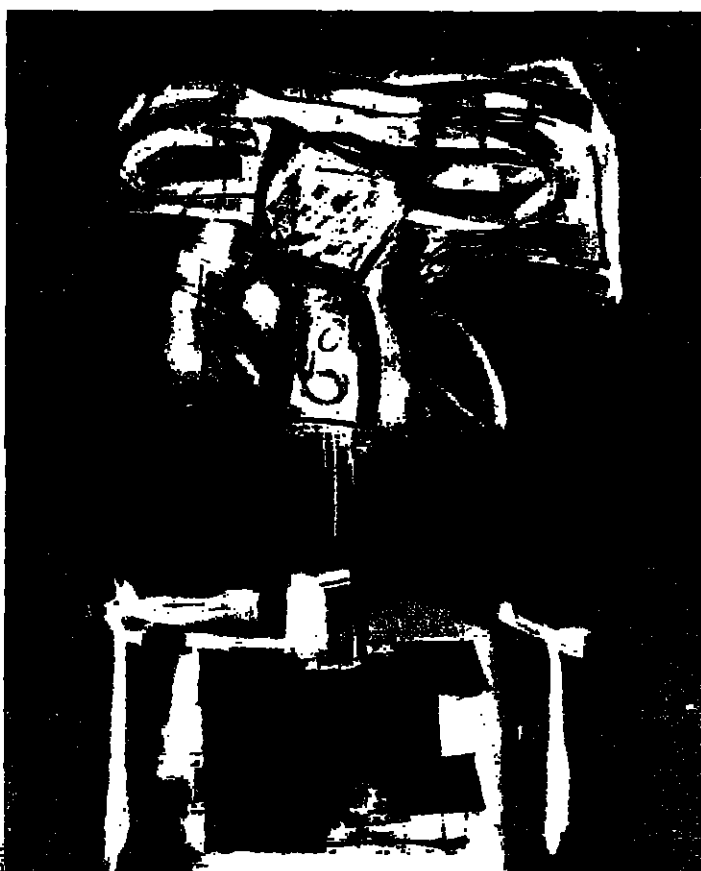
Seurat (1859-1891)

Une grande rétrospective attendue, qui coïncide avec le centenaire de la mort du peintre, qu'il sera bon de revisiter. Ne faudrait-il pas, en effet, nuancer quelque peu l'image de la froideur toute scientifique que les modernistes ont collée à l'auteur d'*Un dimanche à la Grande Jatte* ? L'exposition, qui réunit près d'une centaine de peintures et autant de dessins, après Paris, sera accueillie par le Metropolitan Museum of Art de New-York.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris-6^e. Tél. : 42-89-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures (fermeture des écoles à 19 h 15, mercredi à 21 h 15). Jusqu'au 12 août. 37 F. sam. 24 F.

Tours du monde, de Babel à nos jours

Par quoi s'explique le retour de la tour ? Honnêtement après les ratages des années 70, en France tout au moins, la tour pourrait réapparaître, plus haute que jamais, dans l'horizon de la



Antonio Saura à la galerie Artcurial : Pandora (1960).

Défense. De Babel à la Tour de l'Infinité, de San-Gimignano à Eiffel, voici toute la gamme des vertiges et des mégalo-manies.

Tour Eiffel, premier étage, champ de Mars, Paris-7^e. Tél. : 45-51-12-76. Tous les jours de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 juillet. 17 F (accès au premier étage).

Galleries

Jean Bazaine

Les peintures récentes et quelques dessins à la plume d'un vieux maître français de la peinture abstraite, méditée au fil des saisons, nourrie de sensations et d'émotions intimes en regard de la nature : paysages d'été, de landes, de plages.

Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine, Paris-8^e. Tél. : 45-62-57-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

Pierre Bonnard

Du grand Bonnard, dont on ne parle pas beaucoup ces temps-ci, la galerie Claude Bernard annonce des œuvres sur papier : dessins, aquarelles, gouaches et pastels. On en attend d'agréables surprises.

Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts, Paris-6^e. Tél. : 43-26-97-07. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 20 juillet.

John Chamberlain

Le champion américain de la tôle froissée, de la ferraille comprimée, fortement rebattue de couleurs. Qui, inmanquablement, fait penser à notre César national et à ses *Compressions*, et rappelle le temps du pop, bien qu'il y ait, chez Chamberlain, de beaux restes de l'expressionnisme abstrait.

Galerie Karsten Greve, 5, rue Dabell, Paris-3^e. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 juin.

Raoul Dufy

Peintures, aquarelles, dessins d'un artiste aimable, souvent léger, openhearted moins insouciant qu'on ne le croit. Et dont l'œuvre se gonfle et se dégonfle selon l'humeur du temps. L'exposition accompagne la publication du premier volume du catalogue raisonné des dessins.

Galerie Fanny Guillon-Laffaille, 4, avenue de Messine, Paris-8^e. Tél. : 45-63-52-00. Tous les jours de 10 heures à 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 juillet.

Gérard Gasiorowski

Cet écorché vif, qui fut un temps proche des hyperrealistes, entreprit, dans les années 70, de batailler contre le milieu de l'art, contre les valeurs reconnues. Il n'y trouva la paix qu'à près de longues années de solitude totale. C'est sa « guerre » que présente la galerie Maeght : des images simples et cultivées, des gribouillages, des « croûtes » à touche-touche. Profondément émouvant.

Galerie Maeght, hôtel Le Rebours -

contexte urbain. Alsop, ça décoiffe ! Mais attention, la ville une fois décoiffée, c'est difficile à remettre en place.

Arco en révo - Entrepôts Lainé, 3, rue Ferrère, 33000. Tél. : 56-52-78-36. Tous les jours sauf samedi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures jusqu'au 1^{er} septembre.

Caen

Images de la destinée

On connaît la grande spécialité du musée des beaux-arts de Caen : l'étude iconologique, en particulier du dix-huitième siècle. Et celui-ci de proposer, dans la foulée de la grande exposition des « Vanités », une centaine d'« Images de la Destinée », choisies dans les gravures de la collection Manet, auxquelles s'ajoutent quelques feuilles exceptionnelles prêtées par la BN.

Musée des beaux-arts, Le Château, 14000. Tél. : 31-55-28-63. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 10 juin.

Lorient

Emmanuel Saulnier

Dans les sculptures transparentes d'Emmanuel Saulnier, les formes d'objets de laboratoire, colonnes et tubes de verre, éprouvettes et alambics, ne sont pas là pour produire des images scientifiques. Organisées en équilibre instable, elles apparaissent toutes prêtes à bricoler, ces œuvres sont autant de signes fragiles d'une présence humaine entrapée, rêvée, illusoire.

Domaine de Kerguelennec, Signan, 56500. Tél. : 97-60-57-78. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 juin.

Lyon

André Kertész

Portraits, ateliers d'artistes, reportages, publicités, scènes de genre, distorsions : en deux cents photographies, une approche synthétique de l'œuvre accomplie en France de 1925 à 1936, puis à l'époque contemporaine par un enchanteur éternel qui entendait rester amateur toute sa vie.

Institut Lumière - Château Lumière, 25, rue du Premier-Frère, 69008. Tél. : 78-00-55-65. Tous les jours sauf lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 juillet.

Rochechouart

Bernard Frize

Une rétrospective, en soixante-dix tableaux, de 1976 à 1990. Elle offre pour la première fois une vue d'ensemble de l'œuvre apparemment inconsciente de l'artiste, qui est, à vrai dire, un surprenant commentateur de la peinture et de la possibilité même de peindre aujourd'hui.

Musée départemental, Château, 87600. Tél. : 55-45-10-16. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 9 juin. 8 F.

Strasbourg

Jean-Frédéric Oberlin

Un pasteur humaniste des environs de Strasbourg au temps de Rousseau et de l'Encyclopédie. Fort actif, curieux de tout, soucieux de progrès économique et social, il inventa le « poêle à tricoter » pour occuper et éduquer les jeunes filles, se plut à découper des portraits en silhouettes afin d'étudier la relation entre les traits d'un individu et son caractère, herboraire, s'intéressa à la structure de la plante, à l'anatomie humaine comme au mouvement des planètes, collectionna avec passion les merveilles naturelles du monde, dont il voulait mettre l'ordre divin en évidence.

Galerie de l'ancienne boucherie, 3, place de la Grande-Boucherie, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Villeneuve-d'Ascq

Jean-Louis Faure, Jean-Michel Sanejouand

L'un, Jean-Michel Sanejouand, est peintre, mais on peut aussi le qualifier, à l'occasion, de calligraphe. L'autre, Jean-Louis Faure, réalise depuis fort longtemps d'étranges sculptures-objets qui échappent à la narration, bien qu'elles procèdent de récits historiques ou mythologiques. Leur rencontre, orchestrée par Michel Euriel, est placée sous le signe de la singularité.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 juillet.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Brocette et Frédéric Edelman. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.

FOIRE LA FERRAILLE DE PARIS
ANTIQUITÉS - BROCANTE
31 MAI au 2 JUIN 1991
10 H. - 19 H.

on y chine
on y mange
on y boit
Bois de Vincennes
PARC FLORAL DE PARIS
Organisation : SADIEMA - Tél. : 45 85 01 85
26, Quai de la Gare, C.E. 18, 75644 PARIS Cedex 13

GALERIE DINA VIERNY
36, rue Jacob, 75006 Paris - Tél. : 42 60 23 18 - Fax : 42 86 00 87
EMILE GILIOI
Vernissage le 31 mai
Jusqu'au 20 juillet 1991

XXXV^e SALON DE MONTROUGE - 15 MAI - 16 JUIN
ART CONTEMPORAIN
peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, photo, etc...
VICTOR BRAUNER
collection de l'Abbaye Sainte-Croix
"REGARD SUR LA JEUNE CREATION ALLEMANDE"
2, av. E. Bouthoux (face Mairie) - 32, r. G. Péri - 1019 h t.t.j.
Tél. : 46 55 79 31 - M^o Pte d'Orléans - bus 68 - 126 ou 128

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Bruckner

Symphonie n° 7
Orchestre philharmonique de Sâles, Gérard Wilgoyez (direction)
Elève au Conservatoire de Paris, puis de Sergiu Celibidache, Gérard Wilgoyez enregistre ici son premier disque. Il le consacre à Bruckner (à notre connaissance, c'est la première fois qu'un Français s'attaque à ce compositeur pour le disque). Il y a de la témérité à se lancer dans une telle aventure et un risque important : qui achètera un inconnu dirigeant un orchestre inconnu dans la plus connue des symphonies de Bruckner ?

Il serait dommage de ne pas connaître le disque de ce jeune chef : la densité musicale de son approche étonne. Son orchestre n'est certes pas le meilleur du monde, mais il a été préparé de façon minutieuse, et cela s'entend. Comme s'entend l'art d'un chef qui ne sollicite pas le texte, qui fait si bien tomber les défenses de « ses » musiciens qu'ils jouent de façon totalement détendue. Dans cette interprétation, l'expression n'est pas cultivée pour elle-même : elle n'est pas plus un sentiment pré-établi plié sur la musique comme l'on colle un papier peint heurté sur un mur pour en camoufler les défauts. L'expression naît ici de la sonorité elle-même, des rapports d'intensité, des tensions provoquées par la progression harmonique, de l'articulation des phrases les unes par rapport aux autres, du respect des valeurs rythmiques et de la tenue du tempo. Si peu de chefs savent faire cela.

1 CD GLT Éditions 239 127-1. Distribué par Harmonia diffusion.

Debussy

La Mer - Prélude à l'après-midi d'un faune - Nocturnes : Musiques et Fêtes
Orchestre symphonique de la NBC, Arturo Toscanini (direction).

Effilée comme la lame d'un Laguiole, la direction de Toscanini déesse la musique de Debussy avec des attentions maniaques. Enregistrés dans une acoustique morte et brillante à la fois, ces interprétations mettaient l'accent sur le rythme, les lignes de forces bien avant

celles de Paul Paray et Pierre Boulez. Comme si le chef italien voulait dériver cette musique du microcosme franco-français qui aurait pu causer sa perte. Enregistrés en 1950 et 1953, la *Mer* et le *Prélude à l'après-midi d'un faune* sont sans vraie concurrence (le reste du programme nous d'ailleurs, même si cela se sait moins). Il n'est pas inutile de le rappeler à l'occasion de cette réédition pour laquelle les techniciens de RCA ont fait des miracles.

1 CD RCA GD 60265.

Purcell

Dixons et Enés
Tatiana Troyanos (Dixons), Richard Stoltz (Enés), Felicity Palmer (Belinda), Elizabeth Gale (la deuxième Dame), Patricia Kern (la Magicienne), Alfrida Hodgson (la première Sorcière et l'Esprit), Philip Langridge (le Marin), English Chamber et Choir Orchestra, Raymond Lippard (direction).

Les rééditions ont ceci de bon qu'elles proposent souvent les enregistrements les plus réussis pour le prix le moins élevé. Celui-ci ne déroge pas à la règle. En 1977, Tatiana Troyanos prouvait, une fois de plus, son talent de tragédienne hors norme. Pas une note, pas une syllabe de son chant qui ne soient investies du drame mis en musique par Purcell. Du coup, Felicity Palmer sort de son habituelle réserve et compose une Belinda qui en dépasse celle de Schwarzkopf (avec Flagstad, un enregistrement démodé et splendide chez EMI).

1 CD Economique Erato • Libretto • 2292-45283-2.

A. L.

Jazz

Ray Charles

Gentles + Soul = Jazz, live !
Paris, 22 octobre 1961, la guerre d'Algérie n'est pas finie. Ray Charles est le chanteur noir américain de référence, celui qui renouvelle le genre, celui qui distribue les airs, les partitions et les rythmes des années à venir. Rock, musiques africaines, grandes variétés de partout, jazz, rien n'échappera à sa marque. Cet aveugle est extralucide. La communauté noire parle de *soul music*. Ray dépend jazz. Les managers lui collent plus modestement l'étiquette de « Genius ».

L'enregistrement du concert parisien laisse transparaître un son, un esprit, un *feeling*, et aussi les limites du genre. Le chanteur-chant possédait de David Newman à la

flûte sur un *Georgia* très déposé, souffrant, on le sent bien, de la version définitive qui s'est installée dans les têtes depuis lors. Cette partie de flûte n'est supportable qu'en concert ou à titre de témoignage. Elle supporte mal la répétition. Pourtant on aime bien David Newman. En résumé : un disque-souvenir, ethnographiquement utile, et pour Ray Charles, qui reste incapable de rater une syllabe, justifié.

1 CD Suiza JZ310. Distribué par Média 7.

David Liebman et Gil Goldstein

West Side Story
Sur chacun de ses instruments - soprano, ténor ou flûte - David Liebman est absolument remarquable. Vis-à-vis de la gloire et du tapage, il a la sobriété d'un styliste. Mais pour les autres musiciens, ses qualités et son audace ne font pas un pli. Gil Goldstein maîtrise mieux que bien un univers que Liebman considère comme celui de la musique actuelle : programmeurs, séquenceurs et ordinateurs.

Le répertoire choisi est doublement intéressant : il s'agit des airs les plus célèbres de *West Side Story* bien écrits par Leonard Bernstein, et préprogrammés dans toutes les caboches grâce au succès du film. Au regard de ces données, ce disque est doublement convenable : soit comme musique d'ambiance à connotation moderne (technologie sensible), soit comme musique expérimentale à connotation gracieuse (ambiance garantie). Autant dire qu'à côté de Stravinsky, de Coltrane ou d'un simple siffleur d'Asie, le village des Hautes-Pyrénées célèbre pour ce moyen d'expression, *West Side Story* en duo n'est que d'un intérêt assez limité.

Mais la question n'est pas là. *Primo*, il n'est pas interdit de penser que certains tendanciers du jazz à vocations à ce type d'aventures de haut niveau. *Deuxio*, la force de David Liebman et Gil Goldstein est d'avoir les moyens de leur liberté. *Tertio*, on tremble déjà de devoir supporter les érudits qu'ils ne vont pas manquer de produire. L'investissement de base (ordinateur, système MIDI, logiciels classiques) était, nettement, le moins élevé que la tentation de faire le malin.

1 CD OWL Records 061 380051/2.

F. M.

Chansons

Jac Berrocal

La nuit est au courant
Ce n'est pas de la chanson, mais dans quelle cage faire entrer cet album bilingue ? C'est du jazz, bien sûr, avec Jac Berrocal, trompettiste si maudit qu'il peut encore sonner *free*, tant de temps après, alors que les tendances ramènent à la sobriété des lignes, éloignent des questions existentielles, et évitent le trop de bruit. C'est du jazz, certes, mais soutenu d'Henri Michaux, de Roy Eldridge, avec allusions à David Bowie ou à Brian Eno.

La nuit est au courant bruisse de tous les murmures de l'obscurité. Jac Berrocal, trompette tordue et lunettes bien fixées, « des cristaux de déresse... une forme



Les Screaming Target.

errante de recoins en portes, comme un insecte pris entre rideaux et fenêtres». A la batterie, Jacques Thollot fleurit le style de ses arifices. Le premier contrebasiste, Hubertus Biermann, distille un chant haut placé, le second, Francis Marmande, sourit des bribes de conversations sautées au hasard du temps qui passe. Explications dans le livret : « Il entend des notes de nos contemporains qui s'excitent tout à l'heure, c'est drôle comme elles griment : « Allô, bonjour, je suis désolé ». « C'était comment déjà, pardon, j'ai oublié ». » Devant cet exemplaire essai de décalage en forme de jazz libre, on nous pardonnera d'avoir philosophiquement coincé cet album frais dans la chanson.

1 CD Adda 590040.

V. Mo.

Rock

Ice T

OG Original Gangster
Ice T a mené une vie de crime dans les rues de South Central Los Angeles avant de se mettre à la raconter. Sur la pochette d'*Original Gangster*, il pose à la fois en petit soldat des bandes de LA, menottes au poing et en nouveau riche de Beverly Hills, garde du corps à l'arrière-plan. Tout l'album repose sur cette dualité, sur la réussite de ce hold-up musical : au lieu d'essayer de devenir le roi du pâté de maison, Ice T a mis son casier judiciaire en musique et est devenu plus riche (ses albums se vendent à des centaines de milliers d'exemplaires aux États-Unis) que le plus malin des petits rois du crack.

La morale de l'histoire est ambiguë, tout comme la fascination à peine teintée de réprobation que Ice T entretient face à la violence, à l'illégalité, au code d'honneur des bandes. Puisque, grâce au livret du CD, on peut suivre les textes dans leur intégralité, on découvre une vision éclairée et contradictoire de la vie dans les ghettos, du mini-film de série B (*Midnight*), à l'apologue ironique (*Lifestyle of the Rich and Famous*). Ice T écrit bien, rappe un peu moins bien, plus à l'aise dans la narration que dans le préche, et

ne déborde pas d'idées musicales. Ce disque a d'abord une valeur documentaire. C'est l'un des premiers qui raconte la soudaine ascension de quelques jeunes hommes qui tout promettaient à une mort rapide et violente. Ice T y a échappé, la preuve, il joue un tic dans le polar rap *New Jack City* qui doit sortir bientôt au cinéma.

Sire/Warner Bros 7599-26492-2.

The Kentucky Headhunters

Electric Barnyard
L'école des primitifs sudistes amène régulièrement dans les bacs des disques ce genre d'album : violent, gai et grossier. Les Kentucky Headhunters sont devenus la coqueluche rock du milieu country (ils raillent régulièrement quelques statuettes lors des réunions du showbiz de Nashville), ils pratiquent une musique lourde et grasse, sont trop paresseux pour écrire tous leurs morceaux (on trop intelligents pour ne pas reconnaître leurs limites) et représentent des classiques improbables comme *The Ballad of Dary Crockett* (de la série télévisée produite par Walt Disney) ou *Spirit in the Sky*, le tube hippie-mystique de Norman Greenbaum ravivé à la manière de ZZ Top. Produits sans artifice, joués sans virtuosité inutile (mais pas toujours sans finesse), *Electric Barnyard* est un disque sans aucune autre prétention que celle de faire partager le plaisir simple de jouer le rock comme il vient.

Mercury/Phonogram 848 054-2.

Screaming Target

Hometown HiFi
En décembre dernier, au dernier soir des Transmusicales de Rennes, Screaming Target avait soudainement ressuscité le public semi-comateux de cette fin de festival avec un concert urgent et euphorisant. Le groupe formé par Don Letts après son départ du Big Audio Dynamite de Mick Jones reprenait là où le guitariste des Clash s'était arrêté. Toujours le même va-et-vient entre rock et musiques de danse (funk, reggae, rap), mais sans cette distance, ce *dandyism* qui avaient fait par faire sombrer les concerts de BAD dans l'ennui.

On attendait donc *Hometown HiFi* les oreilles grandes ouvertes. Ceux qui ont vu Screaming Target sur scène y retrouveront l'essentiel : une équipe de compositeurs qui a trouvé du premier coup le

moyen d'énoncer clairement ce qu'ils ont à dire, des musiciens à la fois techniciens (il a sans doute fallu plus de mégabits pour réaliser ce disque que pour lancer une fusée Ariane) et inspirés. Mais la violence, l'urgence, sont restées à la porte du studio. *Hometown HiFi* reste décontracté et sensuel de bout en bout, malgré, à cause des rythmes programmés, ce n'est pas tout à fait une déception, plutôt une attente qui se prolonge un peu. Don Letts a trouvé un son pour porter ses textes, militants ou amoureux, une couleur reggae qui rafraîchit le funk, le rap, leur donne de l'espace pour souffler. *This Town*, chanté par Christie Hynde, est tout ce que le duo de la chanteuse des Presets, chanté par US 40 aurait dû être. En général, *Hometown HiFi* ressemble beaucoup à ce que devrait être la bando-son d'un été en ville.

Island 848 665-2.

T. S.

Musiques du monde

Baaba Maal

Bayo
Baaba Maal, le plus discret des « grands » du Sénégal, a conçu *Bayo* comme un *dirigé*, où sont distillés avec chic et délicatesse les ingrédients de la tradition africaine, passer au filtre d'une intelligence et d'une technique modernes. Dosage subtil des instruments, le tama, petit tambour d'aiselle au son claquant et si particulier au Sénégal, la kora, bien sûr, mais aussi la guitare sèche, dont Baaba Maal joue si bien, parfois en duo avec Mansour Seck. Il en joue comme d'une kora justement, en pinçant les cordes, avec cette sècheresse délicate qu'exige la harpe africaine. L'album, très pur, s'est écrit de la présence aujourd'hui obligatoire des synthétiseurs, pour n'en conserver que quelques touches, notes maintenues en fond sonore (*Dishoma*, le Voyageur) ou en appui aux instruments vrais. *Bayo*, le premier des dix titres qui, à force de subtilité, finissent par être à eux tout seuls un immense hommage à la musique du continent noir, pleure la mort d'une mère (*Pendant que j'étais en France*, en train d'en apprendre plus sur la vie et sur l'art, un terrible coup de téléphone... *Mama, mama, mama, mon amour, ma mère*). Il y a, bien sûr, des hymnes à la beauté et à l'amour, une référence constante à Dieu et au prophète, des interrogations sur le vague à l'âme et la dignité des hommes de l'Afrique et du Cameroun. Sur la pochette, grand, dégingandé, Baaba Maal joue les diables en bouzou, grand maître d'une alchimie des rythmes et de mélodies. Mélange de forces, de virtuosité instrumentale, de délicatesse naturelle, *Bayo* est sans doute le meilleur album de l'auteur-compositeur sénégalais - qu'il a d'ailleurs pris soin de produire lui-même dans des studios londoniens - mais aussi un *panneau indicateur* de toute beauté pour qui aurait la tentation de se perdre sur les chemins d'une *world music* en mal d'identité.

1 CD Mango 848 300. Distribué par Island.

V. Mo.

LE PIANO DE RAVEL

L'enchantement Merlet

ARTURO BENEDETTI-MICHELANGELO, Martha Argerich (mais elle ne donne plus de récitals depuis presque dix ans), Nikita Magaloff (que ne joue-t-il pas ?) et Vladimir Ashkenazy mis à part, les pianistes les plus en vue ne jouent pas Ravel. En lui ! Maurizio Pollini, Sviatoslav Richter (exception faite du *Concerto pour la main gauche*), Alfred Brendel, Murray Perahia, Radu Lupu, Zoltan Kocsis, Nelson Freire, Annie Fischer, Daniel Barenboim, Rudolf Serkin, Shura Cherkassky, Andras Schiff semblent avoir rayé d'un trait ses deux heures de musique pour le piano. Restent Vlado Perlemuter, l'élève, le grand témoin, qui, inlassablement, porte de pays en pays la bonne parole, et quelques autres - dont l'audience n'est pas planétaire - qui inscrivent ce compositeur à leurs programmes et l'enregistrent. Restent aussi, bien sûr, les jeunes, qui, se lançant dans la carrière, n'oublient pas Gaspard de la nuit ou les *Miroirs*, passages quasi obligés des concours internationaux.

Serait-ce le post-romantisme affiché de cette musique, la gratuité des gageures lancées aux interprètes par un compositeur amicalement sadique, sa virtuosité trop intellectuelle pour être payante, son langage indifférent à une modernité cultivée en tant que telle (Debussy savait faire cela quand Ravel lançait des ballons d'essai, sans avoir l'air d'y toucher), son atmosphère fin de siècle héritée en droite ligne du dix-neuvième siècle qui détournent les stars du clavier quand les plus grands chefs ne se détachent pas de l'œuvre d'orchestre de Ravel ?

Dominique Merlet ne fait pas partie du club de plus en plus fermé des « grands » pianistes, mais les apprentis du monde entier recherchent son enseignement. Cette reconnaissance-là en vaut bien d'autres. Il vient d'enregistrer l'intégrale du piano à deux mains de Ravel. Il se pourrait bien que son interprétation fasse jeu égal avec celle de Perlemuter publiée par Nimbus.

Merlet n'a certes pas cette sonorité « mouillée » qui fait oublier la mécanique du piano (elle se développe chez les « vieux » pianistes dans le temps même où leurs doigts se font moins péremptoirs), il ne peut davantage se targuer de soixante ans de commerce quotidien, mais sa *pudeur* expressive, son intimité avec le texte, son geste instrumental libéré, la richesse de sa palette sonore (inséparable d'un jeu de pédales incroyablement subtil), le naturel de son approche musicale traduisent l'univers ravélien avec une fidélité exemplaire. Comparer son « Gibet » avec celui d'Ashkenazy (seconde version Decca) est édifiant : faute de respecter la lettre du texte (il ne répète pas le si bémoï dans l'échappement, ce qui annihile l'effet de tintement de cloches voulu par Ravel), le pianiste russe démantibule le second volet de *Gaspard* comme un amateur n'oserait le faire. Et puis, cette publication bénéficie d'un texte de présentation de Marcel Marnat qui s'affranchit des règles habituelles du genre pour l'élever au rang d'essai.

2 CD Cirsé 87125/26 LD.

ALAIN LOMPECH

T H E A T R E

↑ MOGADOR ↓

A PARTIR DU 4 JUIN

LES FOURBERIES DE SCAPIN

MOLIERE

MISE EN SCENE
JEAN-PIERRE VINCENT

AVEC
DANIEL AUTEUIL

LAURENCE CORTADELLAS • ERIC ELMOSONINO
MANOËLLE GAILLARD • SOPHIE GOURDIN
ETIENNE LEFOULON • ROGER MIRMONT
VINCENT ROUCHE • PHILIPPE UCHAN

et en alternance
ROMAIN DUVERNE • MAX MAC CARTHY
CAROL STYCZEN

Production NANTERRE-AMANDIERS

L O C A T I O N

48 78 04 04

LE FESTIVAL D'AIX-EN-PROVENCE

trois événements pour le plaisir de vos nuits d'été

(10 JUILLET - 2 AOÛT)

- CASTOR ET POLLUX de Jean Philippe Rameau, l'œuvre parfaite de l'opéra français. Production signée William Christie, Pizzi, Béatrice Massin, Les Arts Florissants.
- La création scénique en France d'un oratorio de Mozart pour son Bicentenaire LE DEVOIR DU PREMIER COMMANDEMENT chanté par Valérie Masterson dans le décor du « Teatro Olimpico » de Palladio.
- L'enchantement retrouvé de « Fairy Queen » avec la poésie du SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ de William Shakespeare et Benjamin Britten.

Mais aussi :
des concerts, 14 récitals, Mozart chanté par Margaret Price, Helen Donath, Teresa Berganza, Carol Vaness.

D'OU L'URGENCE DE RÉSERVER SELON VOS VŒUX
(16) 42.17.34.34

DANSE

CATHERINE DIVERRÈS PRÉSENTE « CONCERTINO » AU THÉÂTRE DE LA VILLE

La chorégraphe de l'intranquillité

En 1984, Catherine Diverrès dédiait sa deuxième chorégraphie à Hélène Keller, cette jeune Américaine sourde, muette et aveugle qui, à force d'acharnement, apprit à lire et sortit de sa nuit. La chorégraphe est animée de la même volonté. Pour faire évoluer la danse, elle croit à la suprématie de l'esprit sur le corps. Elle aime la littérature, les contradictions insoutenables et l'ardeur des choses. Après le Théâtre de la Ville, elle dansera avec sa compagnie au Festival d'Avignon. Tout irait bien pour Catherine Diverrès ? Il n'en est rien.

CATHERINE DIVERRÈS n'est même pas en colère, elle est seulement déabusée. Par la vie, par l'état actuel de la danse qui n'encourage plus ni la recherche ni l'expérimentation. Son rêve de compagnie, une sorte de phalanstère où chaque interprète serait aussi auteur de sa danse, s'effrite. Une fois formés, ses danseurs la quittent ou bien c'est elle qui provoque les ruptures. Faute de les voir s'émanciper de son influence.

Elle assume, non sans fatigue, les contradictions de cette période difficile. Il y a l'insatisfaction due au fonctionnement de sa compagnie, le regret qu'aucune municipalité ne sollicite son installation en résidence, la constatation de la frilosité des programmeurs. Il y a aussi un passage dans quelques jours au Théâtre de la Ville, à Paris, avec *Concertino* (1), sa dernière pièce créée au Quartz de Brest en février 1991 ; il y a encore le Festival d'Avignon où la chorégraphe est invitée pour la deuxième fois avec *L'Arbitre des élégances* (2), une œuvre datant de 1986 qui est un hommage à Hamlet.

Instants rares que ceux où Catherine Diverrès décide de se livrer. Elle a choisi un café le long du canal Saint-Martin, proche de l'appartement dans lequel elle vient d'emménager. Elle dit ne plus savoir ce qui l'attend. Sa fragilité ressemble à une force qui n'a rien de tranquille. Elle parle sans fard, peu soucieuse de se ménager les bonnes grâces des uns et des autres. Solitaire. « Reprendre l'Arbitre des élégances à Avignon est un risque, commente-t-elle. Non seulement parce que



Bernardo Montet (photo ci-dessus) est l'allié le plus sûr de Catherine Diverrès. Egalement chorégraphe de la compagnie, il mène parallèlement une carrière personnelle. Son duo avec François Verret, *La Chute de la maison carton* (1986), vit encore dans toutes les têtes. Danseur et interprète exceptionnel, on comprend qu'il soit difficile d'échapper à son emprise stylistique : les danseuses, elles, s'identifient avec force aux vibrantes complexités de Diverrès. On pourrait avoir de plus mauvais modèles ! On découvre avec *Concertino* une compagnie à son acmé. Ici, Rita Quaglia (photo ci-dessous) mène la danse. Superbe.

cette pièce date de 1986 mais surtout parce que personne n'en a voulu à sa création. Elle a été immédiatement rejetée. On ne supportait pas qu'à une première partie très dansée succèdent des textes lus par le comédien Alain Rigout.

« Aujourd'hui, tous les chorégraphes s'intéressent au rapport corps-texte et tout le monde trouve ça très normal. En 1987, quand le Festival d'Avignon programma *Instances*, on découvrait mon travail avec une chorégraphie qui n'était déjà plus le reflet de ma recherche. Elle avait été créée en 1983, à mon retour du Japon, elle était le résultat de l'enseignement de Kazuo Ohno qui m'avait fait passer du statut d'élève à celui d'artiste. »

C'est là, à Tokyo, avec Ohno, qu'elle acquiert la certitude que la danse est avant tout un mouvement de la pensée. « *Danser sans jambes ni bras* », demandait le maître japonais : des exercices qui, si on en réchappe, vous ouvrent l'univers. À l'inverse de l'entraînement laborieux et quotidien du danseur occidental qui « n'exprimerait rien d'autre qu'une peur à s'interroger sur l'acte de danser ».

Marcel Proust et Fernando Pessoa emballent cette mordue de littérature et, plus récemment, de poésie. Elle se reconnaît dans leur désir de témoigner de la complexité des choses, tout en les tenant à distance pour mieux les éprouver et en rendre compte. Sensible à leur désenchantement raffiné, elle s'avoue tentée de suivre leur exemple et de se planter à la lisière du monde, comprenant que l'émergence de sa danse est à ce prix. Devinant qu'elle va devoir s'habituer à sa solitude, voire à l'exclusion dans laquelle elle se sait tenue, elle risque, en dehors du courant dominant, des chorégraphies dans lesquelles d'une voix sourde, violente, avec peu d'effets, elle essaie d'installer cette intemporalité qui est pour elle le signe du véritable artiste.

« Proust, Pessoa mais aussi Gombrowicz, les auteurs russes – je découvre Pasternak – ont une préoccupation commune avec la danse : la réminiscence. Le travail sur la mémoire et le souvenir, la nostalgie et le temps présent. Quand on est plongé dans la vie, on est trop proche de l'instinct, on obéit le sentiment, les vérités byziques. Tous ces auteurs traitent des émotions fortes sans tomber dans le piège du spectaculaire. Ils montrent avec exactitude les petites choses en n'allant ni vers le quotidien – qui ne m'intéresse pas –, ni vers l'expressionnisme ou le théâtre que j'ai en horreur. Ils restent sur le fil de l'abstraction, c'est-à-dire de l'essentiel. »

Corps plus apollinien que jamais, narcissique retour des vieilles valeurs néoclassiques au nom d'une modernité douteuse, Catherine Diverrès n'est pas en phase avec la danse qu'elle voit : cette danse organique entièrement fondée sur la pousse, l'étonnement facile que provoque un corps pur-sang écartelé, manipulé, placidement obéissant. « *La révolution du danseur reste à faire* », insiste-t-elle, abordant là un thème fondateur de sa démarche. On sait qu'elle exige, après la formation qu'elle donne aux membres de sa compagnie – avec Bernardo Montet, associé à son travail depuis le début – qu'ils deviennent autonomes, qu'ils cessent d'être dans l'imitation.

« Je suis là pour créer mes pièces, mais mes danseurs doivent être auteurs de leur propre danse. Ce rêve qui jusqu'à présent m'a soutenue bat de l'aile : quand un danseur se sent maître de la technique que j'enseigne, il

a besoin de la vérifier dans d'autres yeux que les miens, refusant ce dialogue et cette liberté mutuelle que je lui offre dans la création. En cours de formation, je développe la virtuosité et la force à leur point extrême. Un corps de danseur doit pouvoir tout exécuter, obéir à chaque nuance de la pensée. »

« Ensuite, il s'agit de casser, souvent par des improvisations, cette aisance qui est une sorte de bêtise si on ne la questionne pas. L'enseignement de la pensée devrait faire partie de toute formation. J'incite mes danseurs à lire. Mais, en réalité, il faudrait apprendre la philosophie aux enfants. François Verret dit à juste raison qu'on devrait créer un CNRA, un Centre national de recherche artistique, sur le même modèle que le CNRS. A un moment où l'enseignement du contemporain se met en place dans notre pays, il serait temps de prendre le problème par le bon bout ! A une époque où les sourds changent de sexe, il faudrait une force qui contrebalance les scientifiques, pour ceux qui travaillent autour de l'être : les poètes, les artistes, les littéraires. »

Catherine Diverrès sollicite la critique. Elle l'écoute quand elle est argumentée. Mais elle se ferme quand la critique est descriptive ou d'humeur : « Aujourd'hui, on se fait assassiner sans preuves. Le milieu chorégraphique a des « fixettes », des idées toutes faites sur ce que la danse doit être. C'est le meilleur moyen de l'empêcher d'évoluer. J'envie la liberté et l'ouverture qui existent dans la peinture. Même Cunningham : s'il a changé, sous l'influence de la musique de Cage, le rapport au temps et à l'espace, il n'a pas fait bouger d'un pouce l'écriture des corps... Je suis déprimée et parfois en colère quand j'entends dire que je ne construis pas mon espace ou que la relation que j'entretiens avec mes danseurs manque de profondeur. Quand on parle d'espace, les seules références sont les formes géométriques inscrites dans le corps de chaque individu. Mais l'espace c'est bien autre chose, c'est l'invisible. Je demande à mes danseurs de « parler » cet invisible qui les sépare et les relie. Il y a des logiques non cartésiennes qui obligent elles aussi à se situer au millimètre près dans l'espace, faute de quoi la magie s'évanouit. »

Après le Festival d'Avignon, que deviendra la compagnie ? Catherine Diverrès et Bernardo Montet vont-ils se retrouver face à face comme à leurs débuts ? La chorégraphe ne veut pas se marginaliser. Mais elle sait que le système demande des spectacles aux formes et aux contenus immédiatement identifiables qu'elle est incapable de lui donner. Une solution à la Grotowski où elle déciderait de ne jouer que pour quelques personnes ? Catherine Diverrès préfère imaginer des salles immenses et pleines de spectateurs exigeants et aventureux, des théâtres mystérieux qu'elle ferait vibrer d'étincelles chorégraphiques à la dimension de l'univers, avec des danseurs adultes qui auraient l'esprit de Heiner Müller et le corps de Mikhaïl Barychnikov.

DOMINIQUE FRÉTARD



(1) *Concertino* sera joué les 4, 5, 7 et 8 juin à 20 h 30. Théâtre de la Ville. Tél. : 48-87-54-42.

(2) *L'Arbitre des élégances* sera dansé les 27, 28, 29, 31 juillet et 1^{er} août au Gymnase Aubanel à 21 h 30. Festival d'Avignon. Tél. : (16) 90-86-24-43.

صكنا من الامل

intranquillité

Le Monde

ÉCONOMIE

Le Monde • Jeudi 30 mai 1991 29

SECTION C

30 La négociation Sures et Dénrées renforce son état-major
De Dietrich s'élève à Thomson

32 Communication : le colloque Médiaville de Rennes
36 Chute des profits des banques japonaises

36 Marchés financiers
37 Bourse de Paris

BILLET

Retour au rail à Londres

Changement de voie : pour tenter de résorber la crise du transport, le gouvernement britannique veut aider au développement du chemin de fer. Rompant avec l'un des héritages les plus contestés du Thatcherisme, la préférence systématique donnée à la route au détriment du rail, M. Malcolm Rifkind, ministre des transports, a annoncé mardi 28 mai, au cours de la conférence sur le transport à Londres organisée par le Financial Times, une série de mesures destinées à développer le trafic ferroviaire.

Le premier point consiste en un encouragement au transport de marchandises par le chemin de fer, qui ne dévient aujourd'hui que 8 % du marché du fret. Des subventions du ministère des transports doivent pousser les entreprises à choisir le rail. D'autre part, le réseau doit être ouvert à la concurrence d'opérateurs privés, la compagnie nationale British Rail perdant son monopole.

La privatisation générale de British Rail reste au programme si les Tories remportent les élections générales (qui doivent avoir lieu au plus tard en 1992). Plusieurs scénarios sont examinés actuellement au ministère des transports : vente globale de la compagnie, éclatement en plusieurs sociétés régionales ou sectorielles (InterCity, Network Southeast, ScotRail...) ou privatisation séparée du réseau et de l'infrastructure.

Bien que le patronat, la City et les milieux de la distribution accueillent favorablement ce plan, M. Rifkind reste prudent. A l'approche d'un scrutin général, il veut éviter d'esquisser un « grand dessin », se démarquant trop de l'expérience Thatcher. Compte tenu des réticences du ministère des finances à délier les cordons de la bourse en cette période de récession, aucune estimation financière ne figure dans le programme, ni aucun échéancier. Or le rattachement des investissements pour la sécurité et la réduction des subventions de l'Etat ont fortement creusé le déficit de British Rail.

Même prudence sur le dossier ferroviaire d'une éventuelle ligne transmanche à grande vitesse entre Londres et le tunnel sous la Manche. La décision a été apparemment repoussée jusqu'à l'automne afin de ne pas heurter de front le puissant lobby anti-TGV du Kent. Le gouvernement accepte le principe d'une nouvelle ligne Londres-Folkestone, mais M. Rifkind hésite, pour des raisons politiques, à donner son feu vert à un ouvrage très controversé, dont l'ouverture est théoriquement prévue en 1995. Assouplissement oui, bouleversement non.

MARC ROCHE

ICL achète Nokia Data

Pour 230 millions de livres, le constructeur britannique d'ordinateurs ICL, dont le capital est détenu à 80 % par le japonais Fujitsu, va acheter Nokia Data, filiale informatique du grand groupe finlandais d'informatique, d'électronique et de télécommunications Nokia.

Nokia Data, qui emploie 6 500 salariés environ, a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de l'ordre de 4,9 milliards de francs (environ 7 milliards de francs environ). Souffrant d'une rentabilité insuffisante, elle est la seule division du groupe à avoir terminé l'exercice avec un déficit.

Cet accord renforcerait ainsi la présence de Fujitsu en Europe. Il y a quelques semaines, Bull et Nokia Data avaient annoncé l'arrêt de leurs négociations en vue d'un accord de distribution dans les pays scandinaves.

Le gouvernement tente de récupérer 17 milliards de francs sur le budget 1991

Le gouvernement fait feu de tout bois pour empêcher que le déficit budgétaire ne dérape dans des proportions importantes du fait notamment du ralentissement de la croissance économique qui selon M. Bérégovoy ne dépassera pas 1,5 % cette année. Après avoir annulé - par arrêté - 10,2 milliards de francs de dépenses en mars, le ministère de l'économie vient de mettre au point un ensemble de mesures destinées à récupérer 17 milliards de francs dès cette année. Ces mesures sont pour la plupart contenues dans un projet de loi « portant diverses dispositions d'ordre financier » (DOF) que M. Pierre Bérégovoy a présenté mercredi 29 mai au conseil des ministres (le Monde du 28 mai).

Les dispositions préconisées par le ministre de l'économie, des finances et du budget pour éviter un dérapage du déficit sont de nature très diverses : les usages sont des économies faites sur les dépenses ; d'autres concernent la TVA ; d'autres encore sont des prélèvements sur des caisses publiques ou parapubliques ; enfin une quatrième série de dispositions prend la forme de recouvrements jacobins que va faire l'Etat sur des sommes qui lui sont dues.

1) Les économies : 5 à 6 milliards de francs.

Quand des crédits n'auront pas été dépensés en 1990, leur report

sur cette année sera « gelé ». De même est-il demandé aux ministères de ne pas dépenser au 30 septembre prochain plus de 70 % de leurs crédits ordinaires (hors personnel). Ces dispositions devraient permettre d'économiser trois milliards de francs.

L'Etat envisage aussi de gagner cinq cents millions de francs sur le Fonds de compensation de la TVA, c'est-à-dire sur les concours de l'Etat aux collectivités locales. Le prélèvement de 1,5 % sur les paris du PMU au profit de la Ville de Paris va être supprimé. L'économie pour le budget de l'Etat sera de 200 millions cette année.

Le taux de la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC), plus connu sous le nom de « 1 % logement », sera porté en deux étapes (début juillet 1991 et début janvier 1992) de 0,65 % à 0,45 %. En revanche, la cotisation des employeurs au FNAL (Fonds national d'aide au logement), qui finance la généralisation de l'allocation au logement social, sera majorée de 0,2 point dès le début de juillet. Cette mesure, neutre pour les entreprises, permettra à l'Etat d'économiser 1,2 milliard de francs cette année (2,4 milliards en 1992) la subvention d'équilibre qu'il versait au FNAL. Le ministère de l'économie estime que les ressources consacrées à l'effort de construction (titre de l'Etat) ne seront que « faiblement amoindries ».

2) La fiscalité indirecte (TVA) : 2 milliards de francs.

Un ensemble de prestations va être soumis à la TVA : achats

d'œuvres d'art, ventes publiques (biens d'occasion, de collection, de pierres précieuses...). Il en ira de même pour les prestations d'auteurs, interprètes, artistes. Seront dispensés les professionnels dont le chiffre d'affaires n'excède pas 245 000 F. Les cessions de droits reconnus par la loi aux auteurs d'œuvres de l'esprit et aux artistes-interprètes bénéficieront du taux réduit de 5,5 %. Gain pour l'Etat : 400 millions cette année.

L'horticulture et la sylviculture imposées au taux de TVA de 5,5 % passeront (sauf pour les usages agricoles) au taux normal de 18,6 % début de juillet (le Monde du 28 mai). Gain : 750 millions. La taxe locale sur l'électricité recouvrée par EDF sera soumise à la TVA, mais ses taux plafonds seront abaissés pour éviter un alourdissement du prix de vente. Gain : 330 millions.

Le taux de TVA s'appliquant aux cessions de terrains à bâtir, actuellement de 13 %, perdra la réduction de 30 % dont il bénéficiait et passera début juillet au taux normal de 18,6 % (le Monde du 29 mai). Cependant, les terrains destinés à la construction d'habitat individuel seront ramenés à 10 % à partir de juillet. Gain : 130 millions.

Au total, ces mesures fiscales - et quelques autres de moindre importance - représentent pour

l'Etat une économie de presque 2 milliards de francs.

3) Les prélèvements sur organismes publics : 6 milliards de francs.

L'Etat va récupérer trois milliards de francs sur la CACOM (Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme), créée en 1958 à la demande du FMI pour que soit mis fin au financement monétaire, donc inflationniste, de la construction. Cette caisse dotée par l'Etat d'un prêt de 100 milliards de francs à faible taux d'intérêt. Déjà ponctionnée lors des grandes dérives budgétaires de 1982 et 1983 pour des sommes très importantes (7,5 milliards), la CACOM va disparaître en abandonnant ses dernières réserves, soit environ 3 milliards de francs.

D'autres prélèvements sur l'EPAD (Etablissement public d'aménagement de la Défense), le fonds de réserve de la taxe d'entretien des vieux commerçants (caisse d'aide au départ), le PMU, l'Institut national de la propriété industrielle rapporteront aussi 3 milliards.

4) Accélération des recouvrements : 4 milliards de francs.

La restitution au Trésor des retenues à la source, du prélevement libératoire, de la taxe sur les conventions d'assurances sera accélérée. Cette mesure touchera les compagnies d'assurances et les établissements financiers, non les particuliers. Une mesure semblable concernera la SEITA pour les recettes encaissées sur les tabacs.

A. V.

Pour éviter un dérapage budgétaire

Devant le Conseil économique et social

M. Aubry annonce des mesures de lutte contre le chômage pour « très bientôt »

A l'occasion de la présentation, par M. Roger Lery, d'un rapport du Conseil économique et social sur le chômage de longue durée, M. Martin Aubry, ministre du travail, est revenu le 28 mai sur les axes futurs de son action. Elle a assuré que des mesures seraient « très bientôt annoncées » par le gouvernement pour lutter contre le chômage et indiqué qu'elle allait en « discuter dans les jours qui viennent avec les partenaires sociaux ».

M. Aubry a confirmé son intention de « lancer un chantier extrêmement important de changement du travail visant à améliorer l'organisation du travail, la qualification, l'autonomie et la responsabilité des salariés dans l'entreprise, associé avec une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ». Il faut, a-t-il ajouté, « rendre les entreprises compétitives, créer des emplois mais aussi éviter les exclus ».

Négociations sur la formation professionnelle

Le CNPF précise son projet de « co-investissement »

Lors de leur cinquième séance de négociation sur la formation professionnelle, le 28 mai, les partenaires sociaux ont abordé la question la plus délicate, celle du financement. Le CNPF a proposé de porter de 1,2 % à 1,4 % de la masse salariale l'obligation légale de contribution des entreprises. Il a aussi évoqué la possibilité d'une cotisation de 0,15 % pour les entreprises de moins de dix salariés, jusqu'à présent, n'étaient pas assujetties à cette cotisation.

En contrepartie de cet effort, le patronat a avancé son thème très controversé du « co-investissement » entre l'employeur et le salarié. Il souhaiterait que sa prise en charge soit de 80 % à 100 % pour les formations de moins de trois cents heures, de 56 % à 70 % pour celles de moins de mille deux cents heures, et de 42 % au-delà. Toutes les organisations syndicales ont critiqué sévèrement ces propositions.

Peugeot pourrait remettre en cause ses accords de recherche avec Renault

Les alliances de la Régie Renault avec des partenaires étrangers, avec Volvo en particulier, inquiète le groupe PSA (Peugeot et Citroën), notamment pour l'avenir de leur coopération en matière de recherche. La concurrence entre les deux constructeurs français ne les avait pas empêchés, jusqu'à présent, de mener des recherches en commun. Désirés par les firmes pour alléger leurs investissements en « recherche et développement » et soutenir les efforts de recherche, ces coopérations « risquent d'être remises en cause », prévient-on chez PSA.

L'alliance de Renault avec Volvo fait du constructeur suédois le « copropriétaire du patrimoine de l'entreprise », soutiennent les responsables de la Régie. « Pas question que Volvo bénéficie d'un accès automatique et gratuit aux programmes

de recherche dans lesquels PSA a investi », s'inquiète M. Jean-Yves Helmer, directeur de la division automobile de PSA. Une position renforcée depuis la prise de participation du japonais Mitsubishi au capital de la filiale néerlandaise de Volvo.

Outre leur participation commune à des programmes de recherche communautaire (programme Drive) ou menés dans le cadre de Eureka (projet Prométhée), les deux firmes avaient, il y a dix ans, créé un GIE (groupement d'intérêt économique) pour regrouper leurs efforts de recherches dans certains domaines. Trois programmes avaient été lancés dans ce cadre : un programme sur le moteur propre, un autre sur le multiplexage ; le troisième, sur la sécurité, n'avait en fait pas encore réellement démarré, son contenu ayant été

remis en cause par les pouvoirs publics, qui devaient assurer 35 % du financement (portant sur un budget global de 1,25 milliard de francs).

Or le GIE ayant une durée de vie de dix ans, son existence devait être prolongée à partir du 1er janvier 1991. Ce qui n'a pas été fait. « Recommandations pour un an, pour voir ce que l'on peut faire, on ne pas faire ensemble » proposent chez Renault.

Si les deux groupes semblent être d'accord pour mener à bien les travaux engagés avant la signature de l'accord entre Renault et Volvo (programme sur le moteur propre), la position des deux entreprises diverge pour les programmes postérieurs, PSA souhaitant adopter une position « plus réservée ».

ANNIE KAHN

Nouvelle stratégie pour le groupe informatique français

Un homme de presse nommé à la tête de Bull aux Etats-Unis

M. Axel Lablois a été nommé, mardi 28 mai, à la présidence de Bull HN, la filiale américaine du groupe informatique français Bull aux Etats-Unis, en remplacement de M. Roland Pampel. Homme de presse (il a fait l'essentiel de sa carrière dans des entreprises d'information), il compte redresser la société en concentrant les forces du groupe sur un nombre limité de produits et de marchés.

Bull HN, la filiale de Bull aux Etats-Unis, change de président. Un français, M. Axel Lablois, succède à ce poste à M. Roland Pampel, qui assurait cette fonction depuis avril 1988, époque à laquelle Bull faisait l'acquisition de la majorité de Honeywell-Bull aux Etats-Unis. Selon la direction de la firme, ce changement de responsable, dû au « resserrement des missions de Bull HN », s'est fait dans le consentement mutuel. Il intervient alors que la participation du constructeur japonais NEC au capital de Bull HN est remise en question (le Monde du 17 mai).

Pour le nouveau président, M. Axel Lablois, le défi est de taille. Il entre dans le groupe à une période particulièrement troublée de son histoire. Outre la réalisation de ce changement structurel, il devra

aussi participer au redressement de la firme, qui essuyait en 1990 des pertes de 6,8 milliards de francs. La filiale américaine, qui emploie environ quinze mille personnes et a réalisé en 1990 environ le tiers du chiffre d'affaires du groupe, est aussi déficitaire.

Un défi que M. Axel Lablois n'hésite pas à relever, à condition que « la compagnie soit réellement globale et unifiée », c'est-à-dire que la Compagnie des machines Bull (CMB) soit propriétaire à 100 % de la filiale américaine.

Cet homme de quarante-trois ans, qui réside aux Etats-Unis depuis plus de cinq ans, a une grande connaissance du marché de l'informatique. Diplômé de Sciences po et de l'INSEAD, il était précédemment PDG de IDC (International Data Corporation) et vice-président de sa maison-mère IDG (International Data Group), la plus grande société mondiale d'information et d'analyse spécialisée dans l'informatique et les technologies de communication. En France, IDG édite entre autres l'hebdomadaire spécialisé le Monde Informatique. Hormis un passage de deux ans comme vice-président et associé de la firme de Boston, Reynolds, il a fait l'essentiel de sa carrière dans des entreprises d'information, passant les huit premières années de sa vie professionnelle à la CEP (Compagnie européenne de publications).

Pour rendre à Bull HN sa profitabilité, il entend en concentrer les forces sur des produits et des marchés limités. En termes de marché, il vise essentiellement « les grands comptes », grandes entreprises déjà utilisatrices des grands systèmes de la gamme Bull, pour leur fournir des produits complémentaires (réseaux, stations de travail, micro-ordinateurs), ainsi que le marché du gouvernement et des collectivités locales, dans lequel la firme est pour l'instant peu implantée, mais pour lequel elle a déjà développé des applications spécifiques. En termes de produits, il mettra l'accent sur les systèmes de traitement d'images et développera l'activité d'intégration de systèmes.

A. K.

Premières mesures de reconversion pour l'usine Bull de Belfort. Une société de développement de nouvelles entreprises, dotée d'un financement de quelque 40 millions de francs, est la première mesure de reconversion de l'usine Bull de Belfort. Le ministère de l'Industrie a indiqué, mardi 28 mai, que l'Etat contribuera à hauteur d'un tiers à son financement. Le ministre précise que le site de Belfort, dont la direction de Bull entend reconstruire la moitié des 1 450 salariés, « bénéficiera d'un effort important de développement industriel ».

Le successeur de M. Karl-Otto Poehl désigné à la tête de la Bundesbank

M. Helmut Schlesinger l'homme du séraïl

Après l'accord des partis de la coalition au pouvoir le conseil des ministres allemand a nommé mercredi 29 mai à la présidence de la Bundesbank l'actuel vice-président, M. Helmut Schlesinger, en remplacement de M. Karl-Otto Poehl (nos dernières éditions du 29 mai). Ce dernier a décidé de se retirer à compter de fin juillet, au lieu de la fin octobre comme il l'avait annoncé précédemment, pour des raisons personnelles sans avoir terminé son deuxième mandat de huit ans en tant que président (le Monde du 17 mai). M. Schlesinger, âgé de soixante-six ans, doit remplir un mandat éminemment de deux ans avant d'être lui-même remplacé par M. Hans Tietmeyer, cinquante-neuf ans, actuellement l'un des membres les plus influents du directoire et proche du chancelier Helmut Kohl, qui est nommé entre-temps vice-président.

FRANCFORT

correspondance

Né le 4 septembre 1924 à Penzberg, en Bavière, M. Helmut Schlesinger a fait des études d'économie à l'université de Munich avant de rentrer en 1952, à l'âge de vingt-huit ans, au service de la Banque des Länder allemands, qui fut l'ancêtre de la Bundesbank, dont la constitution définitive n'est intervenue qu'en juillet 1957. Toute sa carrière, M. Schlesinger va la réaliser à partir de cette date au sein de l'institut d'émission de Francfort : membre du directoire en 1972, il est ensuite nommé vice-président le 1er janvier 1980 en remplacement de M. Karl-Otto Poehl, qui devient président.

Le tandem qui avait été proposé par le chancelier Helmut Schmidt (SPD) sera maintenu à son poste en 1988 par le chancelier Kohl (CDU), bien que M. Poehl soit officiellement membre du SPD. M. Schlesinger n'a jamais revendiqué d'appartenance politique, mais il est « proche » de la CSU - elle aussi membre de la coalition gouvernementale au pouvoir, mais très affaiblie après la réunification des deux Allemagnes - en raison de ses origines bavaroises.

« Une deuxième révolution »

La nomination à la tête de la Bundesbank plutôt que celle de M. Hans Tietmeyer, membre de la CDU et depuis longtemps le candidat désigné du chancelier Kohl, peut donc apparaître comme une « concession » à la CSU. Elle vise surtout à minimiser le risque d'un affaiblissement supplémentaire du mark. La réputation du nouveau président de tenant de l'orthodoxie monétaire la plus dure est bien établie. Dans le partage des tâches avec M. Poehl, c'est lui qui, chaque année, fixait le corridor d'augmentation de la masse monétaire, assurant ainsi la définition de la politique monétaire de la Bundesbank, de même qu'il avait la haute main sur des instruments comme les réserves ou les taux de prise en pension.

En ce qui concerne l'Europe, les risques d'un durcissement de la position allemande sont à craindre. A la différence de M. Tietmeyer, qui est partisan d'un avènement rapide de l'écu comme moyen de paiement en Europe, M. Schlesinger s'est toujours prononcé en faveur d'une convergence préalable entre les économies des douze pays membres. Ces derniers mois, il avait encore durci le ton, prévenant que l'Allemagne n'était pas prête pour « une deuxième révolution » après celle de l'union entre les deux Allemagnes.

Ch. HOLZBAUER-MADISON

Haussé de 0,3 % des prix à la consommation en mai. Les prix à la consommation ont augmenté en Allemagne de l'Ouest de 0,3 % en mai par rapport à avril, a annoncé mardi 28 mai l'Office fédéral des statistiques sur la base de chiffres provisoires. Sur douze mois, la hausse des prix s'est élevée en Allemagne de l'Ouest à 2,9 %. - (AFP)

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Poursuivant sa restructuration

Le négociant Sucres et Denrées renforce son état-major

Le groupe français de négoce Sucres et Denrées a décidé le 27 mai de renforcer sa direction ainsi que ses deux principales filiales de négoce, Sucden Kerry et Merkuria Sucden. Parmi les principales mesures, on note le retour au premier plan de M. Max Benhamou, qui accède au rang de coprésident de la Compagnie financière Sucres et Denrées (le holding du groupe) ainsi que des deux entités de négoce, aux côtés de l'actuel PDG, M. Serge Varsano.

Le retour de M. Benhamou est lourd de signification pour l'orientation future du groupe. Collaborateur « historique » du fondateur de Sucden, le « roi du sucre » Maurice Varsano, M. Benhamou avait assuré la présidence du groupe après sa disparition en 1980. Jusqu'en 1988, date de la prise de pouvoir de Serge Varsano, il avait accompli une tâche très stricte de gestion, coupant les branches dé-

citaires de Sucden (métaux précieux, banques) et assurant ce qu'un allait appeler, pas toujours gentiment, la « régence ». Aujourd'hui, M. Benhamou revient pour prendre la « gérance » d'une maison qui s'est distinguée ces temps derniers davantage par l'inquiétude de ses banquiers (BNP, Crédit lyonnais, Société générale principalement) que par ses bonnes affaires. Car, pour la première fois depuis sa création en 1952, Sucres et Denrées a perdu de l'argent. Un véritable choc, durement ressenti par le premier négociant mondial de sucre, qui a terminé l'exercice 1990 avec un déficit consolidé de 360 millions de francs, sa filiale Merkuria Sucden accusant un passif de 430 millions de francs. Début mars, les principaux banquiers du groupe lui ont accordé un prêt de 500 millions pour conforter ses capitaux permanents et résorber son déficit. La filiale Merkuria Sucden (cacao, café, riz, pétrole) a été recapitalisée, mais la direction a décidé de recentrer ses activités de négoce autour de ses produits traditionnels, où son rang

de leader et son savoir-faire sont reconnus. C'est notamment le cas du sucre, comme en témoigne l'accord ingénieux conclu ces jours derniers pour la vente de 780 000 tonnes de sucre cubain à l'URSS.

Vendre certains actifs

Le groupe a en revanche limité ses ambitions sur le riz à la Côte d'Ivoire et adapté ses modalités d'intervention sur le pétrole en renonçant à l'idée de jouer les généralistes. C'est ainsi que l'équipe parisienne de trading du pétrole a été ramenée de trente à dix personnes. Dans l'industrie, le groupe compte sur un retour à l'équilibre de sa branche viande, sa filiale Vitaviande ayant pris place sur des créneaux à forte valeur ajoutée, qui pourraient porter leurs fruits, selon la direction, dans les années à venir, jusqu'à représenter une marge bénéficiaire de 1 % à 2 % du chiffre d'affaires de Sucden.

Si les banquiers semblent

reprendre confiance (le groupe les avait peu habitués à des revers), il paraît inévitable que le négociant se sépare de certains actifs non stratégiques (dans l'immobilier par exemple) pour réduire son endettement. Le PDG Serge Varsano a aussi fixé pour mot d'ordre de diminuer de 30 % les frais généraux en 1991, un objectif qui passe par une gestion plus fine des positions physiques, des stocks en particulier.

Ce recentrage s'accompagne d'inévitables départs. En mars, M. Jean-Jacques Alphandery, jusqu'alors le plus proche collaborateur de M. Varsano, avait choisi de quitter le groupe. M. Alphandery s'était montré très actif dans l'insertion de Sucden sur le marché pétrolier, avec le rachat en particulier de Marimpex, premier négociant indépendant de brut en Allemagne, très introduit en Iran. M. Jacques Bachelier, directeur général de la Compagnie financière, homme de l'industrie, a annoncé son départ pour « raisons personnelles ».

ERIC FOTTORINO

De Dietrich s'allie à Thomson dans le secteur des appareils de cuisson

Le groupe alsacien De Dietrich est parvenu à rompre son isolement. La société familiale de Reichshoffen (Bas-Rhin) a décidé de s'associer avec le groupe public Thomson dans l'électroménager. Les deux firmes vont créer une société commune regroupant les activités de De Dietrich et de Thomson Electroménager (TEM) dans le domaine de l'électroménager de la cuisson. Le capital de cette nouvelle filiale devrait être détenu à 51 % par De Dietrich et à 49 % par TEM.

Il y a douze mois, le groupe alsacien décidait de filialiser sa division électroménager (947 millions de francs de chiffre d'affaires, 472 000 appareils vendus

en 1990) dans une perspective claire : la recherche d'un partenaire industriel capable de l'aider à l'international. A l'époque, les regards se tournaient vers l'allemand Bosch-Siemens.

Le choix s'est finalement porté sur TEM (5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1990), présent dans l'électroménager avec ses marques Thermor et Sauter. De Dietrich va intégrer le groupement européen d'intérêt économique TEMFA, né du rapprochement, en septembre 1990, entre Thomson et l'espagnol Fagor. Cette alliance semble par ailleurs confirmer la volonté de Thomson de ne pas se séparer de son électroménager blanc.

Construction de deux raffineries communes

Rapprochement nippon-saoudien dans le pétrole

Trois compagnies pétrolières japonaises et l'Aramco, la compagnie nationale saoudienne, ont élaboré le projet de bâtir et d'exploiter en commun deux raffineries, l'une en Arabie saoudite, d'une capacité de 300 000 barils par jour, et l'autre au Japon, de 150 000 barils. Ce projet d'une valeur globale estimée à 4,3 milliards de dollars, permettra de mieux garantir l'approvisionnement du Japon, pays qui dépend à 100 % du brut importé, dont 70 % en provenance du Golfe.

Les trois compagnies nippones sont Nippon Oil, Nippon Mining et Arabian Oil. L'américain Caltex (Chevron et Texaco), qui possède une filiale commune avec Nippon Oil, pourrait participer au montage.

Le Crédit agricole d'Ile-de-France augmente son capital de 470 millions de francs

Le Crédit agricole d'Ile-de-France, la plus grosse caisse régionale du réseau mutualiste, qui a déboursé 400 millions de francs en mars dernier pour acquérir le contrôle de la Banque de gestion privée (BGP), a décidé de lever 470 millions de francs par émission de 499 926 certificats d'investissement (CI) à 940 francs (deux nouveaux pour cinq anciens), jouissance 1^{er} janvier 1991. Ayant augmenté de 20 % ses effectifs en deux ans (3 000 personnes), la caisse a vu son bénéfice croître de 70 % depuis 1988, avec une hausse de 21 % en 1990, année maudite pour les banques. Il s'est introduit au second marché de la Bourse de Paris en février 1988, procédant à une première émission de CI à 245 francs suivie d'une seconde en février 1990 à 770 francs.

Le Crédit agricole d'Ile-de-France a vu son coupon d'origine multiplié par 4,5 en un peu plus de trois ans, son titre n'ayant cédé que 8,5 % en 1990 pour rebondir de près de 40 % depuis le début de 1991. Selon son directeur général depuis 1975, M. Lucien Douroux, la Caisse régionale affiche la volonté de devenir la grande banque de la région parisienne, tout de suite après la BNP, le Crédit lyonnais et la Société générale.

F. R.

NOMINATIONS

Mer

M. Yves Barraquand
directeur du cabinet
de M. Jean-Yves Le Drian

M. Yves Barraquand, ingénieur des mines, a été nommé directeur du cabinet de M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer. M. Didier Vaillant, attaché d'administration centrale, sera chef de cabinet. (Né le 23 septembre 1960 à Arles, M. Yves Barraquand est ancien élève de Polytechnique et ingénieur du corps des mines. Il a été directeur des mines et de l'énergie en Nouvelle-Calédonie puis conseiller technique au cabinet de M. Jacques Chirac, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions de 1989 à 1990. Il était responsable des développements technologiques à la SNECMA depuis septembre 1990.)

Poste et télécommunications

M. Christian Tardivon
directeur du cabinet
de M. Jean-Marie Rausch

M. Christian Tardivon, qui dirigeait le cabinet de M. Jean-Marie Rausch au ministère du Commerce extérieur, a été nommé directeur de cabinet de M. Rausch au ministère de la Poste et des télécommunications.

(Né en 1952, diplômé de l'Institut des études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (promotion Voltaire), M. Christian Tardivon a été conseiller technique au cabinet de Gaston Defferre au ministère de l'Intérieur et au ministère du Plan et de l'aménagement du territoire, directeur adjoint au cabinet de M. Georges Fillard au secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, chargé de mission auprès de M. Michel Duraloux au ministère de la fonction publique et des réformes administratives.)

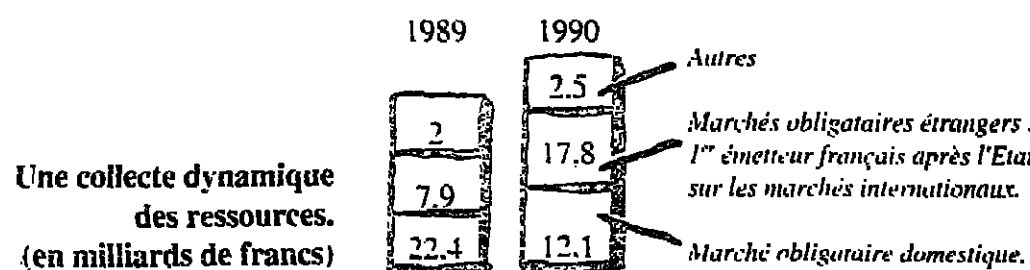
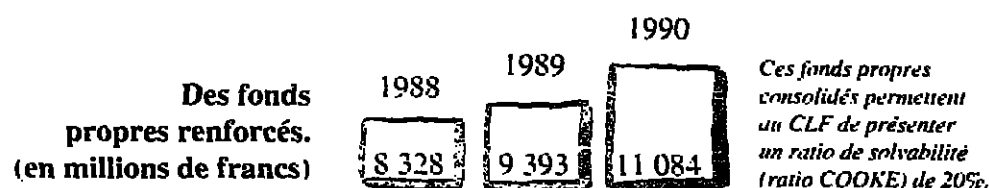
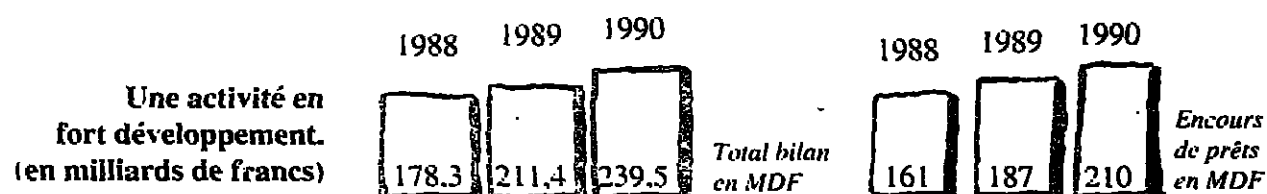
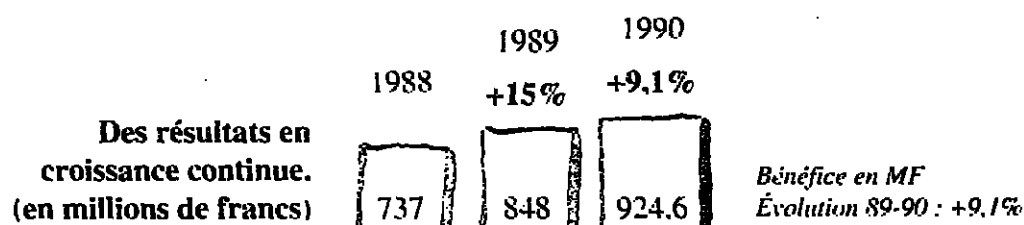
L'HIERMES Editeur
Tél. (1) 46 34 07 70

L'essentiel sur
**TECHNIQUES
DU COMMERCE
INTERNATIONAL**
par M.P. JEANDAT
et F. MOREAU
Diffusion MEDILIS SA
9 rue Séguier 75006 PARIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

rédit local de France.

A l'issue de son 3^{ème} exercice, le Crédit local de France confirme sa position de premier banquier des collectivités locales et sa solidité financière.



des résultats robustes

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vous annonce la parution d'études réalisées dans le cadre de sa nouvelle collection :

ANALYSES SECTORIELLES ITALIE

5 études sont déjà parues :

- L'industrie alimentaire italienne : restructuration et croissance
- La distribution en Italie
- L'évolution du secteur de la pharmacie en Italie
- La restructuration de l'industrie du textile/habillement en Italie
- La structure industrielle en Italie

Ces études apportent un nouvel éclairage sur la dynamique des restructurations en cours et analysent pour la première fois le système coopératif italien.

Pour recevoir une information sur l'une de ces études, contactez EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 23, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49 24 80 50.

صكنا من الامل

КАРАТ

Дух Информации



КАРАТ

Дух Информации

en russe, cela veut dire :
"CARAT, l'intelligence media".
Cela veut dire aussi la possibilité pour les
annonceurs européens et internationaux d'entrer
maintenant dans les medias soviétiques.

Ils aborderont dans les
meilleures conditions ce
grand marché qui s'ouvre à l'Est.
Carat est à Moscou. Et ce n'est pas fini.
C'est le "passeport media" de l'Atlantique à l'Oural.

CARAT

КАРАТ СССР
2 ШЕРЕМЕТЬЕВСКАЯ ЦЛ.
МОСКВА
ТЕЛ. 19 (7095) 9714462

 **CARAT**
L'INTELLIGENCE MEDIA

ÉCONOMIE

Le Texas a choisi le TGV français

Suite de la première page

A partir de 1999, les TGV, baptisés pour la circonstance «trains of great velocity», pourraient relier à 320 km/h, par exemple, Dallas à Houston en une heure trente. Le trafic prévu sur l'ensemble des lignes serait d'un peu moins de 22 millions de passagers par an. Le coût du projet s'élève à 6 milliards de dollars (34 milliards de francs).

N'en déplaise à l'orgueil national, c'est moins leurs caractéristiques techniques qui ont départagé les deux concurrents que les montages financiers proposés. Bien sûr, le TGV a fait valoir sa vitesse supérieure et une fiabilité éprouvée par dix ans d'exploitation en France, mais les Allemands ont souligné le confort et les accélérations de leur ICE, qui entre en service le 2 juin en Allemagne. Pourtant, les élus membres de la commission compétente ont été surtout sensibles à l'équilibre financier des projets. Il n'était pas question de mettre un dollar de subvention dans le chantier.

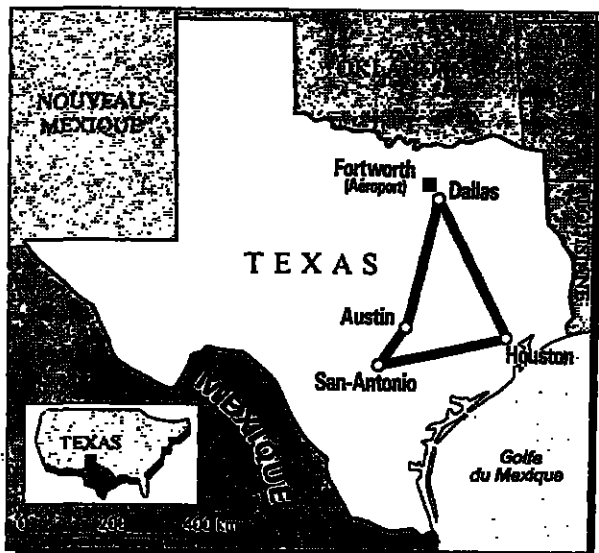
Un succès à confirmer

Or le dossier allemand avait un déficit de financement de 1,7 milliard de dollars (9 milliards de francs). En dépit des attaques croisées de Texas Eastern et de la compagnie aérienne Southwest Airlines, qui redoute de voir piller par le train son fonds de commerce texan, Texas TGV a réussi à convaincre les autorités qu'il parviendrait à réunir 1,4 milliard de dollars, soit 27 % du montant du projet, sous forme de capital et le reste, soit 73 %, sous forme de prêts divers. Et que le projet serait rentable. L'expérience du Crédit lyonnais dans le montage très sophistiqué du tunnel sous la Manche sera très précieuse pour réussir le délicat Meccano financier indispensable à la collecte des fonds. GEC-Alsthom a gagné une

bataille qui lui ouvre la voie d'une concession de cinquante ans, mais n'a pas encore gagné la guerre. Les trente cinq rames qui seraient construites par la société franco-britannique et par le canadien Bombardier ne sont pas commandées, et la France n'a pas encore empoché sa part des 800 millions

embûches ne manqueront pas sur les rails du TGV français au Texas. Faut-il rappeler qu'une application outrancière des normes américaines (les États-Unis n'ont pas les mêmes pas de vis que les pays européens) pourrait rencherir le prix des rames (environ 100 millions de francs l'unité) au point de rendre le projet non rentable? Car il n'est évidemment pas question que le contribuable français subventionne le futur usager américain du TGV.

Comme nous le déclarait M. Perricaudet, son directeur général, GEC-Alsthom, mais aussi



de dollars (4,6 milliards de francs) que représentera le matériel à livrer. D'ici à 1994, le consortium devra respecter des engagements précis pour pouvoir continuer : mettre en place des fonds propres, construire un plan de financement, modifier la loi texane pour pouvoir accéder au marché local des obligations à taux préférentiel, américaniser le matériel pour satisfaire aux normes d'outre-Atlantique, affiner les tracés, persuader les compagnies American et Delta Airlines d'entrer dans le capital d'un TGV qui apportera des passagers à leurs avions long-courriers, etc. On voit que les

le Crédit lyonnais, Indosuez, Merrill Lynch et l'ambassade de France aux États-Unis ne sont pas au bout de leur peine. Ce succès - à confirmer d'année en année - représente pourtant un superbe atout et « permet de proposer, avec plus de chances d'être entendu, la technologie française à tous les pays qui étudient la possibilité d'un train à grande vitesse ». Parmi les clients possibles, figurent les Taïwanais, les Canadiens (Montréal-Ottawa-Toronto) et les Sud-Coréens, qui n'en finissent pas de se demander s'ils construiront ou non un TGV entre Séoul et Pusan.

ALAIN FAUJAS

ABB, GEC-Alsthom et ses trois filiales espagnoles (MTM, Ateinsa, Mafesa), de leur côté, ont obtenu la construction de 15 trains à impulsion de 2 000 places pour 15,6 milliards de pesetas et de 30 automotrices à deux étages pour 12,6 milliards. Le premier marché, de 33,9 milliards, avait été attribué à un consortium CAF-Mitsubishi-hispano-germanique, CAF-Siemens-

ABB, GEC-Alsthom et ses trois filiales espagnoles (MTM, Ateinsa, Mafesa), de leur côté, ont obtenu la construction de 15 trains à impulsion de 2 000 places pour 15,6 milliards de pesetas et de 30 automotrices à deux étages pour 12,6 milliards. Le premier marché, de 33,9 milliards, avait été attribué à un consortium CAF-Mitsubishi-hispano-germanique, CAF-Siemens-

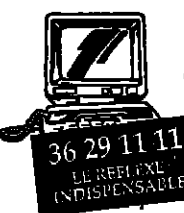
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

CE SIMPLE NUMÉRO



VOUS PERMET DE CONNAÎTRE
LE BILAN DE VOS CLIENTS,
LE REGISTRE DU COMMERCE
DE VOS FOURNISSEURS,
LE CHIFFRE D'AFFAIRES
ET LE RÉSULTAT NET DE
VOS CONCURRENTS.



Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les Entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffre-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),
- renseignements sur les défaillances

d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements. Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.



INFOGREFFE
La Source de l'Information sur les Entreprises

1, quai de Corne - 75181 PARIS CEDEX 04
Tél. (1) 43 29 06 75

COMMUNICATION

An colloque Médiaville de Rennes

M. Georges Kiejman ne dissipe pas les zones d'ombre autour du câble

En dépit de l'augmentation des abonnés et du discours rassurant du nouveau ministre de la communication, M. Georges Kiejman, les élus locaux et les opérateurs de réseaux câblés réunis à Rennes pour leur rendez-vous annuel de Médiaville s'inquiètent de la préparation de décrets trop contraignants et de la concurrence des nouvelles chaînes hertziennes terrestres.

RENNES

de notre envoyé spécial

« Le câble n'est pas seulement un enjeu économique, mais démocratique » : pour sa première intervention comme nouveau ministre délégué à la communication, M. Georges Kiejman avait réservé à son auditoire du colloque Médiaville un discours à la hauteur de ses talents d'avocat. Mais le fond de son propos a moins convaincu les élus locaux et les opérateurs de réseaux, qui s'inquiètent pour l'avenir du câble.

Tous critiquent par exemple que la diffusion de nouvelles chaînes hertziennes terrestres n'handicape à nouveau un secteur qui réclame « stabilité et cohérence », comme le réclame l'Association des villes câblées (Avica). Sans souffler mot de la chaîne musicale, le ministre a confirmé que, au nom de l'équilibre franco-allemand, la future chaîne culturelle européenne serait bien diffusée sur le septième réseau terrestre. Il restera alors « au câble le privilège technique, esthétique, de distribuer ce programme en norme D2 MAC ». Un privilège qui n'est pas rassurant comme tel, étant donnée la rareté des matériels acceptant cette norme.

En quête de nouveaux services

Après tout, estime M. Kiejman, cette chaîne culturelle n'est qu'une télévision parmi d'autres. « Je crois très profondément à l'attractivité des programmes spécifiques du câble qui aujourd'hui se multiplient et vont constituer la véritable identité de ce support », a-t-il déclaré. Ces nouveaux programmes devront se plier aux « décrets-câbles » en préparation. Là encore, le bât blesse pour les professionnels du secteur. La première mesure des décrets est tellement détaillée qu'elle enlève quasiment

au CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) tout pouvoir de négocier des conventions souples avec les éditeurs de programmes.

Certes, M. Kiejman a annoncé des assouplissements de la réglementation actuelle, par exemple sur les horaires de diffusion des films certains jours de la semaine. Mais uniquement pour les chaînes à péage, et pour les films de plus de vingt-cinq ans d'âge, qui ne sont pas forcément les plus porteurs... Quant aux dispositions relatives au « paiement à la séance » de certains films, elles sont, selon les opérateurs, tellement contraignantes qu'elles interdiront à ce nouveau service encore expérimental tout développement.

Or les élus locaux sont justement en quête de nouveaux services pour revivifier le câble. Du communiste Jack Ralite au RPR Michel Péricard, ils s'insurgent de ne pouvoir utiliser - monopole des télécommunications oblige - l'infrastructure du câble au service de nouveaux besoins sociaux (télé-

enseignement, télé-achat, aide aux personnes âgées, etc.)

Et si M. Kiejman peut noter avec satisfaction « des progrès considérables » effectués par la télévision par câble tant sur le plan du nombre d'abonnés (bien sûr 600 000) que sur celui du taux de pénétration (presque 20 % des prises installées dans les foyers raccordables), cette situation d'ensemble ne doit pas masquer les tensions qui s'accumulent, notamment dans certains réseaux de grandes villes issus du « plan câble ». Leur économie est toujours vacillante, et au-delà des premières restrictions de dépenses (comme le désengagement des canaux locaux), ces tensions risquent de déboucher sur une remise à plat des complexes relations entre les élus, les opérateurs et le constructeur France-Télécom.

Bref, il reste encore bien des zones d'ombre à dissiper pour éviter un « câble à deux vitesses » discriminant villes et campagnes, et pour que le câble « reste le support de l'avenir », comme le plaide M. Kiejman.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

D2 MAC : Bruxelles préfère un consensus à une directive

RENNES

de notre envoyé spécial

« Claire sur les objectifs, la Commission sera souple sur les moyens » : pour le commissaire européen chargé de l'audiovisuel, M. Jean Dondelinger, une directive rendant obligatoire la nouvelle norme D2 MAC pour toute diffusion de télévision par satellite ne pourra être adoptée sans que soit signé parallèlement un accord interprofessionnel pour la promotion de cette norme.

Or cet accord interprofessionnel n'est pas encore bouclé, a-t-il expliqué au colloque Médiaville de Rennes. Le conseil des ministres européens des télécommunications du 3 juin prochain, dont on attendait généralement qu'il tranche ce dossier opposant souvent chaînes de télévision et industriels, ne pourra donc qu'enten-

dre un exposé des deux commissaires concernés, MM. Filippo Maria Pandolfi et Jean Dondelinger.

« Il faut associer les professionnels à l'introduction de la télévision haute définition (THVD) et donc de la norme D2 MAC. Car on ne peut procéder uniquement par directive, par voie autoritaire », estime M. Dondelinger. Reste notamment à savoir si la directive qui entrainerait cet accord des professionnels doit comporter une clause d'arrêt de la diffusion par satellite dans les normes existantes, comme le PAL, avec un calendrier précis. En termes de calendrier, cette obligation se situerait au plus tôt fin 1993, au plus tard en 1996, c'est-à-dire avant la concrétisation éventuelle des recherches américaines en matière de télévision numérique.

M. C. I.

Le déficit des télévisions publiques

Le CSA plaide à nouveau pour une hausse de la redevance

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) s'est prononcé à nouveau pour une augmentation de la redevance afin de pallier les difficultés financières des deux chaînes publiques. Le CSA, qui a fait cette déclaration mardi 28 mai juste après que M. Hervé Bourges ait annoncé le déficit financier d'Antenne 2 en 1990, estime que la redevance en France, dont le niveau est le plus bas d'Europe, « devrait être portée à un niveau comparable à celui des principaux pays européens ».

Outre cette mesure, le CSA réitère une autre de ses propositions, qui consiste à demander à l'Etat de compenser intégralement les exonérations de la redevance octroyées à certains foyers grâce à l'attribution d'une « déduction budgétaire permanente ».

S'exprimant pour la première fois sur la polémique concernant la gestion des chaînes publiques par M. Philippe Guillaume, le CSA a déclaré que le déficit d'Antenne 2 « était imputable à un dépassement des dépenses prévues, constituant d'une erreur de gestion ». En revanche, il a

vu dans le bilan de FR 3 des « résultats encourageants ». Enfin, les conseillers ont déploré l'absence d'un système de contrôle de gestion et de comptabilité opérationnelle dans les deux télévisions, en dépit « des affirmations répétées des différentes équipes dirigeantes ».

« L'application de la loi sur la présidence commune implique une clarification des responsabilités », a conclu le CSA, en souhaitant des rencontres plus fréquentes entre les directions des deux chaînes, une harmonisation de leurs programmes et « l'affirmation d'une personnalité propre » à chacune, notamment à Antenne 2, dont la définition de l'identité d'un projet d'entreprise « permettrait de fédérer une vaste audience ».

Grève nationale de trois jours des journalistes italiens. - L'Italie est quasiment privée d'informations en raison d'une grève de la Fédération nationale de la presse italienne (FNSI). Les journaux ne paraîtront pas du 28 au 30 mai, tandis que les radios et télévisions diffuseront un service minimum. La Péninsule sera donc privée du match Olympique de Marseille-Etoile rouge de Belgrade du 29 mai. Seule Télé-Montecarlo, société de droit étranger, pourrait éventuellement le diffuser. Le conflit porte sur le contrat triennal entre journalistes et éditeurs et notamment sur l'augmentation salariale. Les journalistes demandent 60 % à 70 % d'augmentation en trois ans, alors que les éditeurs, touchés par la baisse de leurs recettes publicitaires, proposent une augmentation de 20 % en trois ans, équivalente à un rattrapage de l'inflation. Une autre grève de cinq jours est prévue par les journalistes.

Après l'annonce de suppressions d'emplois à Antenne 2 et FR 3

Certains syndicats appellent à la grève début juin

L'annonce par M. Hervé Bourges, président commun d'Antenne 2 et de FR 3, du montant du déficit de la seconde chaîne publique et de « la nécessité de prendre des mesures de redressement » se fondant notamment sur des réductions d'effectifs qui devraient être connues le 10 juillet (le Monde du 29 mai), a immédiatement fait réagir certains syndicats. Dénouant les « péripéties » de l'audiovisuel public, comme « la démission forcée de Philippe Guillaume, son remplacement par Hervé Bourges, la polémique au sujet du rapport établi par la Cour des comptes (...), l'annonce très médiatique du déficit d'Antenne 2 », le syndicat CFDT de la radio-télévision a affirmé mardi 28 mai que « l'Etat et les directions des entreprises préparent pour l'été un nouveau plan de suppressions d'emplois par centaines » sur les deux chaînes. La CFDT a aussitôt appelé le personnel des deux chaînes à une grève « massive » début juin.

Pour sa part, le Syndicat national des journalistes CGT de l'audiovisuel a demandé, le 28 mai également, l'ouverture de négociations et a appelé les journalistes à « définir réduction par réduction toutes modalités d'action, y compris la grève, pour mettre en échec ces mesures d'austérité annoncées par le président Bourges ». Les rédactions de FR 3 Marseille et de Corse n'ont pas attendu : confrontées à la suppression de six à huit emplois au centre de Nice, à l'aggravation de leurs conditions de travail, 24 des 29 journalistes présents ont voté mardi 28 un arrêt de travail. Cet dernier a empêché la diffusion des journaux régionaux.

صدا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 30 mai 1991 33

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

THE INDEPENDENT

BERLINGSKE TIDENDE

Le Monde

LE SOIR

De Standaard

EL PAIS

NRC HANDELSBLAD

Süddeutsche Zeitung

CORRIERE DELLA SERA

MAJOR EUROPEAN OIL COMPANY seeks.

Production Plant Manager

for Middle East Production Plant

You will be in charge of the Technical Division (Process, Maintenance and Laboratory), the Personnel (staff : 300), the Plant budgets and relations with local authorities. To qualify you must hold a degree in Chemistry, BSC or equivalent, or be a Mechanical Engineer knowing this type of Process. You have 10 to 15 years experience of different levels of responsibility in the field of fertilizer production and urea processing. Of course, you are fluent in English, you have leadership qualities and are experienced in Management. We offer a motivating compensation with general advantages offered to expatriates and, last but not least, a challenging position, an interesting career opportunity for a successful manager.

Please phone or fax our consultant in Paris, or send your application quoting reference VT2M to : INFRAPLAN - 83, Boulevard Raspail - 75006 PARIS (Mr Victor ERNOULT or Mrs GILLES)
Phone (1) : 45 48 14 50 - Fax : (1) 45 44 07 42

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

Sales Manager South Europe

and Agricultural Equipment

We are a worldwide organization, truly international, with a strong market in Europe. Within Southern Europe you will be responsible for increasing our sales of parts, guaranteeing optimum supply to our local dealers and stores, implementing complementary programs to maintain our competitive position, providing training in inventory management, parts merchandising and retail techniques.

You will assist our partners in maintaining service parts support. You will be the link between the field and our Marketing and Finance Services.

We are looking for a successful salesman, skilled negotiator, used to managing a distributor network. Over 30, you must be fluent in English and Spanish, ready to improve your French or Italian if necessary. Your experience with public works and agricultural equipment sectors, or a related field, is a real "plus".

The job is located in Madrid or Paris. This search will be conducted with absolute confidentiality. Please send your application to our consultant, in Barcelona or in Paris, under reference VT2M : INFRAPLAN - Paseo de Gracia 8-10 - 08007 BARCELONA (19.343) 318.36.88 or INFRAPLAN - 83 boulevard Raspail - 75006 PARIS (1) 45.48.14.50.

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

Le Monde

International



INTERNATIONAL INSTITUTE OF TROPICAL AGRICULTURE

Interpreter/Translator (English-French)
Translator (English-French)

The International Institute of Tropical Agriculture (IITA) at Ibadan, Nigeria invites applications for the two positions of Interpreter/Translator (English-French) and of Translator (English-French) in its International Cooperation Program.

IITA is an international agricultural research and training center in a work-wide consortium of 13 centers co-sponsored by the World Bank, the Food and Agriculture Organisation, and United Nations Development Programme. The Institute has substations and outposts programs in many countries of sub-Saharan Africa. IITA has a multidisciplinary staff of 120 senior scientists from 45 nations working in partnership with national agricultural agencies to increase food production in tropical Africa and ultimately to raise the productivity and income of small-scale African farmers.

Interpreter/Translator (English-French)
The successful candidate will be an integral member of a team of interpreters and translators. He or she will be required to interpret simultaneously and consecutively into French and English at conferences, workshops, and training courses. He or she will also have to translate scientific and administrative documents from English into French and update the terminology data-base of the Institute.

Translator (English-French)
The successful candidate will be required to translate scientific and technical publications and documents on various topics in tropical agriculture from English into French. He or she will also assist in compiling and updating the unit's specialized bilingual glossary.

Candidates for the Interpreter/Translator position must possess a university degree in conference interpreting, translation, modern languages or related fields with 5 years professional experience in simultaneous interpretation and translation.

Candidates for the Translator position should possess a university degree or diploma from an internationally recognized school for translators with 5 years experience in translation.

Candidates for the two positions should demonstrate ability to produce high quality translations, rapidly and accurately, under pressure. Experience in the use of word processors and knowledge of other languages such as Portuguese and Spanish would be an advantage.

Salary and benefits for these positions are internationally competitive and include housing, personal car, children's educational allowance, annual home leave travel, and health services. The Institute's headquarters, research facilities and residential and recreational areas are situated on an attractive 1,000-hectare campus outside Ibadan.

IITA is an equal opportunity employer. Applicants for these positions are invited to send their curriculum vitae, the names and addresses of three referees (including telephone and telex numbers, if available) to either of the following addresses no later than May 31, 1991: Manpower Development Manager, IITA, c/o L. W. Lambourn & Co., Carolyn House, 26 Dingwall Road, Croydon CR9 3EE, ENGLAND or Manpower Development Manager, IITA, Oyo Road, PMB 5320, Ibadan, NIGERIA.

FILIALE D'UNE BANQUE FRANÇAISE

recherche pour son implantation à Luxembourg-Ville

1 COMPTABLE (m/f)
1 CADRE BACK-OFFICE BANQUE (m/f)

Nous demandons :
- une maîtrise parfaite du français, des notions d'anglais ;
- minimum 5 ans d'expérience bancaire dans le domaine requis ;
- une personnalité flexible et dynamique.

Nous offrons :
- un emploi stable dans une petite équipe jeune et dynamique ;
- une rémunération attractive pour un élément capable.

Envoyer C.V. avec prétentions à Monsieur CARON
34, rue des Cerises, L-6113 JUNGLINSTER.

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE
Notre faculté des lettres met au concours un poste à temps partiel (1/3) de

Professeur associé en épigraphie latine.

Titre exigé : doctorat de lettres, doctorat d'Etat, habilitation ou titre jugé équivalent. Grade en fonction : à convenir.

Les candidatures, avec curriculum vitae et liste des publications (en 2 exemplaires), doivent parvenir jusqu'au 15 juin au Doyen de la Faculté des lettres, BP 5012, CH-1015 LAUSANNE.

Tél. (11) 41 21 71/82-48-04 ou 692-45-08.

Assoc. spécialisée en santé recherche pour projets dans pays en développement.

MÉDECINS DE SANTÉ PUBLIQUE GESTIONNAIRES ÉCONOMISTES

Exp. de terrain souhaitée. Adress. CV à AIDES 8, r. St-Sabin, 75011 Paris

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS, Le Monde est la première source d'information des cadres supérieurs. (IPSCS 90)



L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS

à Munich/Vienne recrute un(e)

SECRETAIRE

(Réf. : EXT/537)

pour le Directeur Principal, information des brevets, initialement implanté à Munich, mais transféré à Vienne en 1992.

Qualifications : Etudes secondaires complètes, au moins quatre années d'expérience pratique, possédant une langue officielle de l'Office (anglais, français, allemand) et aptitude pour une autre.

Candidatures : sont à déposer sans délai, de préférence en utilisant une fiche de candidature demandée au préalable à l'Office au

Département du Personnel
Office européen des brevets
Erhardstraße 27
D-8000 Munich 2
Tél. : (089) 2399-4316.

propositions diverses

INTÉRIMAIRES MANPOWER: PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES

Vous avez travaillé chez Manpower au moins 4 mois entre le 1^{er} janvier 1990 et le 31 décembre 1990

Vous êtes parmi les 36119 ayants droit à une participation aux bénéfices

Venez vite chercher votre titre de participation à votre agence pour encaissement rapide.



TRAVAIL TEMPORAIRE

Le Monde Cadres

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

recherche un

JEUNE CADRE

compétent en matière d'urbanisme et d'aménagement

- Expérience de quelques années souhaitée pour accéder à ce poste et, éventuellement, à d'autres responsabilités ultérieures.

- Bonne rémunération de base et reconnaissance de l'ancienneté professionnelle.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
Direction de l'Aménagement et des Équipements
7, rue Beaujon - 75008 Paris

VILLE DU HAVRE
200 000 HABITANTS
recherche
1 CADRE A
TECHNIQUE
OU ADMINISTRATIF
pour son service
Division Aménagement
et Urbanisme.

Missions :
Placé au sein du service des affaires économiques, cet agent devra renforcer la fonction commerciale des produits développés par la ville et le SIVOM auprès des entreprises utilisatrices finales et des investisseurs, promoteurs et prescripteurs.

Qualités requises :
- Assuétude dans les contacts commerciaux, capacité de négociation, capacité d'adaptation.

- Sens de l'organisation, de son action, grande disponibilité.

Profil :
Des connaissances en marketing, droit des sols et environnement, droit foncier et immobilier, urbanisme opérationnel, pourcentage des atouts pour la fonction.

Le recrutement interviendra par voie de mutation, de détachement, de mise à disposition ou en qualité d'auxiliaire.

Les candidatures sont à adresser à :
M. le Maire
de la Ville du HAVRE
BP 51, 76084 LE HAVRE Cedex

A l'attention de M. GUZMAN
avant le 21 JUIN 1991
par lettre manuscrite accompagnée d'un CV détaillé.

VILLE DU HAVRE
200 000 HABITANTS
recherche
1 CADRE A
ADMINISTRATIF
OU TECHNIQUE
pour son service
Division Aménagement
et Urbanisme.

Missions :
Placé sous la responsabilité du Directeur de la Division, cet agent coordonnera les actions de la municipalité dans la conduite de sa politique de l'habitat.

Il sera l'interlocuteur privilégié des opérateurs publics, parapublics ou privés, ainsi que des représentants de l'Etat.

Qualités requises :
- Ouverture au dialogue.

- Fermeté dans l'action et détermination dans la poursuite des objectifs fixés.

Profil :
Une formation de sociologie, d'urbanisme ou de géographie peut être un atout pour la fonction.

Le recrutement interviendra par voie de mutation, de détachement, de mise à disposition ou en qualité d'auxiliaire.

Les candidatures sont à adresser à :
M. le Maire
de la Ville du HAVRE
BP 51, 76084 LE HAVRE Cedex

A l'attention de M. GUZMAN
avant le 21 JUIN 1991
par lettre manuscrite accompagnée d'un CV détaillé.

MicroAge

Leader mondial dans l'intégration de services en micro-informatique et réseaux hétérogènes, recherche des

TECHNICIENS DE SUPPORT

BTS ou expérience confirmée dans l'un ou plusieurs des secteurs suivants :

OS/2, NOVELL, UNIX et systèmes bureautiques, tableurs, bases de données.

Appeler Véronique PETIT au : (1) 40-88-01-07, de 9 h à 13 h, du lundi au vendredi.

secrétaires

CABINET D'AVOCATS

secrétaires

recherche

secrétaires

EXPÉRIMENTÉE

Bonne présentation. Libre de suite.

Env. CV et prêt. au 115, av. Jean-Martin 75116 Paris

صلى الله عليه وسلم

MOBILIÈRE

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS
DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
75 PARIS			20^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES		
4^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES			106 m², 1^{er} étage		
2 PIÈCES			95 m², 2^e étage			MEUDON		
49 m², 1^{er} étage			balcon, parking			69, rue de la République		
possib. parking			52-56, rue des Haies			SAGGEL - 48-08-95-70		
6/8, rue des Guillemites			CIGIMO - 48-00-89-89			et 48-08-95-55		
Honoraires de location			Honoraires de location			Frais de commission		
3 PIÈCES			78 - YVELINES			4 PIÈCES		
77 m², 1^{er} étage			STUDIO			99 m², 3^e étage		
18, rue Quincampoix			30 m², 4^e étage			parking		
SAGGEL - 47-42-44-44			parking			VERSAILLES		
Frais de commission			27, rue Champ-Lagarde			AGIFRANCE - 48-03-43-04		
Frais de commission			Frais de commission			Frais de commission		
11^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE			6 PIÈCES		
STUDIO MEUBLÉ			4 PIÈCES			191 m², rez-de-chaussée		
20 m², sur jardin			83 m², 5^e étage			NEUILLY		
HOME PLAZZA NATION			parking			223, av. Charles-de-Gaulle		
HOME PLAZZA - 40-09-40-00			Frais de commission			CIGIMO - 48-00-89-89		
Frais de commission			2 PIÈCES			Honoraires de location		
2 PIÈCES MEUBLÉ			52 m², 1^{er} étage			4-5 PIÈCES		
50 m², sur jardin			parking			95 m², 7^e étage		
HOME PLAZZA BASTILLE			Frais de commission			possib. parking		
HOME PLAZZA - 40-21-22-23			BOIS-COLOMBES			NEUILLY		
Frais de commission			17, rue du Général-Leclerc			7, rue du Général-Delanne		
14^e ARRONDISSEMENT			AGF - 48-24-45-45			CIGIMO - 48-00-89-89		
STUDIO			Frais de commission			Honoraires de location		
37 m², 5^e étage			BOULOGNE			2-3 PIÈCES		
parking			33-37, rue Pasteur			96 m², 7^e étage		
199/201, avenue du Maine			SOLVEG - 40-67-08-99			NEUILLY		
LOC INTER - 47-45-15-58			Frais de commission			39, bd du Château		
36 m², r.-de-ch.			5 PIÈCES neuf			SAGGEL - 47-42-44-44		
parking			179 m², 4^e et 5^e ét.			Frais de commission		
199/201, avenue du Maine			duplex, 2 park.			10^e ARRONDISSEMENT		
LOC INTER - 47-45-15-58			terrasse 75 m²			2 PIÈCES		
87 m², 4^e étage			3 PIÈCES			53 m², 2^e étage		
2 parkings			83 m², 1^{er} étage			JOINVILLE		
15^e ARRONDISSEMENT			parking			2, rue Halifax		
2 PIÈCES			5 PIÈCES			SAGGEL - 47-42-44-44		
58 m², 6^e étage			101 m², 2^e étage			Frais de commission		
86, rue de la Fédération			balcon, 2 park.			5 PIÈCES		
AGF - 48-24-45-45			Frais de commission			110 m², 6^e étage		
Frais de commission			4 PIÈCES			parking		
15, rue Fizeau			95 m², 4^e étage			JOINVILLE		
LOC INTER - 47-45-15-54			Frais de commission			12, rue Halifax		
16^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES			SAGGEL - 47-42-44-44		
3 PIÈCES			57 m², 1^{er} étage			Frais de commission		
90 m², 3^e étage			parking			SAINT-MANDÉ		
4, rue Féliçien-David			STUDIO			86 m², 3^e étage		
SOLVEG - 40-67-08-99			34 m², 1^{er} étage			2 parkings		
Frais de commission			parking			7, rue Faye		
5 PIÈCES			132 m², 5^e et 6^e ét.			LOC INTER - 47-45-15-71		
duplex, parking			Frais de commission			19^e ARRONDISSEMENT		
191-193, av. Jean-Jaures			3 PIÈCES			73 m², 1^{er} étage		
SAGGEL - 42-66-61-05			72 m², 4^e étage			parking		
Frais de commission			balcon, parking			48, rue de Mouzille		
19^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES			SAGGEL - 42-66-61-05		
3 PIÈCES			50 m², 1^{er} étage			Frais de commission		
77 m², 1^{er} étage			parking			75^e ARRONDISSEMENT		
parking			MEUDON			3 bis, av. du 11-Novembre-1918		
48, rue de Mouzille			SAGGEL - 48-08-95-70			et 48-08-95-55		
SAGGEL - 42-66-61-05			Frais de commission			Frais de commission		
Frais de commission			75^e ARRONDISSEMENT			MAISON 5 PIÈCES		
48, rue de Mouzille			107 m², jardin			garage		
SAGGEL - 42-66-61-05			garage			MONTMORENCY		
Frais de commission			garage			4, allée des Griottes		
Frais de commission			garage			AGIFRANCE - 39-83-75-04		
Frais de commission			garage			Frais de commission		

Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi
VOS
RENDEZ-VOUS
IMMOBILIER
LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE
Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)
Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX GESTION
AGF
GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE
CIGIMO
GROUPE CTF
RESIDENCES HOTELIÈRES HOME PLAZZA
INTER
AGIFRANCE
GROUPE CARRE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
SAGGEL venlôme GROUPE WAP
SOLVEG
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

MARCHÉS FINANCIERS

Les profits des banques japonaises ont baissé en moyenne de 30 % en 1990

TOKYO

de notre correspondant

Victimes d'une sévère politique d'encadrement du crédit ainsi que de la chute du marché boursier, les douze principales banques japonaises (elles ne sont, en réalité, plus que onze depuis la fusion des banques Kyowa et Saitama le 1^{er} avril), qui sont aussi parmi les premières du monde, ont enregistré une baisse moyenne de 30 % de leurs bénéfices pour l'année fiscale 1990, close le 31 mars. La banque Mitsu Taiyo est la moins touchée avec un recul de 29 % alors que Daiwa enregistre une chute de 40 %.

Le resserrement de la politique monétaire japonaise, qui s'est traduit par une forte hausse des taux d'intérêt et donc une augmentation du coût de leurs ressources, a fortement pesé sur l'activité et les comptes des banques. Le rythme de progression annuelle de l'encours des prêts n'a été que de 3,6 % en 1990, contre 12 % l'année précédente. Les dépôts bancaires ont d'autre part diminué de 3,5 %, pour la première fois depuis la guerre.

Malgré des anticipations persistantes d'une baisse du taux d'escompte (6 % depuis août 1990), il ne semble pas que les autorités monétaires soient disposées, pour l'instant, à assouplir une politique

d'encadrement du crédit qui vise à casser la spéculation, en particulier sur le marché immobilier.

Ce repli des banques nippones intervient au moment où elles s'emploient à mettre en œuvre l'obligation imposée par la Banque des règlements internationaux de respecter des normes prudentielles. C'est le fameux «ratio Cooke», qui fixe à 8 % le rapport entre fonds propres et engagements. Cette contrainte, à laquelle l'une des grandes banques, la Mitsu Taiyo, ne satisfait pas, limite de facto l'expansion des établissements japonais.

Bien que les banques japonaises traversent une période délicate, la plupart des observateurs s'entendent pour penser qu'elles n'ont pas moins les reins suffisamment solides pour surmonter ces difficultés. Le risque de crédit sur le marché domestique constitue certes une préoccupation majeure avec l'augmentation du nombre des faillites de PME : au cours des quatre premiers mois, le total des dettes de sociétés en faillite s'est élevé à 2 600 milliards de yens (environ 104 milliards de francs) contre 1 900 milliards sur l'ensemble de 1990. Mais les banques nippones sont en revanche relativement peu exposées dans le tiers-monde.

Ph. P.

Une filiale du Crédit lyonnais risque l'exclusion de la Bourse d'Amsterdam

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN, filiale détenue à 90 % par la maison mère française du Crédit lyonnais) risque d'être exclu de la Bourse d'Amsterdam s'il se confirme qu'il a intentionnellement donné des informations inexacts sur son rôle dans le rachat de la Metro Goldwyn Mayer (MGM) par M. Glanciano Paretto. Mardi 28 mai, le président de la Bourse d'Amsterdam, M. Boudevijn Baron van Iersum, a indiqué qu'il avait demandé à la direction de la filiale néerlandaise de «fournir des données contradictoires parues dans différentes

publications» au sujet des rapports entre le CLBN et M. Paretto.

En avril dernier, la direction du CLBN avait affirmé publiquement n'avoir jamais financé le rachat de la MGM. Or, la Securities and Exchange Commission (SEC) à Wall Street semble être en possession de documents prouvant le contraire. En cas d'explications jugées insuffisantes, le CLBN pourrait être transféré vers le marché non officiel sans cotation — une mesure déjà infligée à la société de portefeuille Bobel appartenant au même M. Paretto — ou faire l'objet d'un avertissement. La réponse du CLBN est attendue avant la fin de la semaine. (Intérim.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GENEFIM

L'assemblée générale mixte réunie le 22 mai 1991 sous la présidence de M. Alain Lambrey a approuvé les comptes de l'exercice 1990. Le résultat, qui s'est élevé à 137 478 108,85 francs, permet de distribuer un dividende de 30 francs par action, en hausse de 5 % sur celui servi l'année précédente. Le paiement en sera effectué à compter du 1^{er} juillet 1991. L'assemblée générale mixte a décidé d'étendre l'activité de GENEFIM à l'étranger.

Le bon niveau de production enregistré en 1990 et les perspectives d'activité pour 1991 permettent d'envisager la poursuite de l'évolution favorable du résultat.



SOPHIA-BAIL
le financement sage

Réuni sous la Présidence de Monsieur Bernard Fraigneau, le Conseil d'administration a pris connaissance de l'activité du premier trimestre 1991 et convoqué pour le 27 juin une assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

● Situation au 31 mars 1991 :

- bénéfice net : 62,7 MF (résultat courant en hausse de 4 % sur celui du 1^{er} trimestre 1990),
- chiffre d'affaires locatif : 230 MF (+ 12,5 %),
- production de crédit-bail :
 - slocim : 250 MF (encours brut de 5.924 MF)
 - non slocim : 180 MF (encours brut de 830 MF)

● Assemblée Générale Mixte :

- absorption de Crédit (partie de 3 actions Sophia-Bail pour 10 actions Crédit) ;
- élargissement de l'objet social lié au dépassement du statut de Slocim ;
- adoption d'une nouvelle dénomination (le nom de Sophia-Bail devant revenir à la filiale Slocim apportée par Crédit) ;
- reconduction des mesures favorisant l'accès du personnel au capital de la Société : stock options, plan d'épargne ;
- nomination de deux administrateurs (Messieurs Serge Sayan et Christian Girard) et d'un censeur (le Crédit Lyonnais).

18, rue de la Ville l'Évêque, Paris 8^e - Tél. : 47.42.52.53

NEW-YORK, 28 mai ↑

Flambée de hausse

Après trois jours de chômage dont un pour célébrer le «Memorial Day», Wall Street a repris les chemins de la hausse. Mais alors que la Bourse new-yorkaise avait lambiné ces derniers temps, elle a soudain, mardi 28 mai, forcé l'allure. Pas immédiatement. La première partie de la séance fut marquée par une pause. Brusquement, vers midi, les ordres d'achat commencent à affluer. Tant et si bien qu'à la clôture, l'indice Dow Jones des industrielles avait progressé de 44,94 points (+1,54 %) pour s'établir à 2 958,06.

Le bilan général fut tout aussi brillant que ce résultat rapide. Sur 2 023 valeurs traitées, 1 032 ont monté alors que 529 ont baissé et que 462 reproduisaient leurs cours précédents.

Mais quelle mouche a soudain piqué le marché américain ? De l'avis général, les investisseurs ont, paraît-il, soudain pris conscience que le creux de la récession allait progressivement laisser place à la reprise économique. Et y a un retour d'optimisme. Les investisseurs professionnels appartenant à une grande maison de courtage, et d'ajouter «la question n'est plus maintenant de savoir quand la reprise aura lieu, mais de quelle ampleur elle sera».

VALEURS	Cours du 28 mai	Cours du 29 mai
Alcoa	87 3/4	70 3/4
AT&T	38 3/8	38 3/8
Banque	48 3/4	48 3/4
Chemical Bank	43 1/8	43 1/8
Deere	59 5/8	59 5/8
Eastman Kodak	33 3/8	34 3/4
Ford	23 3/8	23 3/8
General Electric	28 1/4	40 3/4
Goodyear	24 3/4	25 1/2
IBM	58 1/2	58 7/8
Intel	54 7/8	55 1/2
Johnson & Johnson	60 3/4	61 5/8
Merck	84	84 1/8
United Technologies	16 3/4	16 3/4
United States Steel	18 3/8	18 3/8
USX	23 3/8	27 7/8
Westinghouse	27 3/8	27 3/8
Xerox Corp.	57 3/8	57 1/4

LONDRES, 28 mai ↑

Légère hausse

Les valeurs ont clôturé en légère hausse mardi 28 mai au Stock Exchange. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 2 478,7. Le volume des échanges s'est très sensiblement accru, à 2,8 milliards de titres contre 430,4 millions vendredi.

Le groupe pharmaceutique Glaxo Holdings a tiré le marché vers le haut tout au long de la séance, en progrès d'une quarantaine de pence dans l'espoir de nouvelles positives sur un usage plus répandu de son traitement des nausées Zofran.

Alain Chevalier reprend Balmat à ses anciens propriétaires. Balmat, le groupe d'habillement de l'homme d'affaires canadien Erich Fayer, un peu moins de deux ans après l'avoir quitté, Alain Chevalier, qui avait repris la maison de couture après son départ du groupe de luxe LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton) en 1989, a finalement abandonné son pari.

En proie à de sérieuses difficultés financières, le groupe Balmat a été racheté par ses anciens propriétaires. Le groupe japonais Seiko Corp., l'un des plus importants fabricants de montres et d'horloges du monde, a annoncé mardi 28 mai un bénéfice net consolidé de 694 millions de yens (29,2 millions de francs) en baisse de 42,2 % pour l'exercice 1990, clos le 31 mars dernier. Ce plongeon s'explique par l'importance des pertes subies par plusieurs filiales et par l'augmentation des dépenses acquittées par d'autres, indices chez Seiko. D'autre part, les ventes du groupe ont quasiment stagné, à 428 milliards de yens (18 milliards de francs). Seiko prévoit pour l'exercice courant un bénéfice en hausse, estimé à deux milliards de yens (84 millions de francs), avec une progression des ventes à 470 milliards de yens (19,8 milliards de francs).

Chute du bénéfice annuel d'ANA, première compagnie aérienne intérieure japonaise. All Nippon Airways (ANA), première compagnie aérienne japonaise sur les vols domestiques, a annoncé mardi 28 mai à Tokyo une baisse de 28,8 % de son bénéfice net à 10,7 milliards de yens (431,8 millions de francs) pour l'année fiscale 1990. ANA explique le recul de son bénéfice par la hausse des prix des carburants et la flambée des taux d'intérêt au Japon. Au terme de l'exercice terminé le 31 mars dernier, le chiffre d'affaires de la compagnie japonaise, toutefois augmenté de 9,1 % à 733,4 milliards de yens, soit 30,9 milliards de francs.

Recul du bénéfice de Japan Airlines. Malgré une progression de 5,5 % du chiffre d'affaires à 118 milliards de yens, soit 47,2 milliards de francs, Japan Airlines (JAL) a annoncé mardi 28 mai une baisse de 17,4 % de son bénéfice net à 13,7 milliards de yens (578 millions de francs) pour l'année fiscale 1990. Au terme de l'exercice terminé le 31 mars dernier, la compagnie japonaise a enregistré une baisse de 63,1 % de son bénéfice d'exploitation. JAL explique le recul de son bénéfice par la hausse des prix des carburants et une diminution de 3,5 % de la fréquentation des lignes internationales à la suite des événements du Golfe.

Zanier dépose un projet d'OPEX sur France. Le groupe d'habillement Zanier a déposé un projet d'offre publique d'échange sur les actions du groupe Poron. Zanier a proposé d'échanger la totalité des actions composant le capital de Poron contre des obligations convertibles, à raison de 10 obligations pour une action Poron. Le projet d'offre est considéré comme une tentative de rachat de Poron. Zanier, qui était jusqu'à présent numéro deux européen dans la distribution de vêtements d'homme, a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 1,28 milliard de francs et encaissé un bénéfice de 39,4 millions de francs. Son chiffre d'affaires a augmenté de 10 % par la famille Zanier qui dirige le groupe. 30 % sont dans le public. Quant à la société Poron, qui décline notamment dans son portefeuille les marques Absorbe et Trois Pommes, elle a passé une mauvaise année 1990, qui s'est soldée par des pertes de 26 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 760 millions.

PARIS, 28 mai ↑

Nouvelle avance

La Bourse de Paris a continué mercredi de progresser de façon prudente. En progression de 0,88 % dès le début des échanges, elle a poursuivi sa marche de la veille, les valeurs françaises enregistrant un gain de 0,71 %. L'indice CAC 40 a gagné 0,76 %. Plus tard dans la journée, il s'est établi à 1,15 % au-dessus de son niveau précédent.

La bonne performance de Wall Street, la veille (1,57 %), a été, selon les professionnels, la principale raison des bonnes dispositions relatives dont a fait preuve le marché parisien. Rien pour l'instant ne permet aux opérateurs de manifester un bien grand optimisme.

Une assez importante activité a régné autour de LVMH et d'Alcatel-Alsthom, dont la pondération n'est pas négligeable dans l'indice CAC 40. LVMH, en effet, a poursuivi sa progression. Après avoir gagné plus de 4 % la veille, il s'est encore apprécié sensiblement. Diverses rumeurs circulaient dans les salles de marché à propos d'un rattachement par Guiness ou par M. Bernard Arnault dans le lot de la vente de la GYV français aux États-Unis. Il profitait aussi du succès remporté en Espagne à l'occasion d'un appel d'offres de matériel ferroviaire pour la compagnie nationale des chemins de fer espagnole (RENFE). De Dietrich a été dopé par l'annonce de son entrée dans le groupe Thomson.

TOKYO, 29 mai ↑

Retour de la hausse

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de mercredi 29 mai en hausse, mais au-dessous de ses plus hauts niveaux du jour. L'indice Nikkei a progressé de 104,74 points à 25 495,41, soit un gain de 0,41 %. Le courant d'achats s'est poursuivi, entraînant la veille, 400 millions d'actions ont changé de mains contre 240 millions à la séance de mardi.

La hausse de plus de 1,5 % de Wall Street mardi a bénéficié au marché au cours de la matinée, tout comme la baisse des taux d'intérêt à court terme. Cependant, la reprise n'a pas été aussi forte qu'escomptée en l'absence de facteurs de soutien plus prononcés.

VALEURS	Cours du 28 mai	Cours du 29 mai
Alcoa	110	100
Amgen	100	100
Canon	1470	1470
Fuji Bank	240	270
Honda Motor	200	200
Mitsubishi Bank	1940	1970
Nissan Corp.	800	800
Toyota Motor	1780	1800

FAITS ET RÉSULTATS

son bénéfice net à 13,7 milliards de yens (578 millions de francs) pour l'année fiscale 1990. Au terme de l'exercice terminé le 31 mars dernier, la compagnie japonaise a enregistré une baisse de 63,1 % de son bénéfice d'exploitation. JAL explique le recul de son bénéfice par la hausse des prix des carburants et une diminution de 3,5 % de la fréquentation des lignes internationales à la suite des événements du Golfe.

Zanier dépose un projet d'OPEX sur France. Le groupe d'habillement Zanier a déposé un projet d'offre publique d'échange sur les actions du groupe Poron. Zanier a proposé d'échanger la totalité des actions composant le capital de Poron contre des obligations convertibles, à raison de 10 obligations pour une action Poron. Le projet d'offre est considéré comme une tentative de rachat de Poron. Zanier, qui était jusqu'à présent numéro deux européen dans la distribution de vêtements d'homme, a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 1,28 milliard de francs et encaissé un bénéfice de 39,4 millions de francs. Son chiffre d'affaires a augmenté de 10 % par la famille Zanier qui dirige le groupe. 30 % sont dans le public. Quant à la société Poron, qui décline notamment dans son portefeuille les marques Absorbe et Trois Pommes, elle a passé une mauvaise année 1990, qui s'est soldée par des pertes de 26 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 760 millions.

Augmentation de capital de 204,75 millions de francs pour Go Sport. Go Sport, filiale de Century-Cathiard, distributeur de vêtements, chaussures et matériel de sport, a annoncé mardi 28 mai une augmentation de capital de 204,75 millions de francs pour mener à bien sa politique de développement en France et à l'étranger. Pour son augmentation de capital, Go Sport va émettre des actions au prix de 150 F l'une avec l'assistance au 1^{er} janvier 1991. La firme qui exploite 72 magasins en France et à l'étranger, a annoncé que, après avoir été rachetée par Century-Cathiard (1989-1990), 1991 était considérée comme «l'année de la consolidation». Pour le dernier exercice (1990), qui compte seulement neuf mois (les comptes ayant été arrêtés au 31 décembre au lieu du 31 mars les années précédentes), le chiffre d'affaires de Go Sport s'est élevé à 935 millions de francs, contre 1,1 milliard en 1989. L'année dernière, Go Sport a dégagé une perte de 53,7 millions de francs contre un recul de 127 millions en 1989.

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel CMI	3608	3615	DA	346	345
Amstel Assoc.	280	280	Idem	137	132 10
BAC	158	159	Immob. Habitat	820	825
Bouy	875	840	U.F.M.	100	100
Bouygues (Ly)	380	371	Loc. imm.	200	200
Bouygues (Ly)	207	207	Loc. imm.	87	87
CAL (C.C.I.)	1080	1080	Loc. imm.	118	119
Cabestan	380	385	Loc. imm.	144	144
Cadef	151	154 80	Loc. imm.	85	85
C.E.G.P.	275	285	Loc. imm.	368	360
C.F.P.	275	285	Loc. imm.	650	600
CALM	918	901	Loc. imm.	301	301
Codex	265 50	273	Loc. imm.	179	174
Conforama	884	884	Loc. imm.	98	98
Crest	226 50	217 40	Loc. imm.	450	450
Dauphin	415	421	Loc. imm.	130	115
Delaunay	980	1015	Loc. imm.	254 50	260 20
Delaunay Worms Co.	424	436	Loc. imm.	287	307 50
Delaunay	1089	1088	Loc. imm.	285	285
Delaunay	389	385	Loc. imm.	216	219
Delaunay	135 50	135 80	Loc. imm.	98	98
Delaunay	225	225	Loc. imm.	750	762
Delaunay	324	321			
Delaunay	128	128			
Delaunay	124 50	123			
Delaunay	272 50	265 50			
Delaunay	419	409			
Delaunay	218	218			
Delaunay	753	760			
Delaunay	951	951			
Delaunay	236	236 10			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 28 mai 1991
Nombre de contrats : 71 124

COURS	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	105,90	105,90	105,90
Précédent	105,64	105,70	105,58

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Jun 91	0,16	0,28
Sept 91	0,98	1,13
Déc 91	0,28	1,13

COURS	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	1 884	1 881	1 791
Précédent	1 884	1 881	1 791

COURS	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	1 884	1 881	1 791
Précédent	1 884	1 881	1 791

COURS	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	1 884	1 881	1 791
Précédent	1 884	1 881	1 791

COURS	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	1 884	1 881	1 791
Précédent	1 884	1 881	1 791

COURS	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	1 884	1 881	1 791
Précédent	1 884	1 881	1 791

COURS	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	1 884	1 881	1 791
Précédent	1 884	1 881	1 791

COURS	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	1 884	1 881	1 791
Précédent	1 884	1 881	1 791

COURS	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	1 884	1 881	1 791
Précédent	1 884	1 881	1 791

COURS	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	1 884	1 881	1 791
Précédent	1 884	1 881	1 791

COURS	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	1 884	1 881	1 791
Précédent	1 884	1 881	1 791

COURS	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	1 884	1 881	1 791
Précédent	1 884	1 881	1 791

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 MAI

Cours relevés à 13 h 50[illegible]**COMPTANT**

(sélection)

SICAV

sélection)

28/5

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nom.	% du coupon																					
Obligations																							
Emp. État 9,25/77	125 90	0 14	C.I.M.	911	910	Mogema	750	750	A.A.A.	1044 31	1018 84	Fredericton	842 28	822 71	Pierre Gesteon	59797 93	59797 93						
Emp. État 9,25/78	102 30	0 87	C.I.T.A.M. (R)	2692	2692	Alcan. Int'l	489	489	Acadian	222 30	216 35	Fredericton	25 38	28 86	Pasadena Oil	10596 73	10596 73						
10,00% 75/94	102 30	7 90	Colson	521	521	Calvert	126 129	129 129	Agropur	716 81	743 36	Fraser-Panama	115923 33	11339 24	Energy Control	108 32	108 32						
10,50% 85/93	102 30	5 68	Comptel	372 10	372 10	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	7 78	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	2 82	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	2 18	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207	Amalgam	7333 12	7051 08	Fraser	4980 66	4848 19	Fraser-Panama	26888 21	26888 21						
10,50% 85/93	102 30	0 05	Cop Ind. Inc.	4411	4410	Canpro (R)	213	207															

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demande - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

CULTURE

M. Jack Lang lance Photofolie

Après la Fête de la musique et la Fête de la danse, le ministre de la culture lance Photofolie. M. Jack Lang a annoncé, le 28 mai, la création d'une fête de l'image, qui aura lieu chaque dernier week-end d'avril et dont la première édition se tiendra les 24, 25 et 26 avril 1992. « Placée sous le signe de l'exigence, de la qualité et du professionnalisme », Photofolie a pour but de faire « bouger » les 18 millions de propriétaires d'appareils en France (2 millions vendus chaque année), affirme le ministre.

Le logo de Photofolie, un dessin signé André François représentant un éléphant qui se tire le portrait avec sa trompe, illustre le thème de la première édition : « Photographiez-vous les uns les autres ». « Il s'agit de renouer avec une tradition perdue, celle des familles qui se faisaient tirer le portrait », a expliqué Robert Delpeire, directeur du Centre national de la photographie. Photofolie devrait être sur tous les terrains : dans la rue, dans le métro, au cinéma, à l'école, mais aussi dans les musées et notamment au Palais de Tokyo, qui présentera une exposition sur la photographie anonyme.

Du 6 au 10 juin

Hambourg rend hommage à Messiaen

Un important festival de musique sacrée contemporaine a lieu à Hambourg, du 6 au 10 juin, à l'instigation de l'Orchester Akademie hambourgeoise et de l'Institut français. Ces rencontres, qui réuniront deux compositeurs sortis d'URSS avant la perestroïka, Alfred Schnittke et Arvo Part, consacrent une part notable de leur programmation à Olivier Messiaen, qui est membre de l'Académie des arts de la ville hanseatique. Le 6 juin seront exécutées, par l'organiste Eberhard Lauer, les Méditations sur le mystère de la Sainte-Trinité ; puis seront données plusieurs œuvres du compositeur français pour piano solo et deux pianos (dont les Visions de l'Amour, le 7), les Trois Petites Liturgies (le 9), enfin le Quatuor pour la fin du temps (le 10).

L'Institut français a invité le pianiste Pierre-Laurent Aimard et la musicologue Brigitte Massin. Celle-ci prononcera, le 10 juin, une conférence sur « Mozart modèle européen », après avoir pris part, le 8, à une table ronde sur la musique exécutée du vingtième siècle, avec Alfred Schnittke, Arvo Part, le professeur Alphonse Michalek, spécialiste de Messiaen, le Docteur Reinhard Flender, compositeur, et Denis Levéque, directeur de l'Institut français de Hambourg.

□ Forfait du chef Alain Lombard à l'Orchestre de Paris. — Directeur musical de l'Orchestre de Bordeaux-Médoc, du Grand-théâtre et du Mai musical de Bordeaux, Alain Lombard a annulé, pour cause de maladie, sa participation aux concerts qu'il devait diriger les 29 et 30 mai, Salle Pleyel, à la tête de l'Orchestre de Paris. Semyon Bychkov, le directeur musical de l'OP, assurera ces concerts dont le programme ne change pas : Concerto pour hautbois de Mozart (soliste : Michel Benoit) Prélude à l'opéra d'un faune de Debussy et Sacre du printemps de Stravinsky.

□ John Eliot Gardiner nommé à Hambourg. — Le chef britannique John Eliot Gardiner prendra, le 1^{er} août et pour quatre ans, les fonctions de chef principal de l'Orchestre de la Nord deutscher Rundfunk de Hambourg. Directeur musical de l'Orchestre de l'Opéra de Lyon de 1983 à 1989, John Eliot Gardiner continuera de diriger ses English Baroque Soloists et son Monteverdi Choir en Grande-Bretagne.

□ Le prix littéraire Pierre-de-Monaco à Jean-Marie Rouard. — Le prix littéraire de la Fondation Prince-Pierre-de-Monaco a été attribué, mardi 28 mai, à Jean-Marie Rouard pour l'ensemble de son œuvre.

[Né en 1943, Jean-Marie Rouard est chef du service littéraire du Figaro. Il publie son premier roman, la Fuite en Pologne, en 1974, reçoit le prix Interallié en 1977 avec les Faux de papier et le Remède en 1983 pour Avant-Guerre. Tous les livres de Jean-Marie Rouard, y compris son dernier, le Voleur de jeunesse (1990), ont été publiés chez Grasset.]

□ Le peintre Vincent Blouès couronné. — Le Grand Prix Prince Rainier III, récompense internationale d'art contemporain, a été attribué mardi 28 mai à Monaco au peintre français Vincent Blouès, ancien membre du courant support/surfaces, pour son œuvre intitulée « Céline ». Le peintre a, depuis plusieurs années, renoué avec la figuration.

CARNET DU Monde

Naissances

— Didier GUÉRIN, Margaret MORAY GUÉRIN, ont la joie d'annoncer la naissance de

Didier Guy Junior, né le 20 mai 1991, à Sydney.

22 Wunulla Road, Point Piper NSW 2027 (Australie).

— M. Guy FERRIMOND et M^{me} née Annick Perrot du Breuil, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Guillaume, le 23 mai 1991.

62, rue de Prony, 75017 Paris.

Mariages

— M. et M^{me} Denis GIRARD, M^{me} André LUCAS, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Jean-Philippe et Michèle, célébré le 18 mai 1991, au Brusc, Six-Fours-les-Plages (Var).

Décès

— M^{me} Annie Haas, M. Henry Bernard, Paul et Isabelle, M. Pierre-André Haas, Les familles Haas, Suchar et Gérard, ont la douleur de faire part de la disparition de

Nicole BERNARD, née Haas,

leur fille, épouse, mère, sœur et parente bien-aimée,

survenue le 18 mai 1991.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, le 23 mai.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

49, rue du Docteur-Blanche, 75016 Paris.

— Odette, Simone FIEVET, a quitté les siens dans la nuit du 25 au 26 mai 1991.

Elle ne souhaitait ni fleurs ni couronnes.

Sa fille, Liliane Charat-Karantonis, remercie ceux et celles qui l'ont estimée de bien vouloir adresser leurs dons à l'ARC, Association de recherche sur le cancer, BP 300, 94800 Villejuif Cedex.

« Mais voici l'heure de nous séparer, moi pour mourir, nous pour vivre. Qui de nous a le meilleur partage, nul ne le sait excepté le dieu. »

— M. et M^{me} François Fesneau, M. et M^{me} Christophe Bay, Marc et Vincent, M^{me} Valentine Blanc, M. et M^{me} Pierre Campo, M. et M^{me} Raymond Delzangles, ont la douleur de faire part du décès de

Alice LAURIOL, née Delzangles,

survenue à l'âge de quatre-vingt-neuf ans,

27, rue Robert-de-Flers, 75013 Paris.

— André Pierre Lombard, son fils, Marie-Thérèse Lombard, sa sœur, ont fait part du décès de

M. Marc LOMBARD, président de la Société des amis de Vincennes, président d'honneur de l'Union nationale des combattants, ancien conseiller municipal de Vincennes,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, dans l'ordre des Arts et Lettres,

décédé le 25 mai 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Vincennes, 82, rue Raymond-du-Temple, où l'on se réunira le jeudi 30 mai, à 14 h 15.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

André Pierre Lombard, rue Reynier-Haut, 83140 Six-Fours, Marie-Thérèse Lombard, 1, avenue Foch, 94300 Vincennes.

THÈSES

Tarif Étudiants 50 F la ligne H.T.

Les amis du

docteur MAZARAKIS, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de vermeil de la Ville de Paris,

ont la douleur de faire part de son décès, survenu le mardi 28 mai 1991, à son domicile.

La célébration religieuse aura lieu en l'église orthodoxe, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16^e, le jeudi 30 mai, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— G. Bertrand, président de l'université de Bourgogne, E. Coquet, doyen de la faculté des sciences et des techniques, Et l'ensemble du personnel, ont la tristesse de faire part du décès de

M. René FERRET, professeur de chimie, laborantin de physique du solide, survenu à Dijon, le 23 mai 1991.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 25 mai.

— Pithiviers, Bourg-la-Reine, Berlin, Saint-Paul-par-Grandrieux.

M^{me} Lucette Saint Paul, Gérard, Rita, Manuel et Patrick Saint Paul, Annick, Claude, Sandrine et Yann Le Hénaud, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Marie SAINT PAUL, survenu le 24 mai 1991, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 27 mai, en l'église Saint-Salomon-Saint-Grégoire de Pithiviers.

La famille remercie.

— Mario-Pierre Mazoua a le profond regret de faire part du décès de sa maman,

M^{me} Gisèle THOMAS, le 23 mai 1991, à Paris.

Levee du corps, IML, place Mazas, Paris-12^e, le 30 mai, à 9 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

Cérémonie religieuse, en l'église de Tocane-Saint-Apre (Dordogne), le 1^{er} juin, à 14 h 30.

« Elle est un état d'esprit, un effort de volonté, une qualité de l'imagination, une intensité émotive, une victoire de courage, elle n'a pas déseigné son idéal. Ni renoncé à son honneur. »

15, rue de l'Évangile, 75018 Paris. Bonas, 24350 Tocane-Saint-Apre.

— Les personnels Et les élèves du lycée Edmond-Rostand et du CFA du collège Georges-Clemenceau, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gisèle THOMAS, intendante,

survenue brutalement le 23 mai 1991, à Paris.

« On finit toujours par devenir ce qu'on s'habituait à paraître. »

« Le sourire des lèvres prépare le sourire de l'âme, et une âme souriante est une âme exultante. »

15, rue de l'Évangile, 75018 Paris.

— Les amis Et les collègues de

Guilhem Tournier,

au ministère de la culture, s'associent à sa famille pour pleurer sa disparition, survenue le 21 mai 1991.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

— M^{me} Paula Juliana Fortnata VAN DER HAGEN,

a quitté les siens dans sa quatre-vingt-douzième année, le 25 mai 1991.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 31 mai, à 10 h 30, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e, où l'on se réunira.

De la part de Jean-Paul Shapira et Bénédicte Vallet, son épouse, ses enfants,

Mark, Valérie et Réjane, ses petits-enfants, M^{me} Patricia Shapira, Et toute la famille.

9, rue Fagon, 75013 Paris.

— Le nouveau quartier chinois de Belleville, 14 h 30, métro Belleville, devant le café Président (C. Merle).

« Le quartier Saint-Germain : de l'abbaye au quartier des arts », 14 h 30, devant l'église Saint-Germain (M. Polver).

« Les jardins du quatorzième : l'hôtel de Massé et son quartier », 14 h 30, 38, rue du Faubourg-Saint-Jacques (S. Rojon-Kern).

« Le quartier Saint-Germain : de l'abbaye au quartier des arts », 14 h 30, devant l'église Saint-Germain (M. Polver).

« Le quartier Saint-Germain : de l'abbaye au quartier des arts », 14 h 30, devant l'église Saint-Germain (M. Polver).

« Le quartier Saint-Germain : de l'abbaye au quartier des arts », 14 h 30, devant l'église Saint-Germain (M. Polver).

« Le quartier Saint-Germain : de l'abbaye au quartier des arts », 14 h 30, devant l'église Saint-Germain (M. Polver).

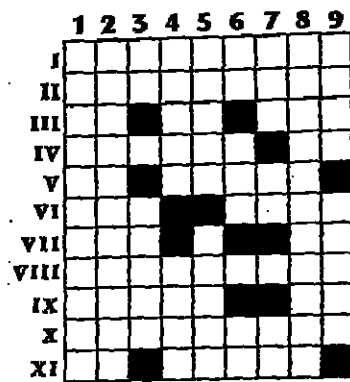
« Le quartier Saint-Germain : de l'abbaye au quartier des arts », 14 h 30, devant l'église Saint-Germain (M. Polver).

« Le quartier Saint-Germain : de l'abbaye au quartier des arts », 14 h 30, devant l'église Saint-Germain (M. Polver).

« Le quartier Saint-Germain : de l'abbaye au quartier des arts », 14 h 30, devant l'église Saint-Germain (M. Polver).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5530



HORIZONTALEMENT

1. Des gens habitués à distribuer des poignées de mains. — 2. Rendue comme de la chicorée. — 3. Vaste plaine. Pas dépassée. Peut être noircie par le charbon. — 4. Sont parfois mis avec les cornichons. Préposition. — 5. Mesure. Grand quand c'est détachable. — 6. Pas en forme. Bouché quand on reste assis. — 7. Ne conserve pas. On peut ne plus le dire quand tout est cassé. — 8. Un handicap pour ceux qui voudraient mener une vie de pacha. — 9. Son herbe est bonne à brûler. Un vague sujet. — 10. Qui peut crever. — 11. Note. Pas atteints.

VERTICALEMENT

1. Imiter le sphinx. — 2. Un homme qui a pu prendre bonne mine. — 3. Saint des Pyrénées. On l'allonge pour remplir. — 4. Un missionnaire ou un poète. Ne sont pas chiches quand ils sont peints. — 5. Fait entendre un son de cloche. Ville d'Algérie. — 6. Une victime de la jalousie. Mot pour indiquer qu'on a fait un emprunt. Un métal blanc. — 7. Ses jours ne sont pas comptés. Un grand drame. Ne reste nauf qu'un seul jour. — 8. Il y en a plusieurs avant la première. — 9. Chaud refuge pour un serpent. Font un assortiment de couleurs.

Solution du problème n° 5529

Horizontalement

I. Glaston. — II. Rénouveau. — III. Apis. Isha. — IV. F. F. F. — V. F. F. F. — VI. F. F. F. — VII. F. F. F. — VIII. F. F. F. — IX. F. F. F. — X. F. F. F. — XI. F. F. F.

Verticalement

1. Glaston. — 2. Léopotes. En. — 3. Amitté. Sang. — 4. SOS. Enghenne. — 5. Nu. Su. Tel. — 6. Olive. Nio. — 7. Sésamoides. — 8. Tub. Orde. Té. — 9. Ravisseurs. GUY BROUTY

AUTOMOBILE

Un V6 sur la Passat de Volkswagen

Malgré une énorme concurrence dans ce « segment » de voitures, la Passat de Volkswagen, véhicule plutôt familial misant sur la solidité plus que sur la séduction, a pris petit à petit sa place dans le paysage routier français. Près de 20 000 exemplaires ont été vendus en 1990. Voilà qu'elle nous arrive surmotorisée grâce à un groupe de 6 cylindres en V de 2.8 litres (174 chevaux à la clef) et à 5 800 tours) tout en haut d'une gamme qui allait jusqu'à, en 4 cylindres, de 75 à 160 chevaux.

La grande innovation est le 6 cylindres quelque peu original puisque les pistons sont montés, certes en V, mais sous un angle de 15 degrés, alors que la plupart des moteurs, comme celui de l'Audi 100 lancée parallèlement, le sont soit à 90 degrés, soit à 60 degrés. De fait, ce choix a été commandé par un impératif : placer sous un capot et sur une structure définies de longue date un moteur puissant pouvant y trouver sa place. Ainsi pouvait-on, grâce à la compacité du groupe, bénéficier de l'avantage que peut donner un 6 cylindres dans la conduite d'une voiture sans remettre en cause l'ensemble du véhicule. En imaginant un V6 à cylindre unique susceptible d'être monté en travers et non dans l'axe du châssis, le problème était résolu.

Il ne semble pas que la solution trouvée réponde tout à fait à ce que l'on aurait pu espérer car, si l'on trouve à l'arrivée la souplesse du 6 cylindres, on bénéficie aussi d'une puissance démesurée avec un couple de 24. mkg,

qui s'accomode mal, au-delà d'un certain nombre de tours au moteur, des structures qui l'hébergient. Il s'ensuit certains effets désagréables qui vont du flottement au niveau du train avant à une difficile maîtrise de la tenue de cap si le revêtement routier est doux. Ennuys tout de même pour un véhicule qui se veut « familial ». On fermera les yeux, par ailleurs, sur la présence d'un tunnel dans l'habitacle, qui se justifie par la future mise en place d'un transmisson aux quatre roues, mais qui est inutile dans une version à traction avant.

Domage ! Car l'effort sur la finition de ces nouvelles Passat, tant du point de vue de l'insonorisation que du choix des matières synthétiques qui font aujourd'hui l'essentiel des garnitures intérieures, est de qualité.

Dernière remarque, le coffre dans la Passat berlina tout autant que le plateau arrière du break sont toujours encombrés d'amortisseurs en chaudière, ce qui, on le sait, prend de la place en largeur.

Selon certaines informations, le moteur à 6 cylindres ainsi présenté va être également monté sur une Golf. Sans vouloir préjuger de l'effet qu'il aura sur une structure prévue à l'origine pour un 4 cylindres qui ne cesse de prendre de la puissance et malgré des transformations profondes prévues dans la suspension et les trains de roulement, on est en droit de se poser des questions.

CLAUDE LAMOTTE

► Prix non fixés. Fourchette envisagée : de 150 000 à 190 000 F.

PARIS EN VISITES

JEUDI 30 MAI

« Exposition Camille Claudel », 10 h 30, Musée Rodin (P.-Y. Jalet).

« Du Louvre de Philippe-Auguste à la pyramide de Pol. Projets pour le Grand Louvre », 14 heures, métro Palais-Royal, terre-plein central (E. Roman).

« Des Bures-Chaumont au bassin de la Villette », 14 h 30, métro Botz (Paris pittoresque et insolite).

« Les plus belles demeures du Musée Marmottan », 14 h 30, 2, rue Louis-Bouilly (D. Bouchard).

« L'art de l'île de Pâques », 14 h 30, hall du Musée de l'Homme (Le Centre de l'île).

« Le faubourg Saint-Antoine, cours et passages. L'énigme de l'église Saint-Marguerite », 14 h 30, métro Faubourg-Saint-Antoine (Paris livre d'histoire).

« La Monnaie. Hôtel et ateliers des médailles », 14 h 30, 11, quai Conti (Tourisme culturel).

« A Versailles : les bosquets du parc, leur passé et leur futur », 15 heures, cour d'honneur du château, statue de Louis XIV (Monuments historiques).

« Le quartier juif de Marais. Evocation de la culture juive dans la synagogue de la rue des Tournelles construite par Eiffel », 15 heures.

« Tombes célèbres du cimetière de Montmartre », 14 h 30, entrée du cimetière, avenue Rachel (D. Fleuriot).

« Le théâtre de l'hôtel de Clugny », 14 h 30, métro Clugny (Paris pittoresque et insolite).

« Promenade de la place des Voies à la maison de Jacques Coeur », 14 h 30, métro Saint-Paul (E. Roman).

« Les plus belles demeures du Marais, de la place des Voies à la maison de Jacques Coeur », 14 h 30, métro Saint-Paul (E. Roman).

« L'art de l'île de Pâques », 14 h 30, hall du Musée de l'Homme (Le Centre de l'île).

« Le faubourg Saint-Antoine, cours et passages. L'énigme de l'église Saint-Marguerite », 14 h 30, métro Faubourg-Saint-Antoine (Paris livre d'histoire).

« La Monnaie. Hôtel et ateliers des médailles », 14 h 30, 11, quai Conti (Tourisme culturel).

« A Versailles : les bosquets du parc, leur passé et leur futur », 15 heures, cour d'honneur du château, statue de Louis XIV (Monuments historiques).

« Le quartier juif de Marais. Evocation de la culture juive dans la synagogue de la rue des Tournelles construite par Eiffel », 15 heures.

métro Saint-Paul (Paris et son histoire).

« Le quartier de la Bastille et le faubourg Saint-Antoine. Passages, artisans, rénovations », 15 heures, métro Bastille, devant le restaurant Grandes Marches/Connaissance d'Id et d'ailleurs.

« Promenade de la place des Voies à la maison de Jacques Coeur », 14 h 30, métro Saint-Paul (E. Roman).

« Les plus belles demeures du Marais, de la place des Voies à la maison de Jacques Coeur », 14 h 30, métro Saint-Paul (E. Roman).

« L'art de l'île de Pâques », 14 h 30, hall du Musée de l'Homme (Le Centre de l'île).

« Le faubourg Saint-Antoine, cours et passages. L'énigme de l'église Saint-Marguerite », 14 h 30, métro Faubourg-Saint-Antoine (Paris livre d'histoire).

« La Monnaie. Hôtel et ateliers des médailles », 14 h 30, 11, quai Conti (Tourisme culturel).

« A Versailles : les bosquets du parc, leur passé et leur futur », 15 heures, cour d'honneur du château, statue de Louis XIV (Monuments historiques).

« Le quartier juif de Marais. Evocation de la culture juive dans la synagogue de la rue des Tournelles construite par Eiffel », 15 heures.

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé). 18 h 30 : « Images d'un monde : l'art et l'écriture : approche ludique et enseignement ».

50 F la ligne H.T.

A Lille

Le premier sommet franco-allemand de M^{me} Edith Cresson

Le thème le plus marquant du 57^e sommet franco-allemand, qui se réunit les 29 et 30 mai à Lille, devrait être le match Olympique de Marseille-Etoile rouge de Belgrade, l'Elysée ayant fait savoir que le dîner officiel de mercredi serait avancé pour permettre à MM. Kohl et Mitterrand de suivre la rencontre.

Autre aspect marquant de ce sommet : il sera pour M^{me} Edith Cresson en tant que chef du gouvernement français, la première occasion de contacts avec les dirigeants d'une Allemagne à laquelle elle fait fréquemment référence. L'une des idées de Mme Cresson, celle d'encourager les investissements français dans l'ex-RDA, devait en tout cas recueillir l'approbation enthousiaste des dirigeants de Bonn.

Il est possible en outre que soit annoncé un prochain voyage de M. Mitterrand dans cette partie est de l'Allemagne. Le président Richard von Weizsäcker l'avait sollicité lors de sa dernière rencon-

tre à Paris avec le président de la République. Ce serait en outre une façon de rétablir quelque peu la balance au profit du chancelier dont la cote n'est pas très haute dans les nouveaux Länder, où M. Roland Dumas va en revanche régulièrement prendre des bains de foule avec son homologue Hans-Dietrich Genscher.

A un mois du Conseil européen de Luxembourg, MM. Kohl et Mitterrand devraient d'autre part faire le point sur les travaux des deux conférences intergouvernementales sur l'union monétaire et sur l'union politique. Ils devraient aussi évoquer la situation en URSS et arrêter une position commune quant à la demande de M. Gorbatchev d'assister au prochain sommet des sept pays les plus industrialisés, en juillet à Londres. MM. Kohl et Mitterrand sont favorables à une participation « sous une forme ou sous une autre » et se concerteront vraisemblablement sur les modalités d'une participation partielle du président soviétique à proposer à leurs partenaires.

Le Conseil franco-allemand de sécurité et de défense se réunira jeudi matin. Il devrait annoncer la création prochaine à Rennes d'une école franco-allemande de pilotes d'hélicoptères militaires et évoquer d'autre part le rôle de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) dont la présidence passera le mois prochain de la France à l'Allemagne.

De nombreux autres dossiers seront examinés ou finalisés par les ministres qui sont au nombre de treize du côté français (1) et de huit du côté allemand.

C. T.

(1) Seront présents à Lille MM. Roland Dumas (affaires étrangères), Lionel Jospin (éducation), Pierre Bérégovoy (économie, finances, budget), Pierre Joxe (défense), Jack Lang (culture, communication), Louis Mermaz (agriculture), Paul Quilès (équipement, logement, transports, espace), Hubert Curien (recherche), M^{me} Frédérique Bredin (justice et sports), M^{me} Béatrice Huguette (environnement), Dominique Strauss-Kahn (industrie et commerce extérieur), Jean-Marie Rauech (postes et télécommunications), M^{me} Elisabeth Guigou (affaires européennes).

Violentes manifestations à Tirana

De violentes manifestations auraient éclaté mercredi matin 29 mai à Tirana, où, semble-t-il, plusieurs milliers de personnes réunies sur la place Skanderbeg, au centre-ville, ont demandé la démission du gouvernement à l'appel des syndicats indépendants qui paralysent le pays depuis le 16 mai par une grève générale, a indiqué à l'AFP un journaliste albanais joint par téléphone depuis Belgrade. Les affrontements entre forces de l'ordre et manifestants auraient déjà fait plusieurs blessés.

Le pape nomme 22 nouveaux cardinaux dont l'archevêque de Marseille

Le pape a annoncé, mercredi 29 mai, la création de 22 nouveaux cardinaux pour le cinquième consistoire de son pontificat qui aura lieu le 28 juin. A la suite de ces nominations, le Sacré Collège sera composé de 162 cardinaux, dont 120 électeurs du pape âgés de moins de quatre-vingt ans. Parmi les nouveaux promus figure Mgr Robert Coffy, archevêque de Marseille.

Les noms des nouveaux cardinaux, venant de la Curie romaine, sont les suivants : Mgr Angelo Sodano, secrétaire d'Etat ; Mgr Edward Cassidy, président du conseil de l'Unité des chrétiens ; Mgr Pio Laghi, préfet de la congrégation de l'éducation catholique ; Mgr Florentino Angelini, président du conseil de la pastorale de la santé ; Mgr José Sanchez, secrétaire de la congrégation pour l'évangélisation des peuples ; Mgr Virgilio Noé, coadjuteur de l'archiprêtre de la basilique vaticane ; Mgr Guido del Mestri, nonce apostolique.

Sont également créés cardinaux : Mgr Alexandru Todea, archevêque d'Alba Iulia (Roumanie) ; Mgr Etsou-Nzabi-Bamungwabi, archevêque de Kinshasa ; Mgr Nicolas Lopez Rodriguez,

archevêque de Saint-Domingue ; Mgr Antonio Quarracino, archevêque de Buenos-Aires ; Mgr Roger Mahony, archevêque de Los Angeles ; Mgr Juan Jesus Posadas Ocampo, archevêque de Quadalajara ; Mgr Anthony Joseph Bevilacqua, archevêque de Philadelphie ; Mgr Giovanni Saldarini, archevêque de Turin ; Mgr Cahal Brendan Daly, archevêque d'Armagh (Irlande) ; Mgr Camillo Ruini, vicaire général de Rome ; Mgr Jan Chryzostom Korec, évêque de Nittra (Tchécoslovaquie) ; Mgr Henri Schwery, évêque de Sion ; Mgr Goerg Stierzinski, évêque de Berlin.

Le Père Paolo Dezza, jésuite, est également nommé cardinal, ainsi que Mgr Ignatius Gong Pingmei, évêque de Shanghai, cardinal in petto depuis 1979, dont le nom a seulement été révélé le 29 mai.

[Né le 24 octobre 1920 au Biot (Haute-Savoie), Mgr Robert Coffy a été ordonné prêtre en 1944 à Annecy. Licencié en théologie, il a été professeur de théologie au séminaire d'Annecy avant de devenir vicaire général du diocèse. Evêque de Gap en 1967, il est nommé archevêque d'Albi en 1974, puis de Marseille le 17 avril 1985, successeur du cardinal Richery. Mgr Coffy passe pour l'un des meilleurs théologiens de l'épiscopat français, auteur notamment de documents qui ont fait date : « Eglise-sacrament » (1971) et « Une Eglise qui célèbre et qui prie » (1973).

M. Thierry Le Roy directeur de la musique et de la danse

Un juriste de quarante-quatre ans, maître des requêtes au Conseil d'Etat, M. Thierry Le Roy, a été nommé en conseil des ministres, ce mercredi 29 mai, directeur de la musique et de la danse au ministère de la culture.

Longtemps confiné à des compositeurs, puis à un critique musical (M. Maurice Fleuret), à un haut fonctionnaire écrivain et mélomane enfin (M. Schneider), le poste échoua finalement à un « homme de dossiers » qui a passé l'essentiel de sa carrière dans les ministères. Après un court passage au secrétariat d'Etat aux immigrés, M. Le Roy travaille en effet depuis 1982, ce mercredi 29 mai, tant que conseiller technique, puis dirige, entre 1982 et 1984, le service des entreprises nationales à la direction générale des industries.

M. Le Roy avait néanmoins prouvé son intérêt pour les questions culturelles lors des deux années passées à la tête du cabinet de M. Jack Lang (1984-1986), puis à la direction du patrimoine (1986) et à la présidence du conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (depuis 1989). En 1988, il avait été nommé chef du service juridique et technique de l'information au secrétariat général du gouvernement.

A. R.

ÉTATS-UNIS : la maladie du président

L'eau de la Maison Blanche va être analysée

On n'est jamais trop prudent quand il s'agit de la santé du président des Etats-Unis : surprise de constater que M. et M^{me} Bush sont tous deux atteints d'une forme d'hyperthyroïdisme appelée maladie de Graves Basedow, et que leur chienne Millie est pour sa part atteinte d'une autre maladie auto-immune, un lupus érythémateux disséminé, les médecins de la Maison Blanche ont décidé, mardi 28 mai, de passer au peigne fin tous les facteurs environnementaux, alimentation, etc., susceptibles d'être à l'origine de ces pathologies. La coïncidence leur paraît tellement énorme - l'un d'eux a même calculé qu'il y a une chance sur trois millions pour qu'un mari et une femme aient tous les deux une maladie de Basedow - qu'ils vont dans les prochains jours s'assurer en particulier que l'eau de la Maison Blanche, de la résidence de Camp David et de la propriété des Bush dans le Maine n'est pas surchargée en iode ou en lithium.

Pour ce qui est de M^{me} Bush, les choses sont assez claires dans la mesure où l'existence chez elle de signes oculaires typiques confirme à l'évidence

qu'elle est bien atteinte d'une maladie de Basedow, la plus fréquente et la plus caractéristique des hyperthyroïdies. Pour ce qui est de son mari, il en va peut-être autrement dans la mesure où il ne semble pas avoir de signes oculaires typiques de Basedow. Et même s'il est vrai que, dans de rares cas, cette maladie peut apparaître sans exophtalmie, il se pourrait également que M. Bush soit en réalité atteint d'un petit goitre multi-nodulaire ou un-nodulaire (adénome toxique). Dans un tel cas, une surcharge en iode, par exemple dans l'eau, peut « emboliser » le nodule et provoquer l'apparition d'une hyperthyroïdisme. Quant au lithium, sa présence en trop grande quantité est en général responsable de l'apparition d'une hypothyroïdisme. Mais, dans de très rares cas, c'est effectivement l'inverse qui peut se produire.

Quant au lupus dont souffre la chienne des Bush, les spécialistes français que nous avons interrogés avouent ne pas comprendre pourquoi elle fait l'objet de tant d'attention...

FRANCK NOUCHI

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

C'est foot !

FOU, ce pays, fou de foot ! Et pas qu'à Marseille. Vous avez vu un peu la « une » de vos journaux ce matin ? C'est la lutte finale pour l'Huma qui s'habille en blanc et bleu aux couleurs de l'OM. Le Parisien aussi. Il a fait mieux, il a changé son P en B, le Barisien, oui ! Libé, cosmique, évoque « le choc des étoiles » et France-Soir titre sur sept colonnes : « 20 h : la France s'arrête ». Exact ! Déjà qu'elle se traîne, qu'elle claudique depuis des semaines de grèves et ponts, arc-boutée, côté patrons, entre Cannes et Roland-Garros, là, stop, terminé. Une fois appuyé sur le bouton de la télé, elle lèvera par le petit doigt.

Plus un chat dans les rues, les restaurants, les théâtres et les cinémas. A la RATP, dans les gares et les commissariats, on a décidé de fermer les yeux sur les transistors planqués sous les guichets. Les cafés ont installé des écrans sur leur comptoir. A Lille, le Mimi et sa Cresson invitent Kohl à faire l'union en se tapant le Coupe d'Europe. De son propre aveu, le PDG de la Deux zappe sur

le Une. Et les députés retardent la séance. Aucune importance, elles risquent pas de flamber ce soir, les villes.

Encore que... Les annonceurs comptent sur vingt millions de veaux, de coqs plutôt, bons pour la matraque. Calculez : il n'y aura jamais qu'un Français sur deux à tomber en catalepsie en se branchant sur un tube cathodique. Et les autres ? Qui c'est d'abord, sorti des enfers et des vieillards en bas ou en bout d'âge ? Et où ça va ? Dans le train s'il s'agit du petit peuple des groupies qui a déjà pris d'assaut les gradins au cri de OM, on t'aime !

Après quoi, vous avez les nanas à qui le ballon foute les boules. Mais, bon, il y en a de moins en moins. C'est plus d'époque, ça fait toquard, et à défaut d'aller, elles crachent pas sur la cuisse : de la belle, en plus, de la vague, de la musclée. Les mecs pour mecs, parail. L'élite intellectuelle haut de gamme ? Ça fait pas des masses. Alors, où il est passé, le reste ? Cherchez pas, à Bari, invité par Tapie. Le président, là, aujourd'hui, c'est lui.

« Disparition » d'un dessin de Seurat au Grand Palais

Un dessin de Georges Seurat, *Cocher de fiacre* (1887), a disparu du Grand Palais, à Paris, où il était exposé à l'occasion de la rétrospective consacrée au peintre, a annoncé mercredi la Direction des musées de France (DMF). Celle-ci préfère pour l'instant parler de « disparition », mais l'hypothèse d'un vol est la plus largement retenue. Une enquête a été ouverte par la Brigade de répression du banditisme (BRB).

Les dessins de Seurat comptent parmi les œuvres graphiques les plus chères sur le marché. La disparition de cette œuvre a été constatée mercredi matin avant l'ouverture des salles. L'exposition devait être fermée mercredi jusqu'à 15 heures, a indiqué la DMF en fin de matinée. La valeur de ce dessin, qui appartient à la galerie Huguette Bérès, et qui était donc assuré, reste confidentielle, indique la DMF.

C'est la première fois qu'une œuvre disparaît lors d'une grande exposition organisée par la Réunion des musées nationaux au Grand Palais. Plus de la moitié du budget de la rétrospective Seurat (15,5 millions de francs) a été pourtant consacrée à sa protection.

Un mort et quatre disparus dans l'explosion d'un pétrolier libérien

Un marin égyptien a trouvé la mort et quatre Philippines sont portés disparus après l'explosion, le 28 mai, au large des côtes de l'Angola, de l'ABT-Summer, un pétrolier battant pavillon libérien. Les opérations de secours ont été entreprises avec l'assistance des autorités d'Afrique du Sud. Plusieurs navires participent aux secours, mais aucun n'est doté de moyens de remontage.

L'ABT-Summer, qui transportait 260 000 tonnes de brut iranien, chargé il y a une quinzaine de jours à Kharg, à destination d'un port européen, était toujours en flut et menaçait de couler ce mercredi 29 mai, tandis que du pétrole se déversait en mer. Construit en 1974 en Corée du Sud, le navire est géré par une société sud-coréenne, l'Arabian Bulk Trade Co Ltd, dont le siège est à Dahanu. Il est affrété par la compagnie Iranian Oil Tankers et sa cargaison n'était pas encore vendue au moment de l'explosion. L'équipage est très cosmopolite et présente, selon des observateurs compétents, tous les signes d'un navire « sous norme », sur lequel les conditions de sécurité ne sont pas réunies.



air sud

Le spécialiste des îles Grecques

A LA CARTE

Plus de 30 îles au choix, en circuit, sur mesure, en séjour : exemple : PAROS logement chez l'habitant 1 semaine 890 F

CHARTERS

Paris / Athènes à partir de 1650 F/AR

Paris / Héraklion à partir de 1790 F/AR

AIR SUD 105, rue Monge 75005 PARIS - (1) 43 37 85 90

Brochure gratuite sur simple demande sur minitel : 3615 code ASD



GRECE

l'Elm des Dieux

OFFICE NATIONAL HELLENIQUE DU TOURISME

Le Français en retard d'une fenêtre

(Publicité)

Noe voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ses fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devise gratuite.

Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^o Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

ÉDUCATION

• Un sondage sur les lycéens de 1991 • La concertation en rodage 13 à 16

SECTION B

ARTS • SPECTACLES

• Le « cinéma australien » à Beaubourg • Rencontre avec le directeur du Centre dramatique de Reims 17 à 28

SECTION C

Différend dans l'automobile

Pugeot pourrait remettre en cause ses accords de recherche avec Renault 29

Un nouveau président pour la Bundesbank

..... 29

Services

Abonnements 2
Annonces classées 33 à 35
Automobile 38
Carnet 38
Marchés financiers 36-37
Météorologie 39
Mots croisés 38
Radio-Télévision 39

La téléphonie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 29 mai 1991 a été tiré à 502 422 exemplaires.

502 422